This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

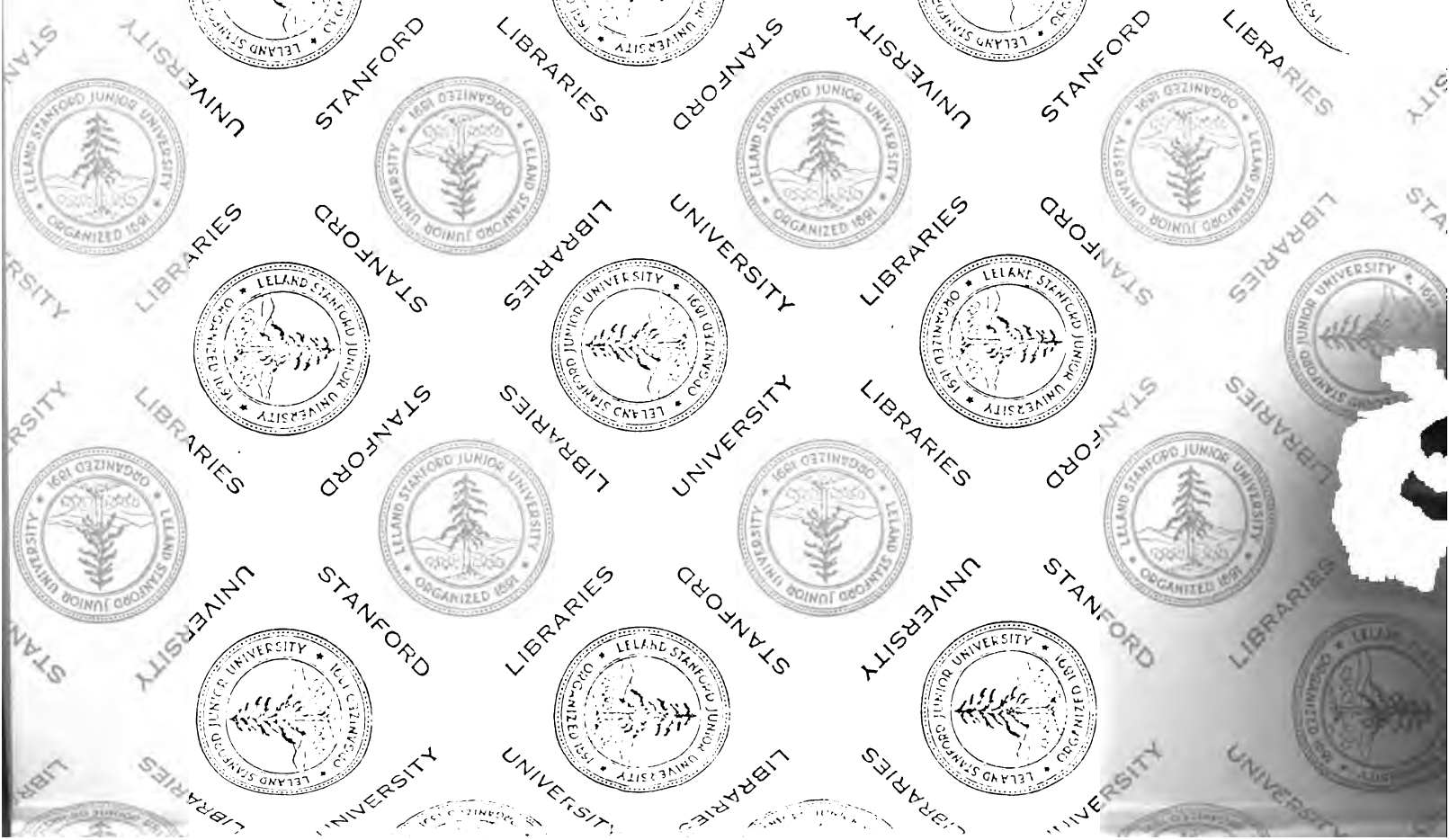
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

STANFORD
UNIVERSITY
LIBRARIES
LELAND STANFORD JUNIOR UNIVERSITY
ORGANIZED 1891


STANFORD
UNIVERSITY
LIBRARIES
LELAND STANFORD JUNIOR UNIVERSITY
ORGANIZED 1891

MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL

DIRK VAN HOGENDORP,

COMTE DE L'EMPIRE, ETC.

PUBLIÉS PAR SON PETIT-FILS

M. LE COMTE D. C. A. VAN HOGENDORP.

LA HAYE,
MARTINUS NIJHOFF.
1887.

DJ2.17
H7.3

AVANT-PROPOS.

„La journée était avancée, et, au lieu de m'enfoncer dans cette masse informe et compacte de verdure qui me dominait, je me décidai à renvoyer au lendemain la course instructive que j'avais projetée, et, descendant de coteau en coteau, je repris la direction de la ville à travers champs et plantations de caféiers, de bananiers et d'orangers. Je vous l'ai dit, le Brésil est un immense jardin.

A peine avais-je marché pendant une demi-heure, que je me trouvai comme enfermé dans un enclos, au milieu duquel était bâtie une petite maisonnette peinte en vert, et entourée d'un treillage au travers duquel serpentaient des fleurs, riches de couleurs éblouissantes. J'avais soif; je m'avançai vers la porte d'entrée, et j'appelai; personne ne me répondant, je supposai que le maître de l'habitation serait assez poli pour me pardonner mon indiscrétion; je mis le doigt sur le loquet et j'ouvris.

Quel ne fut pas mon étonnement! Un magnifique portrait à l'huile, enrichi d'un beau cadre, arrêta mes regards. C'était celui d'un général français, dont l'uniforme était décoré de crachats, de la croix d'honneur et de plusieurs ordres étrangers; à sa main droite était une lettre cachetée; sur une table, près

de lui, on voyait le plan d'une ville de guerre, d'un port. La figure du vétéran se dessinait fière et calme sur un large rideau de soie verte. L'œil interrogeait, le front méditait, et la légère contraction qui faisait baisser les deux coins de la bouche annonçait le dédain mêlé à un peu de colère. Dans le lointain pointait la cime vaporeuse de quelques mâts pavoisés.

J'allais appeler encore, quand un vieillard appuyé sur sa bêche et arrivant du dehors me frappa sur l'épaule.

— Que voulez-vous? . . . . .

— Eh quoi! des paroles françaises!

— A la bonne heure, vous êtes Français aussi?

— Et vous? . . . . .

— Tête, bras et cœur à la France.

— Quel est ce portrait?

— Ce portrait est celui d'un général lâchement calomnié; il a été aide-de-camp de l'Empereur et gouverneur dans les deux hémisphères. . . . . Il fut le probe défenseur d'une ville opulente confiée à la garde de son honneur et de sa fidèle épée, que vous voyez là, rouillée, inutile. Ce portrait, gage d'amitié de Napoléon, est celui d'un homme qui a voulu vivre pour protéger la mémoire de l'Empereur; c'est le général Hogendorp, c'est moi! . . .

Je serrai fortement la main du soldat et m'assis près de lui sur un canapé d'osier. Dieu que l'exil change les hommes! Les yeux du brave défenseur de Hambourg étaient à demi éteints; de profondes rides sillonnaient son front et ses joues amaigries, ses cheveux étaient rares, son teint hâve, brulé. Le malheur n'avait rien épargné, ni l'âme ni le corps; il y avait de la misère dans cette haute charpente qui s'était roidie contre tant d'orages, mais une misère noble et dignement supportée. Hogendorp était une de ces ruines graves et solennelles devant lesquelles on ne s'arrête que le front découvert.

Nous gardâmes quelques instants le silence; lui pour savoir

qui j'étais, moi, pour attendre quelque nouvelle confidence. Cependant, afin de chasser de sa mémoire les douloureuses idées qui semblaient le poursuivre, je lui dis mon nom, la mission dont j'étais chargé, l'heureux hasard qui m'avait conduit chez lui, et je lui demandai un verre d'eau.

— Et de vin aussi, monsieur, si vous voulez; je suis maintenant marchand de vin d'oranges, et charbonnier. Ils ont dit là-bas que j'avais volé une banque, et à peine ai-je pu solder mon passage jusqu'au Brésil; ils ont publié que je possédais en ce pays des plantations immenses et que je commandais à trois cents nègres, Singa est mon seul domestique; si vous faites cinquante pas autour de cette maison, bâtie par moi, vous aurez parcouru tout mon domaine; si j'ai sur mes épaules une blouse à peu près neuve, c'est que je l'ai achetée avec le prix du vin d'oranges que je fabrique; si j'ai des souliers à mes pieds, c'est que j'apporte du charbon à la ville et que le commerce est l'échange du superflu contre le nécessaire. . . . Demandez-moi donc, monsieur, du mauvais vin, des oranges, des bananes, mais ne me demandez pas de pain, le général français n'en a pas aujourd'hui.

Le pauvre exilé avait lu dans mes regards tout l'intérêt qu'il m'inspirait, et m'en remercia comme d'un bienfait.

— Vous reverrai-je, monsieur?

— Oui.

— Consentirez-vous à jeter un coup d'œil sur les mémoires que j'écris?

— De toute mon âme.

— Je vous les confierai, monsieur; votre nom est une garantie de probité, et, de retour en France, vous les publierez si vous le jugez convenable. Ce que je veux qu'on sache avant tout, c'est que je suis pauvre, malheureux, exilé, près de la tombe; mais que je renaîtrais fort et jeune si mon pays avait encore besoin de moi. Adieu, monsieur.

— Non, général, au revoir.

— Au revoir donc, n'oubliez pas votre promesse, je vous attends. Le jour baisse, voici mon nègre, mon brave Singa, le seul compagnon de ma vie solitaire. Je ne puis vous offrir un hamac; suivez vite ce sentier; et doublez le pas, car des esclaves pourraient vous arrêter s'ils vous rencontraient loin de la ville."

. . . . . .

„Le lendemain, j'allai chez quelques personnes pour lesquelles j'avais des lettres de recommandation, et je parlai du général Hogendorp. Quel noble cœur! Quel brave soldat! Quel courage et quelle résignation dans l'infortune! disaient tous les Français.

— C'est un fou et un sot, ajouta un noble brésilien.

— Comment cela?

— Croiriez-vous, monsieur, qu'on lui a offert un bel emploi dans les armées de notre gracieux souverain, et qu'il a refusé sous le ridicule prétexte que les deux royaumes pouvant un jour être en guerre, il se verrait forcé de manquer à la reconnaissance ou de tirer l'épée contre son pays?

— En effet, répliquai-je en haussant les épaules; c'est un sot et un fou que monsieur ne comprendra jamais."

. . . . . .

„Je trouvai le général Hogendorp souffrant, alité; une fièvre ardente le dévorait, et il n'avait que son fidèle Singa pour veiller à ses besoins et sur sa vie.

— C'est bien, me dit-il, vous avez pensé au pauvre exilé, vous lui avez apporté quelques provisions et les consolations de l'amitié; que le Ciel vous en récompense!

— Je vous promets de nouvelles visites, général; aujourd'hui je ne viens chez vous que comme oiseau de passage. Le Corcovado est là sur notre tête, je vais le gravir pour faire connaissance avec vos forêts vierges qu'on dit si imposantes.

— C'est un spectacle magique, poursuivit le général; cela se voit, s'étudie, s'admire; cela ne se décrit pas.

— J'essaierai.

— Apropos, prenez garde aux nègres marrons; ils sont nombreux sur le Corcovado, audacieux surtout. Mais vous avez de bons pistolets, sans doute, faites-les-leur voir; ils ont grand peur des armes à feu; le bruit les épouvante plus que la mort. Si j'avais un peu plus de force, je vous accompagnerais; nous plongerions nos regards vers cet horizon oriental derrière lequel est une patrie absente; et peut-être quelque douce émanation du pays natal raviverait-elle mon énergie prête à s'éteindre. Allez donc seul, mon ami, je vous attends au retour."

. . . . . .

„ J'ai dit adieu au général Hogendorp, que j'ai trouvé dans sa case, seul avec son fidèle serviteur. Je lui ai encore apporté du pain, car il n'en a pas; j'ai écouté trois fois dans la même soirée, et sans en être fatigué, le récit de ses belles campagnes; je me suis laissé dire les injustices et les malheurs passés, et quand j'ai fait entrevoir la possibilité d'un retour dans une patrie ingrate:

— Taisez-vous, m'a répondu en me serrant la main ce noble débris des plus vaillantes armées du monde; taisez-vous, il n'y a pas de patrie pour moi, ou plutôt, ma patrie c'est cette case de bois où nous sommes à la gêne, ces quelques pieds de cafier, ces orangers et ce noir. Les hommes, mon cher Arago, n'aiment pas à réparer une injustice, car c'est avouer qu'ils ont eu tort. Et puis, ai-je servi mon grand empereur avec dévouement et fidélité? Oui, sans doute, je le jure sur ma vieille épée de soldat. Que feraient de moi ceux qui gouvernent maintenant la France? Et puis encore, je ne veux pas plus d'eux qu'ils ne voudraient de moi. Ainsi donc, plus de sol natal pour le vétéran proscrit; ce que j'attends de vous, c'est la publication du mémoire justificatif que je vous confie. Me le promettez-vous?

— Général, il contient de bien graves accusations contre de puissants personnages.

— Qu'ils fassent comme moi, qu'ils se défendent et prouvent leur innocence. Je suis sorti de Hambourg comme j'y étais entré pauvre et probe; à eux de dire à haute voix devant moi ce que je ne crains pas de dire en leur présence. S'il le faut, je repondrai à leur réponse; mais je les connais, ils se tairont.

— Et s'ils parlent?

— Je me présenterai alors, me dit le loyal Hogendorp en se levant avec un emportement tout viril. Je les verrai face à face, et la France saura qui a menti, d'eux ou de moi.

— Eh bien! général, je publierai votre mémoire, mais à une condition.

— Laquelle?

— C'est que le haut personnage que vous accusez le plus pourra se défendre.

— Cela est juste.

— Ainsi donc, s'il est mort?

— Brûlez alors ces papiers, et que les cendres des calomniateurs ne soient pas fouillées.

Je n'ai pas publié le mémoire du général Hogendorp.

Hélas! le pauvre exilé n'a pas survécu longtemps à ses ennemis; il repose là-bas, près de sa case déserte, au pied du Corcovado, où je vais souvent par la pensée jeter un dernier adieu d'ami sur sa tombe isolée."

Ce mémoire justificatif que n'a pas publié M. Jacques Arago (car c'est à lui que nous venons de donner la parole [1]) nous le publions aujourd'hui.

---

[1]) Voir ses Souvenirs d'un aveugle. Voyage autour du monde (1817—1820). Paris, Lebrun, 1843, 2 vol. in 8°. Sans ce savant littérateur nous ne saurions nous faire une idée des dernières années de la vie de l'auteur à Rio de Janeiro.

L'auteur, M. le Comte Dirk (Thierry) van Hogendorp, est issu d'une famille patricienne qui a donné bien des hommes remarquables à la patrie. Son père, son fils et son petit-fils ont, ainsi que lui-même, rempli des postes importants dans les Colonies de l'état; son frère cadet était ce Gysbert Karel van Hogendorp, ce grand patriote, qui de longue main et dans un temps où l'avenir de la Néerlande se voyait sous les couleurs les plus sombres, prépara le nouveau régime, et formula la loi fondamentale qui continue jusqu'à nos jours de faire la base de nos institutions politiques.

Ces Mémoires, qui n'ont que la prétention d'être le récit véridique de la vie de l'auteur, renferment des détails historiques sur les affaires et les gens de l'époque (1761—1874) d'autant plus précieux à connaître que M. van Hogendorp, par la force des événements, se vit très haut placé et que par là il a été à même de former avec plus de certitude son opinion sur ce qui se passait sous ses yeux.

Ayant dans son jeune âge servi dans l'armée du grand Frédéric, les connaissances solides acquises à cette école lui ont permis d'accepter plus tard le portefeuille de Ministre de la guerre en Hollande, puis de servir avec éclat et fidélité le grand guerrier qui dirigeait alors les destinées de l'Europe.

Avant que de suivre l'étoile de Napoléon Ier la position de l'auteur dans le cabinet et à la cour du Roi Louis Bonaparte lui fournit les données propres à sonder le caractère vacillant de ce souverain, et cette partie des Mémoires, à notre avis, est très intéressante pour la connaissance des événements qui eurent lieu dans les Pays-Bas depuis 1805—1810.

Ayant passé depuis au service de la France, dans laquelle la petite Hollande venait d'être engloutie, c'est l'Empereur, le grand foudre de guerre, qui le préoccupe entièrement. Les hasards de sa carrière militaire ne lui ont pas donné l'occasion de se distinguer dans les batailles, mais Napoléon, génie organisateur s'il en fut, avait bien vîte reconnu dans son général de division

et aide-de-camp un esprit de la même trempe que la sienne, et le Comte D. van Hogendorp a entièrement répondu à l'attente de son illustre chef pendant les préparations de la guerre de Russie. Ce qu'il a pu faire dans l'intérêt de la grande armée en déroute se lit dans quelques pages bien émouvantes de son récit, qui portent l'empreinte de la vérité et du *vu* à un très haut dégré. Napoléon s'est souvenu de tout cela, et en faisant son testament à son heure dernière, à Longwood, il a donné un dernier témoignage de l'estime qu'il a porté au général D. van Hogendorp [1]).

Avec l'empereur son fidèle aide-de-camp disparaît du théâtre historique. Sa patrie étant redevenue indépendante par suite des événements qui aboutirent à la retraite de Napoléon dans l'île d'Elbe, il s'est franchement et avec empressement rallié au drapeau Néerlandais (voir sa lettre au prince souverain à la page 403). Mais l'attraction exercée par le grand capitaine sur ceux qui s'étaient trouvés dans son entourage ne manqua pas de faire son effet sur van Hogendorp quand celui-ci apprit que son ancien chef avait, comme Empereur de nouveau, mis le pied sur le territoire français. Oubliant tout nouvel engagement et l'avenir qui l'attendait dans sa patrie il s'empressa de se rendre en France.

Il n'est pas rentré à la Haye. Après avoir assisté aux péripéties des Cent-jours, après Waterloo, il a passé encore quelque temps à Paris où il publia, en 1817, un mémoire estimé intitulé: Du système colonial de la France sous le rapport de la politique et du commerce, [2]) puis il se retira au Brésil où

[1]) Voir le Testament de Napoléon, Codicille du 24 Avril 1821 (Mémoires du docteur Antommarchi, Paris, 1825, vol. II, p. 204) où se lit: «6°. Au général Hogendorf, hollandais, mon aide-de-camp, réfugié au Brésil, cent mille frans.»

[2]) Une traduction, en Hollandais, de cet écrit a paru à Amsterdam en 1817. Van Hogendorp qui, dans maintes brochures, a taché de réorganiser le système colonial Néerlandais, a voulu faire la même chose pour sa seconde patrie.

il s'est occupé de travaux agricoles. Il y est mort le 29 d'octobre 1822.

Le mémoire dont à plusieurs reprises parle M. Arago doit, au moins en partie, être identique avec les mémoires que nous publions aujourd'hui. Ces derniers envoyés en Europe après la mort de l'auteur ont été reçus en dépôt par des parents dans l'absence du fils de M. van Hogendorp et là ils ont été fidèlement gardés jusqu'au jour où ils ont pu passer définitivement dans les mains des ayants-droit. D'après quelques lettres jointes en copie au manuscrit il est hors de doute que celui-ci a été copié au Brésil, en 1819 et 1820, par M. Th. Taunay.

„Le haut personnage" dont M. Arago s'est entretenu avec le général van Hogendorp à Rio de Janeiro nous semble avoir été le maréchal Davout, et l'animosité de l'auteur contre le prince d'Eckmühl est prouvée par bien des passages de son ouvrage. C'est pour cela qu'il semble étrange que dans les correspondances multiples du maréchal, publiées par la Marquise de Blocqueville, sa fille, on ne trouve nulle trace des dissensions qui ont dû rendre si difficiles et pénibles les relations entre les deux guerriers. Aux pages 234, 235 et 397 de l'ouvrage „Le Maréchal Davout, prince d'Eckmühl, raconté par les siens et par lui-même. La Russie et Hambourg", (Paris, 1880) et aux pages 118, 119 de celui intitulé „Le Maréchal Davout, prince d'Eckmühl. Correspondance inédite 1790—1815. Pologne, Russie, Hambourg", (Paris, 1887) le nom de M. le général Hogendorp est mentionné à plusieurs reprises, mais sans toucher aux querelles qui ont séparé ces deux hommes remarquables. Il est vrai que la fille du Maréchal Davout a écrit surtout dans un esprit apologétique et pour la défence en général du caractère de son père, caractère jugé bien sévèrement par ses contemporains.

Quoiqu'il en soit, désormais les mémoires de M. le général

D. van Hogendorp, Comte de l'empire français, appartiennent à l'histoire et feront ressortir les services rendus par l'auteur à sa patrie et à la France; ils feront connaître, en outre, le caractère d'un homme qui par le cours des circonstances s'est trouvé dans des positions fort difficiles et différentes de celles pour lesquelles il semblait né, les mérites d'un homme d'honneur, qui s'est toujours montré à la hauteur de ces circonstances.

M. F. A. G. Campbell

MÉMOIRES.

CHAPITRE I.

Introduction. Naissance. Détails concernant la famille van Hogendorp, et le frère de l'auteur, Gijsbert Karel. Établissement à la Haye Désastres financiers. Départ pour Berlin. Installation au Corps des Cadets. Frédéric le Grand. Le Général Budlenbroch. Éducation militaire. Penchant pour le jeu. Paul, Grand-Duc de Russie. Entrée dans l'armée. Porte-enseigne. Vie de garnison. Revue passée par le roi. Discipline et organisation de troupes. Préparatifs de guerre. Entrée de l'armée Prussienne en Saxe. Puis en Bohême. Calme plat. Marches et contremarches. Paix de Teschen. Quartiers d'hiver. Entrée à l'académie militaire de Koenigsberg. La société dans cette ville. Le comte de Keyserling. Lieutenant de grenadiers. Premier duel. Bentivegni. Le célèbre Kant comme professeur. Le professeur Kraus.

Je me propose une tâche difficile en commençant l'histoire de ma vie ou plutôt les mémoires de mon temps. L'histoire de ma vie, quoique parsemée d'incidents assez peu communs et de vicissitudes presque continuelles, ne pourroit cependant avoir en elle-même qu'un intérêt fort médiocre et pour les contemporains et pour la postérité; aussi ne serois-je pas tenté de l'entreprendre. Mais j'ai vécu à une époque si mémorable, et le cours des événements m'a approché de tant de personnes marquantes au milieu des circonstances les plus difficiles, que mes souvenirs valent, je crois, la peine que je me donne de les recueillir ici; et sans doute, dans le compte fidèle et véridique de ce que j'ai

vu, entendu et observé, l'historien futur qui voudra débrouiller le chaos des récits contradictoires et des opinions exagérées, trouvera une candeur et une modération qui pourront mériter sa confiance et le guider dans le choix des versions qu'il adoptera, si non comme les plus vraies, dumoins comme les plus vraisemblables.

Ainsi l'histoire de ma vie, écrite avec la simplicité qui caractérise la vérité, servira seulement de canevas au riche tissu des événements où j'ai assisté comme témoin et quelquefois comme acteur.

Je suis né, l'an 1761, d'une famille ancienne et distinguée, à Heenvliet, en Hollande, où mes parens avoient une maison de campagne. Mon père étoit membre de la régence de Rotterdam, et comme tel, député aux états de la province. Ma mère étoit fille du baron O. Z. de Haren, connu par ses oeuvres poétiques, et l'un des ambassadeurs de la république à la paix d'Aix-la-Chapelle. Je suis l'aîné de la famille.

Des premières années de mon enfance, j'ai passé tous les hyvers à Rotterdam. Mon frère Gisbert Charles est né un an apres moi; et ma mère a eu successivement quatre fils et deux filles.

Je fus élevé avec mon second frère: maîtres, études, plaisirs, peines, tout étoit commun entre nous.

L'an 1769 mon père fut député au conseil des états de la province à La Haye, où nous allâmes demeurer. Ma mère fit tourner ce voyage au profit de notre éducation, dont elle s'occupoit avec soin. J'apprenois avec plus de facilité; mon frère avoit plus d'application. [1])

[1]) Mon père avoit contracté dans les pays étrangers et surtout à Paris, où il étoit resté quelque temps, un goût dominant pour la société et l'habitude de vivre dans la splendeur: sa fortune le lui permettoit. A La Haye,

Mais ce séjour à La Haye, quelques spéculations dans les fonds publics, peut-être une dépense trop forte, avoient ébranlé la fortune de mon père qui avoit été assez considérable. En 1773, il prit le parti d'aller aux grandes Indes, dans l'espoir de l'y rétablir pour ses enfans. [1])

La princesse d'Orange, épouse du stadhouder, née princesse de Prusse, qui avoit une grande affection pour ma mère, s'intéressa vivement à notre sort, et obtint du grand Frédéric pour mon frère Charles et pour moi la faveur d'être admis au corps des cadets nobles à Berlin. Ma mère voulut nous y conduire elle-même, et une amie, la Princesse Galitzin, épouse du ministre de Russie à La Haye, et née comtesse de Schmettau, l'accompagna dans cette ville où elle avoit sa famille.

Nous arrivâmes au commencement de Juin 1773, et le 7 du même mois, nous fûmes installés au corps des cadets. De ce jour par conséquent datent mes années de service.

Le Grand Frédéric vivoit encore; il fit l'accueil le plus gracieux à ma mère qui eut l'honneur de dîner à la table du roi avec la princesse Galitzin. [2])

---

sa maison, montée sur le ton de l'opulence, étoit fréquenté de presque tous les étrangers de distinction. Malgré notre jeunesse, ma mère voulut toujours nous avoir au salon avec elle pour nous donner de l'aisance dans les manières, et ce qu'on nomme la connaissance du monde.

[1]) Le prince stadhouder, Guillaume V, le recommanda fortement au gouverneur-général des Indes, Mr. Van der Parra; et effectivement mon père obtint, dès son arrivée à Batavia, une place très lucrative, celle de résident à Rembang, sur la côte nord-est de l'île de Java.

[2]) Je crois que la princesse d'Orange fit à la même époque un voyage à Berlin; et ce fut même à sa suite, si ma mémoire ne me trompe, que ma mère eut l'honneur d'être présenté au roi et de dîner à sa table.

Le vieux et respectable général de Budlenbroch, ami du roi, étoit en ce temps chef des écoles militaires. Les éléments d'éducation, que nous devions à notre excellente mère, causèrent de la surprise, et nous valurent d'être placés sur le champ dans les premières classes de l'enseignement. Je ne profitai pas peut-être autant que je l'aurois pu de l'occasion que j'avois pour m'instruire. Ce qu'on exigeoit de moi ne me coûtoit aucun effort: Je devins négligent. Élevé dans la maison paternelle jusqu'à douze ans, je m'y étois accoutumé à une manière de vivre et à une nourriture qui contrastoient singulièrement avec la dureté du service et la frugalité du régime introduit au corps des cadets. Néanmoins, après avoir vu quantité de pareils établissements en d'autres pays de l'Europe, je dois à la vérité de dire que sous aucun rapport il n'eut été juste de s'en plaindre, et qu'on y avoit tous les moyens à désirer pour acquérir, si on le vouloit, plus de connaissances même que n'en exige l'état militaire; mathématiques, science du génie militaire, histoire, logique, physique expérimentale etc. tout y étoit professé par d'excellents maîtres: les belles-lettres y étoient enseignées par le célèbre poëte Ramler. Enfin des cours de langue françoise, de dessin, d'équitation, d'escrime etc. complétoient l'éducation qu'on y recevoit. Le seul reproche qu'on put faire à cet établissement étoit que les chefs militaires abandonnoient trop les jeunes gens à leur bonne volonté. [1])

J'ai souvent depuis pensé avec regret aux excellentes occasions que j'ai eues dans ma jeunesse, d'acquérir

---

[1]) La même insouciance s'étendoit à tout le reste de notre conduite, qui, hors les temps de service et d'étude, n'étoit guères surveillée.

des talents supérieurs à ceux que je possède; et je désire que cet aveu serve de leçon à mes jeunes lecteurs. [1])

Cependant mon caractère se formoit. Il n'est pas douteux que l'éducation publique n'ait, sous ce point de vue, un grand avantage. Elle donne plutôt et plus sûrement l'habitude de vivre avec ses semblables, et de payer de sa personne. Enfin elle développe le caractère, dont la forme arrêtée constitue l'homme.

Je ne ferai pas la description du mien, et encore moins son éloge. Mes lecteurs apprendront assez à le connoître par la suite de ces mémoires, et le jugeront à leur fantaisie. Ce qui est certain c'est qu'il valoit mieux que ma conduite. Durant ma jeunesse ma vie dissipée et mes loisirs conspiroient avec le penchant funeste que je me sentois pour le jeu. J'en ai porté la peine, alors même par les embarras où je me trouvai plongé, et depuis par les regrets que j'en ai conservés dans tout le cours de ma vie, et qui me poursuivent encore sur le bord de ma tombe.

Le récit des petits événements de mon séjour au corps des cadets n'a guères droit d'intéresser. Au bout de trois ans, nous y fûmes faits sous-oficiers, distinc-

---

[1]) Lorsque nous arrivâmes à Berlin, le comte Verelst y étoit ministre de Hollande; il avoit épousé une dame de Berlin fort aimable. Nous lui fûmes présentés et recommandés par notre bonne mère, et jusqu'à sa mort, qui arriva malheureusement l'année d'après, il ne cessa de nous témoigner une extrême bienveillance.

Son successeur, le comte de Heiden, à qui nous fûmes aussi fortement recommandés, ne nous fit pas moins d'accueil; et nous ne trouvâmes pas moins d'agrément dans sa maison où nous allions souvent. Nous y perfectionnâmes nos manières, et nous y prîmes de plus en plus l'habitude du monde qui ajoute tant de charmes au commerce ordinaire de la vie, et qui n'est pas d'une moindre utilité dans les occasions difficiles.

tion qu'on n'y obtenoit guères sans en être digne. [1])

Un an après, en 1777, je fus porté sur la liste des élèves qui devoient être proposés pour remplir des places de porte-enseigne dans l'armée. Nous fûmes conduits à Potzdam, et présenté au roi. J'étois fort jeune, et le plus petit de ceux qui assistoient à la présentation. Quand le roi parut, il se fit un silence qui avoit quelque chose de solemnel et qui fit sur moi une impression profonde. Nous étions rangés en ligne, et j'étois le dernier à l'aile gauche. Le roi demandoit à chacun son nom, son pays, ce qu'il avoit appris, et fesoit d'autres questions analogues. Lorsqu'il fut venu à moi, et qu'il m'eut demandé mon nom: Ah! dit-il, vous êtes l'un de ces deux jeunes Hollandois que votre mère a amenés ici, il y a quatre ans: Je m'en souviens. Quel âge avez-vous? Seize ans, Sire. Vous êtes bien petit. Je n'en ferai pas moins bien mon service. Ha! c'est bon; vous irez au régiment de Steinwehr; conduisez-vous bien.

J'étois fier que le roi m'eut parlé. C'étoit la première fois que je le voyois d'aussi près. Jamais je n'avois entendu si bien le son de sa voix qui avoit un charme inexprimable.

Je fus ensuite faire ma cour au prince royal, son neveu, héritier de la couronne et frère de la princesse d'Orange. Il m'accueillit avec une grande bienveillance et par une obligeante attention me mit en état de faire

---

[1]) En 1776 le grand duc de Russie Paul se rendit à Berlin pour y épouser la princesse Dorothée de Wurtenberg; il vint visiter le corps des cadets avec le prince Henry de Prusse, frère du roi. Mon frère fut chargé de lui faire un discours en français, et moi, d'expliquer devant lui un problème de géographie.

avec plus d'agrément le voyage au régiment qui m'étoit désigné.

Le lendemain nous repartîmes pour Berlin pour être de là dirigés vers nos régiments.

Mon frère demeura au corps des cadets jusqu'à l'année suivante, où commença la guerre de la succession de Bavière. Alors il demanda et obtint une place de porte-enseigne dans le régiment du prince Henry, et ce fut dans ce grade qu'il fit la campagne de 1778. Mais avant l'hyver, le prince, à son quartier général de Dresde, le prit auprès de sa personne en qualité de page.

Je partis de Berlin avec une dixaine de mes camarades destinés pour les régiments en garnison dans la Prusse orientale et occidentale. Le mien se trouvoit à Bartenstein, à quinze lieues de Koenigsberg. Des paysans de corvée nous transportoient sur leurs chariots d'une garnison à l'autre, et on nous logeoit militairement. C'étoit à seize ans, élevé comme je l'avois été, un apprentissage un peu dur, et qui pourtant ne laissoit pas de me plaire.

Après quatre semaines d'une route assez pénible, au milieu du mois de Mars, qui est fort rigoureux dans ce pays, j'arrivai à Bartenstein au moment où commençoient les exercices du printemps.

Le chef du régiment, le général major de Steinwehr, étoit un vieillard parvenu à son grade, comme tout le monde en ce temps, par droit d'ancienneté. Le commandant étoit le colonel comte de Henckel de Donnersmark, officier distingué, qui avoit été pendant la guerre de sept ans, un des aides-de-camp du prince Henry. Je lui étois particulièrement recommandé, et je fus placé dans sa compagnie.

J'arrivai un après-midi; on me mena chez le général et chez le colonel; je pris aussitôt l'uniforme; et dès le lendemain je commençai mon service.

Les porte-enseignes dans les régiments étoient tous de jeunes gentilshommes, sortant du corps des cadets, ou déjà employés à la suite même des régiments comme surnuméraires destinés à remplir par ancienneté les places d'officiers vacantes. Il y en avoit un par compagnie de fusiliers, dix par régiment; ils portoient les drapeaux; mais dans les compagnies ils fesoient le service de sous-officiers avec les sergents et les caporaux: service très dur et très fatiguant, exercé en ces temps avec une ponctualité extrême.

Quoique ce genre de vie ne put pas avoir de grands attraits pour moi, l'habitude me le rendit bientot supportable. Il falloit se lever tous les jours à la pointe du jour pour aller aux exercices qui étoient fort longs et fort pénibles, monter ensuite les gardes, faire les visites et les appels des compagnies etc. enfin peu de repos, et nul amusement au fond d'une petite ville assez misérable. Sans la ressource des livres et des connoissances que j'avois déjà, je serois mort d'ennui.

Les excercices durèrent jusqu'au mois de Juin, que le régiment se mit en marche pour se rendre sur les bords de la Vistule près de Marienwerder où le roi vint passer la revue de toutes ses troupes des deux Prusses, et durant trois jours consécutifs, leur fit faire de grandes manoeuvres. Les troupes campoient sous des tentes, dans une grande plaine, et présentoient à l'oeil un spectacle imposant.

Le premier jour le roi passa la revue de chaque régiment en particulier. On devoit lui montrer sur le

front des compagnies toutes les nouvelles recrues. J'étois du nombre: il me reconnut, et demanda au colonel comment je me conduisois, en ajoutant encore: il est bien jeune, bien petit.

Après les manoeuvres, les régiments retournèrent à leurs garnisons. La moitié des hommes de chaque compagnie, tous indigènes, furent envoyés en sémestre chez eux pour cultiver les champs. C'est un vrai temps de repos pour les garnisons, dumoins comparé avec le temps des exercices; car les gardes, les visites, les appels etc. vont toujours leur train. Nous avions même tous les jours régulièrement parade de la garde montante, qu'on fesoit exercer aumoins une heure sous les yeux des officiers, qui devoient tous y être présents, depuis le général jusqu'au moindre enseigne.

Qu'on me permette de rapporter ces détails du métier. Bien des officiers les regardent comme des minuties indignes d'une attention sérieuse: je suis d'une opinion contraire. Que dans un ouvrage d'horlogerie la moindre pièce ait été abandonnée à une main grossière: elle arrête le jeu de la machine, quelque perfection qu'aient ses autres parties: le mouvement ne se communique plus. De même, dans l'organisation d'une armée, le moindre détail qu'on néglige nuit à l'ensemble, et entrave ces puissants ressorts dont le développement donne aux manoeuvres générales la précision et la beauté, et sert, pour ainsi dire, de régulateur au succès des batailles. Enfin, dans l'art de la guerre, les grands résultats ne s'obtiennent qu'à force d'excercices journaliers et d'instructions continues.

Ce n'est là sans doute encore qu'une science d'automates; il faut une intelligence, une âme pour conduire

et pour diriger. Cette âme, c'étoit le grand Frédéric. Aussi que de merveilles n'a-t-il pas opérées durant la guerre de sept ans, toujours inférieur en nombre? Son génie, sans une pareille armée, n'auroit pu exécuter d'aussi grandes choses; et sans son génie, son armée ne pouvoit rien, comme nous l'avons vu à la bataille de Jéna.

J'ai appris, par ma propre expérience, tout ce qui appartient au service intérieur, à l'économie, à la discipline et à l'organisation des troupes; et j'ai reconnu en mille occasions dans le cours de ma vie, surtout quand j'ai été chargé de commandements, combien il est utile de s'en être rendu la connaissance familière. Je suis même persuadé qu'on ne peut bien gouverner des soldats, sans en avoir fait une étude approfondie; et on ne peut l'avoir faite sans avoir successivement rempli tous les différents grades. J'ai passé tant bien que mal cette année, 1777, dans notre petite garnison. En hyver nous avions quelques amusements et une société agréable: l'épouse du comte de Henckel, la soeur de cette aimable femme, le major de Klinchowstroem, qui s'étoit marié avec une fille du chancelier de Prusse Baron de Korff, et quelques dames du régiment et de la noblesse des environs.

Ma bonne mère entretenoit toujours une correspondance fort suivie avec nous. Elle nous écrivoit aumoins une fois la semaine, et désiroit que nous en fissions autant. Mais il ne m'arrivoit que trop souvent de négliger ce pieux devoir, et j'en éprouve encore aujourd'hui des regrets.

Le commencement de l'année 1778 fut marqué par des préparatifs de guerre. Dès l'entrée du printemps,

on reçut ordre de faire rejoindre les sémestriers, et mon régiment fut dirigé, d'abord vers la Vistule qu'il passa pres de Thorn, et ensuite vers Francfort sur l'Oder, où il fit une première halte avant d'entrer en Saxe.

Enfin la guerre fut décidée, et nous marchâmes sur Dresde, où étoit le rendez-vous des corps qui devoient composer l'armée commandée par le prince Henry. L'armée Saxonne se joignit à nous, et nous passâmes l'Elbe pour camper dans une grande plaine auprès de Pilnitz, où le prince, et l'électeur de Saxe firent une revue générale de leurs troupes.

L'armée suivit quelque temps sa route vers les frontières de la Bohème; mais tout-à-coup elle fit un mouvement rétrograde, repassa l'Elbe audessus de Pirna, et pénétra en Bohème par la rive droite de ce fleuve.

Je brûlois d'envie de voir la guerre et d'assister à une bataille: mon espoir fut trompé. Après avoir fait quelques marches, nous restâmes campés plus d'un mois auprès d'un endroit appelé Niemes, à observer l'armée Autrichienne qui étoit en face de nous dans la même immobilité.

Cette campagne, comme tout le monde le sçait, ne consista qu'en marches et en contremarches savantes, sans autre but que de prendre des positions. Le grand Frédéric avoit repris les armes à contre-coeur, et paroissoit ne pas vouloir compromettre sa réputation militaire et le repos de ses vieux jours. L'empereur Joseph craignoit aussi de se hazarder dans une guerre qu'il avoit entreprise contre l'avis de sa mère, l'impératrice Marie Thérèse; et ces dispositions réciproques donnèrent lieu à des négociations qui amenèrent la paix de Teschen.

Quoique l'issue de cette campagne ne répondit pas à

l'ardeur de mon âge, cependant, quand l'armée se retira de la Bohème, après avoir passé sur la rive gauche de l'Elbe à Leytmeritz, j'assistai avec mon régiment à quelques combats d'arrière-garde, et j'eus lieu de satisfaire cette impatience de voir l'ennemi si naturelle à un jeune soldat. Enfin nous quittâmes la Bohème par la route de Toeplitz; et l'armée après être demeurée quelque temps campée sur les confins de la Saxe, entra en cantonnements, et prit, peu après, ses quartiers d'hyver à quelques lieues de Dresde, à Meissen, l'une des plus jolies villes de Saxe et fameuse par sa belle manufacture de porcelaine. Au printemps de 1779 nous retournâmes à notre garnison de Bartenstein, dans la Prusse orientale.

Aussitôt après cette courte guerre, le roi institua dans plusieurs grandes villes de ses états, des académies militaires, où, de chaque régiment, on envoyoit quelques jeunes gens d'espérance pour y être instruits par des officiers du corps du génie militaire dans les sciences pratiques de cet art, comme celle des fortifications de campagne, la topographie etc. Je fus de ceux que choisit mon régiment, et je partis bientôt pour Koenigsberg, où étoit l'académie de la Prusse orientale.

Je ne m'y trouvai pas novice avec les connaissances préliminaires que j'avois acquises au corps des cadets à Berlin. En peu de temps je fis des progrès qui attirèrent sur moi l'attention, et je ne fus pas des moins distingués de l'établissement.

Il s'étoit fait dans ma position un changement favorable. Délivré de l'ennui et de la gêne du service intérieur, auquel j'étois astreint dans ma garnison, j'étois encore assez maître de mon temps pour voir la société,

et satisfaire l'inclination qui m'y entraînoit, et que j'avois contractée dès ma jeunesse dans la maison paternelle.

Koenigsberg, capitale du royaume de Prusse proprement dit, étoit le centre d'une réunion assez brillante. Outre le gouverneur, les généraux et les officiers supérieurs qui appartenoient à la garnison, ainsi qu'un grand nombre de fonctionnaires publics etc., la noblesse des environs, qui venoit communément y passer l'hyver, y répandoit beaucoup de vie et d'agrément.

De toutes les maisons qui recevoient, la plus hospitalière et la plus agréable étoit celle du comte de Keyserling. Son père, qui étoit Courlandais, avoit été ambassadeur de Russie à Vienne et à Warsovie; ce qui avoit valu au fils une starostie en Pologne, mais située malheureusement dans la partie de ce royaume qui échut à la Prusse, lors du premier partage.

Quand les starosties y furent supprimées, le comte reçut en indemnité une pension de six mille écus, à condition de les dépenser dans les états du roi de Prusse; il s'établit à Koenigsberg, patrie de son épouse, née comtesse de Truchses, une des premières familles de ce pays. Cette dame unissoit à un esprit très cultivé un caractère charmant qui lui gagnoit tous les coeurs.

Je fus reçu dans cette maison avec tant de bonté, que j'aurois pu me croire transporté au milieu de ma famille. J'y trouvois un avantage inappréciable pour un jeune homme, la politesse et l'aménité du monde jointes à des principes fort sévères; et j'y goûtois tous les agréments de la société, sans être exposé aux séductions du vice.

Ces plaisirs et ceux de l'étude partageoient mon

temps, mais par malheur ne le remplissoient pas tout entier. La passion irrésistible du jeu et l'emportement de mon âge me jettèrent souvent hors du bon chemin; et mes erreurs me coutèrent le repos.

Au commencement de l'année 1780, je fus avancé au grade de lieutenant dans un bataillon de grenadiers en garnison à Koenigsberg; mais je n'en continuai pas moins à faire partie de l'académie de cette ville.

J'eus cette année pour la première fois ce qu'on appelle une affaire d'honneur. Les duels étoient dans ce temps difficiles à éviter au service de Prusse. Un vieux capitaine voulut s'amuser à mes dépens et à ceux de ma patrie, ne trouvant qu'un sujet de basse plaisanterie dans l'honnête industrie des Hollandois. Il ne ménageoit pas davantage une maison qui m'étoit chère, celle de Keyserling. Jeune encore, sans expérience, je ne savois trop de quel ton répondre, et ne crus pas devoir mettre une grande importance à ses discours. Mais un officier, dont je respectois l'âge et le bon sens, me dit que pour établir mon caractère et pour étouffer par une affaire bien conduite peut-être vingt autres avant leur naissance, je devois tirer raison du capitaine. Cet avis étoit assez de mon goût. J'appellai le railleur en duel: nous nous battîmes au pistolet; et au premier coup je lui perçai le bras droit d'une balle: j'eus les rieurs de mon côté.

Les liaisons à cet âge décident souvent du reste de la vie, en laissant leur empreinte sur le caractère. J'avois fait la connaissance d'un Italien nommé Bentivegni, officier de notre académie. Son aversion pour l'état ecclésiastique, auquel sa famille le destinoit, l'avoit forcé de quitter Rimini, sa ville natale. Il avoit écrit

au grand Frédéric une lettre en latin pour lui demander d'entrer à son service. Le roi lui répondit obligeamment de venir et le plaça d'abord dans sa garde, ensuite dans un des nouveaux régiments Prussiens d'où il fut tiré pour notre académie. Il m'apprit l'Italien, et nous lûmes ensemble l'Arioste et d'autres poëtes de son pays. Il joignoit à un excellent coeur une instruction assez étendue, mais il avoit un défaut qui lui étoit commun avec moi, celui du jeu. Il s'est marié depuis à une Italienne établie à Dantzig avec son oncle. A mon retour des Indes il étoit mort, mais j'ai revu ses fils officiers au service de Prusse.

Je poursuivois toujours mes études, et je parvins à me rendre facile la pratique des relevés sur le terrain et des dessins topographiques, talent presqu'indispensable dans la carrière que j'avois embrassée. Je ne négligeai pas non plus les ressources que m'offroit l'université de Koenigsberg. Le célèbre Kant en étoit alors un des professeurs. J'avois fait sa connaissance à la maison de Keyserling, où il venoit souvent. C'étoit un homme simple et aimable; sa conversation, sans pédanterie et sans prétentions, fesoit presque oublier l'homme de génie. Je lui manifestai mon désir de l'entendre en public; et sur son conseil je suivis ses cours d'anthropologie. C'est là que j'ai puisé les principes qui ont servi depuis à me diriger dans mes relations avec les hommes; et j'en ai reconnu la justesse par les applications heureuses que j'en ai faites plusieurs fois.

Je ne parlerai pas ici du système philosophique de ce grand et excellent homme. Peu de gens l'ont conçu bien distinctement à travers ce voile d'obscurité répandu sur ses écrits: ce que je puis assurer par expérience,

c'est qu'il en développoit lui-même des fragments dans ses cours avec beaucoup de clarté, et que son élocution facile avoit à peine besoin des explications qu'on lui demandoit quelquefois et qu'il donnoit toujours avec toute la complaisance imaginable.

Je suivois en meme temps, sous un autre excellent professeur, nommé Kraus, des cours d'histoire et d'économie politique, dont j'ai tiré par la suite un grand parti dans mes emplois d'administration et de diplomatie.

CHAPITRE II.

Le roi Frédéric Guillaume II. Les femmes et la politique, l'amour et l'ambition. La guerre de l'indépendance de l'Amérique. Rentrée en Hollande de M. Charles van Hogendorp. Deuxième duel. Blessure. Capitaine à vingt-et-un ans. L'auteur quitte le service Prussien et revient dans la patrie (1782). Cette démarche n'est pas approuvée. Le stadhouder Guillaume V prend son parti. Armement naval contre l'Angleterre. État politique dans la république des Provinces-Unies. Nomination de capitaine des troupes de débarquement dans la flotte. Nouvelles amours. Départ pour les Indes. Opinion sur Gijsbert Karel, son frère. Arrivée au Cap de Bonne Espérance. Expériences nautiques. Dissidence avec le Commodore Van Braam. Le jeune d'York. Difficultés. Duel et blessure. Conseil de guerre et punition. Description de la ville du Cap et énumération de ses moyens d'existence.

Cette même année le prince royal de Prusse, neveu du grand Frédéric, depuis roi sous le nom de Frédéric Guillaume II, se rendit à St. Pétersbourg, et passant par Koenigsberg fut obligé d'y demeurer douze jours, parce qu'en arrangeant les dates pour ce voyage, on avoit oublié que le calendrier Russe est en retard de onze jours sur le Grégorien. On attribua dans ce temps une grande importance à ce voyage. Cependant il ne fut suivi d'aucun résultat mémorable, dumoins immédiat; car le second partage de la Pologne, dont peut-être il y fut question, n'eut lieu que plusieurs années après. J'avois été recommandé à ce prince par sa soeur

la princesse d'Orange: il m'accueillit d'une manière distinguée, et je fus de toutes les fêtes qui marquèrent son séjour. Dans celle que lui donna le comte de Keyserling, à son retour de Russie, nous jouâmes la comédie en sa présence, sur un théâtre particulier, à l'hôtel même du comte.

L'année 1781 fait époque dans mes souvenirs: les femmes et la politique, l'amour et l'ambition éveillèrent ma tête et mon coeur.

Une femme de mérite, jeune et belle, que je voyois habituellement dans la maison de Keyserling, m'inspira des sentiments que je n'avois pas encore éprouvés. Elle étoit déjà mère, et ce titre respectable, quelques années de plus que moi, lui donnèrent dans notre liaison assez d'ascendant pour me diriger et pour écarter d'elle tous les dangers d'une passion qu'elle se plaisoit à nourrir dans mon coeur. Nous avions joué la comédie ensemble sur le théâtre du comte de Keyserling: elle avoit fait Mérope, et moi Égiste: les sentiments de mère et de fils n'étoient pas précisément les nôtres; dumoins ils n'étoient pas les miens. Mais ils avoient contribué à former cette innocente et douce intimité, qui eut sur mon caractère une heureuse influence.

La guerre de l'indépendance de l'Amérique, alors dans toute sa vigueur, et devenue intéressante pour moi par la rupture de l'Angleterre et de ma patrie, fit naître en moi les premières idées de la politique. La chaleur des discussions que cet événement excita de toutes parts et qui se retrouvoient dans toutes les bouches, les mots séduisants de liberté, d'indépendance, de droits, d'idées libérales qui commençoient à retentir dans l'Europe entière où ils furent si bien accueillis,

firent aussi une vive impression sur mon âme déja prévenue en faveur de ces principes généreux par l'éducation que j'avois reçue. Ma jeune tête se ressentit de l'agitation générale. Je ne savois trop ce que je voulois. Cependant je brûlois du désir de prendre part aux affaires publiques. Je souhaitois, pour m'en faciliter les moyens, de rentrer dans ma patrie; et ne savois pas davantage comment y parvenir. Mon frère Charles étoit retourné en Hollande; j'en étois presque jaloux. Il me sembloit que la fortune avoit tout fait pour lui. Il étoit resté quelque temps à Berlin, où il avoit eu le loisir d'acquérir des connaissances solides et l'occasion de se livrer à l'étude des anciens auteurs classiques et de leurs langues, sous la direction d'un savant distingué, Mr. Biester, alors à la tête de la bibliothèque royale et connu par sa rédaction du journal de Berlin (Berlinische Monatschrift). Il devoit devenir officier dans le régiment du prince Henry. Mais comme ce prince étoit mal avec le roi son frère, il éprouva des difficultés auxquelles il ne s'attendoit pas, et ma mère obtint pour lui une place d'officier dans le régiment des gardes Hollandaises. J'étois malheureusement dans une position différente. La princesse d'Orange vouloit me retenir au service de Prusse avec la bonne intention de m'y faire avancer rapidement. Et il est probable que j'y aurois fait un chemin prompt et brillant, si le frère de la princesse eut été sur le trône. D'ailleurs le prince royal paroissoit de lui-même avoir pour moi de la bienveillance et de l'affection.

Le hazard me fit obtenir l'objet de mes voeux. J'eus une querelle avec un de mes collègues, officier de l'académie, au sujet de quelques plans envoyés furtivement

au roi par le chef de l'académie pour recommander ses protégés au préjudice des autres. [1]) Un duel en fut la suite, et je fus blessé grièvement à la cuisse d'un coup de pistolet. Ma blessure fut un prétexte que j'employai pour quitter le service de Prusse, et pour demander ma démission, que j'obtins avec le rang de capitaine; ce qui dans ce temps étoit une grande distinction, à mon âge surtout: je n'avois que 21 ans.

J'arrivai en Hollande au mois de Juillet 1782, et me trouvai bientôt guéri de ma blessure, et des craintes de ses suites. La princesse d'Orange, mécontente de ce que j'avois quitté mon poste dans l'armée Prussienne, me reçut assez mal, et je n'ai jamais pu regagner depuis ses bonnes grâces. Ma mère, très attachée à la princesse, adopta ses sentiments; et mon frère, qui pouvoit craindre pour son avancement le retour de son aîné, sut profiter de ces dispositions peu favorables. Je fus plus heureux d'un autre côté; le prince stadhouder, auquel je m'empressai d'offrir mes services dans la guerre contre les Anglais, me promit de m'employer, et ne tarda pas à tenir sa parole: il s'en offrit une occasion assez belle. La France, notre alliée, avoit demandé une escadre de vaisseaux de guerre Hollandois pour aller se joindre aux forces navales Françaises sous Mr. de Suffren aux Indes Orientales. On se décida à y envoyer une escadre de six vaisseaux sous les ordres du commodore Van Braam. Je fus nommé capitaine et commandant en second des troupes de marine de toute l'escadre réunie. Le major Hamel étoit le commandant en premier.

---

[1]) Mon adversaire étoit un baron de Woelwarth, né au pays d'Anspach d'une famille très distinguée, et officier de mérite qui avoit déjà fait la guerre en Amérique avec les troupes d'Anspach, au service de l'Angleterre.

Ce fut alors que commencèrent à éclater dans la république les querelles des patriotes avec le stadhouder et ses adhérents. La guerre d'Amérique avoit fourni le premier aliment aux disputes. L'émancipation de ces colonies promettoit au commerce de grandes spéculations. l'Angleterre ne vouloit pas permettre qu'on communiquât avec elles, et prenoit tous les vaisseaux des neutres qui cherchoient à entrer dans les ports des insurgés. Les négociants d'Amsterdam et des autres villes commerçantes, demandèrent au gouvernement des convois pour protéger leurs navires: ces prétentions avoient déjà été un sujet de discorde, pendant la guerre de sept ans, du temps de la princesse Anne, mère du stadhouder, qui gouvernoit durant la minorité. On avoit accusé cette princesse, qui étoit Anglaise, de favoriser les intérêts de son pays natal, en refusant au commerce les convois nécessaires et la liberté même d'en équiper. Cependant la neutralité de la Hollande fut respectée alors. Cette fois l'Angleterre usa de moyens plus violents, et sous prétexte que des membres du gouvernement Hollandois (Mr. Van Berckel, pensionnaire de la ville d'Amsterdam) avoient entamé des négociations avec ses sujets rebelles d'Amérique, déclara la guerre à la Hollande. On reprochoit au stadhouder de ne pas la soutenir avec assez de vigueur, et même de paralyser par son influence la marine de l'état. Il se forma contre lui un parti nombreux, à la tête duquel se mirent plusieurs magistrats de différentes provinces et presque tous les pensionnaires des grandes villes dont le commerce avoit le plus à souffrir; ils prirent le nom de patriotes. Le gouvernement François ne manqua pas cette occasion de fomenter les troubles et d'attiser les

haines; il soutenoit le parti patriote contre le stadhouder et le parti Anglois. Les événements qui en furent les suites sont assez connus pour ne pas les répéter ici: j'étois trop jeune pour y prendre part. Je me bornerai donc à remarquer comme une justification de ma conduite ultérieure, qui ne s'est démentie dans aucun temps, que d'après le point de vue sous lequel j'avois étudié l'histoire de ma patrie, je me sentois une prédilection décidée pour ce qu'on nommoit le système ou le parti d'alliance avec la France contre l'Angleterre, que je considérois, — en suivant tant de grands politiques et tant d'hommes d'état de mon pays, parmi lesquels on compte plusieurs de mes ancêtres, — comme la rivale et l'ennemie de notre prospérité commerciale.

Je désirois servir ma patrie contre l'Angleterre, par conséquent servir dans la marine. Mais pour y entrer il falloit commencer par être garde-marine, ce qui ne me convenoit pas après avoir obtenu en Prusse le rang de capitaine; ou dumoins on ne pouvoit remplir de places d'officier, qu'après avoir fait quelques campagnes sur mer, et je n'en avois fait aucune. Le célèbre amiral de Kinsbergen, ami de ma famille et qui s'intéressa toujours vivement à moi, leva la difficulté. Il me proposa de me faire nommer capitaine des troupes de débarquement sur l'escadre du commodore Van Braam, ce qui me donneroit les moyens de faire agréablement un voyage de long cours, de m'appliquer comme volontaire à la navigation et au service de mer, et d'être placé à mon retour avec avantage dans la marine de la république. Ce plan me parut raisonnable, et je l'adoptai avec empressement: mais peu après je faillis à me retracter. J'avois fait la connaissance d'une jeune

personne originaire des Indes, dont la beauté m'avoit séduit, et je ne désirois plus que de m'unir à elle; ses voeux répondoient aux miens; mais un tuteur, dont elle dépendoit, et qui vouloit la garder pour son fils, prétendoit qu'elle ne pouvoit disposer de sa main qu'avec le consentement de son oncle qui demeuroit à Batavia. Le dépit, joint à la honte de quitter une expédition destinée à une guerre périlleuse, détermina enfin mon départ; et au mois de Mars 1783, je m'embarquai au Texel. [1]) Le chagrin de se voir abandonnée, dont profitèrent sans doute mes ennemis auprès d'elle, engagea celle que j'aimois, à m'écrire qu'elle me dégageoit de mes promesses et qu'elle reprenoit elle-même sa liberté. L'absence et le temps nous entraînèrent à d'autres liens, en relâchant ceux qui nous unissoient. Mon frère me vit m'éloigner sans aucune peine; durant mon absence il pouvoit se regarder à peu près comme l'aîné, et ce titre alors n'étoit rien moins que méprisable. Nos habitudes olygarchiques y attachoient de grands privilèges; les aînés succédoient ordinairement aux places de leurs pères, et rassembloient sur leur tête tous les avantages que procure la considération des familles. Mon frère a eu même le secret de se faire passer tacitement, après mon départ, pour être mon aîné.

Mes études militaires m'avoient fait acquérir en mathématiques toutes les connaissances nécessaires à mon nouveau métier, et je n'eus qu'à en faire l'application à la marine. Aussi ne tardai-je pas à en saisir la théorie. Quant à la pratique, elle demande plus de temps; mais un

---

[1]) A bord du vaisseau de guerre l'Utrecht de 64 canons, commandé par le commodore Van Braam, chef de toute l'Escadre.

voyage aux Indes et le retour ont suffi pour me l'apprendre. [1])

La plupart des vaisseaux qui devoient composer notre escadre se trouvoient en Zéelande et dans la Meuse, et avoient l'ordre de nous rejoindre en mer, à une certaine hauteur. En sortant du Texel, notre vaisseau toucha sur un des bancs de sable qui encombrent ce port. Un vent de Nord-Ouest, qui étoit pour nous le plus à craindre, et qui s'éleva tout-à-coup, rendit notre situation assez périlleuse pour faire pâlir une partie de l'équipage. On commença aussitôt à débarquer les canons; et le commodore me chargea de surveiller le pilote côtier qui auroit pu nous laisser dans l'embarras où il nous avoit mis, et disparaître pour se soustraire à sa responsabilité. Mais heureusement ce même vent de Nord-Ouest refoula si bien la marée, qu'avant la nuit nous fûmes à flot et rentrâmes au Texel. Les autres vaisseaux sortis de la Zéelande et de la Meuse eurent un fort gros temps, et furent tous plus ou moins endommagés. Deux frégates, dont l'une avoit perdu son grand mât de hune, et l'autre ses trois mâts, furent obligés d'entrer à la rade du Texel pour réparer leurs avaries.

Peu de jours après notre vaisseau appareilla pour la seconde fois, et, plus heureux, nous passâmes dès le lendemain matin entre Douvres et Calais, où nous fûmes rejoints par un vaisseau de l'escadre, le Wassenaar de 64 canons, commandé par le capitaine Oorthuis.

Avec un bon vent et un temps favorable, nous fûmes

---

[1]) Au moment de notre départ, on apprit que les préliminaires de la paix avoient été signés à Paris entre la France et l'Angleterre. Il n'y avoit encore qu'un armistice entre cette dernière puissance et la Hollande: la paix fut conclue quelques mois après.

en quinze jours à la hauteur des îles du Cap verd, où étoit fixé le premier rendez-vous pour l'escadre. Nous entrâmes au port de Praia, dans l'isle de St. Jago, qui étoit notre point de ralliement; et nous y trouvâmes le vaisseau la princesse Louise de 50 canons, capitaine comte de Rechteren, et trois vaisseaux Anglais de la Compagnie des Indes.

L'armistice qui avoit été conclu nous empêcha d'attaquer et de prendre ces vaisseaux, qui auroient été pour nous une excellente capture. Néanmoins le commodore ne voulut pas permettre la libre communication entre les officiers des deux puissances, quoique les capitaines Anglois fussent venus lui faire une visite.

Après avoir fait de l'eau, ne voyant arriver aucun des autres vaisseaux de l'escadre, nous partîmes de St. Jago pour aller au cap de Bonne Espérance, où nous devions attendre de nouveaux ordres. Nous fûmes retardés en mer par plusieurs vaisseaux qui n'étoient pas doublés en cuivre et qui marchoient mal. Aussi la traversée fut elle assez fatiguante, surtout après avoir été rejoints par la frégate Junon, capitaine De Witt, et le vaisseau de la compagnie des Indes Hollandaises le Geregtigheid armé en guerre.

Enfin nous arrivâmes au cap de Bonne Espérance dans le courant du mois de Juillet; et comme l'hyver, qui règne alors dans ces parages, rend la baie du Cap très dangereuse et très exposée aux coups de vent, nous le doublâmes, et mouillâmes dans la baie False, où nous trouvâmes le vaisseau Goes de 50 canons, capitaine Stavorinus, qui appartenait aussi à notre escadre.

Ce premier voyage du Texel au cap de Bonne Espérance, m'avoit fait un bien infini au physique et

au moral. Ma constitution s'étoit fortifiée sensiblement: j'avois pris le dernier essor de ma croissance. Mon caractère s'étoit formé. Le grand spectacle de la nature sur l'Océan avoit élevé mon âme; et l'étude pratique de l'astronomie, à laquelle je m'étois livré, avoit agrandi mes idées, et donné de la solidité à mes conceptions.

Mais cette nouvelle source de lumières et de jouissances fut aussi pour moi une source de désagréments. Le commodore Van Braam, excellent marin pratique, n'entendoit rien à la théorie, et par conséquent n'en fesoit nul cas; sentiment qui lui étoit commun avec tous les officiers du vaisseau, dont les deux premiers avoient été pris dans la marine marchande, comme on avoit été obligé de le faire pendant la guerre d'Amérique à cause du manque d'officiers instruits. Tous les autres étoient des jeunes gens sans expérience, et novices dans cette carrière pour laquelle ils n'avoient pas même été élevés. Cette ignorance générale avoit pour cause un grand défaut qui existoit alors dans la marine militaire de la république. Tous les calculs de la navigation étoient faits à bord par les pilotes embarqués à cet effet sur les vaisseaux de guerre. Ces pilotes, jadis très instruits pour leur temps, n'avoient guères fait de progrès depuis deux siècles, que la science de la navigation et celle même de la construction navale demeuroient stationnaires en Hollande, de sorte qu'après avoir été sans contredit la première puissance maritime du monde, il y avoit déjà un siècle que nous voyions les Anglois nous dépasser et nous laisser loin derrière eux. Tirés pour la plupart des classes inférieures de la société, ces pilotes, sans autre instruction que l'habitude

aveugle de leur métier, n'étoient guères en état de guider les jeunes officiers et les gardes-marines dans l'étude d'une science dont ils ne connoissoient pas les principes et dont ils ne soupçonnoient même pas les développements possibles. Je citerai un exemple. Le premier pilote de notre vaisseau soutenoit que le soleil tournoit autour de notre terre qui se trouvoit au centre, que rien n'étoit plus clair, qu'on le voyoit. Il ajoutoit qu'à chaque lune Dieu en créoit une nouvelle; qu'il ne falloit pas s'en étonner, puisque Dieu est tout-puissant. Il étoit impossible, suivant lui, de trouver les longitudes en mer; il y auroit même eu de l'impiété à le tenter: Dieu ne le vouloit pas. A mon âge il étoit naturel d'entendre impatiemment de tels discours: je fesois moi-même les observations, et je répondois les preuves en main. D'après le calcul des pilotes, nous devions voir le cap de Bonne Espérance, tandis que d'après le mien nous en étions encore à plus de cent lieues, et le résultat prouva que j'avois raison: ce qui ne réussit guères à les convaincre, et ne fit que m'attirer leur haine et toutes sortes de dégoûts.

Le Baron de Plettenberg, alors gouverneur du cap de Bonne Espérance, vint à la baie False aussitôt qu'il y apprit notre arrivée. Beau-frère de Mr. Van Braam, qui avoit été marié à la soeur de son épouse, il étoit aussi parent de ma mère. La visite qu'il nous fit, donna lieu à une première querelle entre le commodore et moi. D'après un usage établi dans la marine Hollandaise, tous les officiers d'un vaisseau mangeoient avec le capitaine; et pendant toute la traversée nous avions dîné à la table de Mr. Van Braam, qui avoit même obtenu une somme extraordinaire pour fournir à cette dépense.

Je fus donc surpris, et même irrité de voir que ce jour là il dînoit dans sa chambre avec le gouverneur et deux personnes qui l'avoient accompagné, le résident de la baie False, et le capitaine du port, et qu'on portoit ensuite aux officiers les plats desservis. Dès que le gouverneur se fut retiré, je m'en plaignis au commodore, et comme il traitoit mes représentations de révolte, j'ajoutai que l'affaire étoit étrangère au service, et que je demandois la permission de quitter l'Escadre pour retourner en Hollande. Mais il avoit eu besoin, disoit-il, de parler en secret au gouverneur, et il étoit d'ailleurs libre de manger dans sa chambre avec qui bon lui sembloit. Je répondis que je me contenterois de cette explication, s'il nous avoit fait dîner à l'heure accoutumée et dans la chambre du conseil comme à l'ordinaire, que je n'étois pas accoutumé à manger des plats desservis, et que pour les affaires secrètes, il pouvoit bien confier aussi à ses officiers ce qu'il avoit cru ne pas devoir cacher au résident de la baie False, et au capitaine du port. J'insistai donc pour avoir mon congé. Mais le commodore se radoucit, et me promit que je n'aurois plus sujet de me plaindre. Il n'attendoit pourtant que l'occasion de me faire sentir son mécontentement.

Sur l'invitation du gouverneur j'allai avec le commodore à la ville du Cap. Il s'y trouvoit alors un régiment Français auxiliaire, celui de Pondichéry, commandé par le brigadier comte de Conway, et un régiment Suisse à la solde de la compagnie des Indes, commandé par le colonel de Meuron. Dans ce dernier régiment il y avoit deux officiers que j'avois connus autrefois au service de Prusse, les capitaines de Sandol

Roy, et de York. Le premier étoit de Neuf-châtel, comme le colonel de Meuron, et son frère lieutenant-colonel du régiment; et je l'avois vu lieutenant en Prusse. Le second, fils d'un vieux capitaine de grenadiers dans le même bataillon où j'avois été lieutenant, s'étant rendu coupable d'un manque de subordination, avoit été, à cette même époque à peu près, condamné à une année d'emprisonnement dans une forteresse, et cassé au service. A l'expiration de ce terme, son père, sans fortune et chargé d'une nombreuse famille, ne savoit que faire de lui. Compatissant à sa situation, et connaissant d'ailleurs le courage et les talents militaires de son fils, je lui dis que par le crédit de mes amis et de mes parents en Hollande, je croyois pouvoir procurer à ce jeune homme, s'il vouloit s'expatrier, une commission d'officier au service de la compagnie des Indes. Le jeune de York ne manqua pas d'accepter mon offre, et s'embarqua pour la Hollande. Ma mère, à qui je l'avois recommandé, l'accueillit avec sa bonté ordinaire, et lui fit accorder une place de capitaine par Mr. Boers, alors syndic de la compagnie, qui venoit de stipuler à Paris, avec le colonel de Meuron, la formation d'un régiment Suisse à la solde de la compagnie des Indes, et qui s'y étoit réservé la nomination à quelques places d'officiers. Ce jeune homme, ainsi que sa famille, en conserva pour moi de la reconnaissance; et quand j'arrivai au Cap, j'acceptai un logement chez lui pour tout le temps de notre séjour. Un événement, qui eut des suites assez fâcheuses pour tous deux, m'en fit bientot repentir. Un officier, destiné au service de la compagnie à Batavia et passager sur un de nos vaisseaux, m'insulta presque sans motif à un dîner chez

le consul de Suède. Voulant éviter un éclat en société, je lui dis à l'oreille que je le verrois le lendemain. Grand hâbleur, il alla raconter par la ville son histoire, et la commenter à son avantage. Et comme il logeoit dans une maison contiguë à celle de Mr. de York, mon jeune ami, indigné de sa lâche audace, fut chez lui, le traita avec beaucoup d'emportement, et sur un propos grossier de sa part , mit l'épée à la main, et lui fit une légère blessure. On les sépara, et sur la plainte de l'officier, Mr. de Jork fut arrêté. Aussitôt que j'appris cette imprudence (et déjà le commodore avoit donné l'ordre de m'arrêter aussi) je me tins à l'écart, et fis proposer un rendez-vous à Mr. Bertrand, c'étoit le nom de mon adversaire; mais il rejeta le défi; et voyant quelques jours après qu'il persistoit dans son refus, je me rendis à bord où Mr. Van Braam me fit mettre aux arrêts. Je m'y étois attendu. Mais j'appris en même temps qu'on élevoit sur cette affaire des doutes contraires à mon honneur: je ne le pus souffrir, et ayant plusieurs fois demandé en vain au commodore la permission d'aller à terre, je sautai un matin dans le canot qui allait aux provisions. Un officier, qui devoit être mon témoin, m'avoit devancé pour contraindre mon adversaire à me donner la satisfaction que je demandois; et en effet je le trouvai au rendez-vous. Je proposai les pistolets; mais il s'y refusa obstinément; nous nous battîmes à l'épée; je fus blessé au bras gauche; et comme je perdois beaucoup de sang, on nous sépara contre ma volonté, mais non pas contre celle de mon adversaire. Je retournai donc à bord où je fus de nouveau mis aux arrêts. Mais le commodore, qui avoit semblé jusque là douter de ma conduite et qui par là m'avoit forcé

à prendre un parti violent, avant que l'officier ne partit pour Batavia où nous ne savions pas encore qu'étoit notre destination, mit cette fois une espèce de vigueur affectée à me punir. Dans un conseil de guerre qu'il convoqua pour me juger, en m'accusant d'avoir forcé les arrêts et quitté le bord sans permission, je fus condamné à six semaines d'arrêt, à trois mois de suspension, et à la confiscation de six mois d'appointement. Tous ces procédés étoient irréguliers et injustes; et m'en étant plaint en Hollande, j'ai eu la satisfaction d'apprendre que la conduite du commodore envers moi y avoit été désapprouvée hautement. Mr. de York, peu de temps après, quitta le régiment de Meuron et retourna en Hollande, où ma mère, s'intéressant plus que jamais à lui, obtint de la princesse d'Orange la faveur d'écrire pour lui à son frère le roi de Prusse, qui avoit succédé à son oncle, le grand Frédéric. Ce prince le fit rentrer à son service, où il se distingua bientôt et où il eut un avancement rapide. C'est le même général de York, qui commandait le corps Prussien dans la campagne de Russie, et dont la défection à fait tant de bruit en Europe. J'aurai l'occasion de parler encore de lui dans la suite de mes mémoires, lorsque j'en serai venu à cette époque trop fameuse. Notre escadre, après la saison des ouragans, avoit quitté la baie False, et doublant une autrefois le Cap étoit venue mouiller dans la baie de la Table, où nous attendions de nouveaux ordres de Hollande pour continuer notre voyage.

On a tant de descriptions du Cap de Bonne Espérance, et principalement de la partie intérieure de cette colonie, que je ne grossirai pas ces mémoires de mes observati-

ons, surtout n'ayant pas eu l'occasion et le loisir de pénétrer dans le pays plus avant que Stellenbosch et Constantia, où croit ce fameux vin dont on fait tant de cas en Europe. Je remarquerai seulement qu'à cette époque cette belle colonie gémissoit sous le joug odieux du monopole de la compagnie des Indes, ce qui étouffoit tout germe d'industrie et de culture dans l'intérieur; et si la ville du Cap sembloit jouir de quelque prospérité, malgré la prohibition du haut commerce, il falloit l'attribuer, d'abord à la coutume de faire de chaque maison une auberge pour les officiers et les passagers des nombreux vaisseaux de toutes les nations qui alloient aux Indes et qui en venoient, et ensuite, si je dois le dire, à la contrebande.

CHAPITRE III.

Conclusion de la paix avec l'Angleterre (1783). Départ pour Batavia. Vocation pour l'état de marin. Questions d'étiquette. Arrivée à l'île de Onrust et rencontre de l'auteur avec son père après une séparation de onze ans. Projets de mariage. Mlle Alting. Secours portés à la ville de Malacca. Maladie. La flotte se dirige sur Salangor. Récriminations. Préparatifs de descente. Succès. Distinction. Les Malais. Négociations. Dangers courus. Combats et victoire. Crieurs d'amoc. Radja Ali s'évade.

Nous apprîmes enfin que la paix étoit définitivement conclue avec l'Angleterre; et au mois de Décembre 1783 le commodore Van Braam reçut l'ordre d'aller à Batavia avec l'escadre pour secourir la compagnie des Indes contre les nations indigènes, qui, profitant de la guerre que nous avions à soutenir contre les Anglois, et même à leur instigation, avoient levé l'étendard de la révolte en plusieurs endroits et mis le siège devant Malacca. Nous quittâmes donc le cap de Bonne Espérance.

Pour moi, aussitôt que je fus un peu remis du mal de mer, dont je souffris alors beaucoup et dont j'ai toujours été atteint chaque fois que je me suis rembarqué, je recommençai mes études astromomiques, et, j'ose le dire, avec succès, puisque je suppléai moi-même au besoin que j'avois d'une carte de la sphère céleste, et que je m'en fis une d'après un catalogue des étoiles fixes. Je découvris même dans l'hémisphère austral une

comète qu'on n'a pas pu observer en Europe, et que je traçai sur ma carte, tant bien que mal. Un seul officier de notre bord, le jeune Schutter, prit goût à cette étude intéressante. Nous calculâmes ensemble les longitudes. Nous reconnûmes les îles d'Amsterdam et de St. Paul, précisément d'après nos observations; et lorsque le point de l'Escadre étoit encore fort éloigné de terre, nous en annonçâmes la vue très prochaine; et effectivement nous découvrîmes le lendemain l'île d'Engano, auprès de la côte de Sumatra. Je repris aussi mon service volontaire du vaisseau, et je n'y étois pas des plus novices.

J'avois alors l'intention bien prononcée de me faire marin. C'étoit la carrière la plus honorable au service de la république. Mon sort en a jugé autrement.

Au commencement du mois de Mars 1784, nous entrâmes dans le détroit de la Sonde. Mon coeur battoit: je devois à Batavia revoir mon père après une absence de onze ans. Nous mouillâmes près la pointe d'Anjer; et bientôt des prames ou bâteaux Javanais s'approchèrent et vinrent nous apporter toutes sortes de fruits des Indes qui étoient nouveaux pour nous. Le commodore écrivit à Batavia pour annoncer son arrivée et régler le cérémonial, et d'autres points auxquels il mettoit d'autant plus d'importance, que depuis près de deux siècles, aucun vaisseau de guerre de l'état n'étoit venu aux possessions de la compagnie des Indes Orientales. Mais Mr. Van Braam, qui lui-même y avoit été en qualité de capitaine de vaisseau de la Compagnie, et de capitaine de port au Bengale, connoissoit très bien le terrain sur lequel il alloit figurer dans une sphère beaucoup plus brillante. Aussi, nommé pour com-

mander cette expédition, avoit-il eu soin d'obtenir pour lui et les autres capitaines de vaisseau, un rang égal à celui des conseillers des Indes, membres de la haute régence à Batavia.

Les Edele Heeren (nobles seigneurs) ne furent guères satisfaits de ce règlement d'étiquette, qui mettoit de niveau avec eux de simples capitaines de vaisseau, dont le rang répond à celui de colonel ou de lieutenant-colonel: et en effet il eut semblé juste de restreindre ce privilège aux officiers généraux de la marine, et aux chefs d'escadre ou commodores arrivant avec une escadre dans l'Inde. Le château de Batavia fut obligé de saluer le premier le pavillon de l'état; et une députation du conseil suprême vint à bord pour complimenter le commodore sur son arrivée: Mr. Van Braam, avant de partir, avait su obtenir en Hollande, où l'on n'y connoissoit rien, tout ce qui pouvoit flatter son orgueil et son envie de se venger sur ceux qui l'avoient humilié autrefois: enfin il se fit rendre tous les honneurs qu'il jugea convenables.

l'Escadre alla mouiller à la rade de Batavia le 8 Mars 1784, et le même jour, comme nous étions en vue de l'île de Onrust, où mon père étoit administrateur, le commodore me permit de m'y rendre dans une embarcation qui étoit venue à ma rencontre.

J'embrassai mon père après onze ans d'absence: notre émotion fut vive, et mêlée de surprise: il avoit laissé un enfant, et revit un homme: je trouvai mon père vieilli, et abattu par les maladies et par le climat. Nos premiers entretiens se passèrent en éclaircissements réciproques. Je lui racontai mon aventure du Cap, et la conduite du commodore à mon égard qu'il ressentit

vivement. Après être demeuré quelques jours avec lui, je retournai au vaisseau, où peu s'en fallut que Mr. Van Braam ne renouvellât nos démêlés en me refusant la permission d'aller à terre. Cependant il s'appaisa, et peu après étant allé à Onrust, il eut avec mon père une explication que finit à l'amiable; il me traita toujours depuis ce temps avec beaucoup de considération.

A Batavia je reçus un accueil flatteur des amis de mon père, et de tous ceux auxquels j'étois recommandé, entr'autres de Mr. Alting, alors gouverneur-général des Indes Hollandaises, qui m'invita souvent à sa maison de campagne, située à quelque distance de la ville dans l'intérieur du pays. Il avoit cinq filles, dont quatre étoient mariées. La cadette, fort jeune et qui ne l'étoit pas encore, fit sur moi une tendre impression, et répondit avec franchise à mes avances. Je m'en ouvris à mon père qui approuva mes vues, quoiqu'il fut assez mal avec le gouverneur, et m'autorisa même à faire une demande, dont il se seroit volontiers chargé sans l'obligation qu'il avoit de rester toujours à Onrust. J'allai donc demander à Mr. Alting la main de sa fille, dont j'avois déjà le consentement. Il reçut ma proposition avec beaucoup de politesse; mais il m'objecta la grande jeunesse de sa fille qui n'avoit que quinze à seize ans, et me permit toutefois de continuer mes assiduités auprès d'elle.

On sut alors que le gouvernement de Batavia avoit prié le commodore Van Braam de soutenir les opérations commencées pour secourir la ville de Malacca, assiégée par plusieurs princes Malais. Il accepta d'après ses instructions, et le revirement de la mousson au mois de Mai fut fixé pour notre départ. Ce fut un contretemps fatal à mes projets de mariage. Il m'étoit

impossible de quitter le service dans un moment où l'on prévoyoit du péril et de la gloire; et d'un autre côté, sans cette condition, Mr. Alting ne vouloit s'engager à rien de positif avant mon retour. Il fallut donc me borner aux assurances de sa fille qui me promit de se conserver pour moi.

Nous partîmes au mois de Mai; notre voyage ne devoit durer que six mois à peu près, ainsi, quoique mon père m'eut dit qu'il vouloit partir pour l'Europe au mois d'Octobre prochain, je pouvois me flatter de le revoir à Batavia.

La traversée fut longue; nous passâmes par le détroit de Banca, et trouvâmes Malacca assiégée par les rois alliés de Salangor, de Siac et de Riou. Ces petits princes et quelques autres encore, tous vassaux de la Compagnie, ou liés à elle par des contrats de commerce exclusif, avoient été, comme je l'ai dit, excités par les Anglois à la révolte pendant la guerre d'Amérique, et en avoient reçu des munitions de guerre, des canons, et quelques ingénieurs pour diriger leur artillerie. Ils avoient cerné par des batteries Malacca du côté de la terre, et avec leurs bâtiments armés ils bloquoient la rade, et exerçoient des déprédations contre le commerce de la Compagnie. Le gouverneur de la ville n'étoit rien moins qu'un homme de guerre, il avoit obtenu cette place comme une récompense des longs services qu'il avoit rendus dans les bureaux du gouvernement à Batavia. Sans aucune connaissance de l'art militaire, et obligé de défendre le château et la ville avec une garnison de trois à quatre cents soldats, au plus, commandés par des officiers sans expérience, quelques bourgeois armés et quelques Sipayes, il nous reçut comme des

libérateurs; et en effet la rade se trouva aussitôt débloquée. On délibéra sur les moyens les plus prompts de faire lever le siège: on vouloit faire une sortie, mais je proposai, comme les bâtiments de ces Malais étoient retirés sur la côte au nord et au sud de la ville, d'attaquer par mer les bâtiments, et de les brûler; ce qui disperseroit l'ennemi dont la retraite seroit coupée. On suivit mon conseil: mais l'attaque ne se fit que vers le sud, de sorte que les Malais battus levèrent le siège, se rembarquèrent au nord, et partirent dans la nuit.

Une maladie dangereuse, à laquelle tous les Européens sont sujets quand ils arrivent dans ces contrées, m'avoit mis hors d'état de prendre part à l'action. Le major Hamel avoit commandé le débarquement; mais il étoit parti trop tard du bord; et l'attaque s'étoit commencée en plein jour ce qui avoit fait beaucoup souffrir nos soldats embarqués dans les canots. En vain le commodore, pour les protéger, avoit fait faire un feu d'enfer de toute l'escadre contre les ennemis; nos vaisseaux étoient mouillés trop loin de terre pour leur faire beaucoup de mal; et d'ailleurs il fallut cesser le feu, quand nos embarcations approchèrent de la côte. Pendant ce temps les Malais, postés derrière leurs batteries presqu'intactes encore, tiroient à leur aise et presque à bout portant sur nos soldats et sur nos officiers, avant qu'ils eussent pu sauter à terre et se rallier sur le rivage. Aussi achetâmes-nous la victoire assez cher; mais enfin ce fut toujours une victoire qui vint fort à propos pour rétablir la supériorité des armes Hollandaises sur les indigènes.

Le commodore prit aussitôt la résolution de pour-

suivre un avantage dont le premier résultat avoit été la levée du siège de Malacca, [1]) et d'aller attaquer chez eux les rois de Salangor et de Riou pour les punir de leur audace. Nous restâmes seulement quelques jours à soigner nos blessés et nos malades, et à faire tous les préparatifs de notre expédition contre Salangor; et nous mîmes à la voile. J'étois assez rétabli pour ne pas vouloir demeurer à Malacca, où nous laissâmes le major Hamel atteint de la même maladie.

Salangor est située au nord de Malacca, sur la côte Malaye, dans le détroit de ce nom. En arrivant devant cette place, nous vîmes qu'il étoit impossible à nos gros vaisseaux et même à nos moindres bâtiments, d'approcher assez de terre pour endommager les batteries dont la côte nous parut hérissée. Les bâtiments des Malais étoient retirés dans une rivière assez considérable dont l'embouchure étoit masquée par des petites hauteurs; et sur la côte, à l'endroit qui sembloit le plus accessible, étoit une colline au sommet de laquelle on pouvoit distinguer un fort et quelques édifices qui indiquoient que le roi y fesait sa demeure. La descente de la colline et le rivage au dessous étoient défendus par des batteries placées avec discernement: nous sûmes depuis qu'elles étoient l'ouvrage d'un Anglais.

L'attaque de la place fut résolue; le commodore convoqua un conseil de guerre où je fus appellé. On me dit que l'importance de l'expédition exigeoit qu'on en confiât la direction à un officier d'un grade supérieur, que le capitaine De Witt, commandant la frégate Junon, s'en était chargé, mais que je lui serois ad-

[1]) Et la mort de Radja Hadje, roi de Riou. Son corps fut trouvé parmi les morts après le combat: il étoit très reconnaisable; ce prince étoit boiteux.

joint, comme étant plus instruit dans le service de terre que ne pouvoit l'être un officier de marine: et en même temps on me demanda un plan d'attaque. Surpris de cette singulière disposition, je répondis que je connoissois trop bien les devoirs du service militaire pour faire aucune objection à la mesure qui conféroit le commandement à Mr. De Witt, mais qu'il devoit aussi, avec l'honneur du commandement, en prendre sur lui la responsabilité. Que j'obéirois ponctuellement à ses ordres et les ferois exécuter; mais que pour proposer un plan dont un autre devoit recueillir le fruit, je priois qu'on m'excusât, ne pouvant, d'après aucun règlement militaire, être forcé à remplir en quelque sorte la place d'un officier d'un rang supérieur qui seroit présent, et auquel on attribueroit la gloire de la réussite, tandis que tout le blâme retomberoit sur moi dans le cas contraire; que d'ailleurs il y avoit une limite sûre entre les services de terre et de mer dans une expédition combinée; que si l'officier de terre, quel que fut son grade, ne pouvoit prendre à bord le commandement d'un vaisseau, l'officier de marine ne pouvoit non plus, au préjudice de celui-là, s'arroger sur terre le droit de commander: que j'étois jeune, il est vrai (je n'avois alors que vingt-trois ans) mais que j'avois appris durant neuf ans la guerre à la meilleure école du monde, dans l'armée du grand Frédéric. Le commodore ne répondit rien; mais Mr. Stavorinus, le plus ancien capitaine après lui, combattit mon sentiment en termes peu mesurés; il traitoit mon refus d'insubordination, quand Mr. De Witt, dont je connoissois déjà le caractère franc et loyal, déclara qu'il était frappé de la justesse de mes raissonnements, que c'étoit par un manque de réflexion

qu'il avoit demandé le commandement pour lui, et qu'il me le cédoit volontiers. Il me fut accordé sans opposition.

Je me préparai donc au rôle que je devois jouer. J'allai à bord de tous les vaisseaux de guerre et de tous les bâtiments de transport faire la revue des soldats et des matelots volontaires destinés à la descente, voir les officiers qui devoient les commander, et leur assigner leurs places soit avant soit après le débarquement.

Je fis voir au commodore que la perte que nous avions éprouvée à Malacca devoit nous apprendre à mieux choisir notre temps, et qu'il falloit quitter les vaisseaux la nuit, de manière à se trouver sur la côte à la pointe du jour; d'autant plus que les Malais veillent la nuit en temps de guerre, et fument de l'opium, ce qui les énivre et les assoupit vers le matin; et alors ils sont très faciles à surprendre. J'avois calculé le temps qu'il faudroit pour atteindre le rivage. On devoit donc commencer l'embarcation à minuit, et partir à une heure. Au moment convenu on fit un signal du vaisseau du commodore. J'étois au centre, et j'avois un feu masqué par devant, pour qu'il pût servir de point de ralliement à nos soldats sans nous trahir. Le plus grand silence étoit ordonné, et je fis nager avec des pagayes au lieu de rames, pour éviter le bruit. Nous arrivâmes ainsi en bon ordre, à l'instant où le jour commençoit à poindre, près le rivage, au pied de la colline dont j'ai parlé plus haut, où étoient les batteries.

J'avois à peu près six cents soldats de vaisseaux Européens, quatre cents matelots volontaires armés, et quelques compagnies de troupes indigènes, Malais, Macassars, Javanais, etc., que la Compagnie avoit fournies, et qui

étoient organisés comme les Sipayes. Quand les ennemis nous apperçurent, ils montrèrent par leur désordre qu'ils avoient été surpris. Cependant toutes leurs batteries tirèrent sur nous; mais nous étions déjà au-dessous de leur feu, et ils ne purent assez plonger leurs pièces pour nous atteindre. Une seule embarcation de la seconde ligne fut coulée par un boulet de gros calibre; mais les hommes furent sauvés, et nous n'eûmes que quelques blessés. Je fis alors battre le tambour. C'étoit le signal du débarquement; tout le monde sauta sur le rivage, et je formai ma ligne.

A notre approche, les Malais évacuèrent leurs batteries l'une après l'autre; et sans tirer un coup de fusil, je montai la colline jusqu'au sommet où étoit le fort, qu'ils abandonnèrent aussi, contre mon attente. Je reformai alors ma ligne, et fis le signal convenu avec le commodore pour annoncer la victoire.

Du fort, dans lequel étoit le prétendu palais du roi (car en ces contrées il n'y a que des maisons de bambous couvertes de chaume), on pouvoit voir en bas, sur le bord de la rivière, la ville composée de ses maisons de bambous, bâties sur pilotis, à la manière des Macassars. Tout le monde s'y embarquoit dans ces esquifs nommés prames, pour remonter la rivière; car l'embouchure en étoit bloquée par nos plus petits bâtiments armés.

J'envoyai aussitôt un fort détachement pour prendre la ville, et empêcher la fuite des habitants; mais comme la marée étoit haute, on ne pouvoit en approcher, et quand nos bâtiments entrèrent dans la rivière, déjà la ville étoit abandonnée.

Le commodore qui, pour voir l'action, s'étoit approché

de terre sur un petit bâtiment autant qu'il l'avoit pu, avoit été extrêmement inquiet, lorsque l'ennemi, au moment où il nous apperçut, tira sur nous de toutes ses batteries. La fumée, qui accompagnoit ce feu de plus de cinquante pièces de canon, nous avoit couverts et dérobés à sa vue, durant plus d'une demi-heure. Il nous croyoit perdus: il s'écria que c'étoit mon audace inconsidérée qui en étoit la cause. Mais quand la fumée se fut dissipée, et qu'il nous eut vus rangés en bataille sur la hauteur et fesant le signal convenu, il se hâta de venir à terre, monta la colline, et là, devant le front de la ligne, où je lui rendois les honneurs dûs à son rang, il m'embrassa et me combla d'éloges, disant même que jusque-là il n'avoit pas su m'apprécier, et qu'il avoit grand regret aux démêlés qui s'étoient élevés entre nous.

Nous n'avions que peu de prisonniers, la plupart blessés, mais nous avions pris plus de cinquante pièces de canon, beaucoup de munitions de guerre, de fabrique anglaise, et fait quelque butin dans le fort et dans la ville. Le commodore me permit de poursuivre les fuyards en remontant la rivière. Mais je ne pus avancer plus loin que quelques lieues, à cause du peu de profondeur de l'eau, et des abattis considérables dont les Malais avoient embarrassée la rivière. D'ailleurs l'insalubrité de l'air se fesant déjà sentir parmi nos soldats, il eut été imprudent de pénétrer davantage dans l'intérieur. Je revins donc au fort où je restai chargé du commandement de ce pays que nous avions conquis.

Le commodore, d'après les instructions qu'il avoit reçues du gouvernement général des Indes, fit proclamer qu'il prenoit possession de la forteresse et du pays

de Salangor au nom de la Compagnie, que le roi en étoit déchu, et remplacé par un autre prince Malais qu'avoit désigné le gouvernement de Batavia, et que nous avions amené avec nous. Ce nouveau roi, se reconnoissant vassal de la Compagnie, au nom de laquelle se fesoit le traité comme à l'ordinaire, s'engageoit à ne faire le commerce avec aucune autre puissance, et à entretenir une garnison Hollandaise dans le fort avec un commandant pour assurer l'exécution du traité. Il promit aussi aux équipages de l'escadre une somme de quelques milliers de piastres, qui ne leur fut jamais distribuée: aumoins je n'ai jamais vu ma part.

Je fis cependant réparer le fort et quelques batteries pour la défense de la place. Cette opération terminée, l'escadre mit à la voile, et nous retournâmes devant Malacca nous préparer à l'expédition contre Riou, dont le roi étoit frère du prince tué devant Malacca. Ce dernier, le plus puissant des princes Malais alliés, étoit un Hadji, c'est-à-dire avoit fait un pélérinage à la Mecque, et y avoit acquis des idées supérieures à celles des autres Indiens; aussi avoit-il été l'âme et le chef de la ligue. Il s'étoit soumis ces îles dont Bintang est la principale, et qui forment, à la pointe méridionale de la presqu'île Malaye, les détroits de Sincapoura et du Gouverneur par lesquels on passe pour aller à la Chine.

Les Malais ne sont pas proprement un peuple ou une nation; car ce nom n'a jamais appartenu à une nation, ou à un pays en particulier. Dans tout l'archipel, depuis le détroit de la Sonde jusqu'aux Molucques, les hommes qui naviguoient et fesoient le commerce par mer, la guerre et la piraterie, ce qui est encore aujourd'hui

synonime, reçurent dès les plus anciens temps le nom d'Orang Malays, ou homme qui navigue. Malays vient du substantif layar qui veut dire voile: Balayar signifie faire voile ou naviguer. Le genre de vie de ces marins les porta souvent à s'établir le long des côtes et aux embouchures des rivières, principalement à Bornéo, à Sumatra et dans quelques autres îles de l'archipel, où ils formèrent de petits états indépendants sous des chefs communément appellés Radjas ou rois.

Ce qui prouve cette assertion, c'est que dans l'intérieur de toutes ces îles, on trouve des peuples aborigènes plus ou moins avancés dans la civilisation, parlant des langages différents, et se servant d'alphabets très distincts les uns des autres. Tandis que les Malais ont une langue évidemment dérivée du mélange de ces divers idiomes, et se servent pour l'écrire de l'alphabet Arabe qu'ils ont adopté avec la connaissance de l'Islamisme et de l'Alcoran. Ces hardis navigateurs poussèrent leurs voyages non seulement jusqu'à l'Inde, mais encore jusqu'au Golfe Persique et à la Mer rouge, d'où ils rapportèrent le mahométanisme, et le propagèrent dans ces îles. Il paroit même que dans des temps très reculés ils sont venus à Madagascar, puisque dans la langue de cette île, on trouve un grand nombre de mots Malais.

Aussitôt que l'escadre se fut ravitaillée, nous profitâmes de la mousson, et arrivâmes en peu de jours à Riou, résidence de Radja Ali, devant l'embouchure de la rivière. Deux vaisseaux armés de la Compagnie nous y avoient précédés pour bloquer en nous attendant le port: mais il n'y avoit point eu encore d'hostilités commises.

Radja Ali fit saluer l'escadre d'une de ses batteries, et nous lui rendîmes son salut. Nous vîmes venir ensuite à bord, avec un pavillon parlementaire, une députation composée des premiers de l'état, qui complimenta le commodore sur son arrivée, comme pour lui persuader à lui-même qu'il ne venoit pas en ennemi. Mr. Van Braam rendit politesse pour politesse, mais leur fit sentir en même temps de quoi il s'agissoit. Les députés rejetèrent sur l'ancien roi la faute de tout ce qui s'étoit passé; ils ajoutèrent que le roi actuel, Radja Ali, désapprouvoit la conduite de son frère, que c'étoit un prince pacifique et plutôt marchand que guerrier, et qu'il désiroit continuer à vivre en bonne intelligence avec la Compagnie. Le commodore répondit, que Radja Ali devoit donc réparer le mal qu'avoit fait son prédécesseur et son frère, dédommager la Compagnie des pertes et de l'insulte que le siège de Malacca lui avoit fait souffrir, qu'au reste il venoit pour en tirer vengeance les armes à la main, à moins que leur prince ne se soumit volontairement aux satisfactions que demandoit la justice. Et il leur exposa les conditions de la paix, en les chargeant de lui rapporter la réponse du roi le lendemain au plus tard.

Le lendemain on attendit la réponse, et on fit cependant tous les apprêts de l'attaque. La rivière étoit défendue par plusieurs batteries de gros calibre, et l'intérieur de l'embouchure occupé par un îlot avec un fort, demeure du roi, et garni de pièces de 18 à 24 ℔ qui rasoient l'entrée de la rivière. Il y avoit au dehors deux îles dont la plus grande étoit fortifiée par des batteries qui flanquoient celles du fort et des deux rives au dedans et au dehors de l'embouchure: position d'autant plus

forte que le peu de profondeur de l'eau empêchoit les gros vaisseaux d'approcher assez du rivage.

Deux jours s'étoient écoulés sans nouvelles. Le commodore, craignant que le roi ne voulut consumer le temps en longueurs, résolut de m'envoyer auprès de lui en parlementaire pour demander péremptoirement sa réponse. Je fus donc à terre avec un pavillon blanc: un truchement m'accompagnoit: Radja Ali me reçut poliment en présence des principaux de sa cour. Mais lorsqu'on lut la lettre du commodore, conçue en termes assez durs comme les conditions qu'il proposoit, il s'éleva de presque tous les assistants un cri d'indignation qui me parut de mauvais augure: je les voyois prêts à prononcer leur funeste amoc; et déjà le sgahbandar ou chef des douanes mettoit la main à son poignard, comme pour le tirer. Mais Radja Ali, prince d'un caractère vraiment pacifique, leur imposa silence, me dit simplement qu'il n'y avoit pas de réponse à faire à de pareilles propositions, et me congédia. J'eus beaucoup de peine à regagner mon canot; et quand nous fûmes à quelque distance de l'embouchure de la rivière, on tira sur nous de plusieurs batteries à boulets: le hazard seul fit qu'on ne nous atteignit pas. Je ne crois pas avoir couru dans ma vie un plus grand danger.

Quand j'eus rendu compte au commodore de ma périlleuse ambassade, il ordonna tout pour l'attaque sans perte de temps.

L'île fortifiée au dehors de la rivière, formoit deux passes pour entrer et sortir, celle du Nord et celle du Sud. La frégate Junon, commandée par le capitaine De Witt, avec les petits bâtiments armés de la Compagnie, étoit mouillée dans la passe du Nord; et le

reste de l'escadre devant celle du Sud. La frégate Junon étoit assez loin au dehors, et nos petits bâtiments qui avoient besoin de moins d'eau, avoient pénétré plus avant. La flotille de Radja Ali, composée de bâtiments de guerre Malais qu'on nomme balors (ils sont assez grands, mais fort légers, et tirant peu d'eau, rasés sur le pont; ils portent chacun deux canons en avant sur la proue,) étoit amarrée dans la passe, entre l'île et la côte, à des pieux qui offroient en même temps un obstacle à forcer. Le commodore jugea qu'il falloit s'emparer d'abord de cette passe, ensuite de l'île, et entrer enfin par celle du Sud pour attaquer la place principale. Il me chargea d'exécuter ce plan à la tête de nos petits bâtiments; et aussitôt je m'avançai jusqu'auprès des balors ennemis. J'avois l'ordre de n'engager d'action que sur le signal du vaisseau commandant, qui me seroit répété par la frégate; car je ne pouvois voir le vaisseau du commodore mouillé de l'autre côté de l'île. Les balors nous laissèrent aussi tranquillement approcher. La nuit, quelques petits bâtiments, chargés apparemment de femmes, tentèrent de sortir; mais nous les en empêchâmes en tirant sur eux. A la pointe du jour, avant même que je pûsse m'attendre au signal convenu, j'entendis partir de la flotille ennemie trois grands cris d'Allah! Illah! Allah! C'est leur cri de guerre; et aussitôt ils lâchèrent sur nous une bordée générale. Il y avoit à peu près trente balors, armés chacun de deux canons, dont plusieurs du calibre de 12 à 18. Un mousse fut coupé en deux par un boulet auprès de moi, et nous eûmes de cette première décharge beaucoup de tués et de blessés. Mon feu répondit aussitôt au leur. J'avois huit bâtiments armés dont un brick de vingt pièces de

18 ℔; et un de seize de 12 ℔ sur lequel j'étois moi-même. Le commodore qui n'avoit pas encore donné le signal, et qui entendit ce feu, crut que c'étoit moi qui engageois l'action par une ardeur inconsidérée. Il envoya aussitôt à mon secours toutes les troupes de l'escadre, avec ordre de se rendre dans la passe du Nord, et d'attaquer l'île fortifiée. Je restai engagé avec les balors depuis six heures du matin jusque vers dix heures, qu'ils se trouvèrent si maltraités qu'ils quittèrent leur ligne les uns après les autres pour rentrer dans la rivière. J'avois aussi perdu beaucoup de monde. Sur le brick où j'étois, de trente hommes qui formoient l'équipage, il ne m'en restoit plus que le tiers. A midi nous vîmes arriver les embarcations de l'escadre, avec les troupes de débarquement sous les ordres du major Hamel lui-même, rétabli nouvellement de sa maladie. Il reprit donc le commandement et m'ordonna de me porter avec l'avant-garde sur l'île fortifiée; ce que je fis aussitôt. Mais comme la batterie principale étoit du côté opposé, sur la passe du Nord, il falloit, pour y arriver, traverser l'île qui étoit fort boisée; nous courûmes alors un assez grand danger: nos gros vaisseaux, ne pouvant voir notre manoeuvre, tirèrent à force sur l'île, jusqu'à ce qu'ils nous apperçurent hors du bois. Nous arrivâmes droit sur la redoute, où se trouvoient quatre à cinq cents Bougis, tous habillés de blanc, couleur par laquelle manifestent la résolution de se battre jusqu'à la mort, ce qu'ils expriment dans leur langue par Amok. Ils firent sur nous quelques décharges à bout portant, qui nous tuèrent beaucoup de monde: et comme nous ne pouvions leur faire beaucoup de mal derrière leur parapet, je résolus aussitôt de faire franchir le fossé, qui n'étoit pas fort pro-

fond, afin d'entrer par une embrasure. Un sergent françois me devança et fut blessé. J'y pénétrai le second et fus suivi de plusieurs grenadiers et enfin de presque toute l'avant-garde, composée de trois à quatre cents hommes, qui se précipitèrent la bayonette en avant, et commencèrent le plus meurtrier combat que j'aie peut-être jamais vu. Les Bougis, armés de leurs cris ou poignards, frappoient à droite et à gauche comme des forcénés, ne voulant ni faire ni recevoir quartier. J'eus le bonheur de pouvoir conserver mes gens en assez bon ordre: ce qui nous donna l'avantage. Mais il fallut impitoyablement massacrer tous les ennemis. Quelques-uns d'entr'eux sautèrent par-dessus le rempart, dans l'espoir de gagner en nageant la rivière; nos soldats les tuèrent à coups de fusil. Nous ne fîmes que cinq ou six prisonniers, que leurs blessures mettoient hors d'état de fuir ou de résister. J'en vis un qui sembloit mort, étendu comme il étoit par terre, et tout baigné de son sang. Un de nos soldats, qui se baissa sur lui pour lui arracher quelqu'un de ces joyaux d'or qu'ils ont coutume de porter sur eux, en reçut un horrible coup de poignard, et tomba mort à ses côtés. Enfin leur fureur, quand ils ont crié Amok ou tué, est inconcevable et ne connait d'autres bornes que la mort. Si quelqu'un d'entr'eux prend la fuite, il devient un objet de mépris pour ses compatriotes.

Le major Hamel, qui survint avec le corps principal pendant le combat, contribua à le décider promptement en notre faveur. En moins d'une heure nous fûmes en possession du fort et de l'île. Le commodore vint alors à terre avec la plupart des capitaines de l'escadre. On délibéra sur le meilleur parti à prendre pour profiter

de la victoire: je proposai d'aller sur le champ, avec toutes les chaloupes de l'escadre, attaquer la rivière et le fort principal, avant que l'ennemi ne fut revenu de sa terreur: il n'étoit alors que deux heures après midi. On aima mieux remettre l'attaque au lendemain. On s'attendoit à un butin fort riche. Le prince actuel étoit aussi habile négociant que Radja-hadji, son frère, avoit été grand guerrier. Nous savions qu'outre beaucoup d'or et d'argent en espèces, il avait des marchandises fort précieuses, et entr'autres cinq à six cents caisses d'opium, dont chacune valoit cinq cents piastres. Cependant Radja Ali rassembla tout ce qui lui restoit de bâtiments de guerre et de transport, y fit embarquer toutes ses richesses, son opium, ses femmes, ses enfants, et ses meilleurs guerriers Bougis et Macassars, et pendant la nuit, qui fut très obscure, il parvint, en côtoyant toujours le rivage, à s'esquiver entre les passes et les canaux formés par les îles dont j'ai parlé, où il est impossible de suivre avec des bâtiments Européens ces navigateurs, aussi hardis qu'adroits et expérimentés. Radja Ali se réfugia sur la côte de l'île de Bornéo, et y forma, à l'embouchure d'une rivière, un établissement pareil à celui de Riou, où il continua son métier de négociant et de pirate.

A la pointe du jour nous nous apperçûmes de cette fuite, qui nous enlevoit tout espoir de butin. Le commodore en fut mortifié: cette perte causa beaucoup de regrets sur l'escadre.

Le Radja Mahmout, ancien roi ou chef de ce petit état, que Radja Ali avoit usurpé ou conquis, envoya bientôt une députation au commodore pour lui annoncer la fuite de Radja Ali, et lui demander sa protection

et celle de la Compagnie, aux conditions qu'on voudroit lui prescrire. Mr. Van Braam proclama donc Radja Ali rebelle et ennemi de la Compagnie, et Radja Mahmout rétabli comme roi légitime. Il conclut avec ce dernier, au nom de la Compagnie, un traité aux conditions et dans la forme accoutumées, stipulant le commerce exclusif etc., et laissant une garnison avec un résident pour en surveiller l'exécution.

CHAPITRE IV.

De Hogendorp est porteur des nouvelles de la flotte. Ses projets de mariage traversés. Il passe au service de la Compagnie des Indes comme capitaine dans les dragons de la garde. Idylle tragique. Coeur vide qui a besoin d'être rempli. Mlle Bartlo. Mariage (1785). Mort de M. van Hogendorp père. Critique de la Compagnie des Indes. Passant dans le service civil l'auteur est nommé second Résident de la factorerie de Patna au Bengale (1786). Mer calme et heureuse traversée. Malversations des Anglais. Lord Cornwallis. Visite à Calcutta. Départ pour Patna.

Le but de l'expédition étoit atteint par ces victoires. Mais comme la mousson n'avoit pas encore tourné au Nord-Ouest, le commodore, au lieu de se rendre à Batavia, m'y dépêcha sur un brick pour aller rendre compte de ces événements au gouverneur-général et au conseil suprême des Indes. Cette commission me causa un double plaisir: j'étois porteur de bonnes nouvelles et mes projets de mariage alloient se renouer.

En passant le détroit de Banca, les vents et les courants contrarièrent l'impatience que j'avois d'arriver; et notre voyage dura quatre semaines. Mon père m'avoit dit qu'il partiroit cette année pour l'Europe, et le mois d'Octobre touchoit à sa fin. Étoit-il déjà trop tard pour le révoir? Ces pensées m'occupoient, quand j'apperçus un vaisseau de la Compagnie qui longeoit la

côte de Java pour sortir du détroit de la Sonde. Peut-être emporte-t-il mon père? Aussitôt je me jette dans une pirogue du pays qui, par hazard, venoit de nous aborder. J'atteins le vaisseau, je m'y élance; mais j'eus la douleur d'apprendre que mon père étoit parti de Batavia huit jours auparavant dans un autre vaisseau de la Compagnie. Je regagnai tristement mon brick et je débarquai le lendemain à Batavia. Je me rendis en hâte chez le gouverneur, espérant que les heureuses nouvelles que je lui apportois, me seroient auprès de lui une excellente recommandation pour mes amours. Mais il ne me parût pas se réjouir beaucoup de nos succès. Il n'aimoit pas Mr. Van Braam; il aimoit encore moins l'arrivée des vaisseaux de guerre de l'état, qui l'inquiétoit et le forçoit à s'observer davantage dans sa conduite. Je vis donc, à la manière dont il me répondit au sujet de sa fille, que j'étois encore moins avancé qu'avant mon départ: j'appris bientôt, par une lettre que mon père avoit laissé pour moi, que j'étois redevable de ce refroidissement à la famille de Mr. Alting, et surtout au mari de sa fille aînée, Mr. Siberg, gouverneur de Samarang, qui, par inimitié contre mon père, avoient tout mis en usage pour traverser mes désirs; et mon père y avoit contribué lui-même plus que tout autre, dans une explication fort vive qu'il avoit eue, avant son départ, avec le gouverneur; aussi me disoit-il dans sa lettre que je devois cesser une poursuite inutile, et le rejoindre en Europe le plutôt que je pourrois. J'aurois pris effectivement ce parti; mais le lendemain la fille du gouverneur, me retenant par un accueil gracieux, m'informa elle-même de toutes les intrigues dont j'avois été le but, et me protesta qu'elle étoit

décidée à ne point épouser l'homme que sa famille lui destinoit: c'étoit un Mr. Umbgrove, récemment arrivé d'Europe au service civil de la compagnie, et fortement recommandé par Mr. Hasselaar, bourguemestre d'Amsterdam et ancien ami de Mr. Alting. Cette jeune personne de seize ans opposa, en effet, une résistance opiniâtre; pour la vaincre Mr. Siberg vint exprès de Samarang, et on eut recours aux plus cruels traitements. Enfin, toute la famille, réunie un soir autour d'elle et employant les sollicitations et les menaces, se prévalut d'un instant de foiblesse pour la fiancer à l'objet de sa haine. Je ne pouvois cependant avoir accès dans la maison de Mr. Alting. Mais Constance, c'étoit le nom de cette charmante jeune fille, avoit l'adresse de m'informer de tout ce qui se passoit, me parloit de son inébranlable fermeté, et m'engageoit à la seconder le mieux possible, et à ne pas perdre l'espoir.

Pendant ce temps l'escadre étoit revenue à Batavia. Pour montrer au gouverneur la sincérité de mes intentions, j'avois quitté le service de la marine, et étois entré à celui de la Compagnie, avec une place de capitaine dans les dragons de la garde: ce qui m'obligeoit à demeurer dans la ville. Je ne dirai pas quelle fut ma douleur, quand je découvris que Constance étoit fiancée. J'avois beau me dire: elle y a été contrainte. Mon devoir et mon honneur, d'après les idées que je m'en formois déjà, me défendoient de songer à ce mariage. Elle ne partageoit pas ces idées; et un soir, ayant obtenu de son père la permission de se promener en voiture au clair de la lune, selon la coutume des femmes de ce pays, elle se fit conduire à ma maison, y descendit, et ne m'y trouvant pas, m'envoya promp-

tement avertir qu'elle m'attendoit. Mon trouble fut égal à ma surprise. J'eus pourtant la force de lui représenter toute l'imprudence de sa démarche. J'allai même jusqu'à la prier de retourner auprès de son père. Elle ne croyoit pas mal faire, me répondit-elle. Elle regardoit comme nul un acte auquel la contrainte seule avoit pu la réduire. J'étois son époux devant Dieu; elle vouloit rester avec moi, et son père seroit bien obligé de consentir à notre union. Je sus résister à ses larmes; je ne déviai pas du chemin de la vertu. Je parvins enfin à calmer son esprit et à la reconduire jusques devant la maison de campagne de son père, où elle se sépara de moi. Peu de temps après, forcée par son père, pour qui elle avoit toujours eu la plus tendre amitié, et dont les instances eurent sur elle plus de pouvoir que les emportements du reste de sa famille, elle se résigna, et donna sa main à celui qu'elle détestoit. Les fêtes du mariage furent brillantes, suivant l'usage de Batavia. On ne pouvoit éviter décemment de m'y inviter. J'y fus: elle étoit assise tristement entre ses deux compagnes, sur l'estrade élevé pour la cérémonie; et durant toute la soirée, elle ne put, et peut-être ne voulut pas cacher les sentiments de haine et de mépris qu'elle conservoit pour son époux. Pendant le souper, elle m'envoya par une esclave affidée une bague et quelques autres de ses byoux, en ajoutant que son coeur étoit toujours à moi, et ne seroit jamais à aucun autre, surtout à celui qu'on l'avoit contrainte d'épouser. Je voulus éviter un scandale funeste pour elle; je lui renvoyai le lendemain ses byoux par une main sûre.

Ainsi s'évanouirent les espérances qui m'avoient si longtemps occupé, et qui m'avoient fait résoudre à de-

meurer quelques années dans l'Inde pour m'y former une fortune et un sort. Mon coeur étoit vuide et avoit besoin d'être rempli. Mr. Bartlo, vice-président des échevins de Batavia, homme respectable par son caractère et par sa famille, et riche propriétaire, avoit une fille fort jolie et qui avoit reçu une éducation plus soignée que celle qu'on donne aux femmes dans ce pays. Je me décidai à lui faire la cour, et la demandai en mariage: plus heureux cette fois, je l'obtins. Mais comme elle n'avoit encore que treize ans, ses parens différèrent le mariage jusqu'à la fin de 1785, qu'elle devint mon épouse.

Il y avoit alors un an que mon père étoit parti de Batavia et on n'avoit aucune nouvelle du vaisseau sur lequel il s'étoit embarqué, non plus que de quatre autres vaisseaux de la Compagnie, partis à peu près dans le même temps. On conservoit encore quelqu'espoir: ils avoient pu être forcés, par de gros temps, d'entrer à l'Ile de France: ils avoient pu dépasser le Cap de Bonne Espérance. Mais le malheur n'étoit que trop certain. On n'a plus jamais entendu parler de ces vaisseaux; et il est probable qu'ils ont tous sombré en pleine mer. Un événement aussi extraordinaire pourroit servir de preuve à ce que j'ai avancé plus haut de l'état arriéré de la marine en Hollande. Mais je pense que la perte de ces vaisseaux, chargés de plusieurs familles respectables qui retournoient dans leur patrie, a une cause plus prochaine dans la mauvaise administration des affaires de la Compagnie à Batavia. Ses vaisseaux, quoique mauvais voiliers, étoient solidement bâtis et capables de résister aux plus mauvais temps. Ses officiers n'étoient pas dépourvus d'expérience. Mais la cor-

ruption commune à toutes les branches du service à Batavia, et presque légitimée par le détestable système de la Compagnie de mal payer ses employés, favorisant une cupidité qui n'avoit plus de bornes, fesoit que les capitaines de vaisseaux, pour se livrer à une contrebande dont le commandant même de la marine de la Compagnie avoit aussi sa part, surchargeoient leurs vaisseaux de marchandises destinées au Cap de Bonne Espérance, avec une avidité si imprudente, que j'en ai vu plusieurs, dont les sabords du pont descendoient jusqu'au niveau de l'eau. Il étoit impossible de faire manoeuvrer des bâtiments ainsi encombrés, surtout avec une grosse mer, comme on la trouve ordinairement sur le récif des Aiguilles, au sud de la côte d'Afrique, et avec des équipages aussi peu nombreux et aussi mal composés qu'ils l'étoient pour la plupart. On auroit de la peine à concevoir le mauvais état des hôpitaux en ce temps sous le climat insalubre de Batavia, et la rapacité des administrateurs de ces hôpitaux, qui souvent retenoient les hommes en bonne santé pour en profiter plus longtemps, et embarquoient sur les vaisseaux qui retournoient en Europe de malheureux malades, ou des convalescents dans lesquels se reproduisoit bientôt le germe d'un mal imparfaitement guéri. J'ai vu de près ces abus: je les regarde comme la cause de l'horrible perte dont j'ai parlé; et je frémis quand je me figure le sort de mon père, s'il est vrai que les maladies et la mort des équipages aient réduit les vaisseaux à flotter au gré des vents et des vagues. Enfin ce désastre n'a pas peu contribué à m'inspirer l'horreur que je me suis sentie toujours pour les malversations criminelles introduites dans le régime de la Compagnie, qui occasionnoient tant

de malheurs, qui la ruinoient elle-même, et qui ont failli d'entraîner ma patrie dans le gouffre où elle est tombée.

Une fois décidé à rester dans les Indes et au service de la Compagnie, j'avois écrit en Hollande pour demander à être placé au civil, le seul chemin aux postes honorables et lucratifs. L'état militaire y étoit trop avili pour me plaire. Aussi dès que la nouvelle arriva que la cour des directeurs de la Compagnie en Hollande m'avoit nommé à la place d'onderkoopman, en me laissant encore le choix du militaire ou du civil, je me décidai pour ce dernier parti.

Le Prince stadhouder et quelques autres personnes de distinction me recommandèrent fortement alors au gouverneur-général: je ne manquois pas de protection dans le suprême conseil et on m'offrit la place de second résident de la factorerie de Patna au Bengale, qui devoit, disoit-on, me rapporter quarante mille roupies par an.

Je sentois bien qu'on ne m'offroit ce poste que pour m'éloigner de l'île de Java et m'empêcher de prétendre à des places plus recherchées, soit dans l'intérieur, soit le long de la côte de cette île, soit à Batavia même. Il est vrai que j'avois la perspective de succéder, au bout de quelques années, à la place de chef ou de premier résident de la factorerie occupée alors par Mr. Van Citters et qui lui valoit cent mille roupies. Je pensois aussi que la société des Anglois au Bengale me présenteroit plus d'agréments que je n'en pouvois espérer ailleurs, et conviendroit surtout à ma jeune femme qui ne manqueroit pas d'y trouver de meilleurs modèles qu'à Batavia. J'acceptai donc, et m'embarquai sur un vaisseau de la Compagnie au mois de Juin 1786.

Le gouverneur m'avoit conseillé de m'associer avec

le capitaine pour mettre des marchandises à bord de ce bâtiment qui partoit presque à vuide pour le Bengale, d'où il devoit retourner en Europe. Le capitaine rejetta l'association que je lui proposai, me dit presque en pleurant que le commerce étoit ruiné, qu'il ne vouloit pas se rendre responsable des pertes que j'éprouverois, me laissa, sur de fausses informations, prendre du vin de France, que je vendis fort mal en arrivant, et chargea beaucoup de poivre sur lequel il fit un gain fort considérable. Je payai assez cher mon apprentissage.

Ma jeune épouse supporta fort bien la traversée, et la rendit intéressante pour moi par sa gaieté inaltérable au milieu de ces scènes de désordre qu'offre l'intérieur d'un navire dans les ouragans. Vers l'embouchure du Gange, elle demanda à notre pilote la cause de plusieurs feux que nous appercevions sur le rivage. Ayant appris que c'étoient des veuves qui se fesoient brûler avec les corps de leurs époux: Eh! quoi, me dit-elle, en me tirant à l'écart d'un air rêveur, si vous mourriez au Bengale, on me brûleroit donc aussi! Sa naïveté pensa me faire éclater de rire, et je la rassurai bientôt.

Pour arriver plutôt à Chintzura, chef-lieu des établissements Hollandais, je passai avec ma femme sur un petit bâtiment qui étoit venu prendre nos dépêches; et j'y arrivai le lendemain.

Mr. Titzingh étoit directeur de ces établissements. Je l'avois connu à Batavia, lorsqu'il revenoit du Japon, où il étoit resté quelques années comme chef du commerce qu'on y fesoit. Il me reçut avec amitié, me dit que les Anglois commençoient à inquiéter notre commerce au Bengale, et que j'aurois mieux fait de rester à Batavia.

Je ne pus de quelques mois me rendre à Patna; la saison n'étoit pas assez avancée pour remonter le Gange. Pendant mon séjour à Chintzura Lord Cornwallis arriva au Bengale, comme gouverneur de toutes les possessions de la Compagnie des Indes Anglaises. Il étoit muni des pouvoirs nécessaires pour corriger une foule d'abus introduits dans l'administration de ces contrées. Mr. Titzingh alla le complimenter, selon l'usage, au nom de la nation qu'il représentoit, et me choisit pour l'accompagner. Lord Cornwallis nous fit un accueil flatteur.

Ce fut alors que je vis pour la première fois Calcutta, cette grande et admirable ville qui trente ans auparavant n'étoit qu'un village, que même Soudjah al Dowlah, soubahdar de Bengale, avoit presque converti en ruines, lorsqu'en 1756 il prit le fort Anglois et commit ces cruautés dont la mémoire est conservée encore par un monument particulier, entassant dans une prison étroite nommée black hole, presque tous les habitants de cette place, dont la moitié périt dans les tourments.

Je retournai depuis plusieurs fois à Calcutta, où j'étais reçu avec amitié par Lord Cornwallis, et où je fis la connaissance de Sir Robert Chambers, premier juge de la haute cour de Justice, et de Sir William Jones, président de la Société Asiatique, ce qui me donna toutes les facilités possibles pour comparer l'administration Anglaise avec les principes que suivoit notre Compagnie.

Je partis enfin pour Patna sur un de ces grands bâteaux nommés Bassoras, qu'on fait tirer à la corde quand on remonte le courant, et qui, en descendant,

vont à voiles ou à rames. Nous restâmes quatre semaines en route, et fîmes plusieurs stations agréables.

Ces voyages sont peu fatiguants et ressemblent à des parties de plaisir. Les bâteaux, qui sont plats, présentent une habitation assez commode. Les bords du Gange déploient les vues les plus pittoresques, et les plus variées. On peut, en se promenant, suivre la marche lente des bâteaux, qui le soir, amarrés à l'une des rives, laissent goûter aux passagers un sommeil tranquille. Les Bassoras vont ordinairement plusieurs ensemble. Il y en avoit trois autres avec le mien. La société étoit assez nombreuse et bien choisie. Nous goûtions toutes sortes de plaisirs: le jour celui de la chasse et de la promenade le long des rives du fleuve, le soir celui d'une réunion animée par les jeux et par la gaieté.

Nous arrivâmes à Patna au commencement de 1787. Je fus fort bien accueilli par Mr. Van Citters, et il me fit donner la maison la plus commode après celle qu'il occupoit.

Cette factorerie, située sur les bords du Gange, domine la rivière dont la scène est en cet endroit vivifiée par le passage continuel des bâteaux, et jouit d'une admirable perspective. Mais elle est comme enclose par la ville Indienne, dont les rues étroites, la population entassée et la malpropreté rendent ce séjour presqu' insupportable durant les châleurs d'un été brûlant. Aussi va-t-on communément passer cette saison à la campagne, dans de petites maisons qu'on y nomme Bungalows, et qui sont situées au milieu d'un charmant paysage: on en trouve à louer pour un prix fort modique.

CHAPITRE V.

Arrivée à Patna (1787). Mr. van Citters. Le commerce de l'opium. Position onéreuse, quoique plus élevée. Naissance d'un fils. Ouragan et péril de mort. Le vaisseau sombre. Autre danger: un rhinocéros enragé. Étude comparée du système commercial des Anglais avec celui de la compagnie des Indes Néerlandaises. Le bonheur d'être père. Rappel à Batavia. Révolution (de 1787) dans la patrie. Aventures de M. G. K. van Hogendorp, qui finit par être appelé au poste de Conseiller-Pensionnaire de Rotterdam. On le compare à Grotius, son grand devancier, et à Pitt.

Mr. Van Citters n'avoit attendu que mon arrivée pour aller à Chintzura où ses affaires l'appelloient. Il m'informa bientôt d'une nouvelle funeste pour moi.

C'étoit du commerce de l'opium que dépendoit le revenu de nos places: et le gouvernement Anglois avoit déjà commencé à y mettre des entraves. Enfin, pour terminer toute discussion, Lord Cornwallis venoit de faire savoir au conseil Hollandais, que dorénavant le gouvernement Anglois ne permettroit plus l'achat de l'opium à Patna par les employés de notre Compagnie, mais que la Compagnie Anglaise lui délivreroît annuellement, dans Calcutta même, cinq cents caisses d'opium au même prix qu'elle l'achetoit. C'étoit précisément ma ruine: je n'avois plus ni revenu ni appointements. Il ne me restoit plus, pour faire face à mes dépenses, que

la triste ressource de m'endetter. J'écrivis donc à Batavia pour obtenir mon rappel. Mais pour réponse on me nomma premier résident de Patna, à la place de Mr. Van Citters, qui venoit de succéder lui-même à Mr. Herklots, chef à Cassimbazar. On avoit feint de penser que ce poste me seroit très lucratif, et on l'avoit persuadé à mon beau-père, Mr. Bartlo, alors devenu grand bailli de Batavia, qui avoit accepté en mon nom: ce qui m'obligea de passer encore, à mon grand préjudice, l'année 1788 dans le Bengale.

Cette année ma femme me donna un fils. J'étois venu avec elle à Chintzura, où elle s'étoit liée avec Madame Van Citters qui, bien qu'élevée dans l'Inde où elle étoit née, étoit une femme fort estimable, bonne épouse et excellente mère. Elle conseilla à ma femme de passer à Cassimbazar tout le temps de ses couches, durant lesquelles elle lui donneroit des secours que nous aurions en vain cherché ailleurs. J'acceptai donc avec reconnaissance; je conduisis ma femme à Cassimbazar, et me rembarquai pour remonter le Gange jusqu'à Patna. Après quelques jours de voyage, un après-midi qu'un vent du sud poussoit mon Bassora contre le courant au milieu de la rivière, il s'éleva tout-à-coup un terrible ouragan du nord, qui jetta la voile contre le mât et fit sombrer le bâtiment. J'étois alors couché: je n'eus que le temps de sortir de ma chambre, et de me jetter à l'eau. Sachant nager, aidé d'ailleurs par les bateliers, tous excellents nageurs, je gagnai un banc de sable, où, après la bourrasque, quelques habitants d'un village voisin vinrent à mon secours. Ils me portèrent sur un brancard jusqu'à Boglepore où résidoit un chef Anglois, qui me reçut avec une hospitalité touchante. Il suppléa

du mieux qu'il put au besoin que j'avois de vêtements, de linge etc., ayant perdu sur le bassora tout ce que j'avois avec moi, jusqu'à un esclave cuisinier qui s'étoit noyé. Je ne pus trouver d'embarcation pour continuer ma route. Toutes avoient été mises en pièces par l'ouragan sur toute l'étendue des rives du Gange. Je fus donc obligé de me servir du Dawk, espèce de poste établie dans tout l'Indostan, et particulièrement dans les possessions Anglaises. On est porté dans un palanquin, où on est couché de son long, par quatre hommes relayés de temps en temps et tour-à-tour par quatre autres qui suivent. Ils sont remplacés, tous les huit, aux stations, à peu près comme les chevaux de poste le sont en Europe: manière de voyager commode et expéditive, mais où l'on court le risque de se voir enlever quelqu'un de ses porteurs par les tigres cachés dans les bois et dans les champs inhabités, couverts de jungles ou taillis.

J'arrivai ainsi, sans voir autre chose que les stations, jusqu'à Mongheer, où le colonel Barrington, avec qui j'avois fait connaissance pendant mon premier voyage, me força obligeamment de rester un jour. Il vouloit me retenir davantage, en me représentant qu'un rhinocéros, qu'on supposoit enragé, attaquoit et détruisoit tout ce qu'il rencontroit dans les environs, et qu'on l'avoit vu ce jour là assez près du fort et sur la route même de Patna. Croyant le récit exagéré, et comptant que ce seroit un grand hazard si je le rencontrois, je persistai à partir. A quelques lieues de Mongheer, je trouvai sur mon chemin le Maha Raja de Patna, ancien Prince Hindou, qui, suivant une direction contraire à la mienne, alloit avec quelques éléphants à Calcutta.

Il descendit du sien pour me saluer. Je lui racontai ce qu'on m'avoit appris du rhinocéros, et me séparai de lui. A son retour à Patna il me dit lui-même que, peu de minutes après m'avoir quitté, il vit venir droit sur lui le rhinocéros, qu'il n'eut que le temps de se jetter à terre, que l'animal furieux attaqua son éléphant, lui livra un combat terrible, finit par l'éventrer, et reprit sa course sur le chemin vers Patna: ce qui fit croire au Maha Raja qu'il m'atteindroit bientôt; mais je ne le vis pas, et rien ne troubla ma route que j'achevai tranquillement.

A Patna, je fus étonné de la solitude qui regnoit dans cette vaste factorerie où l'année passée tout étoit vivifié par un commerce actif, et par la réunion de plusieurs familles au milieu desquelles je trouvois une agréable société. Pour éviter l'ennui, je me mis à étudier le système commercial des Anglais, et les principes qu'ils suivent dans l'administration de leurs vastes possessions de l'Indostan.

Cette étude me fut très utile quand, depuis, employé à l'île de Java, et frappé des principes vicieux qu'on suivoit dans le gouvernement de ce beau pays, je pus comparer le système Anglois au nôtre. Quant à ma fortune, elle souffrit beaucoup de mon long séjour au Bengale.

Ce fut le 15 Août 1788 que ma femme accoucha d'un garçon. Mr. Van Citters m'en apporta la nouvelle peu de jours après: elle me combla de joie: mais cette joie faillit bientôt à se changer en douleur. Ma femme avoit voulu nourrir elle-même; elle continuoit toujours, quoiqu'attaquée d'une fièvre de lait fort dangereuse. J'arrivai; et malgré elle, je lui substituai une nourrice; elle eut beaucoup de peine à se rétablir,

mais son enfant ne souffrit point. Les émotions, que ces petits événements me firent sentir et qui m'avoient été jusqu'alors inconnues, se réveillent quelquefois dans mon coeur avec toute leur première vivacité.

J'étois enfin rappellé à Batavia, et je désirois m'y rendre le plutôt possible, pour profiter des circonstances qui m'étoient devenues favorables.

La révolution de 1787, amenée en Hollande par l'invasion des Prussiens sous le duc de Brunswick, avoit rétabli le Prince stadhouder dans tout son pouvoir; et les patriotes, abandonnés par le cabinet de Versailles qui leur avoit fait de vaines promesses de secours, furent obligés de fuir de toutes parts. Quelques uns furent bannis, d'autres émigrèrent. Mon frère, autrefois placé dans le régiment des gardes Hollandaises, fit un voyage aux états-unis de l'Amérique, à la suite de l'ambassadeur Van Berckel, notre proche parent: ce fut peu après mon départ pour l'Inde en 1783.

Le vaisseau de guerre, le Erfprins, sur lequel il étoit embarqué, fut démâté sur les côtes d'Amérique; et le capitaine le choisit pour aller dans un bâteau pêcheur chercher du secours au rivage. En effet mon frère envoya bientôt plusieurs bâtiments, mais qui malheureusement arrivèrent trop tard: le vaisseau coula bas; et il n'y eut de sauvés que le capitaine et quelques hommes. Échappé à ce péril, après avoir assisté à la réception de l'ambassadeur, il parcourut les différents états de cette république nouvelle, et y acquit beaucoup de lumières. De retour en Hollande, il reprit le service militaire et n'en continua pas moins ses études avec une grande application; il obtint à l'université de Leyden le dégré de docteur en droit. Alors jugeant qu'il serviroit mieux

son pays et feroit plus rapidement son chemin s'il entroit dans le civil, il donna sa démission d'officier des gardes. Il fut très utile à la cause du stadhouder durant les troubles de 1786 et 1787, et fut élevé au poste, alors très important, de conseiller pensionnaire de la ville de Rotterdam. Ce brillant début dans le monde le fit comparer au fameux Grotius qui, fort jeune encore, avoit occupé la même place, et même à Pitt qui, dans un âge aussi peu avancé, montroit déjà au parlement d'Angleterre tout ce qu'il devoit être un jour. Ma bonne mère, qui étoit restée longtemps dans une incertitude cruelle sur le sort de son époux, forcée enfin de croire à son malheur, s'étoit décidée à prendre le deuil. Elle avait trouvé la succession de mon père moins considérable qu'on ne l'avoit cru. Toujours active pour ses enfans, elle avoit profité de l'amitié dont l'honoroit la Princesse d'Orange et de la tournure heureuse des circonstances pour obtenir en ma faveur les recommandations les plus puissantes et les plus respectées, auprès du gouverneur-général des Indes, afin de me placer avantageusement à l'île de Java. Les mémoires et les observations que j'avois envoyées du Bengale m'avoient attiré quelque estime, et tout sembloit me promettre un rapide avancement.

CHAPITRE VI.

Heureux pronostics. Voyage vers Batavia (1788). Paulo Pinang. Le vaisseau touche. Branle-bas général simulé. Arrivée. Accueil bienveillant et nomination au poste d'administrateur à l'île d'Onrust (1789). Position peu lucrative pour un homme honnête. État de la santé de Madame van Hogendorp. Départ de son fils pour la Hollande. Les cantharides comme antidote. Épidémie et maladie. Nomination à la résidence de Japara. M. Greve. M. Overstraten. Études et succès administratifs. La culture du bois, de l'indigo et de la canne à sucre. Observations sur les vices radicaux du système de la Compagnie. Agréables souvenirs du séjour de deux ans et demi à Japara. Visite de cérémonie, à la suite de M. Overstraten, à la cour de l'empereur (Sousouhounan) de Java et à celle du sultan. Festivités à cette occasion. Soura-Carta. Djokjo-Carta. Manoeuvres des Amazones, gardes-du-corps.

Cependant la saison m'empêchoit encore de partir pour Batavia; dans ces climats les diverses périodes de l'année sont une règle invariable pour la navigation. Dans l'intervalle je menai ma femme, déjà en meilleure santé, de Cassimbazar à Chintzura. Enfin un riche négociant de Calcutta m'offrit l'occasion que je cherchois en vain depuis longtemps: le passage sur un brick qu'il envoyoit à Java chargé d'opium. Une maladie subite, qui m'affoiblit beaucoup, m'empêcha presque de m'embarquer, et ma femme avoit conservé

de la sienne une paralysie aux bras et aux jambes qui sembloit résister à tous les remèdes.

Mais les médecins jugeoient que l'air de la mer ne pouvoit que nous être utile à tous les deux; et nous partîmes à la fin de 1788, après avoir fait au Bengale un séjour de deux ans et demi, qui'au lieu d'être favorable à ma fortune, comme je l'avois espéré d'abord, ne fit que l'arriérer, en m'endettant d'à peu près vingt-mille Rixdollers, ce qui n'étoit pas encourageant pour mon début au service de la Compagnie.

Nous étions assez bien logés sur le brick. Notre équipage, à l'exception du capitaine, et de trois autres Européens, étoit composé de Lascars, ou matelots Indiens, assez bons marins dans le beau temps, inutiles dès les premières annonces de l'orage. En sortant du Gange, nous fûmes assaillis d'une de ces bourrasques, qui portent dans ces parages le nom d'éléphants. Le capitaine me dit ensuite que nous avions couru un grand danger. Mais le bâtiment étoit bon, quoique petit; et nous en fûmes quittes pour la peur et pour trois jours passés fort désagréablement, surtout dans l'état de maladie où nous étions. Des bains de mer, que je pris pour ma santé, d'après le conseil du capitaine, ne firent qu'augmenter ma foiblesse. Nous relachâmes à l'île du prince de Galles ou Paulo Pinang, nouvel établissement que les Anglois venoient de former, à l'entrée du détroit de Malacca, sur la côte Malaye. Un Anglois, capitaine de vaisseau marchand, qui avoit fait longtemps le commerce avec les établissements Malais de ces parages, avoit enfin épousé la fille du roi de Gueda, qui lui avoit donné en dot la propriété de cette île, alors presque inhabitée. Mais comme il sentoit bien que cette souve-

raineté ne seroit guères respectée des puissances Européennes, il en offrit la possession au gouvernement de la Compagnie Anglaise, à condition qu'il en seroit nommé gouverneur à vie, ce qui fut accepté; et il reçut garnison Anglaise. Je fus voir à terre le gouverneur, et je dînai avec lui: mais son épouse ne se montra pas. Ce fut lui-même qui me raconta ces particularités.

Nous entrâmes ensuite dans le détroit de Malacca, qui faillit à nous être funeste. Le capitaine, en louvoyant, s'étoit trop approché de la côte: le bâtiment toucha, et resta sur le fonds, malgré tous les efforts de l'équipage pour le remettre à flôt. Pendant la nuit des pirates Malais, les plus dangereux et les plus cruels de tous, apperçurent notre situation, s'approchèrent sur leurs petits prauws, et se mirent à rôder autour de notre brick. Le capitaine vint me le dire, et me parut fort alarmé. Je ne le fus pas moins que lui pour ma femme et pour mon enfant: ces pirates ont la coutume, lorsqu'ils prennent un bâtiment Européen, de massacrer tous les hommes blancs, et de garder seulement les femmes, qu'ils donnent à leurs chefs, et les Lascars, qu'ils font esclaves. Je montai sur le pont; je demandai au capitaine s'il avoit un tambour à bord; en ayant trouvé un par bonheur, j'en fis battre, comme si on fesait le branle-bas à bord d'un vaisseau de guerre; et me mis à crier de toutes mes forces en Hollandais et en Malais, comme si je commandois à des soldats, appellant un lieutenant, un sergeant et d'autres par leurs noms, assignant à chacun son poste, et ordonnant de tirer sur tout ce qui s'approcheroit du bâtiment. Je fis répondre sur le même ton par les Européens qui étoient à bord, et par un domestique blanc que j'avois:

on tira même quelques coups de fusil et de pistolet. Ce stratagème nous réussit au delà de toute espérance. Les pirates, après être restés quelque temps autour de nous, voyant que le bâtiment revenoit à flôt avec la marée, nous quittèrent enfin. Une bonne brise nous éloigna la nuit de cet endroit dangereux, et le lendemain, nous nous trouvâmes au milieu du détroit, fesant bonne route. Les efforts que je fus obligé de faire durant cette vive alarme m'affoiblirent beaucoup; et ma femme ne s'en trouva guères mieux, ayant éprouvé une frayeur ter rible en entendant tout ce bruit dont on ne pouvoit lui cacher la cause. Peu de jours après nous arrivâmes à Batavia, où les parents de ma femme nous firent toutes sortes de caresses.

Le gouverneur me reçut fort bien, et me promit la première place vacante qui me conviendroit, soit à Batavia soit dans le gouvernement de Java: et comme ma santé ne se rétablissoit pas, il me donna la permission de faire un voyage à Samarang, où l'air est plus salubre qu'à Batavia. J'y restai quelques mois auprès de Mr. Greve, qui en étoit alors gouverneur; lorsqu'enfin, en Août 1789, je fus nommé à la place d'administrateur à l'île d'Onrust, et retournai à Batavia, dont cette île est voisine. Mon père avoit occupé le même poste, réputé un des meilleurs au service de la Compagnie. Je rejoignis ma femme qui, durant mon absence, étoit restée auprès de ses parens.

Je trouvai la place d'administrateur d'Onrust beaucoup moins lucrative qu'on ne me l'avoit dit: mon père l'avoit déjà éprouvé avant moi. Nous ne pouvions en effet nous accommoder, pour grossir nos revenus, de plusieurs moyens faciles que d'autres gens, moins délicats que nous, ne dédaignoient pas.

Mon fils avoit alors quatorze mois, et jouissoit d'une excellente santé. Je résolus de l'envoyer à ma bonne mère pour être élevé sous ses yeux, voulant par là le soustraire au climat meurtrier de Batavia, et au danger moral, bien plus terrible encore, d'une éducation Indienne parmi des esclaves. Ma femme eut le courage de consentir à cette séparation. Il lui fallut un violent effort sur elle-même pour laisser parter son unique enfant, dans l'état déplorable où elle se trouvoit. Paralysée de tous ses membres, elle commençoit à désespérer, ainsi que moi, de sa guérison, lorsqu'étant à Onrust un médecin d'une frégate de la république me dit qu'il espéroit pouvoir la rendre à la santé, si elle consentoit à pendre intérieurement de la teinture de cantharides, remède qui n'est dangereux que faute des précautions nécessaires. Après avoir consulté les meilleurs médecins de Batavia, nous nous en remîmes aux soins de Mr. Bax, c'étoit le nom du médecin, qui administra lui-même le périlleux antidote, et resta toujours présent pour en surveiller l'effet. En moins de six semaines ma femme fut guérie, et recouvra l'usage de ses bras et de ses jambes.

En 1790 l'île d'Onrust fut ravagée par une épidémie, qui fit périr presque tous les charpentiers employés au chantier de la Compagnie sur cette île. Je faillis succomber moi-même. Transporté d'abord à Batavia, ensuite à la maison de campagne du gouverneur, où il eut la bonté de me donner un logement, ma convalescence n'en fesoit pas des progrès plus rapides. Je demandai alors à retourner à Samarang pour y attendre qu'une des résidences sur la côte vint à vaquer, la préférant, quelque peu lucrative qu'elle fut, à l'administration

d'Onrust, et même à toute autre place dans l'île de Java. Ma femme, qui venoit de perdre son père, m'accompagna dans ce voyage, et nous fûmes reçus avec la plus généreuse hospitalité par le gouverneur, Mr. Greve, qui m'avoit déjà témoigné une bienveillance particulière lors de mon premier séjour à Samarang, et qui me donna une de ses maisons de campagne pour y loger.

Après quelques mois d'attente, pendant lesquels ma santé se rétablit entièrement, je fus nommé à la résidence de Japara, sur la côte, à quelques lieues à l'est de Samarang, qui vint à vaquer par la mort du titulaire. En même temps Mr. Greve fut appellé à Batavia pour prendre place dans le conseil suprême des Indes, dont il étoit membre, et remplacé par Mr. Overstraten, secrétaire du conseil et l'un de mes amis les plus zélés. Tout sembloit donc me pronostiquer un meilleur avenir.

Mon nouveau poste me plaisoit beaucoup. Je vis bientôt qu'avec de l'application et de l'activité je pouvois rendre de grands services à la Compagnie qui m'employoit, et par là-même à ma patrie, améliorer le sort des habitants confiés à mon administration, et travailler en même temps à ma propre fortune. Un pays délicieux et salubre, un sol fertile, une habitation commode, des environs charmants, rien ne me manquoit de tout ce qui peut rendre la vie agréable, excepté la société.

Un de mes prédécesseurs avoit construit un moulin à scier du bois. Le contingent en bois que les habitants étoient obligés par les contrats de fournir annuellement à la Compagnie, étoit délivré à un prix fixe au résident qui remboursoit ensuite la Compagnie et lui fournissoit, à un prix également fixe, les planches et autres bois sciés

dont elle avoit besoin pour ses constructions à Batavia et ailleurs. Ce moulin, ayant passé par plusieurs mains, souvent ineptes, étoit presqu'entièrement désorganisé. Je le rétablis, au moyen de manivelles de fer que je fis venir d'Europe, et comme je pouvois par là scier une plus grande quantité de bois, j'augmentai considérablement mon revenu. Je pris aussi un grand soin de l'entretien des forêts qui fesoient la principale richesse de ce district et qui pourtant avoient été négligées et abandonnées par les habitants qu'on forçoit à couper et à livrer le bois à si bas prix, qu'ils n'avoient aucun intérêt à rien conserver. D'un autre côté les résidents sembloient avoir pensé, comme la plupart des employés de la Compagnie, que cela dureroit bien leur temps, refrein chéri de ceux qui n'alloient aux Indes que pour faire leur fortune, indifférents aux intérêts de la Compagnie et à ceux de leur patrie.

Malgré le système de monopole, et les entraves qu'il mettoit à toute amélioration, je parvins à perfectionner la culture de l'indigo, et j'en fis fabriquer d'infiniment supérieur pour la qualité à celui qu'on obtenoit auparavant. J'eus le même succès dans la construction d'un moulin à sucre, mis en mouvement par l'eau, sur le modèle de ceux des Antilles.

A mesure que je descendois dans les détails de l'administration de ce beau district, j'appercevois de plus en plus le vice radical du système de la Compagnie, par rapport au régime féodal et au monopole odieux du commerce, enté sur cette forme de gouvernement déjà assez destructif par lui-même. Aussi, dès ce temps, je résolus d'essayer tout ce qui seroit possible pour ouvrir sur cet important objet les yeux du gouverne-

ment, en découvrant la véritable situation des choses et les résultats pernicieux de ce système, auquel on tenoit, par préjugé, par ignorance et par intérêt, au grand préjudice des intérêts réels de notre patrie.

Les deux années et demie que je passai à Japara comme résident, sont le temps de ma vie dont j'ai conservé le plus agréable souvenir. Parfaitement heureux dans l'intérieur de mon ménage, je voyois ma femme se plaire également à la vie tranquille et régulière que nous menions, quoique n'ayant d'autre société qu'une jeune Hollandaise de bonne famille. Mr. Spoenlin, l'aumônier d'un régiment du Wirtenberg au service de la Compagnie, en garnison à Samarang, homme d'une instruction étendue en littérature et d'un caractère excellent, passoit la plus grande partie de son temps avec moi, et me dédommageoit du peu de distractions que je pouvois avoir. La Compagnie n'avoit là d'autres employés qu'un teneur de livres, un chirurgien, un sergent et quelques soldats.

Le gouverneur de Samarang, Mr. Van Overstraten, auquel ma résidence étoit subordonnée, m'honoroit de son estime, et apprécioit mon zèle et mon activité dans le service. Comme nouveau gouverneur de cette partie de Java, il devoit, d'après l'ancienne coutume, faire une visite de cérémonie à la cour du Sousouhounan ou empereur de Java, et à celle du sultan; les gouverneurs de Samarang étoient chargés d'entretenir les relations de la Compagnie avec ces deux souverains de l'intérieur de l'île; et comme ils devoient se faire accompagner par deux membres du conseil du gouvernement, et que j'en fesois partie, Mr. Overstraten m'invita à le suivre dans ce voyage, ce que j'acceptai avec

plaisir, voulant voir l'intérieur du pays et examiner ces deux cours dont le faste connu excitoit ma curiosité.

Nous partîmes de Samarang au milieu d'un cortège nombreux et magnifique. Une compagnie de dragons fesoit la garde du gouverneur, et douze cents hommes de corvée portoient les bagages. Nous fîmes la route en quatre journées, les hommes à cheval, les femmes en litière dans un chemin toujours montueux. Aux trois stations de halte, qui étoient des postes militaires de la Compagnie, dont deux sur le territoire du Sousouhounan, le gouverneur tenoit table, et en fesoit les honneurs avec somptuosité. A la troisième le premier ministre, les grands de la cour et le résident de la Compagnie auprès du prince, vinrent complimenter le gouverneur. Le lendemain nous fîmes notre entrée dans la capitale nommée Soura-Carta, et nous logeâmes chez le résident. Le jour d'après nous allâmes en grande cérémonie au Craton ou palais du Sousouhounan, où, après les premiers compliments, le gouverneur s'assit dans un fauteuil sur le trône à côté du prince, et affecta en tout une égalité parfaite. Le Sousouhounan, qui paraissoit âgé de quarante ans, étoit au fait du ton et de la politesse des Européens, et n'avoit rien de gêné dans ses manières. Il rendit de son côté une visite de cérémonie au gouverneur, et durant huit jours il ne fut question que de repas et de fêtes. Chez l'empereur nous assistions aux solemnités du pays: nous voyions les tigres combattre les buffaloes, ou, lâchés dans un grand carré de troupes armées de lances, se précipiter avec fureur sur les soldats qui finissoient par les mettre en pièces. Quelques femmes du sérail du Sousouhounan, appellées

Bédajas, et ressemblant assez aux bayadères de l'Indoustan, exécutoient des danses à la manière du pays et une espèce de représentation dramatique.

A la cour du sultan, à Djocjo Carta, où nous fûmes ensuite et qui n'étoit éloignée que de trois journées, la réception fut à peu près la même, ainsi que les cérémonies. Nous n'y vîmes rien de nouveau qu'une compagnie de cavallerie composée de femmes qui fesoit le service effectif de gardes-du-corps dans l'intérieur du palais. Il y avoit quarante à cinquante femmes, toutes jeunes et jolies, vêtues en amazones, et commandées par quatre femmes qui occupoient le premier rang dans le sérail, après les deux épouses légales du sultan. Leur habillement étoit de bon goût; elles avoient en or ce que les autres avoient en argent: des diamants couvroient les freins de leurs chevaux, leurs selles, leurs carabines, leurs pistolets, etc. Elles manioient leurs chevaux avec autant de dextérité que d'audace, et fesoient toutes les évolutions de la cavalerie, se servant ou des armes à feu, à la façon Européenne, ou de la lance à la mode du pays. Le sultan les fit manoeuvrer devant nous sur la grande place devant le palais, après avoir fait retirer fort loin tout le reste de son monde. Il y avoit pour chacune d'elles cinq écuyers habillés fort richement mais à pied, dont deux étoient destinés à tenir la bride du cheval lorsqu'elles montoient ou descendoient, un à porter leur lance ou leur carabine alternativement, un autre leur parasol, et le cinquième, muni d'un balai, à soustraire aux yeux le fumier du cheval. Ce spectacle nous amusa beaucoup, et le sultan prenoit lui-même plaisir à voir notre surprise. Ce prince, plus âgé que son voisin le Sousouhounan, quoiqu'il fut

monté plus récemment sur le trône, étoit fils du fameux Amangkoubouana qui s'étoit révolté contre le Sousouhounan, dont il dépendoit, et contre la Compagnie considérée comme Suzeraine de toute l'île, et l'avoit forcée, après une longue guerre, où il avoit déployé beaucoup de talents et de caractère, à le reconnoître pour l'égal du Sousouhounan, le second souverain de l'intérieur de Java.

CHAPITRE VII.

Rentrée à Samarang et à Japara. État précaire de la Compagnie des Indes Orientales et remèdes à y porter projetés. Les commissaires Nederburg et Frykénius. Leur arrivée à Batavia (1793). État des choses. MM. Alting, van de Graaf, Siberg. Indignation à l'occasion des nouvelles nominations. Van Hogendorp succède á M. Barkey comme sous-gouverneur de la partie orientale de l'île de Java, à Sourabaya. Bruits concernant la Révolution française. Expédition envoyée à la recherche de la Peyrouse. Elle arrive à Sourabaya. Nouvelles d'Europe. Dissentions politiques à bord des vaisseaux français. M. Dauriban. Fin de l'expédition.

Nous retournâmes à Samarang par une autre route que celle que nous avions suivie, toujours à travers les montagnes qui forment une chaîne continue dans la longueur de l'île; ce qui nous donna l'occasion de voir et d'admirer la fertilité, la beauté et la nombreuse population de ce pays qui ne demande qu'une meilleure forme de gouvernement et une administration plus sage et plus libérale pour être un des pays les plus heureux et les plus riches de la terre.

Je revins à Japara, plus rempli et plus enthousiasmé que jamais du désir de travailler au bien-être de ce peuple intéressant, et par là même, quoique d'une manière indirecte, à la grandeur de ma patrie.

L'état désastreux et précaire de la Compagnie, que

la république avoit en vain soutenue de tout son pouvoir en lui avançant des sommes considérables et en l'étayant de son crédit, avoit frappé en Hollande les esprits justes et calculateurs qui commençoient à chercher à la fois les causes de sa décadence et les moyens d'y apporter remède. Il étoit facile de voir les abus nombreux et les malversations qui gênoient le cours de l'administration dans les Indes et en Hollande même. Mais il sembloit aussi presqu'impossible d'y obvier. On l'avoit tenté plusieurs fois, toujours sans succès. Personne ne remontoit à la source du mal: l'existence d'une compagnie marchande, souveraine d'énormes possessions territoriales, dont elle prétendoit faire exclusivement le commerce pour son compte et par ses agents. Je sais que cette institution avoit été sage au commencement du dix-septième siècle, et appropriée aux circonstances; mais nos sages aïeux ne la regardoient pas eux-mêmes comme une institution de tous les temps, puisqu'ils en avoient limité le privilège à une durée assez courte, et ne fesoient, depuis, que le renouveller pour un certain nombre d'années. Ce qui étoit alors utile est pernicieux aujourd'hui.

On résolut enfin d'envoyer dans l'Inde, avec de grands pouvoirs, une commission chargée d'examiner l'état des choses et de faire les réformes et les changements nécessaires. Les commissaires furent Mr. Nederburg, avocat ou syndic de la Compagnie, et un capitaine de vaisseau de la république nommé Frykenius, homme instruit et d'une probité reconnue, qui avoit déjà été dans l'Inde et qui l'avoit examinée en habile observateur. Malheureusement on leur adjoignit le gouverneur-général et le directeur-général des Indes, ce qui devoit naturellement neutraliser tout le bien qu'ils

auroient pu faire: car s'ils eussent connu le mal et qu'ils eussent eu la volonté de le corriger, ils auroient pu le faire seul dans les places éminentes qu'ils occupoient. Tandis qu'on avoit à craindre que par leurs connaissances locales et par le nombre de leurs partisans intéressés à la continuation des abus, ils ne parvinssent à paralyser les bonnes intentions et les offerts de leurs collègues.

J'appris avec un plaisir infini la nomination des commissaires, et j'attendis leur arrivée avec impatience. Ne respirant qu'après une réforme devenue indispensable, j'avois souvent adressé à mon frère des mémoires et des observations sur ce sujet; et il m'avoit toujours répondu qu'il les communiquoit au grand-pensionnaire et à d'autres personnages marquants dans l'état, qui en avoient été satisfaits; qu'on profiteroit des lumières que j'avois données, et que mon avancement en seroit la récompense. Je devois, disoit-il, en avoir bientôt des preuves.

En 1793 la commission arriva enfin à Batavia. Tous les yeux étoient fixés sur elle. Quand elle avoit été nommée, le gouverneur-général étoit Mr. Alting, et le directeur-général Mr. Van Stockum. Ce dernier, venant de mourir, avoit été remplacé par Mr. Van de Graaf, gouverneur de Ceylan, qui avoit été nommé par les directeurs de la Compagnie en Hollande, et qu'on attendoit à tous moments à Batavia. Malheureusement, au lieu de l'adjoindre à la commission, on s'empressa, comme il étoit absent, d'élire pour cette place, à la recommandation de Mr. Alting, Mr. Siberg, son beau-fils, ce qui excita de toutes parts un cri d'indignation et de désespoir contre cette famille, qui, s'étant réservé toutes les meilleures places pour elle

et pour ses créatures, étoit intéressée à maintenir des abus dont elle profitoit.

Nous fûmes également étonnés peu de jours après d'apprendre la promotion de huit nouveaux membres du conseil suprême. Le choix des individus répondoit à l'extravagance et à l'inutilité de cette mesure. Parmi eux étoit un Mr. Barkey, sous-gouverneur de la partie orientale de l'île de Java, à Sourabaya. Pour agrandir le cercle de mon activité, je tentai d'obtenir cette place, la plus importante de toutes après celle de gouverneur à Samarang, dont elle étoit dépendante. On alloit la donner à un vieillard sans énergie et sans talents, que Mr. Siberg vouloit mettre en état de payer ce qu'il lui devoit. Je réclamai avec force : je réussis dans ma demande, et le protégé de Mr. Siberg eut le poste de Japara. Mr. Kueil, commandant de la frégate de la république l'Amazone, qui croisoit sur la côte de Java, eut la bonté de me transporter avec ma famille à Sourabaya, où je succédai à Mr. Barkey.

Jusques-là nous n'avions qu'entendu parler de la révolution française, sans en avoir ressenti l'influence. L'invasion de Dumouriez, qui nous avoit mis en état de guerre avec la France, avoit été heureusement repoussée, et les esprits s'étoient tranquillisés de nouveau. Aux Indes, où les Anglois avoient une grande supériorité de forces, on n'étoit pas fort inquiet de nos possessions. Cependant quelques intrépides corsaires de l'île de France harceloient notre commerce ; ils parurent jusques dans le détroit de la Sonde, et sur la côte de Java. Un autre incident, qui se passa sous mes yeux, me mit davantage en contact avec l'esprit de parti qui fermentoit en Europe. La France, au commencement de

la révolution, avoit envoyé à la recherche de la Peyrouse deux gabarres, la Recherche et l'Espérance, commandées par l'amiral d'Entrecasteaux, qui arrivèrent à la fin de 1793 devant Sourabaya et demandèrent à entrer dans le port. L'amiral et le capitaine du second navire, Mr. Huon, morts en mer, avoient été remplacés, le premier par un lieutenant de vaisseau nommé Dauriban, qui avoit pris le commandement de l'expédition, le second par Mr. de Rossel. Mon prédécesseur Mr. Barkey, qui étoit encore à Sourabaya, n'étant assez ferme ni assez éclairé pour suivre un parti de lui-même, se laissa conduire par le commandant de sa garnison, un Liégeois, qui savoit le François. Deux canots vinrent à terre l'un après l'autre. Mr. Barkey en fit arrêter tout l'équipage et fit sommer les vaisseaux de se rendre, ou de s'éloigner de la côte. Mais peu après, ayant reçu de Batavia l'ordre de les admettre sous certaines conditions, il les laissa entrer dans le port. Ils étoient partis de France sous pavillon tricolore, et sous les loix de la première constitution. Il n'apprirent qu'à Sourabaya tout ce qui étoit arrivé depuis, et la mort de Louis XVI. Aussitôt une violente fermentation se fit sentir à bord de ces vaisseaux. Mr. Dauriban et la plupart des officiers quittèrent la cocarde tricolore pour la cocarde blanche et le pavillon blanc. Les officiers, qu'ils nommoient bleus, et presque tous les savants et les naturalistes s'y refusèrent, de même que les équipages. Alors Mr. Dauriban invoqua l'intervention du gouvernement Hollandois, et on arrêta les officiers et les naturalistes qu'on transporta à Batavia et delà en Europe. Comme ils devoient passer par Japara et Samarang, où je me trouvois alors,

et que, suivant mon avis, on les traitoit avec injustice, je me fis un devoir et un plaisir d'adoucir leur sort par tous les bons offices qui dépendoient de moi. Mr. Dauriban se plaignit de ces procédés où il crut découvrir un esprit de partialité. Mais quand je fus arrivé à Sourabaya, où il étoit lui-même, je parvins à le détromper en m'efforçant de lui rendre le séjour de ce pays aussi agréable qu'il étoit en mon pouvoir, et en étendant mes soins hospitaliers sur tous ses compatriotes. Les équipages, qui avoient refusé de servir sous le pavillon blanc pour retourner en France, furent faits prisonniers de guerre, et les vaisseaux furent vendus à Batavia pour le compte de l'expédition et pour couvrir les dépenses faites.

CHAPITRE VIII.

Entrée en fonctions à Sourabaya. Réduction du prix du riz. Sacrifice d'intérêts pécuniels au bénéfice du bien public. Exposé de la situation économique. Espoir malfondé de redressement des torts. Nouveaux impôts. Résultats insignifiants. Contre-coup des événements qui se passoient dans la patrie. La Hollande occupée par les Français (1795). La famille d'Orange en exil. La direction de la Compagnie des Indes remplacée par un Comité de patriotes. Le cap de Bonne Espérance occupé par les Anglais. Lettres du Prince d'Orange, datées d'Angleterre, et prescrivant d'accepter la protection de L'Angleterre. Choix difficile pour M. van Hogendorp entre l'affection et le devoir. Raisons qui ont guidé sa conduite. Il prend parti pour la patrie contre le stadhouder. Il fait connaître la véritable situation des possessions Orientales. Envahissement successif des colonies par les Anglais. Faiblesse de la défense. La probité et les écrits de l'auteur lui causent beaucoup d'ennemis parmi ses chefs. Opportunisme des gouverneurs. Récapitulation de la carrière politique de M. Van Hogendorp.

Après le départ de Mr. Barkey, qui remit entre mes mains le gouvernement, le capitaine ou chef des Chinois vint me dire que mon prédécesseur, n'ayant pas de goût pour le commerce, lui avoit cédé ou abandonné le droit de l'achat exclusif du riz dans ce district, nommé communément le Oosthoek ou partie orientale de Java, moyennant une rétribution annuelle de vingt-cinq mille rixdollars qu'il continueroit à me payer si je souscrivois à ses conditions. Je lui demandai quel

étoit le prix du riz en ce moment. Il me répondit: quatre-vingt rixdollars le last ou loyang de 4000 ℔. Je lui dis aussitôt que je voulois que dès le lendemain le prix en fût au marché de vingt-cinq rixdollars au plus, et qu'il ne montât pas plus haut tant que je serois chef de ce pays. Il m'offrit l'augmentation que je voudrois dans sa rétribution. Mais voyant qu'il se méprenoit sur les motifs qui me fesoient agir, je lui déclarai que je ne voulois pas de monopole, surtout dans une denrée de première nécessité pour la nourriture du peuple, et comme je savois qu'il avoit ses magasins remplis, je le menaçai, si le marché public n'étoit pas le lendemain suffisamment pourvu de riz, et si le prix en dépassoit 25 rixdollars, de le faire arrêter et de l'envoyer à Batavia pour y être jugé d'après la vigueur des lois.

Le riz baissa en effet au prix indiqué par le gouvernement suprême de Batavia, qui est le prix naturel de ces précieux comestibles sur la côte de Java. Il demeura tel durant tout le temps de mon gouvernement à Sourabaya. Mais j'eus un revenu de vingt-cinq mille rix-dollars de moins que mon prédécesseur, qui cependant avoit toujours passé pour un fort honnête homme.

Je m'appliquai, comme je l'avois déjà fait à Japara, à bien administrer la province confiée à mes soins, c'est-à-dire à en tirer le plus d'avantages possibles pour la Compagnie sans fouler ni oppresser les habitants, et à lutter contre le système féodal et le monopole de la Compagnie et les injustices innombrables qui en étoient les conséquences.

J'espérois encore y voir apporter remède par les membres de la commission venus d'Europe. J'envoyai à Mr.

Nederburg et à Mr. Frykenius des mémoires travaillés avec soin, où, en découvrant les vices du système en vigueur, je proposois un meilleur plan d'administration et je montrois la possibilité de le faire admettre. C'étoit prêcher dans le désert. Déjà Mr. Frykenius, en scission ouverte avec ses collègues, avoit perdu l'espoir de faire le bien qu'il désiroit, et peu après il mourut de chagrin. Mr. Nederburg, qui feignit d'accueillir mes efforts et d'approuver mes intentions, s'étoit vendu au parti opposé. Enfin le mal devint pire que jamais, étant sanctionné par ceux-même qui devoient le réprimer.

Les commissaires imaginèrent comme un expédient de finance au bénéfice de la Compagnie de faire payer à chacun de ses employés une rétribution annuelle, sous le nom d'amptgeld, qu'ils fixèrent d'abord au quart des revenus de chacun, pour être versée dans des coffres placés à cet effet.

Le résultat fut malheureux. On ne trouva pas dans les coffres la vingtième partie de ce qu'on devoit attendre. On vit un homme fort connu, qui occupoit une des places les plus lucratives de Batavia, s'approcher du coffre avec un gros paquet de papiers, qu'on supposoit être des billets de banque ou des papiers de crédit qui circuloient alors, et le glisser dans le coffre où, après l'ouverture, on ne trouva qu'une assez grande quantité de feuilles de papier blanc. On ne pouvoit cependant rien prouver. Les employés furent enfin obligés à déclarer sous serment le montant de leurs revenus; tentative qui n'eut pas un meilleur succès. Ceux qui avoient violé leurs serments et leur conscience pour s'enrichir, n'hésitèrent pas à se parjurer encore pour cacher leurs extorsions et pour en conserver tout

le fruit. Les commissaires alors taxèrent arbitrairement chaque employé: ce qui fut pis encore; on cria de toutes parts à l'injustice; les réclamations plurent sur les commissaires. Effectivement, comme les principaux revenus des employés consistoient en extorsions et en fraudes, si on les connoissoit, on devoit y mettre un terme; si on ne les connoissoit pas, on ne pouvoit pas les imposer, puisque les employés ne les avouoient pas. Ils furent néanmoins forcés de payer. Mais quelle en fut la conséquence? Ils s'en dédommagèrent aux dépens du peuple; et, regardant la rétribution à laquelle ils étoient taxés comme un prix d'impunité qui légalisoit leurs malversations, ils ne mirent plus de frein à leur cupidité et ne furent plus arrêtés par aucun scrupule. La totalité de la somme, rentrée dans la caisse de la Compagnie par ce moyen odieux et impolitique, se trouva comme perdue dans l'immensité de la dette qui la surchargeoit; et le désordre et la démoralisation générale furent à leur comble. Je payai plusieurs années de suite à Sourabaya cinq mille rixdollars par an, rétribution à laquelle j'avois été taxé, quoiqu'on eut déjà ôté à ce poste la plupart des émoluments qui y étoient attachés. A Japara, durant les deux premiers modes de recueillir l'impôt, j'avois payé une somme encore beaucoup plus forte, n'ayant voulu blesser ma conscience ni mes serments. L'ensemble des mesures prises par les commissaires répondoit à cette opération de finances, de sorte qu'après avoir coûté par leur séjour dans l'Inde des sommes énormes à la Compagnie, ils laissèrent les choses dans un état pire qu'auparavant, sans avoir corrigé un seul abus.

Tout cependant changeoit de face en Hollande. Tout

y étoit ébranlé, et le contre-coup s'en fit bientôt sentir aux Indes.

Depuis la retraite de Dumouriez que nous avions apprise aussitôt que son invasion, depuis surtout l'évacuation de la Belgique et les premiers succès des armées alliées en 1794, nous étions dans une assez grande sécurité. Tout-à-coup, c'étoit en Juillet 1795, une frégate Hollandaise apporte à Batavia la nouvelle que les François, sous le général Pichegru, sont entrés en Hollande, que le Prince stadhouder avec sa famille est en Angleterre, qu'une révolution en Hollande a été la conséquence de ces évènements, que les patriotes ont pris toutes les places de gouvernement, en conservant encore provisoirement les anciennes formes, qu'enfin les directeurs de la Compagnie des Indes ont été remplacés par un comité de patriotes. La frégate venoit du Cap de Bonne Espérance, où une flotte Anglaise étoit arrivée et avoit sommé le gouverneur de se mettre sous la protection du pavillon Anglais. La frégate n'avoit pu partir que sous la condition de porter à Batavia les lettres du Prince stadhouder, datées de Kew en Angleterre du 7 Février 1795, par lesquelles il ordonnoit à tous les gouverneurs de possessions Hollandaises aux Indes, d'accepter la protection et l'assistance des Anglois, les considérant comme amis et alliés de la république des Provinces-unies, envahies temporairement par les armes Françaises.

Le gouverneur du Cap ayant refusé d'obéir à ces ordres, les Anglois commencèrent les hostilités et s'emparèrent bientôt de cette belle colonie. A la réception de ces nouvelles à Batavia, le conseil suprême des Indes et les commissaires-généraux refusèrent aussi

d'obtempérer aux ordres du stadhouder, donnés en pays étranger après avoir quitté la République, et envoyèrent aux gouverneurs et aux chefs subordonnés des couriers pour leur communiquer ces évènements et la résolution qu'ils avoient prise, à laquelle tous devoient se conformer: et comme on craignoit ou qu'on faignoit de craindre que je ne me décidasse pour la cause du stadhouder, je reçus l'ordre de me déclarer dans les vingt-quatre heures, si non, qu'on me nommeroit un successeur. Ce ne fut pas cette menace qui me détermina; elle auroit même pu produire un effet contraire à celui qu'on attendoit. Plein d'attachement pour ma patrie, pour le Prince stadhouder, pour toute sa famille et particulièrement pour la Princesse, son épouse, dont tous mes parents, ma mère et moi-même avions éprouvé la bienveillance et la protection, je ressentois une affliction extrême de tout ce qui étoit arrivé; et ce ne fut qu'après un mur examen, que, contre l'inclination de mon coeur, je me décidai à suivre le chemin que me sembloient prescrire l'honneur et le devoir.

Le stadhouder n'étoit pas le souverain de la république; les membres même des états, tant provinciaux que généraux, l'étoient tout aussi par eux-mêmes, c'est-à-dire par droit de naissance, ou comme individus; et les patriotes s'étoient montrés fort adroits en conservant provisoirement les anciennes formes de la constitution, et en s'asseyant simplement dans les chaises curules qu'ils se fesoient abandonner. On ne pouvoit en conséquence douter que la souveraineté ne résidât virtuellement et de droit dans les assemblées des états, comme ils se trouvoient composés d'après le changement opéré par la révolution; car la différence des

opinions en politique ne pouvoit invalider le droit des individus, tous également aptes à siéger dans les assemblées souveraines. En un mot les enseignes de pouvoir étoient évidemment entre les mains des États, et les meilleurs publicistes sont toujours tombés d'accord que la légalité du droit de souveraineté existe là où s'en trouvent les enseignes. Dans les longues guerres civiles d'Angleterre, entre les maisons d'York et de Lancastre, cet axiome a constamment été admis en principe de droit public.

Voilà les motifs qui m'ont déterminé dans cette occasion difficile et décisive. Si je me suis trompé j'étois de bonne foi dans l'erreur, et le reste de ma conduite y a répondu.

Je pourrois me prévaloir de la résolution des commissaires-généraux et du conseil des Indes, de leur autorité et de leurs ordres absolus; mais j'avoue que ce n'est point ce qui m'a décidé, non plus que leurs menaces. Je me serois résigné à tout perdre, si ma conscience n'avoit pas été convaincue: car jamais la perfidie ni la trahison n'ont entaché mon caractère, bien différent en cela de ces hommes qui mettant, en avant les mêmes motifs que moi, ont travaillé sourdement à ruiner le parti auquel ils s'étoient attachés, et ont osé s'en vanter depuis, comme Mr. Nederburg et plusieurs autres.

Dans quelque perplexité que m'eut jetté ce changement, il pouvoit, sous quelque rapport, paroître à mes yeux dans un jour plus favorable. J'ai déjà dit que depuis ma jeunesse j'avois été de l'opinion en politique, que l'alliance avec la France étoit plus avantageuse aux intérêts de ma patrie que celle de l'Angleterre, l'éternelle rivale de notre commerce, unique source de

prospérité pour nous. Je croyois aussi voir dans cette révolution, et n'y voir que là, une chance favorable pour la réforme qu'exigeoient les vices fondamentaux de l'existence de la Compagnie, sa mauvaise administration et les malversations de ses employés. Je ne pouvois plus en attendre de l'ancien gouvernement, dominé par une ligue invétérée de préjugés et d'intérêts qu'il étoit impossible de vaincre. Avec les idées libérales, dont on proclamoit le règne, et le changement total de personnes dans les charges de l'état, le moment me sembloit venu d'obtenir, comme un remède radical et le seul qui restât, la dissolution de la Compagnie, la liberté du commerce pour les possessions de la république aux Indes, et l'introduction dans ce pays d'un gouvernement sage et formé sur les véritables principes de l'économie politique. Rempli de ce noble dessein, je résolus d'y consacrer tous mes efforts et s'il le falloit toute mon existence. Il est possible que dans l'exécution j'aie commis des erreurs et des fautes. Mais, je le répète, mes intentions ont été pures; je n'ai voulu que le bien de ma patrie, et celui des habitants de nos possessions Asiatiques. Et pourtant cette conduite désintéressée m'a valu l'inimitié de tous les gens en pouvoir aux Indes, et de tous ceux qui, en Europe, tenoient à l'existence de la Compagnie ou à l'ancien ordre de choses dans la république. Aussi je considère cette entreprise de ma part comme la cause première de tous mes malheurs, quoique je sois loin de m'en repentir, ayant vu, avant ma mort, mes désirs couronnés du succès, et mon système mis en exécution, malgré les cruelles injustices qu'il m'a valu, et l'ingratitude dont me paye ma patrie.

Je crus qu'il falloit développer beaucoup d'énergie pour réussir, et ce fut là peut-être ma principale faute. Indigné du mal qui empiroit chaque jour, indigné de voir la trahison de la plupart des gouverneurs qui se rendoient aux Anglois sans faire la moindre résistance, et qui, au lieu d'en être punis, en étoient récompensés, je rédigeai avec châleur une adresse, dans laquelle, sans ménagement ni pour les personnes ni pour les choses, je découvrois la véritable situation des possessions aux Indes, le délabrement de la Compagnie, les horribles malversations et enfin les trahisons que s'y commettoient; et je l'envoyai à deux membres marquants de la première assemblée constituante de la république Batave. Mais l'un d'eux mourut avant l'arrivée de la lettre; l'autre fut obligé, par sa conduite, d'abandonner sa patrie et de se réfugier en pays étranger, et l'écrit tomba en de mauvaises mains et ne produisit aucun effet. D'ailleurs j'avois mal calculé, mal jugé les hommes et les temps; les patriotes étoient divisés en partis qui se déchiroient; des révolutions fréquentes, qui se succédoient l'une à l'autre, empêchoient de s'occuper des objets les plus importants, de ceux qui intéressoient le plus le bien-être de l'état.

On connoissoit peu en Hollande la valeur de nos possessions d'Asie: on ne les considéroit que sous le point de vue commercial, et on ne voyoit que la Compagnie, ses retours et son dividende, jusqu'au moment où ses dettes eveillèrent enfin l'attention du public et celle du gouvernement, mais vaguement encore et sans objet déterminé. La Compagnie, d'après une politique digne de marchands monopolistes, avoit su couvrir tout ce qui regardoit ses possessions d'un voile qui devint

bientôt presque impénétrable pour elle-même. Ses directeurs, ses employés même aux Indes étoient à ce sujet d'une ignorance incroyable. Quand pour la première fois j'avançai dans un mémoire que l'île de Java possédoit cinq millions d'habitants, Mr. Siberg, alors gouverneur-général, qui avoit été plusieurs années gouverneur de Samarang, osa m'en donner le démenti, et affirmer que cette île n'en avoit pas la moitié. Et Mr. Nederburg lui-même, après avoir passé plus de six ans à Java, où il avoit été envoyé pour recueillir des informations exactes, n'a pas rougi, après son retour en Hollande, de répéter dans ses rapports et dans un mémoire imprimé cette fausse assertion, qui pour lui n'étoit pas le fruit seul d'une aveugle ineptie, et qu'on peut, je crois, nommer criminelle. Il est facile de vérifier le fait: mon ouvrage existe, ainsi que les rapports et le mémoire de Mr. Nederburg.

Cependant les plus belles possessions tomboient, l'une après l'autre, au pouvoir des Anglois; le Cap de Bonne Espérance s'étoit rendu après une très foible résistance. Les établissements dans l'Indoustan, n'étant, excepté Cochin, que des factoreries de commerce, n'avoient pas pu se défendre: mais l'île de Ceylan fut évidemment vendue aux ennemis par le gouverneur. Outre la garnison ordinaire des troupes de la Compagnie, il s'y trouvoit une grande partie du régiment de Wirtemberg, et tout le régiment Suisse de Meuron. Ce régiment fut vendu à l'Angleterre par son colonel, le comte de Meuron, qui se trouvoit en Europe, et reçut l'ordre de passer au service de cette puissance. Cette injonction avilissante, transmise au frère du colonel, qui le remplaçoit, fut accueillie avec indignation par les officiers et même

par les soldats qui rougissoient, après avoir servi la Hollande plus de dix ans sans avoir eu un coup de fusil à tirer, de l'abandonner au moment du péril et de se joindre à un ennemi qui les avoit comme achetés. Tous refusèrent de passer du côté des Anglois, et offrirent au gouverneur de rester au service de la Compagnie. Le Gouverneur, quoique convaincu qu'il alloit être attaqué, leur répondit qu'ils devoient suivre les ordres de leur colonel. La plupart voulurent alors donner leur démission du régiment, et demandèrent à entrer au service direct de la Compagnie, ou du moins à combattre comme volontaires pour la défense de l'île. Mais le gouverneur fut sourd à toutes leurs propositions, et les contraignit à passer aux Anglois. Peu de temps après l'île fut attaquée et prise. Malacca, Amboine et les Molucques subirent le même sort. L'île de Banda, très forte par sa situation et en bon état de défense, avoit un gouverneur ci-devant militaire qui, avec une jactance incroyable, avoit promis d'opposer la plus vive résistance. Après avoir tiré plusieurs milliers de coups de canon sur une seule frégate qui l'attaqua, après avoir fait des protestations ridicules, il se rendit sans avoir eu, non plus que la frégate Angloise, un seul homme de tué ni de blessé. Arrivé à Batavia, il fit une pompeuse relation de sa défense, et fut non seulement approuvé par les commissaires-généraux, mais encore obtint d'eux, à titre de récompense, une pension de six mille Rixdollars et la place de gouverneur effectif de l'île de Banda, dont il n'avoit été jusqu'alors que gouverneur par intérim.

Je ne pus retenir davantage mon indignation; je la témoignai publiquement; et comme un des membres de

la commission m'eut demandé, sous la promesse du secret, de lui communiquer par écrit les raisons que j'avois de critiquer si amèrement la conduite du gouverneur de Banda, je lui envoyai un mémoire raisonné sur la reddition de cette île basé sur le rapport fait par le gouverneur lui-même, en ajoutant que, jugeant au dessous de moi d'attaquer un homme sous le voile du mystère, je ne craignois pas la publicité: et en effet je le montrai moi-même à plusieurs autres personnes. Ce mémoire étoit sans replique; on n'y répondit que par des injures anonymes. La haine, ou plutôt la rage des hommes en pouvoir à Batavia, et particulièrement de Mr. Nederburg, le plus coupable et le plus méchant de tous, monta dès lors à son comble, et jura ma ruine.

Ces hommes s'étoient soumis à la révolution, mais ce n'étoit pas de bonne foi. Aussi dès qu'ils apprirent que l'amiral Lucas, qu'on avoit envoyé avec une escadre de vaisseaux de guerre et des troupes pour secourir le Cap de Bonne Espérance et les autres établissements, avoit été pris par les Anglois avec toute son escadre dans la baie de Saldanha, où il avoit été se jetter et s'enfermer à l'étourdie, ils ne gardèrent plus qu'un masque bien mince pour voiler leurs véritables sentiments et leurs intentions; non qu'ils fussent dans le coeur fort Orangistes: la plupart, et parmi eux messieurs Alting et Siberg ainsi que leurs partisans, avoient toujours penché pour les patriotes, et Mr. Nederburg n'étoit au fond pour aucun parti, et suivoit celui qui paroissoit le plus avantageux à son ambition et à sa cupidité. Mais observant le cours des choses, ils craignoient plus, pour l'existence de la Compagnie et pour leurs intérêts, du nouveau gouvernement que de l'ancien;

et cette considération suffisoit pour les déterminer; et comme les François n'avoient là de forces ni pour les attaquer ni pour les défendre, ils préféroient à leur alliance celle de l'Angleterre qu'ils rédoutoient. Je ne suis entré dans toutes ces particularités que pour la justification de mon caractère et de ma conduite, parce que mes ennemis et particulièrement Mr. Nederburg ont cherché à faire croire que j'avois changé de parti jusqu'au point de devenir Jacobin, et de vouloir amener une révolution dans ces contrées, projets conçus par la plus noire ingratitude envers la maison d'Orange dont j'avois reçu tant de bienfaits. Non! je n'ai jamais changé de parti, j'ai encore moins trahi un parti: car je n'en ai jamais adopté, ni voulu adopter aucun. Le fanatisme politique, qui a caractérisé les derniers temps où nous avons vécu, a voulu de force classer les hommes en partis, en disant: qui n'est par pour nous, est contre nous. Je n'ai jamais voulu me soumettre au joug de cette tyrannie nouvelle. Aussi n'ai-je été actif en aucune ou pour aucune des révolutions fréquentes, qui ont déchiré notre patrie, quoique je n'aie pu les prévenir: mes forces étoient insuffisantes. Mais je n'ai pas pensé qu'il me fallut cesser de servir ma patrie, sous quelque forme, en quelques mains que se trouvât le gouvernement, à moins que les chefs ne fussent des brigands ou des terroristes: ce qui n'est jamais arrivé chez nous: car si pendant quelques instants l'état est tombé entre des mains indignes et inhabiles, l'esprit public en a bientôt fait justice, et l'ordre s'est rétabli. J'en dirai plus, à mesure que j'avancerai dans le cours de ma vie. Il me suffit d'avoir mis dans son vrai jour ma conduite politique durant mon séjour aux Indes.

CHAPITRE IX.

Prospérité des plantations de café, de poivre, d'indigo, de riz. Précautions défensives contre les Anglais. Les troupes auxiliaires indigènes. Spéculations commerciales compromises. Mr. Alting remplacé comme gouverneur-général par M. Van Overstraten (1796). M. le baron de Reede de Parkeler. Nouvelle injustice. Nouvelles plaintes. Inimitiés accrues. Trahison. La suspension de l'auteur dans l'exercice de ses fonctions et l'arrestation de sa personne décrétées. M. Keyzer chargé de l'exécution de cet arrêt. Soumission sous protêt. Les suites de ces mesures. Pétition en sa faveur. Séparation d'avec son épouse. Son affaire est prise en mains. Délations et infamies. Transport à Batavia. Impasse. Évasion et départ pour Bencoolen et Bombay. Nouvelles de la conquête de l'Égypte par les Français. M. Tate. Inquiétude causée aux Anglais par les événements arrivés en Egypte.

Je reprends ma narration. Je me suis toujours efforcé de faire et à la Compagnie et aux habitants du pays même autant de bien que le permettoit la forme absurde d'une administration à laquelle je ne pouvois rien changer. Sous mon prédécesseur les régents ou chefs Javanois, naturellement indolents et n'ayant aucun intérêt à augmenter la somme des produits qu'ils livroient à la Compagnie, étoient parvenus à lui persuader que le sol de ce district n'étoit pas propre à la culture du café, du poivre et de l'indigo, qui par conséquent ne s'y cultivoient pas, malgré le nombre d'habitants qui, dans cette partie de l'île de Java, ne montoit

pas à moins de huit cent mille. Convaincu de la fausseté de cette opinion après avoir examiné le sol sur différents points, je réussis en peu de temps à faire planter plusieurs millions de pieds de café et de poivre, et à faire cultiver un indigo supérieur en qualité et en quantité à celui qu'avoient jusques là fourni mes devanciers, et les autres résidents de la côte. Ayant fait cesser le monopole du riz, j'eus de quoi en approvisionner suffisamment la ville de Batavia même, et je parvins à faire livrer les arriérés considérables dus à la Compagnie. Enfin je me mis en état de n'avoir pas même à craindre les attaques des Anglois, malgré les foibles moyens à ma disposition. J'avois quelques bouches à feu, et je garnis les côtes, et surtout l'entrée de la belle baye de Sourabaya, de batteries assez fortes pour empêcher le débarquement. J'avois seulement quelques centaines de soldats Européens encore assez mal composés. Il est vrai que les princes et les chefs du pays étoient obligés par leurs traités avec la Compagnie de l'assister en temps de guerre. Mais leurs troupes étoient si mal organisées et si mal disciplinées qu'on n'en pouvoit attendre aucun secours dans le cas d'une attaque sérieuse. Je résolus donc de les former moi-même. La Compagnie n'allouoit aucune paye ni aucun fonds pour l'entretien de ces troupes auxiliaires, suivant la coutume de la féodalité. Je ne pouvois remédier à cet inconvénient. Je le fis du moins sentir aux princes Javanais, et principalement à celui de Madura le plus puissant de tous ceux de ma dépendance; ils convinrent avec moi qu'ils continueroient à pourvoir à la subsistance des officiers et des soldats, en leur donnant des champs de riz, libres de toute rétribution;

qu'ils les habilleroient convenablement en uniformes, et que pour tout le reste ils s'en reposeroient sur moi. Je les formai aussitôt en bataillons, et leur fis apprendre les manoeuvres et l'exercice des armes sous la direction des meilleurs de mes officiers et sous-officiers Européens; au bout de quelques mois, je me trouvai avoir une douzaine de bataillons de quatre à cinq cents hommes avec des armes à feu, et le double armé de piques. J'avois su leur inspirer cette confiance en eux-mêmes qui est la véritable source du courage, et je crois que si j'eusse été attaqué dans ce moment, j'aurois obligé l'ennemi à se rembarquer. A Batavia on fut si content de mon administration, qu'à chaque dépêche on me combloit d'éloges; et on me chargea particulièrement d'organiser des troupes Javanaises, qui furent payées et habillées par la Compagnie pour le service et la défense de cette capitale, où presque tous les soldats Européens avoient péri de maladie.

Désirant me créer une fortune indépendante, et trouvant dans ma place peu de ressources pour le faire, j'entrepris quelques spéculations de commerce. Mes premiers essais furent heureux: maître de trois vaisseaux, je formai le projet de les envoyer, chargés de sucre et de quelques autres produits de Java, dans le golfe Persique, au port de Muscate où ces denrées, fort recherchées, se payoient comptant en piastres; et delà ils devoient se rendre à Bombay pour en verser le produit dans le trésor de la Compagnie Angloise, et prendre des lettres de change pour l'Europe. Si ce plan réussissoit ma fortune étoit faite, et je retournois dans ma patrie. J'avois déjà donné des ordres à Bombay pour faire assurer les trois vaisseaux, qui étoient chargés

et prêts à partir, lorsque la nouvelle fâcheuse de la révolution vint déconcerter toutes mes mesures. Je ne pouvois désarmer mes vaisseaux sans éprouver une perte énorme. Je pris donc le parti de les envoyer, sous pavillon neutre, à l'île de France, où se fesoient alors d'excellentes spéculations, et où l'argent abondoit, grâces aux riches captures qu'avoient faites les corsaires de cette île. Si mes vaisseaux eussent pu partir sur le champ, ils y seroient heureusement arrivés. Mais il falloit, suivant les loix de la Compagnie, ou qu'ils allassent préalablement à Batavia pour en partir, ou qu'ils attendissent l'arrivée des passeports qui devoient venir de cette ville. On me les refusa d'abord sans spécifier de motif: et je fus forcé d'écrire de nouveau pour les obtenir. Cependant les croiseurs Anglois commençoient à se montrer sur la côte. Ils entretenoient une bonne correspondance avec leurs amis de Batavia, de sorte que deux de mes vaisseaux, partis les premiers, furent pris en arrivant près l'île de France, et le capitaine de la frégate, qui les captura, dit qu'il avoit été informé de leur voyage et qu'il attendoit le troisième. Mais ce dernier avoit été obligé par ses avaries d'entrer dans le port de Bima, où il avoit attendu la mousson, et arriva à l'île de France sans accident: c'étoit le plus riche des trois. Il fut vendu avec son chargement, pour cent mille piastres fortes, en argent comptant, marchandises et lettres de change, à un capitaine et subrécargue Toscan, nommé Constantini, de la maison Landy et Constantini à Livourne, qui avoit perdu son vaisseau par un incendie sur la côte de Chormandel, et qui achetoit le mien pour le remplacer. Le contrat se fesoit sous la garantie du chevalier de Pelgrom, alors

consul-général de Toscane, d'Autriche et de Danemarc.

La vente de ce vaisseau auroit à peu près suffi pour couvrir la perte des deux autres, si les ennemis que j'avois à Batavia n'eussent dans la suite, par un abus inconcevable de pouvoir, annullé pour moi la valeur des lettres de change de soixante mille piastres qui m'étoient venues en retour, comme on le verra dans le cours de ces mémoires.

Ce fut cette année, 1796, que le gouverneur-général Mr. Alting, parvenu à une très grande vieillesse, résigna sa place. Il eut pour successeur Mr. Van Overstraten, gouverneur de Samarang, qui devint aussi par là membre de la haute commission. J'avois toujours vécu en bonne harmonie avec ce dernier. Étant le premier en rang après lui, j'aurois dû avoir son poste de gouverneur de Samarang, et j'ose dire que je le méritois par mes services et par les connaissances que mon expérience et mon application m'avoient fait acquérir. Mais l'esprit de parti et la haine de messieurs Nederburg et Siberg prévalurent contre moi. On me préféra le Baron de Reede de Parkeler, résident de la Compagnie près la cour du Sousouhounan ou empereur de Java, l'homme le plus immoral et le plus corrompu qui existât au service de la Compagnie. Je jettai un cri d'indignation contre cette nouvelle injustice, et mes plaintes ne manquèrent pas d'augmenter encore l'inimitié qui existoit déjà entre Mr. Nederburg et le parti en pouvoir, et moi. J'espérois toujours qu'on enverroit une nouvelle commission de Hollande. Mais, comme je l'ai déjà dit, l'anarchie et la division des partis y étoient à leur comble.

Le Baron de Reede, sachant que j'avois été son compétiteur, résolut, quoiqu'il eut triomphé, de se venger

en se joignant à mes ennemis. Il étoit difficile de m'attaquer pour mon administration; aussi dans toutes ses lettres il approuvoit ma conduite, et affectoit, pour mieux me trahir, un ton d'amitié et de cordialité. Mais sous main il n'en travailloit que plus assiduement à ma perte.

Mr. Nederburg avoit obtenu connaissance des papiers que j'avois envoyés en Hollande, et Mr. de Reede parvint à corrompre mon secrétaire particulier qui lui livroit tout ce que j'écrivois. Cependant on ne pouvoit encore découvrir de fondement pour établir une accusation contre moi. Enfin on gagna l'administrateur des magasins à Sourabaya qui, au moyen du capitaine ou chef des Chinois que j'avois empêché de continuer le monopole du riz, sut trouver, principalement parmi les Chinois, des délateurs anonymes qui m'accusèrent de m'être livré à des malversations et à des actes de tyrannie, ainsi que d'avoir tenu, à ma table et en société, des discours outrageants pour les commissaires et plusieurs membres du conseil suprême de Batavia. On indiquoit seulement les personnes qui les avoient entendus. Toutes ces délations étoient sans signatures. On en profita pourtant. Le Baron de Reede fut chargé d'établir une information secrète contre moi, et s'en acquitta si bien, avec l'aide de l'administrateur et du capitaine des Chinois, que ma conduite fut entièrement travestie dans un rapport diffamatoire et mensonger qu'il fit, et que les commissaires-généraux et le conseil suprême résolurent de me suspendre dans l'exercice de mes fonctions, de faire saisir tous mes papiers et de me faire arrêter moi-même. Ils choisirent pour l'exécution de cet arrêt le secrétaire-général de le commission, Mr. Keyzer,

autrefois officier en Hollande, qui leur parut propre à cette expédition. Car ils feignirent de croire, et peut-être même ils espérèrent que je m'opposerois à leurs dispositions injustes. Mr. Keyzer arriva à Sourabaya dans un paquebot, le 1er Janvier 1798, me portant l'ordre de convoquer sur le champ le conseil et de l'y admettre pour me communiquer les ordres supérieurs dont il étoit chargé. Je les devinai facilement. J'avois déjà reçu des avertissements de mes amis de Batavia. Mais tranquille dans la conviction de mon innocence, quand Mr. Keyzer me déclara dans le conseil que j'étois suspendu et mis en état d'arrestation, j'obéis sur le champ, en protestant toutefois, devant la face de Dieu, de la droiture de ma conduite, et en appellant de cette mesure illégale et tyrannique à la justice de ma patrie, et à celle des autorités supérieures auxquelles les commissaires-généraux et le conseil suprême étoient subordonnés aussi bien que moi.

Aussitôt que la nouvelle de cet événement se fut répandue, la consternation fut générale. Européens, Javanois, Chinois, Malais, tous, surtout les militaires, témoignèrent hautement la part qu'ils prenoient à mon malheur, et même j'eus beaucoup de peine à contenir l'élan de leur indignation. Le capitaine de Franquemont, fils naturel de duc Charles de Wurtemberg, qui commandoit le détachement du régiment de Wurtemberg en garnison à Sourabaya, excellent officier que j'avois employé à organiser et à commander les troupes Javanaises, apostropha le commissaire Keyzer avec beaucoup de véhémence, et ne vouloit rien moins que s'opposer par la force à cet attentat, sûr d'être secondé par tous les soldats Européens et Javanois dont il

étoit d'ailleurs extrêmement aimé. Je parvins difficilement à calmer cette âme ardente. Mais considérant comme criminelle toute insurrection et même toute marque de désobéissance à des ordres d'une autorité supérieure, quelque injustes qu'ils soient, je fis tous les efforts possibles pour tranquilliser les esprits, et pour empêcher que l'ordre public ne fut troublé.

En perdant l'idée d'user de violence, les principaux habitants et employés de la Compagnie, tant Européens qu'indigènes, firent une pétition, dans laquelle, s'adressant aux commissaires-généraux et au conseil suprême, ils déclaroient qu'ils étoient tous également satisfaits de mon gouvernement, exprimoient le vif intérêt qu'ils prenoient à mon malheur, et supplioient les autorités de me rendre tout-à-la fois et ma liberté et le gouvernement de la province pour y faire de nouveau le bonheur de mes administrés.

Cette pétition fut signée même par ce capitaine des Chinois qui avoit fourni contre moi les premières accusations anonymes, et qui alors fut entraîné par l'assentiment général. Seul, l'administrateur refusa de signer et leva le masque, en n'alléguant que de frivoles excuses. Pour le commissaire Keyzer, auquel on vint présenter la pétition en le priant de la faire passer aux commissaires-généraux, il ne voulut point s'en charger en disant qu'on le lui avoit défendu. On fut donc obligé de la remettre entre mes mains, pour en faire usage en temps et lieu, comme j'ai fait dans la suite après mon retour en Hollande.

Le commissaire Keyzer rendit justice à ma conduite, et quoiqu'il eût l'ordre de m'envoyer sur le champ prisonnier à Samarang, il se permit, à cause des mau-

vais temps et des mauvais chemins, de me laisser provisoirement, sur ma parole d'honneur, à ma maison de campagne, ce dont il fut fortement blâmé par les tyrans de Batavia; et, sous le vain prétexte que ma présence gênoit les interrogatoires, je fus obligé d'abandonner tout ce que j'avois à Sourabaya, et de me séparer de ma pauvre femme, dont les adieux me déchirèrent l'âme. Cette inhumanité étoit d'autant plus révoltante que dans cette saison, c'est-à-dire depuis Décembre jusqu'en Avril, il est impossible à des navires d'aller de Sourabaya à Samarang ou à Batavia, et que les chemins par terre sont rendus presque impraticables par le débordement des rivières. Cependant le second commissaire qui devoit, avec Mr. Keyzer, examiner ma conduite, venoit d'arriver à Sourabaya. On avoit saisi et on feuilleta soigneusement tous mes papiers, ma correspondence officielle, mes lettres à mes amis, à ma mère et au reste de ma famille. On n'y découvrit rien contre moi.

Même après mon arrestation personne n'osa m'accuser ouvertement, quoique mes ennemis eussent annoncé le contraire. Il ne se présenta aucun des auteurs de ces délations secrètes, la cause ou plutôt le prétexte de ma ruine. Quand je fus parti on exhorta tout le monde à se plaindre. D'après une indication du baron de Reede et les suggestions de l'administrateur, on cita les personnes dont on espéroit tirer des déclarations à ma charge, comme le capitaine des Chinois, les régents ou chefs du pays, les principaux employés Européens, les officiers, et ceux même qui dînoient quelquefois à ma table. La commission, devant laquelle ils comparurent, n'attendit pas qu'ils proférassent d'eux-mêmes leurs griefs, mais leur demanda, en forme d'interro-

gatoire, si je ne leur avois pas fait telle ou telle injustice, telle ou telle violence, enfin s'ils ne m'avoient pas entendu tenir tel ou tel discours contre les commissaires-généraux ou quelque membre du conseil suprême. La plupart protestèrent qu'ils n'avoient aucune plainte à former, ni rien à déposer contre moi. Le capitaine de Franquemont répondit même, avec une noble indignation, qu'il étoit indigne de lui, comme de tout homme d'honneur, de répéter ce qu'il auroit entendu dire dans l'abandon d'une conversation familière et sous la garantie des droits de la société. Mais l'administrateur, le pasteur réformé et quelques autres personnes, alléguant comme exorde et comme excuse l'obligation où ils étoient d'obéir à des ordres supérieurs, déclarèrent que j'avois quelquefois traité de lâches et de traîtres les gouverneurs et les autres chefs qui avoient capitulé avec les Anglois, et que j'ajoutois que ceux qui les avoient absous ou même récompensés ne valoient guères mieux: ce qu'on appliquoit aux commissaires-généraux, dont j'avois aussi, disoit-on, ainsi que de quelques autres membres du conseil suprême, parlé individuellement en termes peu respectueux. On demandoit aux chefs du pays si je ne leur avois pas imposé des charges extraordinaires, des corvées, des services personnels. Ils répondirent tous à ces questions captieuses qu'ils n'avoient nullement à se plaindre de moi, mais qu'en effet depuis mon arrivée à Sourabaya j'avois exigé d'eux plus de travaux que mes prédécesseurs pour la culture du café et du poivre, ainsi que pour la fabrication de l'indigo, plus de corvées pour l'érection des batteries et pour les différents besoins de la guerre, plus de levées d'hom-

mes pour les milices et pour le recrutement des troupes que requéroit Batavia; que toutes ces charges, pesant naturellement sur la population, avoient de temps à autre causé quelques plaintes et même quelques émigrations vers les districts de l'intérieur où le fardeau étoit moins lourd à soutenir. Ces réponses ingénues des chefs furent, par des interprétations forcées, converties en accusations contre moi, et mes services les plus importants se trouvèrent changés en actes d'un inutile despotisme.

Il seroit trop long de rapporter ici toutes les révoltantes impostures accumulées pour défigurer ma conduite. Les papiers des procédures ont été imprimés en Hollande, et lus de mes compatriotes, de ceux au moins qui pouvoient y prendre intérêt. Le gouvernement et l'opinion publique en ont fait justice, et cette assurance doit me suffire.

Je fus donc transporté par la route de terre à Samarang, ou le baron de Reede, poussant l'hypocrisie jusqu'au bout, voulut me faire un accueil amical; mais je repoussai ses avances avec mépris et refusai même de le voir, et dès que la mousson fût tournée en Avril 1798, on me fit partir sur un paquebot pour Batavia. Là on commença par me mettre dans un petit fort nommé Tangerang, à quelques lieues de la ville; mais sur mes fortes représentations on me permit de rester à une maison de campagne près de là, avec un officier pour me garder à vue.

J'étois assez simple, comme on l'est ordinairement en ces cas lorsqu'on a la conscience de la bonté de sa cause, pour croire que je pourrois encore obtenir justice: et j'espérois beaucoup en monsieur Van Overstraten,

homme probe et mon ami, mais qui n'avoit pas assez de fermeté dans le caractère, et qui se trouvoit trop compromis avec ses deux collègues de la commission, fesant majorité, pour qu'il pût ou qu'il osât rien entreprendre d'énergique en ma faveur.

Comme on ne m'avoit encore jusques-là donné aucune connaissance des motifs de mon arrestation, excepté en termes généraux et sans spécifier ni mes accusateurs ni ce dont on m'accusoit, je ne pouvois baser sur rien ma défense: je ne pouvois pas même être admis à me justifier, malgré mes protestations et les demandes réitérées que j'en avois faites et quoiqu'il y eut déjà six mois qu'on m'avoit arrêté: ce qui étoit en contravention directe de la loi.

Voyant alors clairement que mes ennemis étoient mes accusateurs et mes juges, que je n'en avois que des iniquités à attendre, enfin qu'on ne cherchoit qu'à me fatiguer et à me tourmenter, je pris le parti de me soustraire à des persécutions qui ne devoient finir qu'après ma ruine entière et peut-être ma mort. Mes amis me procurèrent un passage dans un vaisseau Danois ou qui dumoins portoit le pavillon Danois et qui devoit me transporter à Tranquebar d'où je pouvois avoir une grande facilité pour me rendre en Europe. L'officier, chargé de me garder, voulut aller avec moi. Mais je l'en dissuadai, en lui promettant d'avoir soin de lui dans la suite si cet évènement avoit des suites fâcheuses pour lui. Il en fut quitte pour quelques jours d'arrêt. Je me rendis le soir de la maison de campagne à Batavia, où je restai encore quelques jours caché, à cause d'un retard qu'éprouva le départ du navire.

Enfin je m'embarquai la nuit dans un petit bâtiment

sur lequel je rejoignis le vaisseau à l'entrée du détroit de la Sonde. Je m'apperçus bientôt que le capitaine et son navire étoient Anglois, sous pavillon Danois, et il m'avoua qu'il devoit aller à Bencoolen, sur la côte ouest de l'île de Sumatra, mais que de là il iroit à Tranquebar où il avoit sa destination. Arrivés à Bencoolen le gouverneur, qui avoit déjà entendu parler de la persécution exercée contre moi, me reçut avec beaucoup de distinction et d'hospitalité, et me permit, comme le bâtiment sur lequel j'étois venu se proposoit de longer la côte de Sumatra pour y acheter du poivre, ce qui ne me convenoit pas, de m'embarquer sur un navire Anglois qui alloit partir pour Bombay. Je formai le projet d'aller ensuite de Bombay à Bassora, et de là par le chemin du désert à Aleppo ou Alexandrette, d'où je dirigerois d'après les circonstances ma course vers ma patrie.

Notre voyage fut court et heureux; mais en arrivant près de Bombay, le pilote côtier qui vint à bord nous apprit la nouvelle, aussi inattendue qu'importante, de la conquête de l'Égypte par les François sous le général Bonaparte.

Le gouverneur de Bombay, sir Jonathan Duncan, étoit une de mes anciennes connaissances du Bengale. Il me reçut avec beaucoup de cordialité, et lorsque je lui communiquai mon projet de me rendre en Europe par le chemin du désert, il n'y trouva aucune difficulté, et me promit même de m'aider de tout son pouvoir; mais le général Stuart, commandant en chef des troupes et membre du conseil, s'y opposa à cause de l'invasion de l'Égypte, en apportant des raisons que je fus obligé d'approuver, et je me contentai d'un passage que le

gouverneur voulût bien me procurer sur un vaisseau de la Compagnie Angloise, qui ne devoit à la vérité partir qu'au bout de deux à trois mois. Durant ce temps je demeurai à Bombay chez Mr. Tate, mon correspondant de commerce lorsque j'étois à Java, qui me reçut avec la plus délicate hospitalité et qui me rendit le séjour de ce pays aussi agréable qu'il pouvoit être.

L'invasion de l'Égypte avoit beaucoup allarmé les Anglois dans toute l'Inde, mais particulièrement à Bombay, où l'on ne négligea rien pour se mettre en défense, craignant que les François ne vinssent par la Mer rouge, ce qui dans cette saison n'eut été qu'un trajet de quelques semaines. En effet avec deux ou trois frégates qui se seroient rendues de l'île de France dans la Mer noire, les François auroient pu s'emparer de plusieurs gros vaisseaux Indiens, bâtis à l'Européenne, qui transportent annuellement à la Mecque les pèlerins Musulmans de cette partie de l'Inde, et qui eussent été suffisants pour contenir dix mille hommes. Durant mon séjour à Bombay, à la moindre nouvelle de vaisseaux vus en mer, la moitié de la garnison restoit la nuit sous les armes, dans le port et aux batteries d'entrée: tant on croyoit cette expédition possible. Peu après on reçut la nouvelle de la bataille d'Aboukir et de la défaite de la flotte Française, et depuis ce temps on fut plus tranquille. Cet événement contribua beaucoup à la perte de Tippoo Sultan, en éveillant l'attention des Anglois sur les dangers qui les entouroient, et leur permit d'employer leurs immenses et coûteux préparatifs de guerre, qu'ils voulurent utiliser à se défaire d'un ennemi qu'ils n'avoient pas encore cessé de craindre.

CHAPITRE X.

Départ de Bombay (Janvier 1799). Visite à l'île de St. Hélène. Arrivée à Portsmouth. Difficultés avec la douane. Escorte exhilarante. Londres. Entrevue avec le Prince-Stadhouder. Traversée pour Hambourg. Rencontre avec Frédéric van Hogendorp. Les émigrés Français à Hambourg. Rentrée en Hollande et sous le toit maternel. Situation précaire après seize ans de séjour aux Indes. Détails financiers rétrospectifs. Nouveaux plans pour redresser les torts de la Compagnie. Visite aux directeurs.

Je partis de Bombay en Janvier 1799 dans le vaisseau de la Compagnie Angloise le Buckingham, où je payai trois cent guinées pour mon passage et pour celui de deux domestiques. Un logement agréable, une table excellente, une aimable compagnie égayée par la présence de plusieurs dames, tout contribuoit à faire de ce long voyage comme une partie de plaisir. Je n'eus qu'à me louer du capitaine et des officiers, excellents marins qui fesoient à la fois le service de pilotes. J'eus bientôt une preuve de leur habileté. Nous avions passé au sud du Cap de Bonne Espérance par un assez gros temps et sans le reconnaître, de sorte que je fus fort surpris de voir le vaisseau faire cours au N. O., droit sur l'île de Ste. Hélène, que je regardois, à cause de son peu d'étendue dans ce vaste Océan, comme un point facile à dépasser pour le navigateur, qui a beaucoup de peine

à se regagner, une fois qu'il a été entraîné par les courants au dessous du vent de cette île. J'en témoignai ma surprise au capitaine, qui se mit à rire et me répondit qu'ils se trompoient si peu dans leurs observations des distances de la lune au soleil pour trouver leurs longitudes, qu'il n'y avoit aucun danger de manquer l'île, et que nous la verrions à point nommé. Le capitaine m'avertit en effet un soir que nous l'appercevrions au matin, ce qui eut lieu; et avant neuf heures nous mouillâmes dans la rade. Je fus à terre, où le gouverneur, qui alors n'étoit pas un bourreau, me témoigna beaucoup de politesse durant les huit jours que j'y passai; il me refusa pourtant, mais de la manière la plus polie qu'il put, la permission d'aller voir l'intérieur de l'île, permission qu'il ne pouvoit accorder à un étranger, surtout d'une nation en guerre avec la sienne. Je réprimai donc ma curiosité, étant alors loin de prévoir que cette île devoit un jour devenir si horriblement fameuse.

Nous partîmes de Ste. Hélène avec plusieurs autres bâtiments sous l'escorte d'un vaisseau de gnerre, et nous arrivâmes, sans aucun accident remarquable, jusqu'en Angleterre à la hauteur de Portsmouth. Là, il fut permis aux passagers de débarquer, car les vaisseaux de la Compagnie sont obligés de doubler les dunes et d'entrer dans la Tamise, pour décharger à Londres. A minuit j'arrivai à Portsmouth sur une chaloupe de pilote côtier.

J'avois apporté de Bombay quelques shawls de cachemire que je destinois à ma mère et à mes soeurs. Comme les nuits étoient fraîches j'en avois mis un autour de mon corps. Allant de grand matin à la douane pour faire

expédier une petite malle que j'avois seulement apporté du vaisseau en y laissant tout mon bagage, je gardai ce shawl autour de moi comme fesant partie de mon habillement. Un des douaniers me dit que je portois quelque chose de caché, et ayant appris ce que c'étoit, il me dit de l'ôter, m'y contraignit en quelque sorte avec le secours de ses compagnons, et me débarassa de mon shawl que je n'ai jamais revu. Cette violence me donna un vif ressentiment contre les douaniers Anglois, espèce d'hommes qui d'ailleurs est partout à peu près la même. Je ne fus pas le seul ainsi traité. Les deux dames, qui avoient fait le voyage avec nous, furent obligées d'entrer dans une chambre particulière, pour y être visitées et fouillées par des douanières: j'aurois eu après cela mauvaise grâce de me plaindre. Je m'éloignai de ce lieu inhospitalier le plus vite que je pus, et pris une chaise de poste pour me rendre à Londres: ce qui donna lieu à une scène assez plaisante. Mes deux domestiques Malais, qui avoient été mes esclaves dans l'Inde, ne voulurent point, par respect, monter dans la voiture avec moi, et quand je les y eus forcés par mes ordres réitérés, au lieu de se placer sur le banc, ils s'accroupirent à mes pieds sur leurs hanches suivant leur manière. A chaque station où j'arrivois, les garçons d'auberge, en ouvrant la portière et voyant ces Malais accroupis, qu'ils prenoient pour quelques gros singes, reculoient remplis de frayeur; ce qui apprêtoit toujours à rire, et procura souvent sur la route à ces fidèles serviteurs une réception plus qu'ordinaire. Enfin j'arrivai à Londres, où je descendis à l'hôtel d'Ibbetson dans Vere-street.

A Bombay j'avois obtenu un passeport qui me per-

mettoit de me rendre en Angleterre sur un vaisseau de la Compagnie, moyennant ma parole d'honneur de n'entreprendre, tant que serois ou sur un des vaisseaux ou sur le territoire de la Grande Bretagne, rien qui fut contraire aux intérêts de cette puissance. J'y étois d'ailleurs bien recommandé. Aussi n'y fus-je inquiété en aucune façon. Seulement, quand je voulus partir et que j'allai à l'Alien office, j'y fut questionné avec une sorte d'affectation par Mr. Wickam, auprès duquel j'eus besoin de me servir du nom du Prince stadhouder, qui leva toute difficulté. J'avois déjà été faire ma cour à ce Prince, ainsi qu'à son auguste épouse; je lui avois raconté ce qui m'étoit arrivé dans l'Inde et la manière dont Mr. Nederburg s'étoit conduit avec moi, ce qui avoit fait dire au Prince: qu'il avoit toujours pensé que cet homme avoit voulu aller aux Indes dans la seule vue d'y faire sa fortune particulière. Il approuva mon dessein d'aller en Hollande pour y demander justice, et, me parlant de l'attaque sur le Nord de la Hollande que devoit faire un corps d'armée d'Anglois et de Russes, il me dit qu'il auguroit mal de la réussite.

Je profitai de mon séjour à Londres, qui ne fut que de quelques semaines, pour voir ce qu'il y avoit de plus remarquable dans cette immense ville, dont la grandeur et la population firent sur moi une impression profonde.

Le vaisseau sur lequel j'étois venu, arriva enfin dans la Tamise, apportant mes effets et, ce qui m'étoit plus précieux, quelques livres en langues Malaise, Javanaise, Persanne et Arabe. On me les confisqua, et comme je demandai au moins un reçu pour pouvoir les

réclamer on me donna un papier qui attestoit qu'on avoit *saisi parmi mes bagages tel poids en livres imprimés*, comme étant marchandise prohibée. On prit aussi à mes pauvres Malais quelques pièces d'habillement, en toile peinte, qui leur coûtèrent bien des regrets et qui allèrent probablement rejoindre mon shawl de Portsmouth.

Pressé de partir à cause de l'embargo général auquel alloit donner lieu l'expédition contre la Hollande, j'allai à Yarmouth, où je m'embarquai, et j'arrivai en quarante huit heures à Hambourg. J'y demeurai quelques jours chez Mr. Abbema, alors ministre de la république auprès des villes Anséatiques, dont je reçus le plus aimable accueil. J'y trouvai mon plus jeune frère, Frédéric, que je n'avois pas vu depuis 1773. Il s'étoit beaucoup distingué dans les campagnes de 1792, 1793 et 1794. Mais ayant, à la révolution de 1795, donné sa démission comme presque tous les officiers de l'armée Hollandoise, et ne sachant que faire, je le trouvai employé dans le commerce.

Il y avoit alors à Hambourg un grand nombre d'émigrés François, parmi lesquels ceux qu'on nommoit constitutionnels étoient sans contredit les plus remarquables. C'est là que je fis la connaissance du duc de La Rochefoucault Liancour, ce philanthrope éclairé et actif, qui n'a jamais dévié de ses généreux principes dans le tourbillon d'une vie agitée. C'est un des hommes les plus respectables que j'aie jamais rencontrés, un de ceux dont j'aurois voulu suivre l'exemple, si je n'eusse été entraîné dans un autre chemin par le cours irrésistible des événements.

Je m'avançai promptement vers la Hollande. Je trouvai sur la frontière beaucoup d'officiers de l'an-

cienne armée, qui attendoient pour y rentrer les succès des Anglo-Russes. Déjà ces derniers avoient paru à la rade du Texel, et la flotte de la république, commandée par l'Amiral Storey, s'étoit aussitôt rendue.

Enfin j'arrivai à Sion, maison de campagne de ma mère, entre Delft et La Haye, où elle demeuroit avec ma soeur. Cette tendre mère fit sur le champ venir mon fils, qui alors avoit onze ans et qui suivoit ses études à Leyde. Je donnai quelques jours au plaisir de me voir réuni à des personnes si chères. J'étois dans ma famille, dans ma patrie; mes pensées prirent bientôt un tour plus triste. Je me recueillis pour bien considérer la situation des choses autour de moi et la position que j'occupois moi-même, afin de pouvoir prendre un parti et savoir vers quel but diriger ma conduite.

Après un séjour de seize ans dans l'Inde, je me trouvois sans fortune: j'avois perdu et au delà celle dont j'étois déjà possesseur, ou dont aumoins je pouvois me flatter.

J'ai déjà parlé de mon séjour onéreux au Bengale, et de la perte de mes deux vaisseaux, que je devois à la haine du gouvernement de Batavia. Les soixante mille piastres en lettres de change, de la maison Landy et Constantini, ne me furent point payées. A ces malheurs vinrent se joindre les dommages causés par mon arrestation, ma destitution, les dépenses de mes voyages pour revenir en Europe. Je n'avois emporté avec moi, à mon départ de Batavia, que la valeur de trente mille florins, à peu près, en or et en byoux, comptant encore sur la liquidation équitable de mes biens laissés à Java, et sur le payement de ces lettres de change que j'avois

entre les mains. Je pouvois espérer aussi en bonne justice des indemnités fort considérables. Je vis mon attente trompée sur tous ces points.

Comme la ruine de ma fortune, qui fut fatale à toute ma famille, a pu être imputée à ma mauvaise conduite, après les places importantes que j'ai occupées, je crois devoir m'en justifier ici par le détail de mes derniers malheurs.

Mon vaisseau, comme je l'ai dit plus haut, ayant été vendu à l'île de France en 1796, devoit partir de là pour l'Europe, lorsqu'il fut arrêté par la nouvelle de l'entrée des François à Livourne, ce qui donna des craintes pour la neutralité du pavillon Toscan. Le capitaine Constantini convint donc avec mon fondé de pouvoirs, sous la médiation du chevalier de Pelgrom qui avoit endossé les lettres de change, que le vaisseau feroit un voyage intermédiaire à la Chine d'où il retourneroit avec un chargement à l'île de France, et qu'alors, s'il n'y avoit plus de danger, comme on l'espéroit, pour le pavillon Toscan, il poursuivroit sa course vers l'Europe.

Il fit effectivement un voyage à la Chine, et à son retour toucha au port de Samarang, dans le temps que je m'y trouvois en état d'arrestation. Mes frères, qui étoient mes fondés de pouvoir en Europe, m'avoient déjà fait parvenir l'avis que les lettres de change de Constantini n'avoient été acceptées que sous la condition de les payer seulement à l'arrivée du vaisseau à Cadix ou dans un des ports de l'Europe: ce qui m'étoit un motif suffisant, surtout dans les circonstances où j'étois, pour exiger de Constantini le payement immédiat de ce qu'il me devoit, ou pour faire arrêter le vaisseau

et en vendre la cargaison en tout ou en partie; mais je ne pouvois le faire à Samarang sans la permission du conseil suprême, qui me fut refusée, et le vaisseau se rendit à Batavia où j'arrivai aussi peu après. Je voulus alors user de mes droits. Mais Constantini fit tant par ses prières qu'il parvint à me détourner d'une résolution qui devoit, disoit-il, causer sa ruine, et il me proposa un arrangement par lequel Mrs. Van Overstraten et Siberg, comme fondés de pouvoir de Mr. Umbgrove, retourné en Europe, à qui j'avois donné des lettres de change payables sur le produit de celles de Constantini, accepteroient ma créance sur lui en remboursement. J'en fis faire l'offre à ces messieurs qui ne voulurent l'accepter qu'à la condition que je restasse arrière-caution en cas de non-payement. Je me refusai à cette clause, la trouvant injuste puis qu'ils pouvoient se faire payer à l'instant même par la saisie du vaisseau qui se trouvoit en leur pouvoir, et que si, par spéculation, ils préféroient le payement en Europe, ils devoient aussi en courir les chances.

Ce fut alors que je me vis forcé de partir pour me soustraire aux persécutions que je souffrois, et par conséquent l'affaire ne fut pas ajustée définitivement. Quand je fus arrivé en Hollande, Mr. Umbgrove insista vivement sur le payement de ses lettres de change. J'eus beau lui représenter ce qui s'étoit passé à cet égard lors de mon départ de Batavia, que ses fondés de pouvoir devoient nécessairement se trouver payés ou par la saisie du vaisseau ou par une transaction quelconque avec mon débiteur. Ne doutant pas qu'après mon départ ils n'eussent accepté purement et simplement la cession de ma créance, et voyant que Mr. Umbgrove en venoit

avec moi jusqu'à la menace d'user de tous ses droits, je n'hésitai pas, sur sa demande, à lui passer une nouvelle obligation par laquelle je m'engageois à le payer au bout de deux ans; et ma mère, qui partageoit là-dessus ma sécurité, s'interposa comme caution.

Cependant Mrs. Van Overstraten et Siberg s'étoient saisis, après mon départ, de mes prétentions sur Constantini, et sans aucune cession par écrit ni de moi ni de ma femme, alors à Batavia, ni d'aucun de mes fondés de pouvoir, auxquels j'avois positivement prescrit de ne consentir qu'à *une cession absolue en payement de ma dette*, avoient conclu avec mon débiteur une nouvelle transaction, acceptant de lui de nouvelles lettres de change sur sa maison à Livourne, et se fesant en outre donner une obligation de la totalité de la somme. Quand j'appris ces détails, je crus être parfaitement en règle et n'avoir plus rien à craindre. Mais par une fatalité sans exemple, Constantini, revenu à l'île de France, au lieu de partir de là pour l'Europe, d'après ses engagements, fit un second voyage à Batavia, où Mrs. Van Overstraten et Siberg saisirent son vaisseau et le vendirent. Alors il parut inopinément d'autres créances, apparemment fictives, de sorte que le produit de la vente ne suffit qu'à payer un tiers de ce qu'ils réclamoient.

Mr. Umbgrove, à l'expiration des deux années, ne voulut reconnaître que ce tiers, et me fit assigner pour le reste. Je plaidai, mais inutilement. Les tribunaux ne voulurent voir que l'obligation que j'avois faite à mon retour en Europe. Les frais des procédures furent énormes: je perdis ma cause. Je ne possédois rien: mon excellente mère, qui étoit ma caution, paya tout pour

moi. Ce malheur la ruina et fut depuis, par contrecoup, fatal à mes frères et à mes soeurs: ce qui a toujours été pour mon coeur une source intarissable de chagrin et de regrets. Ma mère, heureusement, ne se ressentit guères de la perte qu'elle venoit de faire, et put toujours continuer à vivre comme auparavant, grâces au roi Louis, qui, sur mes représentations et par la conviction qu'il avoit lui-même de l'injustice qu'on me fesoit, lui accorda la somme de quatre mille deux cents florins, payables annuellement sur les fonds du ministère des colonies, à titre d'avance pour les indemnités que j'avois à réclamer à Batavia: ce que l'Empereur Napoléon convertit, lors de la réunion, en une pension viagère, dont ma mère jouit juqu'à sa mort.

Pour mes biens, laissés dans l'Inde, il m'étoit facile de prévoir ce qu'il en devoit arriver. On m'avoit presque laissé, lors de mon arrestation, la disposition libre de mes propriétés. Mais en saisisant mes papiers, en arrêtant mes navires sous prétexte de chercher s'ils ne portoient rien de prohibé, on sent que ce ménagement étoit dérisoire.

C'étoit une coutume dans nos possessions aux Indes, que les gouverneurs, chefs ou résidents, lorsqu'ils quittoient leurs places, cédassent à leurs successeurs leurs propriétés comprises sous le nom Hollandois de „overneem", c'est-à-dire leurs maisons, leurs jardins, etc., leurs esclaves, leurs chevaux, leurs meubles, leurs voitures etc., et tous leurs effets qui ne convenoient qu'à des chefs et dont on n'avoit pu se défaire autrement. La vente s'en fesoit par une taxation à l'amiable. Or, pour assurer ma ruine, on ne me nomma un successeur que longtemps après, laissant toujours, par intérim, ma place à un des commissaires envoyés contre moi.

Par là on força ma femme à renoncer à la direction de mes propriétés, qu'on fit passer de main en main par des dispositions illégales et despotiques entr'autres celles du secrétaire de la cour de justice, préposé à l'administration des biens séquestrés. On me spolia de tout et je n'ai jamais pu obtenir un compte en règle. La seule information qui en vint jusqu'à moi fut celle que je reçus du gouverneur-général Daendels, chargé par le roi Louis de faire des recherches sur la question de mes biens; et il fut prouvé qu'en 1808 leur masse séquestrée montoit à la somme de près de soixante mille dollars, qui se trouvoient dans le trésor de la Compagnie, alors devenu trésor de l'état.

A mon retour en Hollande deux objets occupoient fortement mon imagination, l'un étoit d'obtenir des réparations qu'exigeoit la justice et de porter mes plaintes particulières devant le gouvernement de la république; l'autre de poursuivre l'ouvrage, commencé dans l'Inde, qui m'avoit attiré tant de haines et de persécutions, de faire connaître à ma patrie la vraie situation et la valeur de ses possessions Asiatiques, les causes de leur ruine, les moyens de les rétablir. Lors de mon arrestation on s'étoit saisi de tous mes papiers statistiques concernant l'île de Java et les autres possessions de la Compagnie, sous prétexte qu'il n'étoit permis à aucun de ses employés de garder par écrit des observations qui pouvoient être rendues publiques. Néanmoins, durant mon voyage de Bombay en Angleterre, j'avois mis les miennes en ordre, les écrivant de souvenir et suppléant de mon mieux aux papiers qui me manquoient. Je publiai cet ouvrage sous le titre d'Exposé de l'état actuel des possessions de la répu-

blique Batave aux Indes Orientales etc. Mais il rencontra, dans les préjugés, dans les passions de la plupart de mes compatriotes, les mêmes obstacles qui m'avoient toujours été opposés. On ne me répondit que par des injures.

J'épiois cependant les changements qui se succédoient avec rapidité sur la scène politique. L'expédition Anglo-Russe avoit échoué; l'armée combinée avoit été battue et forcée à capituler. Mais les Anglois avoient pris la flotte Hollandoise, détruit notre marine et atteint par là leur principal but. Leurs premiers succès avoient ranimé le parti de l'ancien gouvernement, dont plusieurs partisans s'étoient compromis dans ce moment de crise, et leur défaite lui ôta tout espoir. Le parti patriote, qui de son côté s'étoit cru perdu, usa de son triomphe avec beaucoup d'indulgence et de modération.

Les officiers de l'ancienne armée, qui avoient joint les forces Anglo-Russes, entrèrent au service de l'Angleterre, et parmi eux étoit le plus jeune de mes frères, Frédéric, que j'avois trouvé à Hambourg.

J'allai enfin à La Haye me présenter au directoire exécutif, dont le président, Mr. de Haersolte, à qui j'exposai les causes de mon retour en Europe, me dit que cette affaire regardoit en première instance le comité des Indes, résidant à Amsterdam, auquel je me devois adresser. Je m'y rendis aussitôt. J'y appris que les commissaires-généraux et le conseil suprême s'étoient empressés, après mon départ, d'envoyer au comité un rapport virulent contre moi, en supposant toutes les accusations prouvées par ce qu'ils apelloient ma fuite, et prétendant que je devois être condamné par contumace. Mais ils n'y avoient joint aucun document qui put

servir de preuve au procès. On ne pouvoit rien commencer encore. Cependant, à ma requête, le comité envoya aux membres du gouvernement de Batavia l'ordre précis de prendre mon épouse sous leur protection spéciale, de lui faciliter les moyens de passer en Europe, de veiller à la liquidation de mes biens laissés aux Indes, et d'en donner un compte exact, enfin de me faire parvenir tous mes papiers qui avoient été saisis. C'étoit comme un prélude de la justice que j'espérois obtenir, et j'en conçus un heureux augure.

CHAPITRE XI.

Rencontre de l'auteur avec ses frères et position financière de la famille Van Hogendorp. Jeu de bourse et procès. Acquitement. Politique nationale (1802). Projet de nomination comme gouverneur-général des possessions Néerlandaises dans l'Inde. Avortement de ce plan. Polémique. Mme. Van Hogendorp. Sa mort. Son fils. Second mariage. Commission pour les affaires des Indes. Nomination au poste de Ministre en Russie. M. Meerman. M. Verhuel etc. M. Van Hogendorp partira-t-il pour la Russie ou pour Batavia? Opposition sourde ou ouverte à ses plans. Il se rend à St. Pétersbourg (1803), passant par Ludwiglust. La cour de Mecklenbourg. La grande-duchesse Hélène. Lubeck, Réval, St. Pétersbourg.

Je revis à Rotterdam mes deux frères Charles et Guillaume. Je n'avois pas vu ce dernier depuis 1773. Charles, devenue pensionnaire de Rotterdam après la révolution de 1787, avoit épousé Mlle Clifford, dont la mère, qui s'étoit unie en secondes noces à l'amiral de Kinsbergen, lui laissa en mourant une fortune considérable et une maison de commerce fort accréditée. La direction en passa entre les mains de mon frère, qui avoit perdu sa place à la révolution de 1795; mais voyant que le commerce tomboit tous les jours, il se retira à sa maison de campagne, où il se voua entièrement à l'éducation de ses enfans, dont le nombre s'accrut depuis jusqu'à neuf. Il resta invariable dans son opinion et dans son parti, sans avoir jamais

voulu, sous les divers gouvernements qui se sont succédés, accepter aucun emploi. Guillaume étoit devenu, après 1787, secrétaire de la ville de Harlem, place alors importante et lucrative; et l'ayant aussi perdue en 1795, il se mit dans le commerce à Amsterdam, où je le trouvai sur le point de se marier avec la fille du professeur Bonn, et j'assistai à ses noces. L'aînée de mes soeurs étoit avec ma mère, et la cadette avoit épousé Mr. de Santheuvel et demeuroit à Maastricht. Mon frère Frédéric étoit, comme je l'ai déjà dit, au service de l'Angleterre, dans le corps d'Orange, à Jersey.

Ma mère demeuroit l'été à sa maison de campagne de Sion, l'une des plus belles de la Hollande. Mon père aimoit passionnément ce bien d'agrément qui lui avoit coûté cent dix mille florins, et dont l'entretien étoit fort dispendieux. Quand on ne douta plus que mon père n'eut péri, ma mère s'étoit mise en possession de cette campagne, qui ne convenoit pas à sa situation, n'ayant recueilli du reste de l'héritage que trois cent mille florins, ce qui étoit fort au dessous de notre attente. Toutefois elle avoit résolu de ne pas la vendre, et l'avoit prise pour mon compte, de manière à ce qu'elle y put rester jusqu'à mon retour de l'Inde, où j'avois alors une perspective assez probable de fortune. Tout avoit changé depuis lors: ma catastrophe étoit arrivée, la révolution avoit presque ruiné ma mère par d'excessives impositions et par une grande baisse dans la valeur de tous les effets publics. Je lui conseillai donc de se défaire de Sion, ce qui lui coûta beaucoup. Mais j'eus le bonheur de le vendre assez avantageusement pour elle, et j'arrangeai si favorablement ses affaires, qu'elle pût continuer à vivre à la Haye dans une jolie maison

avec un beau jardin qu'elle y possédoit. Depuis, mon fatal procès avec Mr. Umbgrove vint troubler son repos et le mien.

J'avois à peu près trente mille florins; je les mis dans le tiers consolidé François, et la hausse de cet effet, occasionnée par la bataille de Marengo et la paix d'Amiens, porta mon capital en peu de temps au double de sa valeur.

Je résolus, voyant les affaires de France prospérer, de pousser plus loin cette spéculation: j'empruntai sur l'hypothèque de ces fonds et je m'en procurai pour six cent vingt mille francs, sur lesquels je ne devois que cent quatre-vingt mille. Mais la rupture de la paix d'Amiens me fit tout perdre, ayant été forcé de vendre dans un moment aussi défavorable.

Durant les années 1800 et 1801 je fus tout occupé de l'affaire de mon arrestation dans l'Inde. Les papiers, qui devoient servir de preuves contre moi, étoient enfin arrivés. Le comité des affaires des Indes me les fit remettre, afin que je pusse présenter une défense, connaissant enfin les motifs ou dumoins les prétextes de mon arrestation. Je passai une caution juratoire, qui m'obligeoit à paroître devant le tribunal qui seroit jugé compétent. J'offris donc ma justification au comité en Mai ou Juin 1800. Mais par un de ces contre-temps qui m'ont poursuivi toute ma vie, ce comité, qui possédoit la faculté judiciaire comme les anciens directeurs et qui auroit pu terminer mon affaire en peu de jours, fut alors dissout et remplacé d'après la nouvelle constitution par un conseil Asiatique, que l'on étoit encore occupé à organiser.

Ce conseil renvoya toutes les pièces du procès à

son fiscal ou procureur-général en le chargeant d'en faire un rapport. Ce dernier, Mr. Van Laar, donna le conseil de me renvoyer à mon juge compétent, selon lui, la cour de justice de Batavia. Cette proposition excita un rire bien mérité. Un membre du conseil, jurisconsulte éclairé, donna sur mon affaire son sentiment, qui fut imprimé avec les papiers les plus importants et mon mémoire de défense. Alors le conseil nomma une commission pour lui faire un rapport définitif. Cette commission fut d'avis, que, puisque le conseil n'avoit pas de faculté judiciaire, il falloit séparer la partie litigieuse de l'affaire de la partie civile ou politique, et, laissant la première à la justice, ils se bornèrent à la seconde, déclarèrent injuste et vexatoire tout ce que les commissaires-généraux et le conseil suprême avoient fait contre moi, mon arrestation, la saisie de mes papiers etc., justifiant ainsi ma fuite de Batavia, que les tyrans avoient qualifiée de désertion. Le reste des pièces étoit renvoyé au fiscal pour instituer, s'il y avoit lieu, une action contre moi. Le conseil adopta les conclusions et le fiscal demanda au directoire exécutif de désigner un tribunal devant lequel il put me poursuivre. Le directoire s'informa d'abord s'il y avoit matière à une action contre moi, et sur la réponse du fiscal qu'il n'en existoit aucune dans les pièces qui lui avoient été remises, mais que peut-être il en viendroit d'autres avec le temps, il me déclara absous de toute accusation, et, par conséquent, libre de la caution juratoire à laquelle je m'étois soumis à mon arrivée en Hollande. Par là mon innocence et mon honneur furent pleinement mis dans leur jour. Mais la perte de toute fortune et de tout établissement

pour moi n'en fut pas moins consommée. Je conservois, il est vrai, la faculté de demander en justice des dédommagements à tous ceux qui avoient concouru à ma ruine. La paix d'Amiens, en rouvrant les communications avec nos possessions aux Indes, ranima de ce côté mes espérances, que sa prompte rupture ne manqua pas de faire évanouir. En même temps une révolution, ou plutôt un changement de forme dans le gouvernement, qui s'opéra, par la force de l'opinion publique, pendant le cours de l'année 1801, me présenta de nouvelles combinaisons de circonstances, qui influèrent sur mon sort. La constitution en vigueur étoit exclusive pour les patriotes, et exigeoit de tous les agents de l'autorité publique une déclaration absurde, de *haine contre le stadhoudérat et contre toute distinction de naissance.* Du sein même du directoire il s'éleva une majorité puissante qui, se conformant aux voeux de la nation, prit un tempérament capable de rapprocher les partis, et abolit cette protestation ridicule sans secousse, et presque sans difficulté. Au lieu d'un directoire exécutif de cinq membres, on établit un Staatsbewind ou *gouvernement* de douze membres, dont un sortoit chaque année. Enfin le tout se rapprochoit davantage de nos anciennes institutions, et comme les préliminaires de la paix furent alors signés entre l'Angleterre et la France, un grand nombre de personnes distinguées, qui avoient occupé des places sous l'ancien gouvernement, n'hésitèrent plus à en accepter sous le nouveau. Il paroît même certain que le Prince stadhouder, Guillaume V, qui vivoit encore, et d'autres membres de cette auguste famille, le conseillèrent eux-mêmes à leurs amis et à leurs partisans. J'insiste sur cette remarque, m'étant

vu injustement accusé d'avoir abandonné la cause de la maison d'Orange. Les plus zélés partisans de cette maison, je le repète, étoient entrés au gouvernement dès le commencement de 1802, et ce ne fut que vers la fin de cette même année que le gouvernement, auquel prenoient part des Orangistes, me chargea de ma mission auprès de l'empereur de Russie.

La paix d'Amiens fit songer à nos possessions d'outremer dans les deux Indes. L'Angleterre garda Ceylan, et nous rendit le Cap de Bonne Espérance, les Molucques et nos colonies en Amérique. Les sollicitations même des Anglois, qui ne vouloient pas, disoient-ils, continuer leurs dépenses au Cap de Bonne Espérance, et celles des planteurs qui avoient des propriétés aux Indes Occidentales et dont la plupart se trouvoient en Hollande, engagèrent le gouvernement à se remettre promptement en possession de ces colonies, à lever des troupes, à nommer des employés, des gouverneurs etc., dépenses rendues inutiles par la rupture de la paix, après laquelle les Anglois reprirent, sans aucune difficulté, tous ces établissements dont ils avoient sans doute appris à connaître la valeur.

On ne s'occupa qu'en dernier lieu des possessions aux Indes Orientales. La Compagnie avoit perdu son crédit, et quand même on eut voulu la maintenir, il eut fallu de la part de l'état des sacrifices énormes et auxquels on répugnoit: le gouvernement, composé de douze membres, s'étoit divisé en sections pour les différentes parties de l'administration. C'étoit là qu'on préparoit les affaires. La section de la marine et des colonies étoit composée de trois membres distingués par leurs connaissances, leurs talents et leur caractère, Mrs.

Queysen, Bezier, et de Beveren. Ils avoient pris à coeur l'affaire de nos possessions Asiatiques, avoient lu et médité mon ouvrage sur cette matière, et, s'étant fait résoudre dans de fréquentes conférences avec moi les objections qu'on fesoit à mon système, ils en reconnurent l'utilité et virent qu'il étoit possible de l'introduire dans nos possessions sans les exposer à aucun péril.

Ne s'attendant à aucune opposition dans le gouvernement d'état, où les ouvertures faites par les sections étoient généralement approuvées, ils proposèrent d'adopter mon système et de m'envoyer à Batavia comme gouverneur-général pour l'y établir. Malheureusement mes ennemis et ceux de mon système n'étoient pas demeurés oisifs, et, non contents de l'attaquer par des écrits anonymes, avoient travaillé plus sûrement sur l'esprit de plusieurs membres du gouvernement que leur ignorance rendoit accessibles à la prévention, de sorte que la proposition faite par la section des colonies trouva contr'elle une majorité qui la rejetta sans apporter aucune raison valable. Les opposants n'entendoient rien à la question: il détruisoient sans réédifier. Tout ce qu'on put faire, fut de nommer une commission chargée de faire à ce sujet un nouveau rapport sur lequel on prendroit un parti définitif. J'avois moi-même proposé cette mesure dans un de mes ouvrages. Je fus nommé le premier. On m'adjoignit Mrs. Meerman, Six, Verhuell, Pontoy, Nederburg et Voute. C'étoit avant la rupture de la paix d'Amiens. Quoique nommé le premier et pouvant m'en prévaloir pour garder la présidence, je proposai de la déférer à Mr. Meerman, comme étant parfaitement neutre sur la question qui nous intéressoit. Quant à

Mr. Nederburg, mon ennemi acharné, j'aurois pu, et dû peut-être, le poursuivre en justice: mes amis dans le gouvernement et les membres de la section des colonies m'en dissuadèrent, me représentant le tort que je pourrais faire au bien public: je sacrifiai donc mon juste ressentiment et mon intérêt à celui de ma patrie. C'étoit d'ailleurs une assez grande satisfaction pour moi de voir un homme, qui, profitant d'une autorité supérieure à la mienne, m'avoit persécuté dans l'Inde, et avoit voulu me faire passer pour coupable, obligé de siéger à mes côtés comme mon égal dans une commission établie pour discuter les principes du système d'administration, qui avoit été la première cause de sa haine contre moi. Je ne mêlai pourtant rien de personnel dans nos discussions: je l'avois promis. Mr. Nederburg, depuis son retour, avoit publié un gros mémoire dirigé contre mon système, et dans le quel il avoit tâché de défendre les principes du commerce exclusif, du monopole, enfin de toute la forme d'administration établie dans l'Inde. Voyant qu'on ne pouvoit pas maintenir la Compagnie, il proposoit, pour comble d'absurdité, d'introduire ce monstrueux régime pour le compte de l'état, fesant ainsi du gouvernement un marchand monopoliste et un tyran féodal. Cependant l'esprit de parti, aveuglé par les préjugés et par l'ignorance, accueillit ces idées bizarres, en dépit de l'évidence et des meilleures têtes du pays; et peut-être, si la chose eut dû être décidée alors, la balance auroit-elle penché du côté de l'absurdité.

Plusieurs personnes, entr'autres Mr. Nederburg, attaquèrent mon système, en le défigurant par une explication infidèle, en traitant mes principes de révo-

lutionnaires et en exagérant le danger d'introduire des innovations, comme celles que je proposois, parmi les habitants de nos possessions Indiennes, et surtout à l'île de Java. Je me vis donc obligé de leur répondre par plusieurs ouvrages, dont le dernier fut publié à la fin de 1802. J'y joignis un plan ou projet de règlement pour le commerce des Indes. Je crois pouvoir avec confiance renvoyer mes lecteurs à cet ouvrage, puisqu'au moment où les circonstances ont permis de prendre un parti sur l'objet dont j'ai parlé, après l'heureuse restauration de notre indépendance comme nation, en 1814, et la restitution de nos établissements, le roi des Pays-Bas a presque littéralement adopté mon projet.

A mon départ des Indes, en 1798, j'avois été obligé d'y laisser ma femme. Elle trouva un asyle convenable auprès de sa mère à Batavia. Je lui avois d'abord écrit de me venir rejoindre en Hollande; mais la guerre, qui rendoit de jour en jour les communications plus difficiles, et la sollicitation de sa mère lui avoient fait différer un voyage que je ne voulus pas, après la paix d'Amiens, lui faire entreprendre inutilement, dans l'espérance où j'étois de retourner à Batavia comme gouverneur-général. La providence en avoit disposé autrement. Le chagrin avoit flétri la santé de mon aimable épouse, et elle mourut en 1801, à la fleur de son âge. J'avois vécu heureux avec elle durant près de quinze ans, et je mêlai mes larmes à celles de mon fils, unique fruit de notre hymen. Ma soeur aînée, qui vivoit avec ma mère, mourut peu après, en 1802, d'une maladie dont elle avoit apporté le germe en naissant, et qui avoit fait de sa vie un tissu de souffrances presque continuelles qu'elle avoit supportées avec une patience angélique.

Mon autre soeur l'avoit précédée d'une année au tombeau.

Mon fils avoit alors quatorze ans. Je résolus de lui faire continuer le cours de ses études à Soneze, à l'institut de Mr. Ferlus, ancien bénédictin, que j'avois oui vanter: rapports qui me furent confirmés par Mr. Spoenlin, ancien aumônier du régiment de Wurtenberg aux Indes, le même qui avoit passé quelque temps avec moi à Japara, et qu'alors je priai de conduire mon fils à cet établissement.

Je croyois dans ce temps retourner bientôt aux Indes. Il m'en coûta beaucoup pour me séparer de mon fils que je ne voulois pas encore y mener; mais je n'ai jamais consulté que son intérêt. Je l'avois envoyé fort jeune en Europe. Je résolus de l'y laisser, et j'eus lieu dans la suite de m'applaudir de cette détermination.

La même idée de retour aux Indes m'inspira le désir de contracter un second mariage. Mon premier avoit été heureux. Je savois par expérience que dans ces pays éloignés le délassement le plus agréable d'une activité presque continuelle et des travaux inséparables d'une administration aussi importante est dans l'intérieur du ménage, dans le calme de la vie domestique.

J'échouai dans une tentative que je fis auprès d'une amie intime de cette soeur chérie que je venois de perdre: l'esprit de parti fut un obstacle invincible. Je fus plus heureux d'un autre côté. Une ancienne et malheureuse brouillerie dans la famille de ma mère, l'avoit éloignée, après son mariage, de la plupart de ses frères et de ses soeurs. Une de ses soeurs cadettes s'étoit mariée au prince Frédéric Ernest de Hohenlohe Langenbourg, qui, par modestie et parce qu'il n'étoit pas riche, ne se fesoit appeler que comte dans ce pays

et étoit lieutenant-colonel au service de la république. En 1794, à la retraite de l'armée Hollandoise en Belgique, il fut fait prisonnier par les François et mourut peu après à Villers-Coterets, en France, laissant sa veuve, avec sept enfans, sans fortune et sans autre ressource qu'un très mince apanage de sa famille. Ma mère, toujours bonne, toujours bienfesante, saisit cette occasion de se rapprocher de sa soeur, et l'assista de tout son pouvoir dans une situation si critique, ce qui renoua leur amitié. A mon retour en Hollande je contribuai, autant que je le pus, à cimenter cette réconciliation, et je proposai à ma mère d'inviter les deux plus âgées de ses nièces, qui depuis la mort de leur père demeuroient avec leur mère à une maison de campagne en Frise, de venir passer quelques semaines chez elle à La Haye pour se distraire un peu de leur vie monotone. Elles vinrent donc au printemps de 1802, avec leur frère Louis, alors capitaine au service du cercle de Franconie. L'aînée, nommée Auguste, fit une forte impression sur moi par sa beauté, sa douceur et son amabilité: elle avoit alors vingt-sept ans. Au bout de quelques semaines, qui décidèrent de mon sort, j'obtins son aveu pour la demander à sa mère. Sa mère me répondit que comme elle dépendoit des princes de la maison de Hohenlohe Langenbourg, elle ne pouvoit rien décider sans leur consentement. Ils l'accordèrent bientôt. Mon aimable cousine étoit partie de La Haye aussitôt que j'avois fait à sa mère mes propositions. Elle y revint avec sa famille, et en Septembre 1802 j'épousai la meilleure et la plus douce des femmes, qui sut jusqu'à sa mort faire mon bonheur et captiver l'estime de tous ceux qui l'ont connue, soit dans notre patrie, soit dans

les pays étrangers et dans les cours où le sort nous a conduits.

Ce fut peu après mon mariage que la proposition de la section des colonies, pour m'envoyer aux Indes, fut faite et rejettée, ce qui donna lieu à la création de la commission pour les affaires des Indes dont j'ai parlé plus haut; et en même temps le gouvernement d'état me nomma ministre auprès de la cour de Russie, pour m'y rendre au printemps prochain après que les travaux de la commission seroient terminés. Je me mis donc de toutes mes forces à cet important ouvrage, espérant parvenir à convaincre mes collègues dans nos discussions de la vérité des principes, et de la solidité du système, qui me paroissoient si évidents.

Mais, hélas! je m'étois encore trompé dans mes calculs. J'ai trop souvent, durant ma vie, jugé des autres par moi-même. Ce n'est pas qu'alors je ne sois parvenu à gagner beaucoup, sur les préjugés et les opinions anciennes, par des raisonnements dont on ne pouvoit refuser la justesse et par des faits qui leur servoient de preuves. Mais c'étoit dans l'application qu'on en feroit au commerce et à l'administration, qu'on cherchoit des dangers imaginaires. On sent bien que ce fut Mr. Nederburg qui s'opposa le plus opiniâtrement à tous les principes libéraux. Notre président, Mr. Meerman, homme très distingué par son savoir et par son intégrité, avoua qu'il ne s'étoit jamais occupé de cette question. Mr. Six avoit été autrefois secrétaire de la direction du commerce des colonies aux Indes occidentales. Mr. Verhuell avoit été capitaine de vaisseau dans la marine de l'état, et en cette qualité avoit fait deux voyages aux Indes, le dernier comme collègue de Mr.

Vaillant, pour y examiner l'état militaire de nos possessions. Mr. Pontoy, François de nation, négociant établi à Amsterdam, avoit été à Batavia dans sa jeunesse avec Mr. de Bougainville. Mr. Voute étoit un des courtiers les plus fameux d'Amsterdam; et Mr. Nederburg n'est déjà que trop connu par le rôle qu'on lui a vu jouer dans l'Inde. On avoit choisi ces personnes comme les croyant les plus propres à découvrir la vérité au milieu des opinions contradictoires, et à offrir au gouvernement un résultat d'après lequel il pourroit se décider. L'intention de la plupart étoit droite: mais je m'apperçus bientôt qu'avec des opinions si opposées et des passions si hétérogènes, il seroit difficile d'en venir à une conclusion qui put répondre au voeu général. Ma première pensée avoit été de faire exposer nos raisons, par Mr. Nederburg et par moi, devant une commission qui auroit le pouvoir, comme un jury, de décider entre nous deux. En nous mettant nous-mêmes dans la commission, il falloit bien, pour arriver à quelques conclusions, céder de chaque côté quelque chose, ce qui ne pouvoit donner que des résultats imparfaits et quelque fois inconséquents auxquels je ne me serois pas prêté, si l'on ne fut tombé d'accord qu'ils ne seroient que provisoires, et qu'à la fin on les reviseroit. D'ailleurs mes amis dans le gouvernement m'avoient conseillé d'en agir ainsi, puisque les discussions ne pouvoient qu'être favorables à l'intérêt de la vérité. Mais la rupture de la paix d'Amiens vint tout replonger dans le chaos. Le gouvernement d'état, ou plutôt la majorité de ceux qui le composoient, pressa vivement mon départ pour la Russie, auquel les circonstances paroissoient attacher une importance majeure. La

section des colonies fit de son côté agir tous les ressorts possibles pour prévenir ce départ et me faire nommer gouverneur-général des Indes assez tôt pour que je pusse m'y rendre avant le commencement des hostilités.

Ils déclaroient hautement qu'ils me croyoient l'homme le plus propre à remplir cette importante place, celui sur lequel on pouvoit se reposer avec le plus de confiance. Mais ces témoignages d'estime, si honorables pour moi, ne servirent à rien. La majorité se contenta, comme la première fois, de rejetter la proposition, sans alléguer de motif. La section des colonies fit alors contre cette décision une protestation solemnelle, qui fut enrégistrée à sa demande, et qui doit par conséquent exister encore dans les archives de l'état. Je me résignai au sort qui contrarioit mes désirs, et je partis pour la Russie. Le travail de la commission n'étoit pas achevé; il restoit à rédiger la conclusion générale, et à faire le rapport au gouvernement. Cet ouvrage étoit réservé à Mr. Meerman, que je regardois comme le plus capable de le bien faire et le plus impartial dans ses jugements, et qui l'avoit accepté à ma prière avant mon départ. Mais bientôt après, comme le renouvellement de la guerre rendit la question moins importante, Mr. Meerman, occupé d'un travail qui lui étoit plus agréable sans doute, d'une traduction de la Messiade de Klopstock en hexamètres Hollandois, céda la rédaction du rapport à Mr. Nederburg, qui l'en sollicita; et celui-ci, sans bonne foi comme sans pudeur, le fabriqua non seulement en sens inverse de mon système, mais encore en contradiction directe avec tout ce qui s'étoit passé et avec les conclusions des commissaires; il faut que tous l'aient signé sans le lire.

On peut s'en convaincre en parcourant les pièces qui sont le résultat de leurs discussions partielles. Je m'empressai d'envoyer de Pétersbourg contre cette falsification déhontée ma protestation solemnelle. Mais la marche rapide des événements, qui avoit fait perdre à cet objet toute son importance, rendit aussi ma démarche inutile. On ne convint donc de rien: on ne put pas même s'accorder sur le choix d'un gouverneur-général, et on confirma provisoirement un homme sans talents et sans énergie, mis à la tête du gouvernement de Batavia par le conseil des Indes, qui dans de semblables circonstances avoit toujours choisi dans son sein l'homme le plus foible, pour ne pas dire le plus imbécile.

Je partis en Avril 1803 pour me rendre à St. Pétersbourg. J'emmenois avec moi ma femme, qui étoit près de devenir mère. Mon frère cadet étoit revenu d'Angleterre, où, après la paix, le gouvernement avoit licencié le corps de Hollandois passé à son service après l'expédition manquée sur la Hollande du Nord. Il n'avoit plus d'autre maison que celle de ma mère, qui avoit aussi pris une soeur de ma femme auprès d'elle. Elle étoit affligée de me voir partir pour la Russie: mon voyage aux Indes lui eut fait moins de peine, parcequ'il eut été honorable et avantageux pour moi. Mon procès avec Mr. Umbgrove pour les lettres de change de Mr. de Pelgrom, dont j'ai parlé plus haut, n'étoit pas encore décidé, et lui causoit une vive inquiétude. Moi-même je ne voyois pas mon avenir sous une face brillante: la rupture, déjà plus que probable, de la paix d'Amiens, avoit fait baisser considérablement les fonds François, et menaçoit la spéculation que j'avois faite à Amsterdam chez les banquiers Ketwich et Voomberg. Enfin mes

appointements en Russie ne montoient qu'à trente mille florins par an, sur lesquels encore on avoit assigné une pension de trois mille florins à Mr. Buis, mon prédécesseur. Mais il falloit partir. Le gouvernement d'état désiroit que je fisse toute la diligence possible pour tâcher d'obtenir la médiation de l'empereur Alexandre en faveur de la neutralité que vouloit garder notre république. Je résolus donc d'aller par terre jusqu'à Lubeck, et là de m'embarquer sur la Baltique jusqu'à St. Pétersbourg, croyant ainsi faire le voyage plus économiquement et d'une manière plus commode pour ma femme dans l'état où elle se trouvoit.

Le gouvernement m'avoit encore chargé de me rendre chez le duc de Mecklembourg-Schwérin pour le complimenter de la part de la république, afin de faciliter l'arrangement à l'amiable de quelques prétentions que le duc conservoit sur l'état, relativement à des troupes qui avoient été à son service, avant 1795. J'allai donc à Ludwigslust, où se trouvoit alors la cour de Mecklembourg. Le duc me reçut parfaitement bien, et nous combla de politesses pendant quelques jours que son Altesse nous engagea à passer auprès d'elle. La duchesse nous traita aussi avec beaucoup d'affabilité, et nous fûmes présentés à la grande-duchesse Hélène, soeur de l'empereur Alexandre, mariée au prince héréditaire de Mecklembourg. Elle relevoit de couches et daigna nous recevoir chaque jour dans son appartement. Je n'ai jamois vu de princesse douée de tant de beauté, de grâces, d'amabilité et de connaissances. Elle me fit l'honneur de me charger de quelques lettres pour l'impératrice sa mère et les grandes-duchesses, ses

soeurs; ce qui ne contribua pas peu, je pense, à l'accueil grâcieux que nous reçûmes en Russie.

Delà nous nous rendîmes à Lubeck. J'y fis la connaissance de la célèbre Madame Rodde, fille du fameux professeur Schlözer, et de Mr. Charles de Villers, connu par sa traduction de Kant et par plusieurs autres ouvrages intéressants.

Le syndic de Lubeck, Mr. Curtius, avoit eu la bonté d'arrêter pour nous un passage sur un brick destiné pour St. Pétersbourg; nous n'y eûmes aucun des agréments qu'on nous avoit promis, et qui sont nécessaires pour adoucir l'ennui d'une traversée. A l'entrée du Golfe de Finlande nous eûmes un vent contraire et un fort gros temps: une nuit même nous manquâmes de périr sur les rochers qui bordent la Finlande. Aussi, en vue de Baltish Port en Esthonie, je me fis mettre à terre avec ma femme, mes gens, et une voiture que j'avois, et je continuai en poste, par Revel, ma route jusqu'à St. Pétersbourg, où nous arrivâmes extrêmement fatigués d'un aussi désagréable voyage.

CHAPITRE XII.

M. Buis, ministre de Hollande, démissionnaire. L'empereur Alexandre. Politique de la Russie. Projets de feu l'empereur Paul. Négociations avec la Russie et avec la Turquie. Un fils naît à M. Van Hogendorp. L'Empereur Alexandre le tient sur les fonts de baptême comme parrain. Cadeaux donnés à cette occasion. Éloge de l'empereur. M. de Markoff. La mort du duc d'Enghien. La cour de Russie prend le deuil à cette occasion. Le Ministre de France, Hédouville. Refroidissement entre les deux gouvernements. La perfide Albion. Napoléon devient empereur. Pozzo di Borgo. La crise approche (1805). Le général Van Suchtelen destiné à l'ambassade Russe vers le Japon. Le comte de Goloffkin vers la Chine. Les Jésuites en Russie. Coup d'oeil rétrospectif sur le séjour de deux années à St. Pétersbourg. Rentrée de l'auteur en Hollande passant par Berlin. Souvenirs du jeune âge. Le prince Ferdinand de Prusse. Détails d'intérieur de la famille de l'auteur.

Mon premier soin fut d'aller voir Mr. Buis, que je venois remplacer. Je le trouvai malade, ayant l'imagination frappée, et se plaignant beaucoup de son secrétaire, qui s'étoit mal conduit à son égard, profitant de son état de foiblesse. Mon arrivée le ranima et il m'acompagna chez le comte de Woronsoff, alors vice-chancelier de l'empire et ministre des affaires étrangères, auquel il me présenta.

Ce vieux ministre, fort rustre en ses manières et tout dévoué à l'Angleterre, auprès de laquelle son frère étoit ambassadeur, nous reçut néanmoins assez bien; il avoit connu en Hollande, où il avoit été antérieurement ministre, ma famille et mes relations; il ne

put s'empêcher de me témoigner sa surprise de *me voir servir le parti patriote.* Je lui répondis que je *ne servois que ma patrie.*

Pour présenter mes lettres de créance j'attendis le retour de l'empereur Alexandre, qui avoit été faire un court voyage en Esthonie. J'eus bientôt l'honneur d'être admis auprès de l'empereur et de l'impératrice à Kaminie Ostrow, petite maison de campagne fort modeste. J'en reçus l'accueil le plus grâcieux, et l'empereur daigna me donner les assurances les plus positives de sa bienveillance pour la république Batave, en me disant qu'il avoit chargé le comte de Woronzoff de traiter avec moi pour les intérêts qu'on m'avoit confiés. La politique de la Russie étoit en ce moment assez indécise. C'étoit en Juin 1803, que la paix d'Amiens étoit déjà à peu près rompue. A la mort de l'empereur Paul, qui étoit sur le point de se déclarer ouvertement pour la France, et qui s'étoit détaché avec éclat de l'Angleterre, l'empereur Alexandre avoit commencé par vouloir observer une stricte neutralité entre ces deux puissances, et rester en bonne intelligence avec l'une et l'autre. Cet état de choses duroit encore lorsque j'arrivai à St. Pétersbourg. L'amiral Sir John Borlaw Warren y étoit ambassadeur d'Angleterre, et le général Hédouville ministre de France. La crise, qu'amenoit la rupture de la paix, fit faire des efforts des deux côtés pour engager la Russie à prendre parti dans la nouvelle lutte qui alloit s'engager: ce qui donnoit une grande importance aux décisions du cabinet Russe, et on avoit espéré en Hollande que la protection de cette puissance pourroit faire obtenir à la république l'avantage de la

neutralité. Vain recours: dès mon arrivée je m'apperçus, comme je l'avois bien présenté, qu'il n'y avoit de ce côté aucune espérance. L'incertitude de la politique Russe à cette époque ne pouvoit pas se prêter à une pareille médiation: et si elle l'eut entreprise, elle y eut échoué. L'intérêt de la Hollande n'étoit pas assez puissant pour engager à de telles mesures. En 1795, par la seule conséquence de la révolution, nos relations avec la Russie avoient été interrompues, mais sans déclaration de guerre ni commencement d'hostilités; en 1799 l'empereur Paul envoya un corps de troupes se joindre aux Anglois, lors de l'expédition sur le Nord de la Hollande: ce qui nous mettoit par le fait en état de guerre avec la Russie. Cette expédition fut pourtant un des premiers motifs du mécontentement qui anima d'abord Paul contre l'Angleterre, et qui se changea bientôt, dans son caractère irascible, en une implacable haine. Il se rapprocha aussitôt de la France; voulant faire une guerre à outrance aux Anglois et voyant que ses forces maritimes n'étoient pas en état de se mesurer avec les leurs, il conçut le projet de les réunir à celles de la Hollande. Comme le duc de Wirtemberg, son beau-frère, y avoit un ministre, il le chargea d'insinuer au gouvernement Batave qu'il recevroit volontiers un ministre de la république, et même d'en demander un le plus promptement possible. Le gouvernement s'empressa de répondre à l'invitation et nomma Mr. Buis, ministre à Stockholm, avec ordre d'en partir sans délai pour St. Pétersbourg. Malheureusement Mr. Buis n'y arriva que deux jours avant la mort de Paul, dont il eut cependant une audience, tant ce prince étoit impatient de lui communiquer ses

intentions, qui n'étoient rien moins que de s'allier étroitement avec la Hollande, en fournissant tous les secours dont il pouvoit disposer, en argent, munitions navales, hommes et vaisseaux pour préparer dans ses ports, si voisins des côtes de l'Angleterre, des expéditions formidables combinées contre l'ennemi commun. Il promettoit d'accorder au commerce Hollandais tous les avantages dont les Anglois avoient joui dans ses états. Il demanda à Mr. Buis s'il étoit muni de pouvoirs suffisants pour signer à l'heure même un pareil traité. Celui-ci, étonné, ébloui par cette déclaration et n'osant en prendre sur lui la conclusion immédiate, répondit qu'il alloit dépêcher un courrier à son gouvernement pour en prendre les ordres, ce que l'empereur lui recommanda de faire avec le plus de célérité qu'il pourroit. Il travailla donc tout le jour à ses dépêches qu'il comptoit faire partir le lendemain. Il fut réveillé par la nouvelle que Paul étoit mort pendant la nuit, et le même courrier fut chargé de l'annoncer en Hollande. Cette catastrophe, dont Mr. Buis apprit bientôt la véritable nature, dût lui causer des inquiétudes pour le succès de sa mission. Mais peu de jours après, l'empereur Alexandre lui fit donner et lui donna lui-même les assurances les plus positives de ses dispositions pacifiques, et en particulier de sa bienveillance pour la république Batave.

Il ne fut plus question des projets hostiles de l'empereur Paul contre l'Angleterre, mais Mr. Buis continua ses négociations pour obtenir un traité de commerce, et l'empereur Alexandre le lui promit. On s'occupa en Hollande d'en rédiger le plan; mais ce ne fut qu'avec la lenteur accoutumée, et la maladie de Mr. Buis y vint mettre de nouvelles entraves. A mon arrivée je

trouvai que rien n'étoit fait, et qu'au contraire le gouvernement s'étoit beaucoup refroidi à cet égard. Le comte de Woronzoff, grand partisan des Anglois, savoit bien qu'il n'étoit pas dans leurs intérêts d'accorder aussi à d'autres peuples, aux Hollandois surtout, des privilèges qu'ils cherchent toujours à obtenir dans les pays étrangers où ils ont de l'influence. Dès ma première conférence avec lui, je m'apperçus de la vive opposition que j'éprouverois. Il me parla beaucoup de l'inutilité et même du danger des traités de commerce en général : j'abondai là-dessus dans son sens. Mais je lui fis en même temps observer que puisque l'Angleterre avoit obtenu de la Russie un pareil traité, les autres nations, et surtout les Hollandois, ne pouvoient plus soutenir la concurrence, et qu'ils étoient bien forcés de demander un traité de commerce qui leur assurât les mêmes avantages, pour pouvoir continuer le commerce avec la Russie. Néanmoins la négociation n'avança guères. Peu après le comte de Woronzoff s'étant retiré dans ses terres à cause du mauvais état de sa santé, le prince Adam Czartoritzky fut chargé du portefeuille des affaires étrangères en qualité de ministre-adjoint. Auprès de celui-ci j'avois encore moins de chances favorables. Sombre, taciturne et passionné pour l'Angleterre, tous mes efforts étoient peine perdue. D'ailleurs le renouvellement de la guerre, qui se ranima avec plus de fureur que jamais, rendoit tout traité inutile. Il valoit mieux attendre d'autres circonstances. On m'assuroit aussi que le traité de commerce avec l'Angleterre, qui alloit expirer, ne seroit point renouvellé pour l'avenir. Je proposai donc au gouvernement de la république d'abandonner cette négociation pour le moment, ce qui fut approuvé.

J'obtins d'un autre côté, par l'influence de la Russie auprès de la porte Ottomane, le libre passage des Dardanelles pour nos vaisseaux. Notre ambassadeur près la porte, Mr. Van Dedem de Gelder, s'étoit obstiné à vouloir obtenir cette faveur par l'intervention de la France, dont l'influence n'y étoit pas alors aussi grande que celle de la Russie: et le comte de Woronzoff, qui trouvoit que par là il avoit manqué d'égards pour son gouvernement, vouloit exiger le rappel de Mr. Van Dedem. Je parvins, quoiqu'avec peine, à calmer sa colère, et le privilège nous fut accordé. Mais la guerre en annulla l'effet dans ce temps.

Ma femme mit au monde un fils au mois de Septembre 1803, et l'empereur Alexandre daigna nous faire l'honneur de le tenir sur les fonts du baptême comme parrain. Je me rendis au palais de Tauride avec mon fils et l'ecclésiastique de religion protestante qui devoit faire la cérémonie. En y arrivant, le grand maréchal du palais, comte de Tolstoy, me fit observer que, d'après le rit de la religion Grecque et la coutume en Russie, le père ne devoit point assister au baptême. Je lui répondis que le rit protestant le permettoit. Il fut prendre les ordres de l'empereur, qui m'autorisa à m'y conformer et parut peu après dans l'appartement où nous l'attendions. Sa majesté, après m'avoir dit quelques paroles gracieuses appropriées à l'occasion, dit au ministre qu'il vouloit que la cérémonie se fit, sans rien omettre, d'après le rit de l'église protestante. Le ministre lut donc la liturgie, et ensuite pria l'empereur de prendre l'enfant sur ses bras, de le présenter au baptême et de dire le nom qu'il désiroit lui donner. L'empereur daigna lui donner son propre nom

Alexandre, prit l'enfant, le tint sur ses bras durant l'administration du baptême et la prière. Il avoit écouté avec beaucoup d'attention et de recueillement la lecture du rituel et le discours du ministre ainsi que la prière, et me dit que cette cérémonie, d'après notre rit, étoit simple et tout à la fois édifiante. Nous nous retirâmes. Le même jour, l'empereur envoya en présent un diadème en brillants pour ma femme, et une bague de diamants pour le ministre.

J'ai toujours senti une extrême reconnaissance pour cette marque d'une bienveillance délicate que l'empereur voulut m'accorder. Durant tout le temps de notre séjour à St. Pétersbourg nous avons été traités avec les mêmes égards par la famille impériale, et partout, à la cour, au milieu d'une société brillante, nous reçûmes un accueil flatteur. Ma femme surtout avoit réuni tous les suffrages par les agréments de son extérieur et de son esprit, par la douceur de son caractère et par sa conduite irréprochable.

La politique de la Russie sembloit toujours tendre à la paix et à l'observation d'une exacte neutralité. Cependant un bon observateur pouvoit voir que la crise étoit prochaine. A la mort de Paul 1er, Mr. de Kalitsheff étoit ministre de Russie: on avoit eu l'influence sur l'esprit du nouvel empereur de le faire remplacer par Mr. de Markoff. Probablement Mr. de Woronzoff avoit opéré ce changement; quoiqu'il en fut, c'étoit décider la rupture; aussi peut-on trouver dans un recueil de papiers saisis alors par le gouvernement Prussien à Bayreuth sur des émigrés Français, une lettre où l'un d'eux félicitoit un ami de la nomination de Mr. de Markoff comme l'indice certain d'une brouillerie pro-

chaine. Cet homme avoit commencé sa carrière par une commission dont la police l'avoit chargé, celle de faire saisir en Hollande quelques jeunes Russes de qualité qui avoient fabriqué de faux billets de banque, et cherché à les introduire en Russie dans l'intérieur d'un forte-piano. Il réussit à les attirer à bord d'un vaisseau, où on les jetta enchaînés à fond de cale pour les transporter en Russie. Non content de ce triomphe, il profita du moment et de la circonstance pour débusquer le respectable prince Galitzin, alors ministre de Russie en Hollande, et se faire nommer à sa place. J'étois alors à La Haye, fort jeune encore. Mais j'en ai conservé parfaitement le souvenir. C'est l'homme le plus laid que j'aie vu de ma vie; et il me rappelloit toujours l'anecdote de Pélisson, secrétaire de l'intendant-général Fouquet, remarquable aussi pour sa laideur. Un jour une dame, le rencontrant dans la rue sans le connoître, le prie fort poliment, et tout en lui fesant des excuses, de monter un moment avec elle dans une maison voisine: c'étoit l'attelier d'un peintre auquel la dame dit, en lui présentant Pélisson: justement ainsi, monsieur, trait pour trait. Et puis remerciant Pélisson de sa complaisance, le congédia. Elle fesoit faire un tableau de la tentation de notre seigneur par le diable, et voulut que le peintre donnât les traits de Pélisson à ce dernier.

Mr. de Markoff ne manqua pas, dans sa mission en France, à ce qu'on attendoit de lui. Ayant beaucoup d'esprit, ses expressions sarcastiques ne pouvoient qu'irriter et provoquer le premier consul, plus accoutumé à la franchise des camps qu'à la réserve diplomatique des cours. Il se rendoit de préférence accessible aux mécontents, et toutes les fausses nouvelles, les mé-

chantes anecdotes qui échappoient de leurs bouches, étoient mandées par lui à sa cour comme des faits certains. Enfin il sut si bien s'attirer l'indignation du premier consul, que celui-ci écrivit une lettre de sa main à l'empereur Alexandre pour s'en plaindre, et ordonna au général Hédouville, son ministre à St. Pétersbourg, de la remettre en audience particulière. Je vis ce ministre au sortir de l'audience, et il me dit que l'empereur de Russie avoit très bien reçu la lettre, et désapprouvé la conduite de Mr. de Markoff. Mais ensuite, quand il en eut fait part à son conseil, le comte de Woronzoff avança qu'il falloit toujours soutenir la conduite de son ministre, même en la condamnant, surtout envers un gouvernement non souverain, et un homme comme Bonaparte. Cette opinion prévalut; et on envoya, comme une marque d'approbation, à Mr. de Markoff, le cordon bleu ou de St. André, qui est le premier ordre de Russie, et la permission de revenir en Russie par congé. Mr. de Markoff n'eut rien de plus pressé que de se présenter à l'audience du premier consul avec sa diabolique figure, où règnoit une joie ironique, et son cordon nouveau, dont il fesoit parade, en disant qu'il venoit de le recevoir de son souverain comme l'approbation manifeste de sa conduite, avec la permission de quitter son poste, qu'il disoit avoir sollicitée depuis longtemps. De tels procédés ne pouvoient qu'aigrir, et dès ce moment on ne pouvoit plus douter d'une rupture prochaine.

Mr. de Markoff revint à Pétersbourg, où l'on croyoit qu'il alloit jouer un grand rôle, et qu'il jouiroit d'un grand crédit. On se trompa: l'empereur Alexandre, qui, par une rare modestie et par défiance de lui-même,

avoit soumis son opinion à celle du conseil, ne pouvoit pourtant approuver en lui-même la conduite de Mr. de Markoff, et il parut même qu'il conçut pour lui une aversion marquée, à laquelle contribua sans doute aussi une bassesse que fit en même temps cet homme. Il avoit acheté à Paris, dans des ventes et à vil prix, beaucoup de bronzes, des objets d'horlogerie assez curieux et d'autres bijoux qui en Russie étoient de contrebande; et il les introduisit à St. Pétersbourg parmi ses effets pour lesquels il avoit obtenu, comme de coutume, la libre entrée. Ensuite il fut assez déhonté pour les faire exposer en vente dans un magasin, quoique sous un autre nom que le sien. Mais tout le monde savoit si bien la vérité, que dans la société j'ai entendu souvent dire: avez-vous vu les bronzes de Markoff? allons voir les bronzes de Markoff. L'empereur en fut indigné. Au lieu de devenir, comme on l'avoit cru, ministre des affaires étrangères, il fut obligé d'aller cacher son déshonneur dans ses terres; et son avilissante spéculation l'a si bien perdu que depuis on ne l'a plus jamais vu reparaître sur la scène du monde politique.

L'empereur Alexandre étoit de très bonne foi dans son désir de rester neutre. La douceur de son caractère et son extrême modestie, qui diminuoit à ses yeux la grandeur de ses propres moyens, lui fesoient craindre la guerre, ou du moins chercher à l'éviter. Et s'il ne fut survenu des événements extraordinaires dont l'intrigue sut s'emparer pour ébranler ses dispositions pacifiques, je crois qu'il se seroit difficilement laissé entraîner à une rupture. Ce fut la nouvelle de la mort du duc d'Enghien qui mit toutes les passions et tous les intérêts en jeu. Dans le cours ordinaire des choses, les

Bourbons eussent-ils encore siégé sur le trône de France, la cour de Russie, d'après l'usage et l'étiquette, n'auroit pas porté le deuil pour le duc d'Enghien, qui n'étoit que prince apanagé. L'empereur n'en avoit aucunement l'intention; et d'ailleurs aucune communication officielle n'en avoit été faite, et n'en pouvoit avoir été faite, puisqu'aucun envoyé diplomatique des Bourbons n'étoit alors admis, et que le marquis de la Ferté, quoiqu'agent de Louis XVIII, n'étoit pas reconnu pour tel. Cependant l'impératrice mère, gagnée par des suggestions étrangères, obtint de son fils, qu'un deuil de cour seroit ordonné et porté pour l'occasion. Le ministre de France, le général Hédouville, ne pouvoit pas naturellement se soumettre à ce deuil. Mais il auroit dû au moins ménager la fermentation du moment, et se montrer aussi peu que possible dans la société. Sa femme, jeune personne d'une ancienne famille, mais dont l'éducation avoit été entièrement négligée durant la révolution et dont la conduite étoit fort inconsidérée, eut l'imprudence de venir à une grande réunion chez le Prince Bellorelsky, habillée en couleurs, tandisque toutes les femmes Russes étoient en deuil, et quelques unes même en profond deuil par une exagération à la mode. Elle fut presque insultée; et ayant montré ressentir l'offense, elle fut obligée de se retirer, ce qu'elle fit en pleurant. Son mari n'y étoit pas, je ne sais plus pour quelle raison. Mais il fut lui-même mal reçu dans plusieurs maisons où il se présenta, quoiqu'on n'osât pas l'insulter directement. Il étoit d'un caractère extrêmement doux, et avoit les manières d'un homme de cour et de bonne société, jouissant d'une grande considération personelle. Cependant, à la suite d'un grand

nombre d'explications et de messages, auxquels donna lieu l'événement que je viens de rapporter, on pouvoit s'apercevoir que la bonne harmonie entre la Russie et la France diminuoit de jour en jour et alloit enfin cesser entièrement.

L'Angleterre ne négligea pas cette occasion de souffler la discorde, et de donner le branle à ses agents publics et secrets. Il y en avoit alors de toutes les espèces à St. Pétersbourg. Leur nombre, déjà considérable, fut encore augmenté de nouvelles recrues qu'on envoya pour tirer parti du moment. La plupart des grands seigneurs Russes étoient, par intérêt, dans le parti Anglois et par passion contre la France, ce qui étoit d'autant plus singulier que par leurs moeurs, leurs habitudes et même leurs habillements ils se rapprochent beaucoup plus des François, dont ils parlent aussi généralement la langue mieux qu'aucune autre nation d'Europe: et quand la paix leur permet des voyages, ils vont presque tous en France, tandis qu'il est rare d'en voir en Angleterre.

Mais comme ils sont tous grands propriétaires, et tirent de leurs paysans, serfs ou plutôt esclaves, leurs revenus en nature et en matières brutes qu'ils ne peuvent convertir en argent qu'en les livrant au commerce étranger, s'ils se trouvent en guerre avec les Anglois, ceux-ci non seulement ne peuvent pas venir leur acheter les productions de leurs domaines, mais encore empêchent les autres nations de venir les prendre, ce qui en fait baisser les prix souvent de la moitié et fait essuyer aux grands des pertes considérables, qui les jettent dans un extrême embarras pécuniaire. Aussi n'y a-t-il pas de doute que la crainte d'une guerre

contre l'Angleterre, à laquelle paroissoit décidé l'empereur Paul, n'ait amené la catastrophe dont il a été la victime. L'aversion des grands pour la France étoit due à la révolution, dont ils devoient naturellement détester les principes, à l'aggrandissement de cette puissance qu'ils voyoient d'un oeil jaloux, et à l'élévation subite du premier consul qui venoit d'être déclaré empereur des François.

Quoique toutes les cours de l'Europe, excepté l'Angleterre et la Russie, eussent reconnu spontanément le titre d'empereur que venoit de prendre Napoléon, presque toutes travaillèrent secrètement auprès de l'empereur Alexandre pour l'engager dans une nouvelle coalition contre la France, et pour parvenir à ce but leurs ministres s'agitèrent en tous sens à St. Pétersbourg.

L'ambassadeur d'Autriche, le comte de Stadion, ne fut pas des moins actifs, et sa cour, ne le croyant peut-être pas assez fort lui seul, lui envoya pour auxiliaires le colonel de Stutterheim, et le fameux Pozzo di Borgo. Le premier, officier de mérite, Saxon d'origine mais entré au service d'Autriche, fut envoyé sous le prétexte d'enseigner le service et les manoeuvres de l'arme des Uhlans au nouveau régiment de cette arme que le grand-duc Constantin venoit d'organiser: ce qui lui permettoit d'être presque toujours avec le grand-duc et d'approcher souvent de l'empereur Alexandre. C'étoit un jeune homme fougueux et entreprenant qui vouloit parvenir, quoiqu'il en dût coûter, et qui croyoit que la guerre avec les François, qu'il détestoit cordialement, lui en fourniroit la meilleure occasion.

Pozzo di Borgo, Corse d'origine, avoit beaucoup connu

Napoléon, quand tous deux étoient jeunes encore. Il avoit été député à l'une des premières assemblées nationales de France, et depuis s'étoit engagé dans le parti de Paoli, et lié à ceux qui vendirent leur pays à l'Angleterre: ce qui lui valut les bonnes grâces et la confiance de lord Minto. Ce dernier, lorsqu'il fut obligé d'évacuer la Corse, l'emmena avec lui à Vienne, d'où il fut député, à l'occasion dont je parle, pour St. Pétersbourg. De tous les millions d'ennemis de Napoléon, c'est sûrement le plus invétéré et le plus implacable. Il paroit avoir dévoué toute son existence et toutes ses facultés à lui faire tout le mal possible. Mr. de Stadion le présenta à la cour et dans la société. Mais comme cette démarche n'étoit pas suffisante, on sut, par le moyen du colonel de Stutterheim et d'autres initiés dans la grande intrigue, lui procurer la connaissance de plusieurs aides-de-camp de l'empereur, qui logeoient au château, et près desquels Sa Majesté venoit souvent passer une partie de la matinée. C'est là que Pozzo di Borgo, profitant de sa présence, débitoit, sous la forme d'anecdotes, tout ce que la calomnie et la méchanceté pouvoient inventer de plus atroce contre son ennemi, qu'il prétendoit avoir beaucoup connu, durant son jeune âge, dans leur commune patrie. Comme il fesoit les mêmes récits dans les sociétés, quoiqu'avec circonspection, ils se répandoient naturellement et c'est ainsi qu'ils me revinrent. Ce poison n'a pas manqué d'opérer dans la fermentation de cette époque; et on peut attribuer à un moyen aussi odieux une puissante influence sur la suite des événements qui ont étonné l'Europe. On a vu depuis quel rôle a joué Pozzo di Borgo: et je n'en parlerois pas, si, dans tous les

temps, de grands événements n'eussent été produits par de petites causes, et par des hommes fort médiocres.

La Russie n'avoit pas nommé d'autre ministre à la place de Mr. de Markoff, et n'avoit pas reconnu Napoléon comme empereur. Mr. de Hédouville reçut donc l'ordre de quitter St. Pétersbourg. Cependant Mr. de Rayneval y resta comme chargé d'affaires, de sorte que la rupture n'étoit pas encore positive, et qu'il semblait rester un rayon d'espérance. Mais ceux qui étoient bien informés ne pouvoient plus douter de l'existence d'une nouvelle coalition. On en fit un grand mystère; et le Prince Czartoritzky, lors du départ du général Hédouville, m'ayant invité à une conférence, me dit qu'il avoit ordre de l'empereur Alexandre de me déclarer, que malgré les altercations qui venoient d'avoir lieu entre la Russie et la France, et les suites qu'elles pourroient avoir, Sa Majesté conservoit et conserveroit toujours les mêmes sentiments d'amitié et de bienveillance pour la république Batave, et qu'il me prioit de communiquer cette assurance le plus promptement possible à mon gouvernement. Je lui répondis que je n'y manquerois pas, et que d'avance j'osois lui donner la certitude que le gouvernement de la république sauroit apprécier dignement cette nouvelle marque de bienveillance que l'empereur vouloit bien lui donner dans cette occasion, mais qu'en même temps je croyois devoir lui faire observer que la république, engagée avec la France dans une alliance intime par des traités solemnels, se trouveroit toujours obligée à suivre la marche politique de cette puissance.

Cette conférence donna lieu à une particularité assez piquante. Comme la république Batave avoit reconnu

Napoléon comme empereur, je ne pouvois, en parlant de lui, le nommer autrement: sur quoi le prince Czartoritzky me dit: mais de qui parlez-vous donc? Je répondis: *C'est de l'empereur Napoléon, empereur des François. Mais nous ne le reconnoissons pas comme tel*, répliqua le prince. *Il se peut ainsi, mon prince; mais mon pays et mon gouvernement l'ayant reconnu comme tel, et même étant allié très intimement avec lui comme tel, il est de mon devoir de ne le nommer jamais autrement.* Et nous continuâmes la conférence, le prince le nommant le *premier consul* ou *Bonaparte*, et moi *l'empereur Napoléon.*

Je m'empressai de transmettre au gouvernement d'état la connaissance de cette déclaration, de la réponse que j'y avois faite, enfin de toute ma conduite, qui fut pleinement approuvée. Nous étions alors au printemps de 1805. Il étoit clair dès lors que la crise approchoit. Ma femme venoit d'accoucher pour la seconde fois et nourrissoit son enfant, de sorte que je craignois pour elle la nécessité d'un voyage en hyver, si la rupture éclatoit vers ce temps. Je demandai donc à mon gouvernement et j'en obtins la permission de revenir en Hollande par congé. Quand je l'annonçai au prince Czartoritzky il en parut piqué, se doutant bien que j'avois deviné ce que lui et ses adhérents vouloient cacher aussi longtemps que possible. Lorsque j'allais prendre congé de l'empereur Alexandre et que je lui dis que j'espérois bientôt revenir, il me répondit: *Oh! vous ne reviendrez pas ici;* ce qui me frappa: puis il ajouta: *Vous allez occuper une grande place aux Indes Orientales.* Je suppose que Mr. le comte de Stachelberg, son ministre en Hollande, le lui avoit écrit, comme réellement il en avoit été question plusieurs fois pen-

dant le séjour qu'il y fit; car il restoit toujours dans le gouvernement un parti considérable qui pensoit qu'on devoit m'envoyer aux Indes pour y introduire le nouveau système d'administration.

L'empereur Alexandre tournoit aussi dans ce temps ses vues vers l'Orient, et envoyoit deux ambassadeurs, l'un au Japon, l'autre à la Chine. Le général Van Suchtelen, Hollandais depuis longtemps au service de la Russie et chef du corps du génie, avec lequel je vivois et bonne amitié, vint un jour chez moi avec Mr. le chambellan de Rézanoff, nommé à la première ambassade, pour me le présenter, et me prier, de la part de l'empereur, de lui donner quelques renseignements sur le Japon, ainsi que des passeports et des lettres d'introduction pour les gouverneurs et chefs des comptoirs Hollandais dans cette contrée ou dans d'autres établissements où il pourroit relâcher pendant son voyage. Je ne balançai pas un moment à satisfaire les désirs de Sa Majesté, malgré le système d'exclusion et de mystère observé toujours au sujet de nos possessions, et relativement au Japon surtout, par le gouvernement et par la direction de la Compagnie des Indes. Je donnai à l'ambassadeur tous les renseignements que j'avois pu autrefois obtenir du pays où il étoit envoyé et où je n'avois jamais été moi-même. Je lui donnai en même temps les passeports qu'il souhaitoit, et les lettres les plus pressantes pour les gouverneurs et chefs de nos établissements, sans lui cacher néanmoins mon opinion, basée sur les connaissances que j'avois été à portée d'acquérir, qu'il ne réussiroit pas dans le but de son ambassade, et qu'il ne parviendroit même pas à obtenir de l'empereur du Japon une au-

dience ou seulement la permission d'aller de Nangasaki, seul port où il seroit admis, à la capitale de l'empire, Jédo. L'événement a pleinement justifié ce que j'avois dit alors, comme on peut le voir par les ouvrages du capitaine Konsenstiern, commandant de l'expédition, et de Mr. de Langsdorff, qui en a donné aussi une relation fort estimée. Les Japonois, non plus que les Chinois, ne se soucient d'aucune liaison de politique avec les nations Européennes; et pour celles même de commerce, ils ne s'y livrent qu'aussi peu que l'exige leur intérêt, et sauf les restrictions commandées par leur politique jalouse et méfiante. Mr. de Rézanoff m'adressa par Batavia un gros paquet de dépêches pour l'empereur son maître. Je les reçus à La Haye en 1806, pendant la guerre, et j'eus soin de les faire parvenir à Sa Majesté impériale par l'intermédiaire de Mr. Bagge, consul-général de la république, qui demeuroit toujours à St. Pétersbourg.

J'étois convaincu, à peu près pour les raisons que j'ai déjà rapportées, que l'ambassade à la Chine, à laquelle étoit nommé Mr. le comte de Goloffkin, réussiroit aussi peu que celle du Japon; et cette opinion se fortifia encore dans mon esprit à une occasion assez singulière. Je voyois souvent dans une maison de ma connaissance le père Grueber, général ou supérieur des Jésuites en Russie, où ces bons pères jouissoient alors de beaucoup de crédit, et d'après des conversations que j'eus avec lui au sujet de la Chine et des missions dans ce pays, je découvris clairement, quoique le père Grueber fut très fin et très délié, que les Jésuites avoient puissamment contribué à faire manquer l'ambassade de Lord Macartney à Pékin, s'en vantoient

et se proposoient bien de faire manquer aussi celle du comte de Goloffkin, ainsi que toutes celles que les gouvernements de l'Europe s'aviseroient d'y envoyer encore. Cependant, à cette époque les Jésuites étoient protégés et favorisés en Russie. J'osai, dans une discussion que j'eus un jour à leur sujet avec le comte de Maistre, ministre de Sardaigne, homme de beaucoup d'esprit et de bien loin mon supérieur en dialectique et en savoir, soutenir, non seulement que ces bons pères étoient extrêmement dangereux pour tous les pays où on les admettoit, mais que même on se verroit obligé avant peu d'années de les chasser de St. Pétersbourg: ce qui eut lieu effectivement.

Je suis resté deux ans à St. Pétersbourg, et je ne saurois que me louer des bons traitements que nous y avons reçus. C'étoit ma première mission, et quoique mon caractère ni la manière d'être à laquelle je m'étois habitué, ne fussent guères d'accord avec la diplomatie, j'ai eu le bonheur de contenter mon gouvernement, et, autant que j'ai pu m'en appercevoir, celui auprès duquel j'avois eu l'honneur d'être accrédité, ce qui dans la situation politique, au milieu des événements de cette époque, pouvoit être jugé difficile. Ma franchise, que je n'ai jamais pu faire plier à cette dissimulation qu'on tient généralement pour l'une des premières qualités d'un diplomate, me fesoit convenir de mes opinions politiques qui n'étoient pas au ton de celles alors en vogue à St. Pétersbourg. Convaincu dès mon enfance que pour ma patrie, froissée entre l'Angleterre et la France, l'alliance avec cette dernière est la plus avantageuse, et la voyant intimement unie à la France à cette époque, je penchois du côté où je voyois pencher

la balance de ses intérêts. J'avois une haute idée du génie et du caractère de l'empereur Napoléon, sans cependant approuver bassement toutes ses mesures à l'égard de mon pays; et comme je ne cachois pas cette opinion, j'eus souvent des discussions à soutenir là-dessus. Mais toujours modéré, discret et plein d'indulgence pour les sentiments des autres, la liberté avec laquelle je parlois ne m'a jamais attiré de désagréments.

J'ai vu souvent les ministres de quelques puissances secondaires, alliées ou dépendantes de la France, affecter de se plier aux intérêts et aux principes des cours auprès desquelles ils résidoient, abondant même dans le sens des opinions à la mode contre la France et particulièrement contre Napoléon. Cette politique m'a toujours semblé maladroite, en supposant même le cas, ce dont je doute, que leurs gouvernements eussent eux-mêmes secrètement nourri les mêmes idées. J'ai toujours pensé, et cette maxime a été la règle de ma conduite, qu'un ministre doit en toute occasion agir et parler dans l'esprit politique adopté et suivi, fut-ce même forcément, par le gouvernement qu'il représente, ou, si ses sentiments y répugnent, ne pas accepter de place tant que dure un tel ordre de choses.

Je quittai enfin la Russie après un séjour de deux ans qui m'y fut d'autant plus agréable, que ma femme, dont le bonheur fesoit le mien, s'y plaisoit beaucoup. Mais ma fortune en souffrit considérablement; car malgré notre économie et la bonne intention de ne pas dépenser plus que nos revenus, nous fûmes entraînés au-delà par le luxe de ce pays, le prix extrêmement haut de tous les objets et le désavantage du change, qui ne me laissa que dix-huit mille roubles pour mes trente

mille florins d'appointements: somme qui ne peut pas suffire pour vivre à St. Pétersbourg avec tant soit peu de décence, en qualité de ministre. Cette brêche, faite à ma fortune, fut encore agrandie par la baisse subite des fonds Français dont j'ai déjà rapporté les funestes conséquences à mon égard, et par la perte de mon procès contre Mr. Umbgrove, en première instance, qui venoit d'être terminé, et qui donnoit des inquiétudes cruelles à ma mère pour son cautionnement; de sorte que je ne partis pas, pour retourner dans ma patrie, sous des auspices bien favorables.

Je ne me risquai pas cette fois sur la Baltique, et je fis le voyage par terre en passant par Koenigsberg et Berlin. Dans cette dernière ville, où nous nous reposâmes quelques jours, je revis beaucoup d'anciennes connaissances du temps de ma jeunesse, que j'y avois faites pendant les trois ans que j'y passai, de 1779 à 1782. J'en fus reçu avec beaucoup de cordialité, et je puis dire que j'éprouvai alors une satisfaction bien vive et bien sincère. Un de mes anciens camarades, jadis officier dans le même régiment que moi et avec lequel j'avois vécu dans une grandé intimité, Mr. d'Auwerswald, étoit ministre d'état et président de l'administration de la Prusse Orientale. D'autres étoient généraux et officiers supérieurs, et dans toutes les classes je trouvai des personnes qui m'étoient attachées encore, toutes charmées de me revoir après plus de vingt ans, et me fesant, à moi et à ma femme, l'accueil le plus amical. Je revis avec un grand plaisir le bibliothécaire du roi, Mr. Biester, cet homme estimable qui avoit pris une si grande part à l'éducation, d'abord de mon frère Charles, ensuite de deux autres de mes plus jeunes frères.

Je me fis une véritable fête d'aller voir le corps des cadets, où j'avois été élevé. On avoit bâti un nouvel édifice, commencé lorsque j'y étois encore, et dont la magnificence et la grandeur répondoient à l'utilité de ce noble établissement, où l'on avoit d'ailleurs introduit beaucoup de changements et d'améliorations. Quelques officiers, qui déjà y étoient de mon temps et qui s'y trouvoient encore, se firent un plaisir de me tout montrer. Un professeur d'histoire dont l'exellente manière d'enseigner m'avoit été infiniment utile, Mr. Beckmann, alors en cheveux blancs, me reçut dans sa classe avec une sensibilité touchante, et me présenta aux jeunes gens qui l'écoutoient, comme un homme qui avoit bien profité de sa jeunesse, et qui, en récompense, avoit été appellé à l'honneur de servir sa patrie dans les emplois les plus distingués: ce qui me causa une émotion vive et agréable. Le prince Ferdinand de Prusse, frère du grand Frédéric, vivoit encore, et me fit l'honneur de m'inviter à souper. Je retournai chez plusieurs personnes avec lesquelles je m'étois autrefois lié dans les différentes sociétés que j'avois vues, et particulièrement dans celle du comte de Heiden, ministre de Hollande à Berlin dans le temps que j'étois au corps des cadets.

Enfin j'arrivai en Hollande avec ma femme et mes deux fils nés en Russie, qui jouissoient d'une bonne santé. Mon fils aîné, qui étoit resté durant tout ce temps à Soneze dans la maison de Mess^{rs}. Ferlus, dont j'étois fort content et où je comptois le laisser encore quelques années, avoit alors seize à dix-sept ans, et me demanda instamment à revenir auprès de moi. Il avoit gagné sa grand-mère, qui pria pour lui, et je fus comme forcé

de céder à ses désirs. On avoit malheureusement réussi à lui inspirer quelques sentiments de défiance contre sa belle-mère, qui cependant n'a jamais mérité de pareils soupçons. Je trouvai que son physique avoit singulièrement gagné: il avoit acquis des manières agréables et pleines d'aisance; mais son éducation n'étoit pas aussi complète que je l'eusse désiré, et il avoit pris en France un goût décidé pour l'état militaire, qui n'étoit pas pourtant celui que je préférois pour lui et auquel je le destinois. Comme il étoit l'aîné de mes fils j'avois l'intention de l'élever pour la carrière du civil, et de lui faire suivre les études nécessaires à l'université de Leyde. Je l'envoyai dans cette ville avec Mr. Spoenlin, le même qui l'avoit mené à Soneze, pour qu'il se préparât à entrer à l'université. Mais ce fut en vain: son penchant étoit trop fort. Je sus encore me prêter à ce qu'il vouloit, mais j'exigeai au moins que s'il embrassoit l'état militaire, il entrât au service de mer de la République. Il devint aspirant à bord d'un vaisseau de ligne, mouillé avec la flotte à la rade du Texel.

CHAPITRE XIII.

État dans lequel se trouve la République Batave. Ses rapports avec la France. Les frères Verhuell. Le général Daendels. M. de Sémonville, ministre de France en Hollande. M. Schimmelpenninck. M. Brantzen. Ouvertures pour offrir la couronne de Hollande au prince Louis Bonaparte. M. Van Hogendorp s'abstient. Il compte rentrer aux Indes. Le roi Louis prend les rênes du gouvernement. Relations de M. et de Mme. Van Hogendorp avec la cour. Nomination de l'auteur comme membre du conseil d'état. M. G. Six. Conversations avec le roi. Émeute avortée dans la flotte. Rôle qu'y joua, entr'autres, le fils de l'auteur, et suites favorables de cette affaire pour celui-ci. Campagne du roi. Occupation de la Frise Orientale. Opposition sourde et ouverte de Louis contre la politique de l'empereur. Il organise sa cour et son gouvernement. M. Van Hogendorp ministre de la guerre (1806). Détails sur sa gestion. L'empereur demande un corps d'armée auxiliaire. Mesures prises.

Notre république venoit d'éprouver dans la forme de son gouvernement un nouveau changement, qu'on ne peut pas précisément nommer une révolution: car tout se fit sans aucune commotion et le plus tranquillement du monde. En recommençant la guerre en 1803, Napoléon, encore premier consul, eut l'idée d'effectuer une descente en Angleterre, ou dumoins d'en inspirer la crainte aux Anglois. Il vint à Bruxelles où des membres du gouvernement d'état de la république, Messieurs

Van Haersolte et Becker, avec le ministre des relations extérieures, Mr. Van der Goes, étant allés le complimenter, il leur communiqua ses projets, et demanda que la république les secondât en faisant bâtir en Zéelande des bâtiments plats pour se joindre à la flotille Française à Boulogne et à Calais. Il demanda aussi que pour accélérer ces opérations, on désignât un officier général de la marine, actif et entendu, qui put surveiller la bâtisse et l'armement de ces bâtiments, en communiquant avec lui directement pour cet objet. Il insista même pour qu'on le lui nommât sans aucun délai. Les membres du gouvernement se trouvèrent fort embarrassés du choix.

Avant la révolution il y avoit eu dans la marine de l'état deux frères Verhuell, tous les deux élèves du célèbre amiral de Kinsbergen, et reconnus pour officiers de mérite. L'aîné avoit été nommé avec moi membre de la commission pour les affaires des Indes. Ce fut à lui qu'on pensa et on le nomma au premier consul. Mais quand les membres du gouvernement furent revenus à La Haye, et que Mr. Verhuell l'aîné eut été instruit de la tâche à laquelle il étoit destiné, il s'y refusa opiniâtrement; et comme on lui représentoit qu'après l'avoir nommé au premier consul on ne pouvoit se dédire, il proposa son frère cadet, qui portoit le même nom et dont la substitution ne pourroit pas être sue par le consul. Son frère étoit encore assez jeune et n'étoit que lieutenant de vaisseau lorsqu'à la révolution il quitta le service avec son aîné. Cependant on le nomma avec le grade de contre-amiral. Il plut au premier consul, qui le fit son aide de camp, et il s'acquitta de sa tâche avec beaucoup de zèle et de distinction, non

seulement en accélérant la construction et l'équipement de la flotille, mais encore en la conduisant avec bravoure et intelligence de Flessingue à Boulogne, à travers les vaisseaux de guerre Anglois qui vouloient s'y opposer.

Le gouvernement d'état ou des douze, quoique créé pour un bon motif: la réunion des partis, étoit composé d'éléments trop hétérogènes pour pouvoir remplir son objet; il n'avoit pas la force nécessaire pour contenir les partis dans l'intérieur; et à cette époque il eut été déjà culbuté par une révolution, que le général Daendels auroit conduite, selon sa coutume, si le gouvernement François ne l'avoit soutenu. Mais le premier consul lui-même n'étoit pas satisfait de ce gouvernement qui ne suivoit pas assez franchement ni avec assez d'énergie sa politique et particulièrement ses projets contre l'Angleterre. Je le sais, sans commerce la Hollande ne peut exister; et il étoit cruel de le voir entièrement anéanti par cette guerre qui épuisoit les ressources de l'état. Mais dans la situation des choses, pouvoit-il en être autrement? Et quand tous les partis, qui se reprochoient si amèrement tous ces malheurs les uns aux autres, eussent été d'accord, auroient-ils pu se soustraire à la prépondérance des François? L'alliance et les secours de l'Angleterre pouvoient-ils nous sauver? Avoient-ils pu nous sauver en 1795? Étoit-il juste de donner le nom de notre amie à cette puissance qui profitoit de nos malheurs pour nous dépouiller de nos colonies et détruire de fond en comble notre commerce? Et si telles étoient les circonstances où nous nous trouvions, sans aucune chance de pouvoir y produire un changement favorable, au moins pour le moment,

ne valoit-il pas mieux se résigner aux sacrifices et aller droit avec la politique Française, que d'empirer le mal par des réticences, par de petites ruses, par de vaines oppositions qui ne décéloient qu'une mauvaise volonté sans force? C'est sous ce jour que j'ai vu la question de bonne foi, et dans les intérêts de mon pays. Je puis m'être trompé, mais jusqu'à présent je n'ai pas sujet de le croire; car vouloir raisonner et conclure d'après les événements n'est pas d'une saine logique.

Le plus grand mal que la Hollande ait éprouvé de la suprématie et de l'influence des Français, nous a sans doute été fait par les généraux et par les ministres de France admis dans notre intérieur. Ces généraux pouvoient se contenter avec de l'argent, mais les ministres s'immisçoient dans les dissentions intestines et fomentoient les révolutions, comme a fait Lacroix, et d'autres. Le plus dangereux de tous, le plus immoral surtout et le plus intriguant, a été Mr. de Sémonville, quoiqu'envoyé par le premier consul et pouvant, par conséquent, le moins agir de sa propre volonté. Par ses menées, ses insinuations et ses rapports malveillants, et sur les personnes et sur les choses, il a fait plus de tort à la Hollande que tous ses prédécesseurs ensemble. C'est lui qui a le plus indisposé le premier consul et contre la nation et contre le gouvernement, et qui par-là nous a valu ces changements si souvent répétés, toujours nuisibles et humiliants pour un peuple, et qui ont fini par la perte entière de notre indépendance nationale.

On pensa, de côté et d'autre, trouver un remède à tous les inconvénients dans un gouvernement plus con-

centré pour la partie exécutive, à la tête duquel fut mis Mr. Schimmelpenninck, sous le titre de grand-pensionnaire. C'étoit un avocat distingué d'Amsterdam, qui avoit marqué, dès le commencement de la révolution, dans le parti modéré, avoit été ambassadeur en France et s'étoit trouvé au congrès d'Amiens, où il doit avoir beaucoup contribué, par sa sagesse et son esprit conciliateur, à l'oeuvre de la paix. Il préféra ensuite la mission en Angleterre, où il resta jusqu'à la rupture et où il eut le chagrin de voir amener dans la Tamise les vaisseaux Hollandois, pris par les Anglois, selon leur coutume, avant la déclaration de guerre. A son arrivée en Hollande Napoléon désira qu'il revint ambassadeur à Paris: et ce fut delà qu'il retourna dans son pays, en 1805, pour le gouverner comme grand-pensionnaire, assisté d'une assemblée législative décorée de l'ancien titre d'états-généraux, dont il étoit le président avec une autorité très étendue.

Mais ce n'est pas avec d'anciens noms qu'on fait revivre les anciens temps. L'ombre même en étoit effacée et les voeux les plus ardents ne pouvoient plus alors en rappeller l'image.

Néanmoins on étoit passablement satisfait, et les partis s'étoient sensiblement rapprochés. La douceur du caractère de Mr. Schimmelpenninck, son intégrité, et j'ajoute son patriotisme, engagèrent beaucoup de sectateurs de l'ancien parti à prendre part au gouvernement, de sorte que la machine auroit pu aller, et même bien aller, si une circonstance malheureuse n'étoit venue l'entraver. Mr. Schimmelpenninck, presqu'au moment même qu'il prit en main les rênes du gouvernement, fut frappé d'une maladie aux yeux qui devint bientôt une

cécité absolue. Il crut cependant pouvoir continuer sa magistrature. Mais en eut-il été capable même dans des temps paisibles? Et à cette époque les événements généraux de l'Europe commençoient à marcher avec une telle rapidité vers l'agrandissement de l'empereur Napoléon, que les nations secondaires étoient entraînées irrésistiblement dans la course de ce météore politique.

La courte guerre contre les Autrichiens et les Russes, terminée par la bataille d'Austerlitz en 1805, suivie, en 1806, par l'anéantissement de l'armée Prussienne à Jéna, avoit mis entre les mains de Napoléon une telle prépondérance de crédit et de force, qu'il en profita pour mettre son frère Louis sur le trône de Hollande dans le cours de cette dernière année, et en 1807, à la paix de Tilsit, pour créer le royaume de Westphalie en faveur de son frère Jérôme.

Lorsque Mr. Schimmelpenninck devint grand-pensionnaire, en 1805, il nomma ambassadeur à Paris un des membres du gouvernement, Mr. Brantzen, qui, avant la révolution, avoit occupé la même place en France et avoit signé la paix de 1782. Ce fut ce dernier qui fut chargé des premières ouvertures qu'on hasarda pour faire décerner la couronne de Hollande au prince Louis. Cette nouveauté produisit un étonnement général: tout le monde resta interdit et confondu et Mr. Schimmelpenninck s'y opposa tant qu'il put le faire, et tâcha de conjurer l'orage. Voyant que tous ses efforts seroient unitiles, il céda, mais avec dignité. Il convoqua les membres les plus notables du gouvernement, et, après leur avoir exposé la situation des affaires et ce qu'on venoit de proposer, il soumit la question aux suffrages de l'assemblée qui se prononça pour l'accep-

tation. Alors il résigna sa place et on nomma une commission composée de l'amiral Verhuell, de Mr. Gogel, ministre des finances, de Mr. G. Six, conseiller d'état, et de Mr. J. Van Styrum, membre des états-généraux, pour aller à Paris prier l'empereur Napoléon d'accorder le prince Louis, son frère, aux voeux de la nation Hollandaise qui le demandoit pour roi, avec une constitution établie sur des bases nouvelles. D'après une des clauses de la convention Mr. Schimmelpenninck étoit nommé président à vie du corps législatif, auquel devoit rester le titre d'états-généraux. Mais il s'y refusa noblement et aima mieux se retirer à sa maison de campagne en Over-Yssel.

Je ne pris aucune part à ces événements. Je ne me trouvois en Hollande que par congé, et ma mission, en Russie, étoit toujours censée existante: car nous n'étions pas en guerre directe avec cette puissance et ce n'étoit aussi que par congé que Mr. le comte de Stackelberg avoit quitté La Haye.

Je me sentois une répugnance naturelle contre cette mesure, qui donnoit notre couronne à un étranger. Ce n'est pas que je crusse qu'il eut été possible de s'y opposer, tant par la force des circonstances au dehors que par le défaut d'énergie et d'union dans l'intérieur. Mais ne pouvant l'empêcher je ne voulois pas m'en rendre complice. A mon départ de Russie je nourrissois encore l'espoir qu'on finiroit par m'envoyer dans l'Inde y introduire les changements projettés, d'autant plus que le gouvernement d'état n'avoit pu s'accorder sur la nomination d'un gouverneur-général, et que Mr. Wiese, qui l'était provisoirement, étant un homme très foible, avoit besoin d'un successeur d'un caractère énergique.

Mais en arrivant j'appris que Mr. Schimmelpenninck venoit de nommer pour gouverneur-général un de ses parents, Mr. Grasveld, qui avoit été ministre de la république à Lisbonne; qu'à celui-ci étoit adjoint, en qualité de commissaire-général, Mr. Elout, avocat, et qu'ils étoient chargés de mettre en vigueur la nouvelle forme d'administration, qui, proposée par la commission dont j'avois été membre pour nos établissements des Indes, avoit été adoptée d'abord par le gouvernement d'état, ensuite par le grand-pensionnaire, avec quelques améliorations ajoutées, dans un esprit libéral, au système que m'avoit dicté l'amour du bien public.

J'eus plusieurs conférences avec Mr. Schimmelpenninck sur ce sujet, qu'il me parut fort bien entendre. Je crus même découvrir en lui sa ferme intention de soutenir le système libéral et je pus encore, d'après ses discours, espérer de me voir employé comme je le souhaitois, soit dans la direction en Hollande, soit dans les Indes même. En attendant, pour terminer quelques prétentions que j'avois sur l'ancienne Compagnie, il m'accorda, à titre de liquidation, une somme de vingt mille florins, qui me vinrent fort à propos pour réparer le désordre dans lequel ma mission en Russie avoit jetté ma fortune.

Notre nouveau roi, Louis Napoléon, arriva enfin en Hollande au mois de Juin 1806. N'appartenant à aucun corps constitué, je ne lui fus présenté qu'à l'audience générale, et je ne voulus faire aucune démarche pour me mettre en avant, quoique dans la gêne de ma position, j'eusse eu besoin d'être employé. Ayant su qu'il se trouvoit alors en Hollande plusieurs ministres de la république auprès des cours étrangères, il se les fit

présenter par Mr. Van der Goes, déjà confirmé par lui dans la place de ministre des relations extérieures. Il me prit pour un autre et cette présentation n'eut aucune suite. Il nomma ses ministres, son conseil d'état, les officiers de sa maison, et je n'y fus pas compris. Je sus même bientôt qu'à Paris même on l'avoit déjà indisposé contre moi, en me représentant comme un républicain et comme un patriote, de sorte que je me préparois à faire ma retraite du mieux que je pourrois. Mais ma femme avoit plu infiniment à la reine, à laquelle elle avoit été présentée, et on lui fit proposer de devenir une des dames du palais. Elle en avoit peu d'envie, craignant que cette place ne la gênât dans les soins assidus qu'elle donnoit elle-même à ses enfants. On la rassura de ce côté, et je lui conseillai moi-même d'accepter, pour ne pas avoir l'air d'afficher un mécontentement d'autant plus hors de saison, que je sentois un extrême besoin d'avoir quelqu'emploi. Nous fûmes invités à dîner à la cour, et peu de jours après ma femme fut nommée dame du palais de la reine, avec quatre mille florins d'appointements. Elle étoit comblée de caresses par la reine et passoit presque toutes les soirées à la cour, dont la résidence étoit alors à la Maison du bois. Un soir le roi, s'y trouvant, vint s'asseoir à côté de ma femme, et lui demanda: *Mais que fait donc votre mari? Je ne le vois jamais.* Elle lui répondit qu'étant en congé de mission, je n'avois aucune occupation pour le moment *Eh bien!* répliqua-t-il, *je veux lui en donner. Dites lui qu'il vienne me parler demain au soir.* Je me rendis à la cour et le roi me fit dire de passer dans l'appartement de la reine, qui fut fort étonnée de me voir entrer, ne sachant ce dont il étoit

question. Le roi parut peu de temps après. Il me fit beaucoup de questions sur les places que j'avois remplies antérieurement, sur ce que j'avois été, sur mon séjour aux Indes etc.; et je m'apperçus facilement, dans le cours de cet entretien, qu'on lui avoit inspiré contre moi beaucoup de préventions fâcheuses, et qu'on avoit puissamment travaillé à m'écarter de tout emploi. Mes réponses parurent l'étonner et en même temps le satisfaire, et à la fin de la conversation il me dit: *Mais pourquoi ne m'avez-vous jamais rien demandé? Que souhaiteriez-vous être?* Je lui répondis: *Que jusques là, ayant toujours été censé ministre en congé, j'avois cru ne pas devoir demander d'autre place, mais que j'avois attendu les ordres de Sa Majesté. Eh bien!* dit-il, *je veux tirer parti des lumières que je vous connois, et vous nommerai de mon conseil d'état.* Je me retirai, en le remerciant, et peu après je reçus le décret qui me nommoit conseiller d'état en service ordinaire et président de la section de la guerre. Le lendemain je prêtai serment et pris séance au conseil d'état, où j'eus d'abord une discussion assez vive avec Mr. G. Six, président de la section de la marine au sujet d'un rapport qu'il fit sur l'état et sur la formation de la garde nationale. Il me parut d'un côté ne pas rendre hommage à la vérité, en parlant de la conduite qu'avoit tenue la garde nationale lors de la descente des Anglois dans le nord de la Hollande, en 1799, et qui étoit due à son organisation du moment, détruite bientôt après par le gouvernement d'état; et de l'autre, ne pas proposer les meilleurs éléments d'une organisation nouvelle. On ne décida rien, mais je fus nommé de la commission chargée de présenter un rapport sur la formation de la garde nationale du royaume, basée

sur le nouvel ordre de choses qu'avoit établi l'érection de la Hollande en monarchie. Après la levée du conseil le roi me prit à l'écart, et me dit *qu'il étoit fort content de la part que j'avois prise à la discussion, et que je devois toujours continuer à dire librement mon avis;* et il ajouta: *je vous ai fait président de la section de la guerre pour vous distinguer. Je sais que vous auriez mieux aimé être de celle des colonies; mais le président étoit déjà nommé et je voulois que vous fussiez président.* Je répondis qu'étant étranger à l'administration de la guerre, je craignois de ne pouvoir le contenter. *Oh!* dit-il, *cela n'est rien. Vous avez servi en Prusse; et d'ailleurs avec les connaissances générales que vous avez vous vous en tirerez fort bien.*

Quand on avoit voulu faire prêter le serment de fidélité au roi, sur la flotte au Texel, il s'étoit élevé une émeute parmi les équipages, moins par esprit de parti que par la persuasion où ils étoient, qu'ils devoient être licenciés ou dumoins payés de leur solde. L'amiral de Winter, qui en étoit le commandant, et les officiers des vaisseaux avoient réprimé les mutins avec beaucoup d'énergie, et mon fils, tout jeune qu'il étoit, s'étoit particulièrement distingué à bord de son vaisseau. Quand le roi voulut voir les officiers qui s'étoient fait le plus remarquer dans cette occasion, il fut du nombre de ceux qui allèrent à La Haye pour lui être présentés. Le roi, lui ayant demandé son nom, fut fort surpris d'apprendre qu'il étoit mon fils, et lui permit de dire ce qu'il souhaitoit. Alors mon fils lui exprima son désir de servir dans la cavalerie. Il fut en effet nommé provisoirement officier d'ordonnance auprès de l'état-major-général du corps d'armée qu'on formoit, et que

le roi alla commander en personne dans la Westphalie pour soutenir les opérations de l'empereur contre la Prusse. Il entra ensuite comme officier dans un régiment de cuirassiers et se trouva à la bataille de Friedland, où il se distingua tellement qu'il y obtint les deux croix: de la légion d'honneur et de l'ordre de Hollande.

La campagne du roi, qui avoit poussé son corps d'armée jusques à Cassel, apparemment sans en être convenu avec Napoléon puisqu'il y trouva déjà les troupes Françaises, n'eut d'autre conséquence pour lui que la réunion de la province d'Ostfrise à ses autres états. Il avoit espéré avoir tout le pays jusqu'au Weser et à la Lippe, et en avoit déjà organisé toute l'administration à Munster, que ses troupes occupoient. Mais le général Loison vint en prendre le commandement de la part de l'empereur: ce qui prouva bien que dès-lors il agissoit sans se concerter préalablement avec son frère, et tenoit cette conduite, qui depuis, lui a valu tant de désagréments.

On a généralement pensé que l'empereur Napoléon avoit exercé un puissant droit de contrôle sur les actes d'administration de son frère, et particulièrement sur le choix des personnes qu'il employoit. Cette opinion est fausse. Il vouloit, à la vérité, que ses frères, qu'il avoit faits rois, suivissent sa politique de tous leurs moyens; mais il ne s'ingéroit nullement dans leur administration intérieure, ce qui peut-être même étoit une inconséquence: car ses frères n'avoient pas la même vigueur d'esprit que lui pour comprimer tous les partis, et se servir indistinctement des hommes les plus forts, sans se laisser influencer par eux et entraîner à des mesures impolitiques en cédant à des opinions, à des

passions, à des intérêts particuliers. Napoléon d'ailleurs ne connoissoit pas les individus en Hollande. S'il eut voulu dominer son frère, ce n'eut été que par ses ministres auprès de lui. Mais le général Dupont Chaumont, loin d'avoir la moindre influence, n'avoit pas même accès jusqu'au roi. C'étoit bien, de tous les ministres que la France eut envoyés en Hollande depuis la révolution, le plus doux, le plus désintéressé, le plus accommodant. Néanmoins la crainte jalouse, qu'avoit Louis de toute intervention de la part de son frère, n'en étoit pas encore contente; et comme il vouloit, à tout prix, se débarrasser du général Dupont, Napoléon lui envoya le comte de la Rochefoucault, en qualité d'ambassadeur, titre qui, donnant à la mission plus de poids et d'autorité, lui causa une gêne qu'il sembloit ne pouvoir supporter, et qui finit par accélérer la rupture ouverte entre les deux frères, comme on le verra dans la suite.

La première nomination que le roi fit de ses ministres à son arrivée montra bien évidemment que Napoléon ni le général Dupont n'y avoient aucune part. Ce fut pour la marine l'amiral Verhuell; pour les finances Mr. Gogel; pour les relations extérieures Mr. Van der Goes; ministre sécrétaire d'état M. Roëll; pour l'intérieur Mr. Mollerus; pour les colonies Mr. Van der Heim; pour la guerre le général Bonhomme; pour la justice et la police Mr. Van Hooff. Pour son conseil d'état le roi nomma tous ceux qui avoient composé celui de Mr. Schimmelpenninck; et il ne pouvoit guères faire un meilleur choix. Il y ajouta ensuite quelques membres: Mr. Verhuell l'aîné, le général Janssens, qui avoit été gouverneur du Cap de Bonne Espérance, et moi-même.

Les grands-officiers de sa maison furent tous des François qu'il amena avec lui, excepté Mr. Brantzen, encore ambassadeur à Paris, qu'il nomma grand-maître des cérémonies. Mais il appella beaucoup de Hollandais aux places de chambellans, d'écuyers, de préfets du palais, tous gens de la première distinction par eux-mêmes et par leurs familles. Les Orangistes, à peu d'exceptions près, qui tenoient, je crois, plus aux pensions de l'Angleterre qu'à tout autre motif, s'étoient tous rapprochés et demandoient à être employés d'une manière ou d'autre: ils le furent aussi presque tous. Le roi ne pouvoit en effet mieux réussir à éteindre l'esprit de parti et les animosités qui avoient si longtemps et si cruellement déchiré notre nation, qu'en répartissant ses faveurs avec impartialité, et en ne montrant de préférence à personne. Quelques Orangistes, pour effectuer leur réconciliation avec le gouvernement de leur pays, s'y prirent d'une manière curieuse et digne, je crois, d'être rapportée. A la première audience du roi, dans la grande salle de la Maison du bois, dite Oranjezaal, quarante ou cinquante Orangistes environ, la plupart gentilshommes des provinces de Gueldres et d'Over-Yssel, se présentèrent en groupe, ayant à leur tête le comte de Bylandt Halt, et le baron Louis de Heeckeren de Cloese. Le premier, portant la parole au nom de tous, adressa au roi un discours dont la substance portoit: qu'eux, partisans de l'ancien système sous le stadhoudérat, n'avoient pas voulu se rallier avec le parti patriote ou révolutionnaire, ni prendre part au gouvernement depuis la révolution, parce que, fidèles à leurs principes, ils vouloient à la tête de l'état un chef éminent, tel qu'ils en avoient eu jadis, et qu'ils avoient

jusque-là espéré d'en avoir encore dans la maison d'Orange à laquelle ils avoient été invariablement attachés; mais que voyant qu'il étoit impossible de conserver davantage l'espérance du retour de cette auguste famille, voyant que le grand principe de leur système politique étoit réalisé par l'établissement d'un gouvernement monarchique, ils venoient se ranger autour du trône de Sa Majesté, et lui présenter l'hommage de leur fidélité et de leur attachement etc. Le roi répondit avec beaucoup d'affabilité et parut extrêmement flatté de cette démarche. Le nouveau règne dans ce moment s'annonçoit sous les plus favorables auspices; le prince pouvoit choisir dans toute la nation, au milieu de tous les partis qui sembloient réunis en sa faveur: et l'état paroissoit avoir repris de la stabilité.

Pendant la courte campagne de Westphalie, le roi m'avoit renvoyé plusieurs affaires embrouillées de l'administration de la guerre, et avoit marqué une extrême satisfaction de mes rapports. A son retour, voyant que le général Bonhomme n'étoit nullement propre au ministère qu'il remplissoit et désiroit même en être délivré, il le nomma gouverneur de la province d'Ostfrise, à la place du général Daendels, qu'il rappella, et le même jour, après la séance du conseil d'état, il me dit, à ma grande surprise, qu'il me chargeoit du portefeuille de la guerre. Je ne pensois pas encore qu'il me voulut faire ministre, et je supposois qu'il me donnoit seulement par intérim le portefeuille réservé à quelqu'un d'absent. Je commençai ma nouvelle tâche dès le soir même et d'après ma coutume de remplir avec zèle et exactitude les devoirs imposés par la charge que j'occupe, je me mis avec ferveur au travail pour

rétablir l'ordre dans une administration depuis longtemps négligée. Nous étions alors en Novembre 1806. Le roi, dès son avènement, guidé par un esprit d'économie louable et bien entendu pour gagner l'affection de son peuple, avoit voulu diminuer les dépenses du royaume et les soumettre au niveau de ses revenus. L'armée devoit donc être réduite à la moindre force possible: tout au plus seize à vingt mille hommes. Elle en comptoit à peu près dix-sept mille quand le portefeuille me fut confié. Mais l'empereur Napoléon s'étant décidé, après la bataille de Jéna et son entrée dans Berlin, à pénétrer en Pologne pendant ce même hyver, demanda au roi de Hollande un corps d'armée auxiliaire, pour occuper le nord de l'Allemagne durant sa campagne en Prusse et en Pologne. Un jour, de très grand matin, le roi, ayant reçu dans la nuit un courrier de l'empereur, me fit appeller. Il sembloit dans une grande agitation; la reine entra chez lui pendant que j'y étois, ce qui me parut fort extraordinaire, et ils se parlèrent avec beaucoup de vivacité des dépêches qu'on avoit reçues. Le roi me communiqua ce que son frère venoit d'exiger de lui, ajoutant qu'il ne s'y pouvoit refuser, mais que son armée n'étoit pas en tout aussi forte que le seul corps demandé par l'empereur; qu'il ne vouloit pas donner sa garde pour le service actif hors du pays, qu'il faudroit donc augmenter de beaucoup l'armée et la porter, le plus promptement possible, au complet de quarante mille hommes. Quel étoit mon avis sur les moyens d'effectuer cette augmentation? Je lui dis que de tout temps l'armée Hollandaise avoit été, sans conscription, formée et complettée par des enrôlements volontaires, d'abord dans le pays, ensuite

chez l'étranger et principalement en Allemagne; que pour l'enrôlement dans le pays, qui pouvoit à peine suffire au remplacement ordinaire, il n'y falloit pas songer, n'y ayant aucune chance de porter par ce moyen l'armée à quarante mille hommes; que d'un autre côté la plupart des pays en Allemagne, d'où nous étions accoutumés à tirer des soldats, avoient établi chez eux la conscription et ne permettroient pas le recrutement étranger; que Sa Majesté avoit déclaré l'intention formelle de ne jamais introduire en Hollande la loi de la conscription, que j'étois aussi fort loin de vouloir protéger et faire passer dans mon pays, que je ne voyois donc aucun autre moyen de parvenir au but proposé, que de demander à l'empereur la permission de recruter parmi l'immense nombre de prisonniers de guerre Prussiens, faits pendant la dernière campagne, et d'envoyer des officiers à Mayence et aux autres places de dépôt où on avoit répandu ces prisonniers. Le roi goûta beaucoup cette proposition; mais il demanda si on pourroit compter beaucoup sur de pareilles gens, et s'ils ne déserteroient pas à la première occasion, surtout dans le nord de l'Allemagne et dans leurs propres pays? Je repliquai que nous avions toujours eu dans notre armée beaucoup de soldats Prussiens, qui, s'y trouvant mieux nourris, mieux habillés et mieux payés que sous les drapeaux de leur nation, avoient rarement envie de nous quitter; que d'ailleurs l'armée Prussienne étoit toujours composée d'un tiers au moins d'étrangers, enrôlés en Allemagne et dans la partie qu'on appelloit l'Empire, qui, pour le plupart attirés au service par de fausses promesses et retenus au-delà de leurs engagements, se souciaient fort peu de la Prusse; que je croyois donc

qu'on trouveroit facilement parmi eux des hommes de bonne volonté, sur la fidélité desquels on pourroit compter selon toute apparence. Le roi adopta cette mesure; le colonel Vichery et plusieurs autres officiers furent envoyés aux dépôts des prisonniers de guerre Prussiens, et le 1er Avril 1807 l'armée montoit déjà au-delà de trente-sept mille hommes. Le nombre des officiers fut completté parmi ceux qui, sous le gouvernement de Mr. Schimmelpenninck, avoient été réformés en conservant les deux tiers de leurs appointements, et parmi les officiers Orangistes, qui avoient quitté le service en 1795 et y rentroient alors. Quoique cette affaire marchât au gré de mes désirs, je ne laissai pas d'y rencontrer de nombreuses difficultés. Le roi avoit approuvé ce que je fesois, me l'avoit commandé même: et pourtant ne s'y soumettoit qu'à contre-coeur, murmurant toujours contre son frère et me reprochant, suivant ses idées du jour, tantôt ma lenteur, tantôt ma précipitation, qu'il attribuoit à un zèle secret pour l'empereur.

CHAPITRE XIV.

État de la santé du roi. M. Van Hogendorp est chargé définitivement du portefeuille de ministre de la guerre. Le général Daendels envoyé aux Indes comme gouverneur-général. Regrets. Opinion de l'auteur sur M. Daendels. Création de l'ordre *du mérite*, *de l'union*, (ou bien) ordre royal de Hollande. L'empereur en refuse les insignes. Crise financière imminente dans la patrie. M. Twent. Coup-d'oeil sur les finances et les raisons qui ont amené la crise. Propositions pour y remédier. M. Louis. M. Voute. Détails d'administration. La garde royale. Singulières mesures politiques prises par le roi. M. Van Hogendorp en opposition souvent avec les idées du souverain. Création d'une école militaire. Le colonel de Sandick. Le lieutenant-colonel Sturler.

Le roi étoit d'une santé foible et sujet à beaucoup d'infirmités, ce qui lui donnoit cette humeur irascible, et cette versatilité de caractère qui ont été si funestes et à lui-même et à la nation. Son état continuel de souffrance le rendoit sombre, inquiet, méfiant. Il étoit jaloux de la reine et ne s'occupoit guères de lui rendre la vie agréable, non plus qu'à tous ceux qui l'entouroient. Aussi presque tous les François, qu'il avoit amenés, le quittèrent-ils peu-à-peu, les uns congédiés par lui-même, les autres volontairement. Enfin sa cour n'étoit pas le séjour de la gaieté, et c'est de lui surtout qu'on peut dire qu'il ne jouissoit pas du bonheur d'être roi.

Au mois de Janvier 1807 il me nomma définitivement ministre de la guerre. Le général Daendels avoit cru qu'il le deviendroit, quand il fut rappellé de l'Ostfrise, où il étoit gouverneur, et me le dit même à son arrivée. Je ne m'attendois pas à cette place, et, quoique je n'en eusse pas grande envie, je vis avec plaisir la décision, trouvant que rien n'est plus pénible et plus délicat que d'être chargé, par intérim, du portefeuille d'un département ministériel, quand il y a surtout de grandes mesures à exécuter. Je pensois alors que les choses avoient pris une assiette solide. Car le roi ne s'étoit pas encore montré aussi changeant et aussi versatile qu'il l'a fait depuis, et je croyois rester au ministère aumoins quelques années. Autrement j'aurois tenté encore d'obtenir ce qui fesoit toujours l'objet de mes voeux: le gouvernement-général des Indes. J'en parlai même au roi, qui me dit qu'il ne pouvoit comprendre comment je désirois quitter, pour une contrée aussi lointaine, mon propre pays où j'avois une place aussi importante que celle de ministre de la guerre. Peu de jours après, et fort à l'improviste, il nomma à ce gouvernement le général Daendels, qui partit sans retard pour s'y rendre, en prenant sa route par la France et l'Espagne pour s'embarquer à Lisbonne sur un navire frété à ce dessein; mais apprenant en Espagne que le secret de son voyage avoit été trahi aux Anglois, il passa en Afrique, d'où il se fit transporter aux îles Canaries. Là il loua un petit bâtiment Américain, sur lequel il arriva dans le détroit de la Sonde, à Anjer, port de l'île de Java, et continua son chemin par terre jusqu'à Batavia, sans apporter avec lui ni bagages ni papiers qui pussent attester sa mission. Aussi hésita-t-on

à le reconnaître, et le brigadier-général de Sandol-Roy, ce Suisse dont j'ai parlé plus haut et que j'avois retrouvé au Cap de Bonne Espérance, conseilla fortement au gouverneur-général, Mr. Wiese, très sot et insignifiant personnage, d'attendre pour l'admettre qu'il eût ses papiers. Mais le général Daendels, qui ne manquoit pas d'énergie, sut tellement imposer à Mr. Wiese et au conseil qu'on finit par le reconnaître en sa qualité de gouverneur-général, et par remettre entre ses mains les rênes de l'état. Son caractère est trop généralement connu, pour que j'aie besoin de le dépeindre; on le jugea peu propre à cet emploi. Cependant sa fermeté, son activité furent d'un grand secours pour faire cesser beaucoup d'abus invétérés, et pour introduire quelques changements nécessaires. Pour la défense de l'île, et de Batavia en particulier, ses connaissances militaires et sa forte volonté s'employèrent efficacement à établir et à maintenir une rigoureuse discipline, et si l'île eut été attaquée pendant qu'il y commandoit, il est plus que probable qu'elle ne seroit pas tombée au pouvoir des Anglois, comme en 1811 sous le géneral Janssens. Quant aux principes d'une sage administration, il s'en fallut de beaucoup qu'il y eut le même succès, ou qu'il y donnât la même attention. Il n'avoit reçu du roi aucune instruction précise à cet égard, et on ne lui avoit tracé aucun plan suivi, ce qui provenoit de ce que le ministre des colonies, Mr. Van der Heim, étoit un fauteur de l'ancien ordre de choses sans aucune restriction et sans égard au changement des circonstances: s'il en avoit même été le maître, il auroit voulu conserver la Compagnie avec un monopole, un privilège exclusif, et tous les abus qui en étoient les inévitables conséquences.

Le général Daendels, n'ayant devant lui aucune ligne certaine de conduite, obéit toujours dans son administration à l'impulsion de la circonstance. Un trait, que je vais rapporter, suffira pour caractériser sa manière d'agir et l'époque durant laquelle il a gouverné. Il avoit destitué le brigadier-général de Sandol-Roy, qui commandoit les troupes avant son arrivée, pour avoir voulu s'opposer aux mesures de son administration militaire. Le ministre des colonies, qui cherchoit à le contrarier, sut persuader au roi de rétablir cet officier dans ses fonctions et même de le nommer général major. Aussitôt que la nouvelle en fut arrivée à Batavia, Daendels fit venir Sandol-Roy et le félicita de l'avancement qu'il venoit d'obtenir, en même temps que de l'estime et de la confiance que le roi et ses ministres lui témoignoient. Mais, ajouta-t-il, puis qu'ils vous aiment tant, ils seront charmés de vous voir, et vous partirez, sans faute, dans les deux fois vingt-quatre heures, sur tel bâtiment prêt à faire voile pour la Hollande, avec les dépêches dont je vous chargerai. Le général de Sandol-Roy voulut protester; mais c'étoit peine perdue avec Daendels: il fut obligé de partir pour la Hollande, où il n'arriva qu'après l'abdication du roi.

Au mois de Février 1807 le roi créa un ordre, qui, changeant plusieurs fois de nom même avant d'être installé, fut appellé d'abord l'ordre du mérite, ensuite celui de l'union, enfin l'ordre royal de Hollande. J'en fus nommé commandeur le jour de l'institution. Peu de temps après, quand les drapeaux furent donnés à l'armée, le roi distribua de grands cordons, et en décora les quatre plus anciens des huit ministres,

ainsi que plusieurs généraux. Je fus nommé ce jour même pour dîner avec Sa Majesté. Le roi me dit: *Je ne vous ai pas donné le grand cordon aujourd'hui.* Je répondis: *Sire, je n'y ai aucun droit. — Ah! mais vous allez le mériter. Quand vous aurez organisé mon armée je vous le donnerai à vous seul, ce qui sera plus honorable.*

Il ne s'étoit pas concerté avec son frère pour l'institution de cet ordre: aussi Napoléon ne voulut-il l'accepter ni pour lui ni pour aucun François, ni, par conséquent, envoyer en retour de grands cordons de la légion d'honneur. J'en eusse sans doute reçu un, si cet échange avoit eu lieu comme de coutume, en ma qualité de ministre de la guerre et honoré dans ce moment de la confiance et de la faveur du roi.

Le roi, à son arrivée en Hollande, avoit trouvé le budjet pour cette année en bon ordre et les fonds pour le service assurés; et, comme je l'ai déjà dit plus haut, il avoit voulu réduire les dépenses au niveau des revenus pour 1807. Mais l'augmentation de l'armée, nécessitée par la continuation de la guerre dans le Nord, avoit causé un déficit qu'il falloit couvrir. Des impositions extraordinaires y eussent été de beaucoup insuffisantes: les emprunts forcés, à peine tolérables en eux-mêmes, étoient devenus trop odieux et les emprunts volontaires, ne pouvant guères se remplir, ne satisfesoient pas aux besoins. Enfin la vente des rentes étoit trop onéreuse à cause du bas prix des fonds publics qu'on fesoit par là même baisser encore d'avantage. On se trouvoit donc dans un extrême embarras. Le hasard amena, justement à cette époque, en Hollande Mr. Louis, alors maître des requêtes et chargé par l'empereur Napoléon d'une mission particulière, relative

à une négociation de fonds pour l'Espagne. Le roi, dans de bonnes intentions, il est vrai, mais en sens contraire de tout sage principe d'économie politique, venoit de prohiber toute négociation d'argent pour le compte de puissances étrangères. Mr. Louis pria donc le roi de lever en sa faveur une défense qui rendoit impossible la réussite de sa négociation, déjà très difficile par sa nature, à cause de la ruine du crédit Espagnol, et eut beaucoup de peine à l'obtenir. Ce fut à cette occasion que le roi consulta Mr. Louis sur l'état des finances de son royaume et sur l'embarras où il se trouvoit.

J'avois aussi fait sa connaissance et un soir, à un bal à la cour, j'eus avec lui sur le même sujet une fort longue conversation, dans laquelle, après nous être communiqué nos idées et nos principes en économie politique et en finances, nous reconnûmes que nous voyions à peu près sous le même jour ces objets importants. Le lendemain soir à la cour je vis Mr. Louis occupé avec le roi dans un sérieux entretien, à la fin duquel le roi vint à moi, et me parla aussi de finances avec un contentement marqué. Je reçus le jour suivant l'ordre de venir assister à un conseil privé de Sa Majesté. En arrivant je vis de quoi il seroit question. Nous n'étions que cinq personnes avec le roi, le ministre des finances, Mr. Gogel, le ministre sécretaire d'état, Mr. Roëll, le président de la section des finances au conseil d'état, Mr. Van de Kasteelen, moi, et Mr. Twent, directeur-général des ponts et chaussées, ci-devant membre de l'ancien gouvernement, homme aussi instruit qu'estimable et dont le roi fesoit un cas tout particulier: on le nommoit généralement l'ami du roi. Aussitôt que nous fûmes assis le roi ouvrit la séance par une exposition succincte de l'embarras

financier qu'avoient amené les circonstances, et sur lequel il désiroit connoître l'opinion de chacun de nous; puis, s'adressant tout-à-coup à moi, il m'ordonna d'opiner le premier. Je commençai par développer, le plus rapidement qu'il me fut possible, mon sentiment sur ce qu'on nomme les finances publiques, sur leurs rapports avec les richesses nationales et sur les différentes manières de les administrer, d'où le crédit public prend naissance. Appliquant ensuite mes principes à la Hollande, je traçai un court tableau de l'accroissement de sa prospérité et de ses richesses pendant le dix-septième et le dix-huitième siècles; finissant par le précis de ses malheurs, de sa ruine et de la chûte de son crédit, jadis si solide et presque anéanti en peu d'années depuis la révolution et l'entrée des armées Françaises dans notre pays en 1795. Je maintins que malgré l'énormité de ces pertes et la diminution réelle des richesses nationales, celles-ci n'étoient nullement en proportion avec la perte et la diminution du taux de son crédit, cause principale de la gêne du moment. J'attribuai cette baisse extraordinaire du crédit moins encore aux désastres qu'on avoit éprouvés, qu'au manque d'un bon système de finances, dans les emprunts surtout et dans ces autres mesures par lesquelles depuis la révolution on avoit cherché à combler annuellement les déficits entre les revenus et les dépenses de l'état. J'en inférai que la première opération à faire, avant d'espérer aucune amélioration dans notre situation financielle, étoit de rétablir, ou dumoins de relever le crédit public. Je proposai dans cette vue de mettre à exécution la volonté que le roi avoit manifestée de faire payer les rentes dues par l'état, de préférence à toute

autre dépense, en fesant nommer par le roi, ou par le corps législatif, ou par tous les deux ensemble, une commission dont le tiers seroit composé des premiers fonctionnaires du royaume et le reste des plus riches propriétaires pris dans toutes les classes, et entre les mains de laquelle on verseroit les premiers fonds qu'on auroit disponibles, jusqu'à concurrence entière du montant de la dette publique, pour l'acquitter, ou la faire payer, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, à bureaux ouverts. Je soutins, et je crois avec raison, que par là seulement on feroit monter de beaucoup le prix des fonds, et qu'alors on pourroit réussir à trouver les fonds requis pour la dépense, et même à les négocier beaucoup moins onéreusement qu'au taux du crédit actuel, et par le moyen des négociations forcées ou volontaires, dont je tâchai en même temps de mettre en évidence le côté vicieux, les primes et les avantages qu'on étoit obligé d'offrir comme appâts aux capitalistes pour les inviter à y prendre part, et les termes fixes de remboursement auxquels on s'engageoit presque toujours: erreur qui préparoit, à une époque fixe, de nouveaux embarras, dont les spéculateurs avides savoient si bien profiter. Pour éviter ces inconvénients, en supposant que la première opération eut fait monter sensiblement le prix des fonds publics, je proposai de n'ouvrir aucune négociation nouvelle, mais d'autoriser simplement le ministre des finances à vendre, à mesure qu'il en auroit besoin, mais toujours avec retenue et avec prudence, des rentes sur l'état, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour suppléer au déficit de la recette: mesure garantie par la responsabilité du ministre et par les précautions qu'on jugeroit convenables.

Le roi m'avoit écouté avec beaucoup d'attention, mais il ne dit rien et fit signe au ministre des finances de parler à son tour. Mr. Gogel fit quelques objections contre la proposition que j'avois faite, surtout contre le projet de la commission chargée de payer les rentes, et contre la vente des rentes même pour trouver de l'argent à mesure qu'on en auroit besoin. Cependant au ton général de son discours, on put juger qu'il croyoit que mon expédient seroit approuvé; il s'occupa même déjà de la rédaction du décret et de la proposition à en faire au corps législatif.

Mr. Roëll entra parfaitement dans mes idées et les appuya. Mr. Van de Kasteele, qui étoit extrêmement sourd, dit qu'il n'avoit pas pu entendre assez bien mon opinion, qu'il demandoit à l'avoir par écrit, et qu'alors il y donneroit sa réponse écrite. Mais je trouvai un adversaire dans Mr. Twent. Il prétendit que l'établissement d'une commission chargée du payement des rentes étoit injurieux à l'honneur du roi, que le roi étoit honnête homme et vertueux, que lui et toute la nation le reconnoissoient comme tel, l'aimoient, l'adoroient pour mieux dire, qu'il n'y avoit besoin d'aucune autre garantie que de sa parole royale pour rassurer les créanciers de l'état sur le payement régulier de leurs rentes, et que cette seule assurance, plus que toute autre mesure, feroit monter le prix des fonds aussi haut qu'il étoit possible dans les circonstances où l'on se trouvoit. Il recommanda enfin une caisse d'amortissement comme un remède suffisant et immanquable pour rétablir les finances de l'état. Il étoit difficile de répondre à un tel discours en présence du roi. Je ne pus cependant m'empêcher de dire que, tout en rendant justice aux

vertus de Sa Majesté, je pensois que les sentiments de coeur avoient peu d'influence sur les intérêts des hommes, que les hommes à argent ou capitalistes ne consultoient guères leurs sentiments, lorsqu'on leur demandoit quelqu'avance pécuniaire, qu'ils calculoient alors leurs intérêts seuls et les chances des garanties qu'on leur offroit.

Le roi leva la séance sans rien décider, mais me fit un éloge flatteur de mon opinion et du zèle que je montrois pour son service. On croyoit pourtant, et le ministre des finances lui-même étoit de cet avis, qu'on adopteroit ma mesure si ce n'est en entier, dumoins en partie et avec des modifications qui ne changeroient rien à ses bases: je le pensois aussi. Mais la tournure singulière des événements en décida autrement. Mr. Louis, qui avoit si hautement préconisé au roi mes principes et mes vues en finances, fesoit tout pour réussir dans sa mission et obtenir à l'Espagne l'avance d'une somme destinée à un payement que cette puissance étoit convenu de faire à la France. Il s'agitoit donc dans tous les sens, et pour trouver des prêteurs, et pour se faire accorder par le roi cette permission indispensable pour lui, dont j'ai parlé, et qu'il sentoit bien devoir être retardée jusqu'au moment où le roi se seroit tiré d'embarras pour ses propres besoins. Il me confioit journellement ses peines et me demandoit mes conseils. J'eus la bonne foi ou plutôt la maladresse de lui faire faire la connaissance de Mr. Voute, comme de l'homme qui pouvoit lui être le plus utile. Ce dernier avoit été courtier de commerce à Amsterdam; plus intelligent que la plupart de ses confrères, il avoit acquis en Angleterre des connaissances et des idées plus relevées.

On l'avoit envoyé à St. Pétersbourg, après le dernier partage de la Pologne, pour réclamer en faveur des créanciers Hollandois, qui avoient des obligations du roi, de la république, et des grands seigneurs dont la Russie avoit confisqué les terres. Il fut assez heureux pour obtenir de l'empereur Paul, avec ses saillies et ses facéties, un Prikase, ou ordre par billet de sa main au ministre des finances Mr. de Wasilieff, de prendre au compte de la Russie toutes les dettes de la Pologne, fussent-elles du roi, de la république ou des grands seigneurs dépossédés. Ces actions, dont on avoit déjà désespéré et qui étoient tombées à vil prix, se relevèrent tout-à-coup et la réputation de Mr. Voute monta jusqu'aux nues. Il fut dès ce moment l'oracle des capitalistes, et les bourses s'ouvrirent pour lui comme par enchantement. Une négociation, pour quelque gouvernement que ce fut, proposée et dirigée par la maison de Hope & Co., et recommandée par Mr. Voute, se complétoit en un moment. Aussi ne fit-il pas de grandes difficultés à Mr. Louis, et lui promit-il une réussite assurée. Mais il falloit des conditions. Il paroit qu'avant même la tenue du conseil privé dont je viens de parler, le roi avoit entamé des négociations secrètes à Amsterdam pour l'ouverture d'un emprunt; et comme aucune opération de cette nature ne pouvoit se faire sans que Mr. Voute eut été consulté par les capitalistes, il étoit déjà instruit de tout, même de ce qui s'étoit passé au conseil privé. Or, ma proposition étant contraire à tout emprunt, l'intérêt des spéculateurs s'y opposoit. Mr. Voute exigea donc préalablement que Mr. Louis, par son influence sur le roi, le déterminât aux conditions de l'emprunt; et il s'engagea ensuite à faire réussir la négociation pour

l'Espagne. Mr. Louis, n'étant alors que maître des requêtes et cherchant à s'avancer dans l'estime de l'empereur qui le pressoit beaucoup pour la conclusion de cette affaire, tomba d'accord de tout ce qu'on voulut. Le roi accepta l'emprunt à des conditions exorbitamment onéreuses pour l'état, et fut contraint d'y en ajouter d'autres encore, mais secrètement, en permettant aux entrepreneurs l'entrée clandestine de plusieurs navires chargés de marchandises Angloises ou coloniales. Il se trouvoit heureux d'être tiré de l'embarras du moment, et d'avoir l'esprit en repos sur les finances pendant une année au moins. Il permit la négociation pour l'Espagne, qu'il ne pouvoit guères d'ailleurs refuser à son frère. Mr. Louis partit fier de la réussite et triomphant, et les entrepreneurs de l'emprunt en tirèrent un avantage presqu'incroyable. Succès funestes et payés cher par la pauvre Hollande. Cependant les hommes qui entouroient le roi, ministres, conseillers d'état, courtisans, ne cessoient de lui faire de frivoles protestations de leur attachement, et de lui répéter qu'il étoit estimé, aimé, adoré même de la nation! C'étoit surtout quand il s'agissoit de s'opposer dans quelque détail à l'empereur, son frère, qu'on lui fesoit entendre ces flatteries. Il y croyoit de bonne foi. Pour moi, j'en fus quitte dans cette occasion pour avoir développé en vain quelques bons principes d'économie politique et de finances. Je me renfermai dans l'exercice de mon administration, où le caractère du roi me causa pourtant encore des difficultés et des dégoûts.

Les formes de l'administration de la guerre en Hollande étoient fort simples, et l'exercice en général s'en fesoit avec beaucoup d'intégrité. Pour les fournitures

de vivres, de fourages, etc., le ministère, à la fin de l'année, invitoit dans une annonce les entrepreneurs à présenter leurs offres pour l'année suivante, et celles qui étoient au plus bas prix étoient acceptées. Des billets cachetés, joints à chacun des cahiers d'offre, contenoient le nom de l'entrepreneur. Le ministre fesoit ouvrir ces cahiers en sa présence par le secrétaire-général et les chefs des divisions et des bureaux du ministère. On balançoit les prix de tous les articles, et on donnoit la préférence à l'offre au total la plus modérée. On ouvroit ensuite le billet qui avoit le même motto, et où le nom de l'entrepreneur étoit écrit. C'étoit un usage consacré depuis longtemps, et qu'on suivoit, sans même en donner connaissance au gouvernement, sous la république. Je crus pourtant devoir en instruire le roi qui fut extrêmement surpris qu'une transaction de cette importance, car il s'agissoit de plusieurs millions, se fit d'une manière aussi simple et sans autre contrôle que l'intégrité du ministre et sa responsabilité. Il me dit qu'il ne l'approuvoit pas, qu'il falloit l'annuller et en recommencer une autre. Je lui répondis qu'il n'étoit plus temps, que le contrat était duement et légalement fait, et qu'on ne pouvoit le rompre sans injustice. Il demanda au moins les billets rejettés: mais je répliquai que ces billets avoient été brûlés sans les ouvrir. Alors il consulta le général Janssens, Mr. Cambier et Mr. Pyman, qui avoient été ministres de la guerre, enfin tous ceux auxquels il supposoit des connaissances à ce sujet. Tous lui dirent unanimement que j'étois en règle, que j'avois fait mon devoir en me conformant à l'usage. Mr. Janssens l'avoit établi lui-même, lorsqu'il avoit présidé à l'entretien des troupes Françoises station-

nées sur le territoire de la république. Le roi fut obligé de se contenter de ces raisons et d'en rester là.

La garde du roi étoit composée des hommes les plus beaux de toute son armée. Mais elle coûtoit fort cher, et le nombre en étoit hors de toute proportion avec le reste des troupes. Elle étoit commandée par deux colonels-généraux, qui ne recevoient des ordres que du roi en personne et qui, par conséquent, étoient indépendants du ministre, excepté pour l'administration. Un jour on vint me présenter un contrat d'acquisition de chevaux pour la garde, fait par le colonel-général, afin d'y mettre ma signature, sans laquelle le ministre des finances ne fesoit pas de payements. Mais comme j'aurois pu fournir des chevaux de la même qualité à trente florins moins cher que le prix auquel ils étoient portés, je refusai mon approbation. Le colonel-général vint me voir, et insista fortement pour que je signasse, prétendant que des chevaux, destinés à la garde du roi, devoient être plus beaux, mieux choisis que pour tout autre service. Je lui répondis que les chevaux, livrés par les entrepreneurs au prix convenu, avoient toutes les qualités requises; qu'on pouvoit les avoir pour trente florins de moins; que ce seroit trahir mon devoir que de donner ma signature. Il alla se plaindre au roi, qui me fit appeller et me demanda pourquoi je ne voulois pas signer le contrat. Je lui exposai mes raisons. *Mais*, dit-il, *si moi je l'approuve, et vous ordonne de signer.* — *Votre Majesté*, répondis-je, *peut approuver le contrat, mais qu'elle M'excuse: elle ne peut pas m'ordonner de trahir mon devoir, et d'apposer ma signature à un marché aussi désavantageux.* — *Mais*, dit-il, *n'avez-vous pas deux louis d'or pour chaque cheval*

acheté par l'état? — Pas deux liards, Sire. On dit que cet usage a lieu en France, mais ce n'est pas le cas chez nous, et certes ce ne sera pas moi qui l'y introduirai. Enfin je tins ferme, et le roi finit par se rendre aux motifs que j'alléguois. Mais on prit delà occasion pour essayer de détacher aussi du ministère de la guerre l'administration de la garde. Je ne demandois pas mieux, pourvu qu'on me déchargeât en même temps de la responsabilité. Le roi consulta encore le général Janssens et plusieurs autres personnes, et fit tenir sur cet objet en sa présence un conseil privé, où je fus appellé, mais qui n'eut aucun résultat: les choses en demeurèrent où elles étoient; on ne put trouver rien de mieux.

Fesant toujours tout à sa tête, sans avoir égard aux circonstances, sans prendre conseil, sans penser aux conséquences de ses démarches, le roi s'avisa un jour de nommer six maréchaux de Hollande, trois effectifs et trois honoraires, trois pour l'armée de terre, trois pour la marine. J'en fus consterné, car je prévis les désagréments que cette mesure causeroit au roi et même aux officiers décorés de ce titre; l'événement l'a prouvé. Dans le système politique fédératif, tel qu'il existoit en ce temps, il ne pouvoit pas être permis aux états secondaires, attachés à la France (gouvernés par des frères de Napoléon ou par d'autres), de prendre aucune mesure, de créer aucune institution, surtout militaire, qui ne fut en harmonie avec les principes de gouvernement du grand empire, chef de la confédération. Il étoit absurde et inutile de créer six maréchaux pour un petit état comme la Hollande, d'autant plus qu'on pouvoit bien s'attendre qu'en conjonction avec

des armées Françoises de terre ou de mer, ils ne pourroient jamais exercer aucun commandement dans ce grade. Quand le roi m'en parla j'osai lui dire mon opinion avec franchise; elle lui déplut, parce qu'elle étoit juste et qu'elle ne pouvoit plus lui servir. Il le sentit lui-même: car il me chargea à l'instant même de communiquer au général Dumonceau sa nomination, avec l'intimation précise de la tenir secrète, et de ne pas déployer sa qualité de maréchal aussi longtemps qu'il feroit partie, avec son corps de troupes, de la grande armée Française, et qu'il seroit obligé de recevoir les ordres de l'empereur, des maréchaux d'empire et même de tous les généraux de division François, d'après l'usage établi généralement pour les armées coalisées de différentes puissances, où, à grade égal, les officiers de la puissance prépondérante commandent toujours les autres, lorsqu'ils se rencontrent ensemble.

J'eus aussi dans ce temps une tâche bien agréable à remplir, la formation et l'organisation d'une école militaire. Le roi m'en chargea et adopta presqu'en entier le plan que je lui proposai. Élevé moi-même à une des meilleures écoles de l'Europe, j'avois eu l'occasion de connoître et de juger l'ensemble d'une institution aussi importante. Je tâchai d'éviter les défauts que j'y avois observés et d'atteindre au plus haut point possible de perfection. En Prusse j'avois trouvé qu'on s'occupoit trop peu de la moralité et de la conduite des jeunes gens, et qu'en leur offrant tous les moyens de s'instruire, on ne surveilloit pas assez leurs études. En France, par suite de la révolution et de l'esprit exclusivement militaire qui en étoit né, ainsi que par une application trop sévère de ce principe, bon en lui-

même, que les jeunes gens doivent bien apprendre à connoître l'état et les devoirs du simple soldat, on les tenoit exactement de la même manière, logés et couchés comme dans les casernes, mangeant à la gamelle debout, dans l'obligation même d'aller chercher leurs vivres. Je pensai que ce régime étoit exagéré, et devoit, par une tendance funeste à la rudesse et à la grossièreté, détruire dans les uns les effets de la bonne éducation qu'ils avoient pu recevoir chez leurs parens, et empêcher les autres d'acquérir ces manières douces et polies de la bonne société qui conviennent si bien à tous les hommes, et surtout aux jeunes militaires. J'eus donc soin, dans mes règlements, de prescrire au chef et aux officiers de l'école, de prêter beaucoup d'attention aux études de chacun des élèves, de les suivre, autant qu'ils le pourroient, hors des classes, à leurs repas, même à leurs jeux. Ils furent logés, couchés et nourris d'une manière convenable et décente, quoique sans aucun luxe. Ils fesoient leurs repas, assis à des tables couvertes et servies proprement. Cependant, pour qu'ils apprissent aussi la manière d'être du soldat à la guerre, ils devoient toutes les années, en automne, faire une petite campagne ou promenade militaire de trois à quatre semaines, où, le sac sur le dos et le fusil sur l'épaule, ils feroient quelques marches calculées d'après leurs forces; ils devoient camper, prendre des cantonnements, bivouacquer même quelques fois, faire des manoeuvres, et, durant ce temps, vivre entièrement à la manière du soldat, aller en corvée mais avec des officiers, chercher leurs vivres et les apprêter eux-mêmes dans le petit camp ou au bivouacq. Je proposai pour eux cette excursion momentanée, non seulement

comme un cours d'instruction pratique, mais encore comme un amusement et un exercice favorables au développement de leurs forces et à l'affermissement de leur santé. Il falloit un chef pour l'école; le roi m'ordonna de lui proposer trois officiers, entre lesquels il choisiroit. Je le fis: il me demanda lequel des trois je croyois mériter la préférence. Je lui répondis: celui des trois qui est mon cousin germain. Il se mit à rire, et me demanda pourquoi je lui parlois ainsi. Je lui répondis: parceque si je ne vous disois pas que le colonel de Sandick est mon cousin, d'autres vous l'apprendroient: ce qui pourroit laisser contre moi dans votre esprit une mauvaise impression. Il le nomma sur le champ. C'étoit sans contredit, de toute l'armée, l'officier le plus digne de cette place importante. Il avoit reçu une éducation soignée, possédoit beaucoup de connaissances, et avoit fait la guerre avec distinction: et ce qui fesoit surtout pencher la balance de son côté, du moins à mes yeux, c'étoit sa moralité et son intégrité reconnues. Toute la nation applaudit à ce choix, et le prouva par les sollicitations nombreuses qui vinrent au gouvernement, non seulement pour les places d'élèves gratuites, mais encore pour les autres. Je m'occupois du choix des officiers et des professeurs pour les proposer au roi, et compléter la formation de l'établissement, quand j'appris à l'improviste que le roi venoit de donner la place de aide-major, ou second de l'école, à un lieutenant-colonel réformé, nommé Sr. Sturler. C'étoit le plus méprisable et le plus crapuleux des hommes: son goût déréglé pour la boisson n'étoit que le moindre de ses vices. Il étoit Suisse et avoit servi dans l'armée avant la révolution. Après la paix

d'Amiens il avoit été placé dans les troupes destinées pour nos colonies des Indes Occidentales; mais on avoit été obligé, à cause de son infâme conduite, de le débarquer en Angleterre. Il avoit une femme et plusieurs filles qu'on disoit bien élevées, aimables et fort jolies. De jeunes François de la suite du roi, qui avoient fait la connaissance de cette famille, imaginèrent de la présenter à S. M:, au sortir de la messe, comme une famille malheureuse dont le chef, bon officier, étoit tombé dans un injuste oubli et dans l'abandon. Le roi ne prit pas d'autres informations sur son compte, et lui donna cette place qu'on sollicitoit pour lui. Le colonel de Sandick vint aussitôt vers moi, fort allarmé, me dire que s'il devoit avoir à ses côtés un tel homme, il aimeroit mieux donner sa démission, et que cette nomination seule suffisoit pour ruiner dans l'estime publique l'établissement avant de naître. J'allai, sans retard, communiquer au roi tout ce que je savois. Il me répondit, de mauvaise humeur, que je voulois le gouverner mais que je n'y réussirois pas, qu'il étoit roi, qu'il sauroit soutenir la nomination qu'il avoit faite. Je lui répondis que c'étoit pour l'honneur de Sa Majesté elle-même, et par le sentiment de mon devoir que je lui fesois ces représentations; que, s'il falloit qu'un tel homme conservât sa place, je La priois d'accepter ma démission et celle du colonel Sandick. Je lus le mécontentement du roi sur son visage; mais il se contint et dit qu'il y penseroit. Il prit de tous les côtés des informations qui lui confirmèrent la vérité de mon rapport, et, voyant qu'il avoit été trompé, il s'emporta beaucoup contre un de ses aides de camp François, qui lui avoit le plus ouvertement recommandé cette famille.

Ce dernier vint me faire à ce sujet quelques remontrances; ma réponse étoit facile et dictée par la circonstance même: après m'être assuré qu'il ne venoit point de la part du roi, je le priai de se taire et de se retirer. Le lendemain je trouvai l'air du roi fort grâcieux, et il me dit à propos de Sturler: *je vois bien qu'il faudra que je cède encore. Mais comment faire? La nomination a été dans la gazette!* Je lui proposai de donner à Sturler le commandement d'une petite place forte; il y en avoit une de vacante sur la frontière du coté de Drente. Le roi l'y nomma aussitôt, et approuva ensuite tous les officiers et tous les professeurs dont je lui présentai les noms pour l'école militaire. Cet établissement s'organisoit et, par le talent et l'activité du colonel de Sandick, se trouva bientôt dans un ordre complet et qui ne laissoit rien à désirer. Le roi en fut entrêmement satisfait; il l'avoit, sur ma proposition, établi à une demi-lieue de La Haye, dans un vieux château de chasse qui avoit appartenu au roi Guillaume III et qu'on fit réparer. L'école prospéra durant tout mon ministère; par la suite elle éprouva aussi les funestes effets de la versatilité du roi et des intrigues auxquelles elle donnoit naissance.

CHAPITRE XV.

Perte d'un fils, naissance de deux filles jumelles (1807). Le roi et la reine en sont parrains. Mort du prince royal et suites funestes de cet événement pour le bonheur du roi et la tranquillité du gouvernement. Projets de transfert de la résidence royale. M. Van Hogendorp nommé commandant en chef de toutes les troupes du royaume, avec le grade de lieutenant-général. Perte de son procès contre M. Umbgrove. La paix de Tilsit. Retour du roi à La Haye. Sa santé est plus chancelante que jamais. Il part pour Utrecht et y fixe sa résidence laissant son administration à La Haye. Le colonel Français Demarçay et les démêlés de M. Van Hogendorp avec lui. La question épineuse des finances. Les fédéralistes, MM. Louis, Gogel et Voute. Traits remarquables de l'état abnormal du caractère du roi. M. Van Hogendorp nommé ministre à la cour de Vienne et grand-croix de l'ordre royal de Hollande. M. Verhuell destiné à l'ambassade de Russie. Mr. Janssens succède au ministère de la guerre.

Au commencement de cette année 1807, j'eus le chagrin de perdre le second fils que ma femme m'avoit donné en Russie. Elle accoucha de nouveau en Mars, et mit au monde deux filles jumelles dont le roi et la reine voulurent être parrains, et qui furent nommées, l'une Louise, l'autre Hortense.

Le royaume sembloit prospérer. Le roi sembloit aussi content de sa situation. Il se plaisoit au séjour de La Haye, où il habitoit, en hyver, l'ancien palais du stadhouder, réparé avec goût pour lui, et en été, la Maison du bois, comprise dans l'enceinte même du parc de cette ville.

La nation étoit calme, et se reconcilioit peu-à-peu avec le nouvel ordre de choses.

Un événement malheureux troubla ces apparences de félicité. Le fils aîné du roi mourut inopinément de la cruelle maladie du croup. Sa douleur, ainsi que celle de la reine, fut vive et déchirante. Il ne voulut pas rester au palais, où il avoit éprouvé cette perte, et ne sachant où aller, car la Maison du bois est inhabitable en hyver, il se fit conduire avec la reine à la maison de Mr. Twent. Celui-ci s'empressa d'aller à sa rencontre, lui représenta que sa maison n'étoit pas en état de le recevoir, et mit tant d'opiniâtreté dans ses excuses, que le roi, de mauvaise humeur, fit tourner sa voiture, et alla descendre à la maison de campagne de Mr. Louis de Heeckeren, dont j'ai déjà parlé et dont l'épouse étoit dame du palais. Ils y furent accueillis. La soeur du roi, Caroline, épouse de Murat, alors grand-duc de Berg, accourut de Paris pour le consoler.

On apprit bientôt que le roi, dont la santé avoit beaucoup souffert, feroit avec la reine un voyage en France, aux eaux de Bagnères. La reine partit sans délai; pour lui, il alla passer encore quelques semaines au château de Loo, en Gueldres, pour terminer quelques affaires; et les ministres furent obligés de s'y rendre pour le travail et la tenue des conseils.

Un jour que les ministres dînoient avec lui, il demanda, par manière de conversation, si Amsterdam n'étoit pas proprement la capitale du royaume? Et si le siège du gouvernement et la cour n'y devroient pas être établis? Presque tout le monde fut pour l'affirmative. Je me prononçai pour l'opinion contraire, en avançant qu'une grande ville commerçante n'étoit jamais

propre à la résidence d'un gouvernement et d'une cour, parce qu'il arrivoit nécessairement ou que la cour jettoit du discrédit sur le commerce, ou que le commerce jettoit sur la cour de la défaveur, comme j'avois eu occasion de l'observer à Londres et à St. Pétersbourg. Le commerce devoit aussi être gêné par le gouvernement, ou prendre sur lui trop d'influence. En un mot on couroit le risque de voir les membres du gouvernement et peut-être les courtîsans même se mêler d'affaires mercantiles et les hommes dévoués au commerce s'ennuyer de leurs bureaux et aspirer aux places de chambellans et d'officiers de gardes.

Le conseil des ministres fut érigé en conseil de régence, sous la présidence de Mr. Mollerus, ministre de l'intérieur. Le roi partit. Son départ donna lieu à mille bruits qui parvinrent en peu de temps jusqu'à ses oreilles. Il écrivit alors au conseil une lettre que je donne parmi les pièces justificatives à la suite de ces mémoires [1]); elle peut servir à faire connoître la manière bizarre de voir, de sentir, de s'exprimer, de cet homme si singulier par lui-même et si différemment jugé par ceux qui l'ont entouré et qui ont eu avec lui les relations les plus intimes.

Le conseil reçut, peu de temps après, de lui une autre lettre, datée de Tours, par laquelle, entr'autres dispositions, il me chargea du commandement en chef de toutes les troupes dans le royaume, pour sa défense particulièrement dans le cas d'une invasion des Anglois. On fesoit alors en Angleterre les préparatifs d'une expédition formidable. Cette nomination, qui prouvoit

---

[1]) Cette pièce ne s'est point trouvée avec le manuscrit de ces Mémoires.

évidemment la confiance du roi dans ma fidélité et dans mes talents militaires, étonna beaucoup de monde, parce qu'en ce temps je n'avois aucun grade dans l'armée. Seulement, quand le roi m'ordonnoit de le suivre aux revues et de monter à cheval avec lui, je prenois, d'après son autorisation, l'habit de lieutenant-général.

Je me mis aussitôt à faire toutes les dispositions nécessaires pour repousser l'ennemi, sur quelque point de la côte qu'il se présentât; et sans faire changer de position aux troupes, je leur préparois les moyens de transport les plus prompts pour se diriger aux endroits menacés d'un débarquement. Le général, ou maréchal in petto, Dumonceau, et le sénateur François, général Férino, avoient l'ordre de venir se joindre à moi, au premier signal du danger. J'étois loin d'avoir aucune inquiétude. Sans mon amour pour ma patrie, dont la guerre menaçoit le sol, j'eusse au contraire appellé de tous mes voeux l'occasion de me distinguer dans la carrière militaire à laquelle mon éducation me destinoit, et de montrer que je n'en avois pas oublié les principes. La Providence en ordonna autrement. L'expédition Anglaise se porta sur Copenhague; et nous célébrâmes dans une tranquillité profonde les fêtes pour la paix de Tilsit, qui venoit de suivre la bataille de Friedland.

Ce fut dans ce temps que je perdis mon fatal procès contre Mr. Umbgrove. J'en ai déjà rapporté la cause et les détails. Personne au monde ne peut avoir une plus haute idée que moi de l'intégrité des juges de mon pays. Ils ont décidé sans doute d'après les formes rigoureuses des loix. Cependant je n'en reste pas moins convaincu que, d'après l'arrangement pris à Batavia, je ne devois plus rien à Mr. Umbgrove. Appel-

ler en révision de cette malheureuse affaire, eut été seulement en prolonger la durée et les dépenses. Je me résignai.

Le roi resta en France jusqu'au retour de l'empereur, après la paix de Tilsit. Il eut avec lui une explication, qui finit par une réconciliation amicale, et il promit de suivre franchement la politique de son frère, qui s'engagea de son côté à le laisser entièrement maître dans son intérieur. Ensuite il revint en Hollande; nous lui exprimâmes tous une satisfaction sincère de le revoir. Car il savoit être aimable quand il le vouloit, et possédoit le talent de gagner les coeurs. Il aimoit la Hollande et les Hollandais, et estimoit surtout leurs vertus. Sa maladie, ses souffrances, et les événements singuliers ou critiques du court période de son règne ont eu, je n'en doute pas, une influence funeste sur son caractère et sur sa conduite.

Son séjour à La Haye et l'application au travail ébranlèrent de nouveau sa santé qui sembloit s'être améliorée durant son voyage. Il attribuoit sa langueur à l'air du voisinage de la mer, et à l'eau qu'il disoit malsaine. La Haye, où le souvenir de son fils le déchiroit encore, lui devint insupportable et il résolut de s'en éloigner, après avoir levé, le plus adroitement qu'il pût, les difficultés qui se présentoient, et d'établir à Utrecht sa résidence et le siège du gouvernement. Il prétendoit la salubrité de cette ville. Utrecht, disoit-il, située presqu'au centre du royaume, sembloit destinée à en être la capitale, plutôt que La Haye, qui, si près de la mer, pouvoit même être exposée à un coup de main de la part d'un ennemi entreprenant. Je ne discuterai pas ces raisons qui n'étoient que de vains prétextes. Il est facile de voir les inconvénients

sans nombre d'une pareille translation, et les avantages que présente La Haye comme une résidence.

Il partit subitement pour Utrecht, s'y logea dans une auberge, fit, en toute hâte et à frais énormes, acheter et meubler un assez grand nombre de maisons, et à la fin n'eut pour lui-même qu'une habitation peu commode et indécente pour un roi. Les ministres étoient obligés de s'y transporter chaque fois pour tenir les conseils et travailler avec lui, ce qui fesoit perdre un temps précieux. Ceux qui appartenoient au gouvernement ou à la cour, se trouvoient déplacés et mécontents. A La Haye on crioit tout haut à l'injustice: la place étoit ruinée par le départ de ceux qui la soutenoient, et les habitants d'Utrecht, accoutumés à une vie tranquille et uniforme, ne laissoient échapper que des plaintes. Ce fut la première mesure du roi qui fut généralement désapprouvée. On ne s'attendoit pourtant pas qu'avant deux ans il changeroit de nouveau la résidence de la cour et le siège du gouvernement, avec plus de difficultés encore, plus de dépenses, et moins de convenances que la première fois.

Le roi, avant son départ pour la France, m'avoit déjà parlé d'un singulier projet, celui de réunir en un seul les deux corps du génie militaire et de l'artillerie. L'exécution m'en sembloit difficile, et devoit trouver de nombreux obstacles entre deux corps qui existoient séparés depuis longtemps. Je conçois du reste les avantages qui en pourroient résulter dans la création d'une armée nouvelle. Le roi le vouloit absolument, et comme parmi les officiers, distingués chacun dans son arme, il ne s'en trouvoit aucun capable d'être mis à la tête des deux, le roi demanda à l'empereur et en obtint la

permission de s'attacher un officier général de l'armée Françoise propre à ce commandement. Sur le refus de plusieurs généraux François de l'artillerie, qui ne se laissèrent point éblouir à ses promesses, il fut obligé de se contenter d'un colonel nommé Demarçay, chef de l'école d'artillerie à Mézières. Il étoit naturel que l'arrivée de cet officier déplût aux deux officiers Hollandois placés à la tête de chaque arme, les colonels Krayenhoff et Martuchéwitz; Mr. Demarçay d'ailleurs développa une humeur hautaine, des prétentions insupportables, et du mépris même pour nos institutions, contre lesquelles il étoit prévenu sans les connoître. Le roi lui remit un plan de règlement pour le service des deux armes combinées et pour leur réunion même, qu'il m'avoit chargé de composer. Mr. Demarçay le désapprouva, même avant de l'avoir lu, et en présenta un autre de sa conception, aussi absurde qu'inexécutable; il ne connoissoit en aucune manière l'état où se trouvoient ces deux armes, et ne savoit pas que, même dans le temps où notre armée avoit été sur le plus mauvais pied, les officiers Hollandois du génie militaire et de l'artillerie avoient joui toujours d'une grande réputation en Europe. Un des articles du projet portoit que le commandant en chef des deux armes, qui n'étoit autre que lui-même, seroit en même temps grand-officier du royaume et membre du conseil d'état: ce qui déplut extrêmement au roi.

J'aurois eu moi-même à essuyer de ses airs de hauteur, si je l'avois souffert. Le roi me dit de le mettre aux arrêts, s'il osoit me manquer. Je lui répondis que je le ferois, aussitôt qu'il auroit cessé de porter la cocarde Françoise. Je démontrai alors au roi les défauts du

règlement impraticable qu'il avoit proposé, et le mien fut adopté, à quelques modifications près dans la partie technique, que Mr. Demarçay entendoit parfaitement bien. Il fut ensuite nommé général-major, commandant en chef des armes du génie militaire et de l'artillerie combinées, et grand-officier du royaume, mais non conseiller d'état. Il ne devoit conserver cette place que peu de temps, comme je le prédis au roi en quittant le ministère. Son rang de grand-officier du royaume n'étoit que civil, et pour le militaire il n'avoit que le grade de général-major, et devoit en porter l'uniforme: mais, toujours entiché de ses grandeurs, il se fit broder un uniforme de lieutenant-général: le roi, irrité, lui défendit de le porter, ce qui le mit à son tour de si mauvaise humeur qu'il donna sa démission et retourna en France, où il prétendit devoir être général de brigade, après avoir été général-major en Hollande; on ne l'écouta pas, et il fut mis à la retraite, au grade de colonel. Je n'ai parlé de cet homme, d'ailleurs insignifiant, que pour rapporter un trait du caractère singulier de Louis.

L'année tiroit à sa fin et il falloit toucher de nouveau à l'épineuse question des finances. Le cours de cette année avoit été remarquable par l'emprunt onéreux qui avoit servi à combler le déficit, et par les contestations élevées entre les unitaires et les fédéralistes au sujet des impositions. Cette importante affaire étoit depuis la révolution demeurée en litige, et quoiqu'elle eut été souvent décidée par la loi, l'exécution de ses décrets avoit trouvé un obstacle insurmontable dans l'opiniâtreté des fédéralistes, jusqu'à l'époque du gouvernement de Mr. Schimmelpenninck, à laquelle fut introduit le système d'impositions générales, adopté

par le grand-pensionnaire, et mis en pratique par Mr. Gogel avec l'énergie et la force de volonté qui le caractèrisent. Mais à l'avènement du roi Louis, les fédéralistes et particulièrement les nobles des provinces de Gueldres et d'Over-Yssel, qui s'y trouvent les plus grands propriétaires, présentèrent des pétitions contre ce système qu'ils essayèrent de renverser. Le roi les accueillit et mit leurs demandes en délibération au conseil d'état, où ils firent jouer tous les ressorts possibles en leur faveur. Cependant, après de longs débats et des discussions fort animées, ils succombèrent encore et le système des impositions générales fut maintenu.

Il seroit trop long de rapporter ici l'origine et l'histoire de cette querelle, toute intéressante qu'elle ait pu être pour notre pays. Après le succès qu'eut Mr. Louis pour les deux emprunts et qu'il devoit à l'entremise de Mr. Voute, ce dernier gagna la confiance du roi et fut fait conseiller d'état et directeur-général du trésor public, ce que ne plut guères à Mr. Gogel. Ces deux hommes avoient des principes bien différens en politique et en finances. L'un ni l'autre n'étoit d'accord avec moi. J'évitois donc d'entrer en discussion avec eux à cet égard, excepté, au conseil des ministres, quand il s'élevoit une question de cette nature et que j'étois forcé de donner mon opinion, ce que je fesois toujours d'après ma conscience et mes lumières. Mr. Gogel et Mr. Voute s'impatientèrent de mes arguments, et se plaignirent de toutes ces oppositions qui, disoient-ils, entravoient la marche des affaires. Je répondis qu'étant appellé au conseil pour énoncer mes opinions, mon devoir m'obligeoit à en agir ainsi; que si mon avis ne valoit rien il falloit le négliger, ce qui avoit eu lieu pour

l'emprunt; qu'un simple examen fait dans l'intérieur du conseil, hors de la connaissance du public, ne pouvoit pas entraver la marche des affaires. Le roi me témoigna encore son contentement, mais je m'apperçus bientôt que ses éloges n'étoient plus que des compliments d'usage.

Le roi commençoit à donner l'essor à cette inquiétude d'esprit, qui ne pouvoit se lasser de changements. Tout le monde en fesoit déjà la remarque. Il changea presque tous ses ministres en même temps, ce qu'il fit plusieurs fois encore dans la suite, sans aucun motif apparent. Un jour, après mon retour de Vienne, je lui parlois de l'injustice qu'il y avoit à ne pas conserver aux ministres appellés à d'autres fonctions, mais non disgraciés, les honneurs de la cour ou les entrées: *Oh! pour le coup non*, dit-il; *car je renverrai encore tant de ministres, et il y aura tant d'ex-ministres, que mon salon ne pourroit les contenir tous.*

Il vouloit principalement se débarrasser de l'amiral Verhuell, de Mr. G. Six et de moi. Apparemment ses flatteurs, qui se disoient ses amis, et qui l'excitoient contre son frère, nous représentoient à lui comme des partisans exagérés de la politique Française, parce que nous soutenions au conseil que, dans la situation présente, il étoit impossible pour le roi de Hollande, de se séparer des intérêts de la France, et qu'il valoit mieux y marcher franchement et de bonne foi, que de nous exposer, en tergiversant, à l'inimitié de Napoléon. Le roi me fit appeller un jour dans son cabinet, après le conseil, et me dit qu'il vouloit m'envoyer en Russie chargé d'une mission; que j'y avois été bien vu par l'empereur Alexandre, etc. Fort étonné de cette nouveauté je lui répondis que mon séjour en Russie avoit été aussi

préjudiciable à ma santé qu'à ma fortune, que je me résoudrois pourtant à y retourner s'il s'agissoit de son service, mais que je le priois de limiter ma mission au moins de temps possible et de me permettre de laisser en Hollande ma femme et mes enfants. *Non*, dit-il, *votre femme doit vous accompagner; mais j'augmenterai les appointements de votre place.* Puis, me tirant par le bouton, comme l'étoit son habitude, il me dit avec un air de confidence: *Je dois envoyer un ambassadeur à mon frère, et comme je veux que mon représentant lui soit agréable, je lui ai proposé le choix entre l'amiral Verhuell, Mr. G. Six et vous. Peut-être vous choisira-t-il, mais en tout cas préparez-vous pour un mission; ne parlez à personne de ce que je vous ai dit, et que tout reste secret entre vous et moi.*

Je n'entendis plus parler de rien de quelques semaines. Le ministre des relations extérieures ne me parut instruit de rien.

En Novembre 1807, m'étant rendu à Utrecht pour un conseil des ministres, Mr. Van der Goes, qui logeoit dans la même maison que moi, et qui par hazard rentroit au moment où je sortis pour aller à la cour, me dit que le roi venoit de me nommer son ministre près la cour de Vienne, et de nommer l'amiral Verhuell son ministre à St. Pétersbourg. Je ne fus pas surpris; j'avois même quelque lieu de me réjouir. Le voyage étoit court, et ma femme pouvoit plus facilement m'y suivre.

Le roi reçut ce jour-là le corps législatif, qui venoit de se rassembler pour la session de 1808, et dont le président étoit alors le comte de Byland Halt. Je fus appellé ensuite pour travailler avec le roi; je pensois qu'il me

parleroit de ma mission à Vienne; il ne m'en dit pas un mot, et travailla avec moi comme si j'eusse dû, toute ma vie, rester ministre de la guerre. Mon portefeuille étoit fort garni. Il étoit déjà tard quand on vint avertir le roi de l'heure de son dîner. Il me dit de rester avec lui. Il y avoit à sa table ce jour-là Mr. Mollerus et le comte de Byland Halt. Le roi étoit de belle humeur et causoit beaucoup. Il parla de marine à Mr. de Byland, qui avant la révolution avoit été contre-amiral. Celui-ci, en rapportant les particularités d'un voyage qu'il avoit fait en croisière dans la Méditerranée, fit par hazard mention de sa femme. *Votre femme*, dit le roi, *étoit donc à votre bord? Il étoit donc permis alors à un commandant d'avoir sa femme avec lui? Non*, répliqua le comte, *mais nous le fesions malgré la défense. Ah!* dit le roi, *voilà bien votre oligarchie: chacun fesoit ce qu'il vouloit. Pour les places, les uns les acceptoient, les autres les refusoient à leur fantaisie. Non! il faut des loix; il faut que chacun y obéisse. Ceux qui servent l'état doivent aller aux postes que le souverain leur assigne; lui seul peut et doit juger ce qui leur est propre. Quant à moi, je ne veux plus écouter là-dessus de remontrances. Voilà*, dis-je en moi-même, *un avis au lecteur.* C'étoit au reste le prélude et l'annonce de grands changements. Retourné à La Haye le ministre des affaires étrangères me communiqua ma nomination pour Vienne, et je me hâtai de lui faire parvenir mon acceptation. Alors le roi m'envoya le grand-cordon de l'ordre royal de Hollande, et me nomma lieutenant-général de ses armées. J'allai remercier le roi qui, me payant de paroles flatteuses, me dit que m'ayant vu si bien réussir à augmenter son armée, il avoit voulu, maintenant qu'il falloit la

diminuer, m'épargner cette opération désagréable; que désirant beaucoup l'amitié de l'empereur d'Autriche, il avoit choisi à dessein un homme distingué etc. Je lui demandai alors à qui je devois remettre le portefeuille de la guerre? Au général Janssens provisoirement, me répondit-il, après avoir quelque temps hésité. Je lui représentai que rien n'étoit plus pénible que d'être chargé d'un portefeuille par intérim, que j'en avois fait l'expérience, et que l'épreuve en seroit peut-être plus difficile encore pour le général Janssens. Il se mit à rire: il vit bien que je connoissois l'opinion qu'il avoit du général Janssens et que j'avois en même temps deviné son dessein. *Eh bien!* me dit-il, *remettez-lui le portefeuille, et annoncez-lui que je le nomme ministre de la guerre.* Il ne le fut guères plus longtemps que moi. Il en fut d'abord enchanté; nous partîmes ensemble pour La Haye, moi pour lui remettre le portefeuille et lui pour le recevoir: il étoit propre à cette place.

Mon traitement fut fixé à vingt-huit mille florins par an; je savois qu'à Vienne la vie étoit à bon marché, et le change favorable. Comme ministre de la guerre je n'avois eu que quinze mille florins par an; et on m'en retenoit deux mille pour le logement que j'occupois à l'hôtel. Le roi pourtant vouloit que ses ministres, et surtout celui de la guerre, eussent une représentation fort coûteuse. J'avois à recevoir les généraux et les officiers supérieurs qui venoient à La Haye. Il m'ordonna même de donner un grand dîner quand l'armée reçut les drapeaux; et comme je lui objectois la dépense, il me dit: *Oh! nous verrons bien après!* Cependant je n'ai jamais reçu du roi Louis, ni à cette occasion ni à d'autres, aucun dédommagement pécuniaire, aucune

gratification. Il donna seulement à ma femme, quand il servit de parrain au baptême de nos filles, une paire de pendans d'oreilles en diamants. Peut-on s'étonner ensuite, qu'à la fin de ma carrière je me sois trouvé sans fortune et même endetté?

CHAPITRE XVI.

Départ pour Vienne avec mission de passer par Cassel. La nouvelle cour du royaume de Westphalie. Négociations qui n'aboutissent pas. Jean de Muller, l'historien des Suisses. Aspect de la cour du roi Jérôme. Ordre de partir pour Vienne. Nouveaux changements de ministres en Hollande. M. G. Six. Le baron de Roest. Arrivée à Vienne (1808). Fêtes du mariage de l'empereur d'Autriche avec sa troisième épouse. Mme Van Hogendorp, avec ses enfants, rejoint son mari. Les créanciers Hollandais de l'Autriche. Dépréciation des finances Autrichiennes. Projets de remède à la situation. Ils sont traversés par les financiers Hollandais. M. Van der Hoop, représentant de la maison Hope.

Le roi me pressa de partir et me chargea de passer par Cassel pour complimenter son frère sur son avènement à la couronne de Westphalie, et pour négocier avec lui la cession qu'il vouloit lui faire de huit bataillons d'infanterie tout équipés et composés d'Allemands, pour la plupart Westphaliens.

J'obtins du roi la permission d'emmener avec moi mon fils comme auditeur, attaché à la mission. La saison me força de laisser à La Haye ma femme et mes enfans, qui devoient me rejoindre au printemps.

Je trouvai la nouvelle cour de Cassel dans la confusion d'un premier établissement. Le roi Jérôme m'accueillit fort bien, et, comme l'ambassadeur d'un prince de sa famille, me fit loger au pavillon de Belle-

vue, habité auparavant par la maîtresse de l'électeur, où je trouvai tous les agréments possibles. J'allois dîner tous les jours au Palais, avec le grand-maréchal; et le soir j'avois l'honneur de faire la partie de la reine, ordinairement avec le vieux comte de Westphalen et le comte de Meerfeld, tous deux alors fort assidus à faire leur cour.

Après les compliments d'usage de la réception, je lui parlai des huit bataillons Allemands. Je lui vantai la belle tenue des troupes. *Oui!* dit-il, en riant, *le présent est fort beau, si beau même que je soupçonne quelque dessous de cartes de la part de mon frère.* Il me renvoya à son ministre de la guerre. Celui-ci étoit un officier François, nommé Moris, qu'il avoit en peu de temps avancé au grade de général. Ce jeune homme, chargé d'organiser une armée pour le nouveau royaume, n'y entendoit rien, et avoit pourtant une grande présomption; il craignoit, voyant une foule d'officiers Allemands et François s'offrir pour sa nouvelle armée, de resteindre son patronage en acceptant des bataillons complets. Mais il ne couvroit ce motif d'aucune raison plausible. Je m'adressai encore au roi, qui étoit si bien prévenu par Mr. Moris qu'il ferma les yeux à ses propres intérêts; et j'annonçai ensuite au roi Louis l'opposition que j'avois éprouvée, ce qui l'irrita. Il licencia les troupes; la plupart des soldats Westphaliens, que j'avois enrôlés l'année d'avant comme prisonniers Prussiens, et les officiers, gens instruits et pleins de bravoure qui sortoient des régiments de Waldeck, entrèrent isolément au service de Westphalie.

J'attendis à Cassel le retour de mon fils, que j'avois envoyé à Utrecht pour annoncer au roi le résultat de

la négociation; ce qui me permit de voir l'ouverture de l'assemblée législative du nouveau royaume. Comme il étoit composé d'une infinité de petits états, qui différoient par leurs constitutions, leurs moeurs et leurs religions, les députés formoient un assemblage singulier de personnes étonnées sans doute de se voir ensemble membres d'un même corps. J'y trouvai parmi les Prussiens quelques anciennes connoissances. J'y revis le célèbre Jean de Muller, l'historien des Suisses, l'auteur d'une histoire générale et de plusieurs autres ouvrages fort estimés, et regardé comme un des premiers publicistes de l'Allemagne. Il s'étoit toujours hautement déclaré contre Napoléon. Mais en 1806 l'empereur, étant entré dans Berlin et sachant qu'il étoit dans cette ville, le fit venir, et eut avec lui dans son cabinet une fort longue conversation. Jean de Muller en sortit l'un de ses plus grands admirateurs, et rempli d'enthousiasme et d'attachement pour ce même homme dont il avoit été jusques-là un des ennemis les plus acharnés. J'eus avec Jean de Muller quelques entretiens confidentiels, dans lesquels il me raconta lui-même ce fait. L'empereur Napoléon l'avoit recommandé, comme un homme propre au ministère des relations extérieures, à son frère Jérôme qui étoit loin d'en faire le même cas, et qui néanmoins lui donna cette place. On cherchoit à la cour à le rendre ridicule; on répandit sur son compte des bruits injurieux: et ce savant modeste, qui ne se sentoit pas fait pour le ministère, le quitta et obtint la direction-générale de l'instruction publique, dont il ne jouit pas longtemps: la mort le moissonna peu après.

La cour offroit un aspect plus bizarre encore que

l'asssemblée législative. Les François y dominoient, mais n'étoient pas en général fort distingués. Quoique l'empereur eut permis à ses frères d'emmener des François avec eux, il n'aimoit pas à leur voir prendre ce parti, et les désapprouvoit en les voyant donner à ceux qui les avoient suivis les meilleures places civiles et militaires de leurs états, au détriment des nationaux. Mais ses frères ne savoient pas se prêter à ses conseils. Et ils furent pourtant quittés successivement par la plupart des François, qui se trouvoient placés dans une situation fausse et qui aimoient mieux retourner en France, où ils étoient obligés de redescendre à des grades inférieurs à ceux qu'ils avoient obtenus en passant au service étranger.

Le roi Jérôme étoit, comme ses autres frères, fort jaloux de l'ascendant que Napoléon devoit naturellement avoir sur eux; il répétoit sans cesse qu'il n'étoit pas et qu'il ne vouloit pas être le préfet de son frère. Il montroit d'ailleurs d'heureuses dispositions, de l'application au travail, et le désir de faire le bien. La reine étoit la princesse Catherine, fille du roi de Wurtemberg de son premier mariage avec une princesse de Brunswick. Elle aimoit passionnément le roi, en étoit même jalouse et avoit lieu de l'être. Jérôme portoit toujours sur son sein le portrait du fils qu'il avoit eu de son premier mariage avec M^lle^ Patterson. La reine avoit de la grâce et de la beauté avec un peu trop d'embonpoint; et sa politesse engageante ne sembloit que l'expression de sa bonté naturelle. La grande-maîtresse de sa cour étoit la comtesse de Truchsess de Waldbourg, née princesse de Hohenzollern, qui joignoit à une belle figure et à un extérieur imposant un caractère hautain,

impérieux, et qui voulut tout gouverner à force d'intrigues. Son mari étoit Prussien, fils d'une parente de la comtesse de Keyserling, de celle-là même dont j'ai parlé au commencement de ces mémoires. Je l'avois connu enfant à Koenigsberg. Son épouse ne pouvoit supporter la présence des Françoises venues avec la cour.

Mon fils m'apporta enfin l'ordre de partir aussitôt pour Vienne. Le roi Louis venoit encore de changer entièrement son ministère. Il s'étoit dégoûté de son ministre secrétaire d'état, Mr. Roëll, et pour s'en débarrasser, lui avoit donné le ministère des relations extérieures à la place de Mr. Van der Goes, qui ne fut plus que grand-chancelier de l'ordre royal de Hollande avec une forte pension. Il étoit pourtant, par ses connaissances, par son caractère doux et ses manières distinguées, éminemment propre au poste qu'il cédoit à Mr. Roëll, qui s'y trouvoit tout-à-fait hors de sa sphère. Mais le roi ne vouloit pas un ministre pour secrétaire d'état, ce qui le gênoit; et il étoit dans son caractère et dans ses principes d'employer les hommes à ce qui lui plaisoit, sans s'inquiéter si leurs talents s'y prêtoient ou non. Pour éloigner le plus possible de lui Mr. Verhuell, il l'avoit nommé à la mission de St. Pétersbourg, et l'avoit forcé, malgré lui, à partir sans retard. Mr. Verhuell trouva moyen d'en instruire l'empereur Napoléon, qui alors le demanda pour être ambassadeur à Paris, et, comme il ne voyageoit qu'à petites journées, il reçut ordre à Francfort de se diriger vers la France.

Mr. Guillaume Six, homme d'esprit et d'une instruction fort étendue, mais d'une vanité ridicule, n'étoit encore qui conseiller d'état, et brûloit d'envie d'être

ministre. Il fut enfin nommé ministre-président du conseil d'état, et peu de temps après, au premier jour de l'année 1808, venant à la tête du conseil d'état complimenter le roi, il s'avisa de lui parler beaucoup du *Grand Napoléon* son frère.

Le lendemain Louis le nomma son ministre près la cour de Russie, à la place de Mr. Verhuell.

Dès ce moment il commença à ne se plus contraindre; il détruisoit sans cesse pour créer: il satisfesoit, autant du moins qu'il le pouvoit, cette inconstance qui étoit devenue en lui comme une passion.

Il étoit le même dans son intérieur; il se plaisoit à étonner tout le monde par des nominations bizarres et inopinées. Un jeune homme de vingt ans, le baron de Roest, devint en moins de deux ans, de sous-lieutenant, général-major et grand-maréchal du palais, sans aucun de ces talents distingués ou de ces qualités supérieures qui font pardonner un avancement extraordinaire, sans autre recommandation que d'être attaché à la religion Catholique, à laquelle en effet Louis tenoit beaucoup. Quand je pris congé du roi Jérôme, il me pria de commencer à établir entre lui et la cour de Vienne des relations diplomatiques, et de communiquer au comte de Stadion, alors ministre des relations extérieures en Autriche, l'intention où il étoit d'y envoyer comme son ministre le comte de Meerfeld. En acceptant la commission qu'il me donnoit, je lui dis que je doutois que cette nomination, agréable sans aucun doute à la cour de Vienne, plût également à l'empereur Napoléon. La suite l'a prouvé: il ne goûta pas alors mon avis.

J'arrivai à Vienne, en Janvier 1808, pendant les fêtes du mariage de l'empereur avec sa troisième femme,

fille de son oncle l'archiduc Ferdinand, et de la princesse Béatrix de Modène. Je reçus un accueil amical du comte de Stadion, dont j'avois été le collègue en Russie. Je fus, peu après, présenté à l'empereur François, à l'impératrice et aux archiducs, qui tous me donnèrent de grands témoignages de bienveillance.

La commission dont m'avoit chargé le roi de Westphalie eut un heureux succès, et la cour de Vienne en voya le comte de Grünne, comme son ministre à Cassel. On apprit cependant, quelque temps après, que ce seroit Mr. d'Esterno qui viendroit, au lieu de Mr. de Meerfeld.

D'après tous les usages reçus en diplomatie, je devois m'attendre, de la part du roi de Westphalie, à un présent, sur lequel pourtant j'aurois en vain compté. Je ne sais si les présents ne sont que la récompense de la corruption ou de l'intrigue; mais j'ai toujours été laissé à cet égard dans un honorable oubli.

Le seul que j'aie jamais reçu est le diadème en diamants que l'empereur de Russie a donné à ma femme.

Le frère de ma femme, le prince de Hohenlohe, colonel au service d'Autriche, obtint alors un congé pour aller en Hollande voir sa mère et ses soeurs, et à son retour me ramena ma femme et mes enfans, au mois de mai 1808.

Une de mes principales obligations étoit de veiller aux intérêts des créanciers Hollandois de l'Autriche. La cour de Vienne avoit successivement, dans le cours du dernier siècle, fait des emprunts très considérables en Hollande. Une des conditions étoit que les rentes seroient payées exactement en Hollande même, et en argent de Hollande, par les banquiers chargés de ces négociations, Mrs. Goll et Co. à Amsterdam, et Mrs. Ozy à Rotter-

dam; ce qui fut observé pendant une longue suite d'années, à l'honneur du crédit de l'Autriche. Mais après les revers multipliés qu'éprouvèrent ses armées pendant les guerres de la révolution, elle se trouva épuisée et hors d'état de fournir les fonds pour le payement des intérêts en Hollande; et sous le ministère des finances du comte de Zichy elle déclara ne pouvoir solder les rentes, ni faire le remboursement des capitaux aux termes fixés, qu'à Vienne même et en billets de banque de Vienne, qui n'avoient réellement que le tiers ou même le quart de leur valeur nominale, de sorte que c'étoit faire une banqueroute presqu'entière à ses créanciers. Ceux-ci firent éclater leur indignation; mais n'ayant pas deux cent mille hommes à faire marcher pour appuyer leurs plaintes, elles restèrent sans effet, surtout tant que dura la guerre. Dans une assemblée tenue par les intéressés, mécontents de la conduite de la maison Goll et Co., on avoit fait choix de la maison Hope et Co. pour prendre en main les intérêts des créanciers, et agir en leur nom auprès de la cour de Vienne; et on y députa Mr. Robert Voute, dont j'ai déjà parlé, et qui avoit été si heureux en Russie dans une circonstance à peu près semblable. Il le fut moins cette fois ou, pour mieux dire, il échoua tout-à-fait. Les créanciers s'adressèrent ensuite au roi Louis, pour obtenir son intervention en faveur de leurs droits et de leurs justes prétentions auprès de la cour de Vienne. Ce soin me fut donc confié. A la première audience que j'eus de l'empereur, je lui représentai l'état malheureux où se trouvoient réduits les créanciers Hollandois par le changement arbitraire introduit dans le mode de payement des rentes. L'empereur en parut

frappé, touché même, et me dit qu'il en consulteroit avec ses ministres, qui me feroient connoître sa réponse. C'étoit la marche naturelle de l'affaire. Le comte de Stadion m'en parla bientôt, mais de manière à me laisser peu d'espoir. Je lui présentai alors une note par écrit, fort détaillée, où je développois le véritable état de la question, et où je demontrois l'injustice qu'on fesoit aux créanciers en les forçant à accepter des valeurs si au-dessous de celle à laquelle ils avoient droit de prétendre, ce que je ne craignois pas de nommer une banqueroute au moins partielle, dont la conséquence étoit la ruine du crédit de la cour de Vienne en Hollande. Il me répondit: mais sa note contenoit une suite de justifications et de raisonnements, qui ne prouvoient rien que la pénurie où l'Autriche avoit été réduite par les guerres et les désastres qu'elle avoit essuyés. Il me renvoya pourtant au comte de Zichy, et au comte d'Odonnel, qui venoit de remplacer le premier dans le ministère des finances. Les conférences que j'eus avec eux n'eurent pas un plus grand effet. Des plaintes, des réclamations appuyées sur le bon droit, d'un côté; de l'autre des protestations d'une bonne volonté rendue inutile par les circonstances, des excuses, et quelqu'espoir pour l'avenir, rien enfin qui amenât une conclusion. Le roi m'avoit autorisé, pour accélérer la marche de l'affaire à correspondre directement avec la maison de Hope et Co. J'en reçus des notes volumineuses où le bon droit des créanciers étoit établi avec une évidence, inutile pour moi, qui en étois convaincu, et pour les ministres Autrichiens, qui s'y refusoient. Ils n'avoient pas d'argent, ou peut-être ne vouloient pas en donner, ayant déjà en vue la nouvelle guerre de 1809.

Je dirigeai alors mes tentatives sur un autre point.

La cour d'Autriche essaya dans ce temps de vendre une partie de ses riches et vastes domaines, non pour payer ses dettes, mais pour se mettre en état de courir une autrefois les chances de la guerre. Mais dans l'intérieur il n'y avoit pas d'argent; les étrangers n'avoient pas de confiance; la vente ne put s'effectuer. Je formai là-dessus mon plan: je ne négligeai rien, avant d'agir, pour m'assurer qu'il étoit raisonnable; il fut approuvé entr'autres par le baron de Müller, banquier Suisse et en même temps chargé des affaires de la république Helvétique à Vienne, très au courant des affaires intérieures et de l'état financier de l'Autriche, qui me donna toutes les informations que je pouvois désirer.

Je résolus donc de proposer au gouvernement Autrichien l'achat, dans chacune de ses provinces proportionnellement, d'une partie de ses domaines estimés d'après les cadastres sur le prix auquel ils étoient affirmés, pour la valeur totale de sa dette en Hollande, ce qui auroit en même temps l'avantage de relever son crédit pour de nouveaux emprunts, s'il en avoit besoin, et donneroit peut-être à d'autres capitalistes assez de confiance pour acheter aussi de ces domaines.

Je proposois de l'autre côté aux créanciers en Hollande de s'associer à l'entreprise pour la valeur de leurs créances, en échangeant leurs titres de l'Autriche contre des actions, et de se former en une société qui se choisiroit des directeurs. Il devoit y avoir à Vienne, pour l'administration et les rentes, une direction centrale, composée de commissaires Hollandois, et dans chaque province une sous-direction, qui, tenue de rendre ses comptes à la première, auroit régi les domaines et

dirigé les rentes annuelles. On auroit envoyé en Hollande le produit des revenus, qui auroit été distribué aux intéressés au lieu de rentes ou dividendes. On auroit annuellement dans les provinces vendu un vingtième, ou un vingt-cinquième de la totalité des domaines, ce qui auroit servi à payer le capital d'autant d'actions, en forme de loterie; de sorte qu'au bout de vingt à vingt-cinq ans, toute la dette eut été liquidée. Beaucoup de gens sensés et qui se connoissoient en finances l'ont jugé ainsi. Les intéressés eussent été totalement remboursés en valeur effective; ils sont maintenant estimés avoir perdu les deux tiers ou les trois quarts de ce qu'ils ont avancé.

La réussite de mon plan dépendoit de la promptitude et du secret. J'expédiai mon fils en Hollande. Le roi parut d'abord tout approuver. Mais le ministre des relations extérieures, Mr. Roëll, après avoir consulté la maison Hope, ou plutôt Mr. Labouchère, qui en étoit déjà comme le chef, et Mr. Robert Voute, l'oracle, comme je l'ai déjà dit, des capitalistes, soutint avec ces messieurs et persuada au roi que mon projet ne valoit rien. Pour les raisons, on ne me les a jamais dites. Mr. Voute fit au roi un espèce de rapport, qui servit à motiver la décision qu'on lui fit prendre, et qui me fut envoyé en réponse. Il ne rouloit que sur de vaines déclamations contre la probabilité que la cour d'Autriche y consentit et sur les difficultés qu'on trouveroit dans l'exécution. Mr. Voute finissoit par établir qu'une affaire de cette nature devoit être traitée, non pas diplomatiquement, par un ministre, mais commercialement, si je puis le dire, par des négociants instruits en finances, auxquels le ministre ne feroit que prêter au besoin son appui. C'étoit pour tirer l'af-

faire de mes mains, que Mr. Voute et ses amis, voulant agir à leur fantaisie et dans leurs propres intérêts, avoient provoqué la décision que le roi adopta. Mr. Roëll m'en instruisit, et me manda que la maison Hope, agissant pour les intéressés, avoit chargé Mr. Van der Hoop de se rendre à Vienne et d'y continuer cette négociation qui me devenoit étrangère; que le roi désiroit seulement que je présentasse à la cour Mr. Van der Hoop, et le jeune Mr. Hodshon qui devoit l'accompagner. Du reste il se contraignoit jusqu'à louer mon zèle et mes bonnes intentions.

Quelque désagréable tournure qu'eut prise pour moi cette affaire, je résolus de faire mon devoir. Je communiquai au comte de Stadion l'ordre que j'avois reçu et le désir que j'avois de présenter Mrs. Van der Hoop et Hodshon à l'empereur. Le comte de Stadion s'y refusoit, ne les considérant que comme des agents ou commis de maisons de commerce. Mais je lui représentai que Mr. Van der Hoop étoit le fils d'un membre distingué de l'ancien gouvernement, qui avoit été fiscal de l'amirauté, ce qui équivaut à la place de ministre de la marine, et que Mr. Hodshon, fils d'un négociant riche et fort considéré d'Amsterdam, avoit reçu du roi une croix de commandeur de l'ordre royal de Hollande, et que tous deux étoient admis à la cour, ce qui sert généralement de règle dans les présentations aux cours étrangères. Ma demande me fut accordée. Ces commissaires arrivèrent bientôt après; je ne connoissois personnellement ni l'un ni l'autre. Je me rappellois seulement avec un vif plaisir le vieux Mr. Van der Hoop lorsqu'il étoit fiscal de l'amirauté, les bontés qu'il avoit eues alors pour moi, et l'amitié dont il m'a-

voit toujours donné des témoignages. J'offris donc mon logement à son fils, ma table à tous les deux. Ils acceptèrent ma seconde proposition. Je remarque cette circonstance, indifférente en elle-même pour une raison dont on s'appercevra dans la suite. Je les présentai à l'empereur et à la cour, mais j'eus beaucoup de peine à obtenir pour eux des conférences avec les comtes de Zichy et d'Odonnel, qui ne vouloient, comme ministres, négocier qu'avec des ministres; et je fus obligé de m'engager à venir assister moi-même aux entrevues, de sorte qu'ils seroient censés avoir toujours continué cette affaire avec moi. Mr. Van der Hoop me pria lui-même de consentir à cet arrangement, qui étoit en sens contraire des ordres que j'avois reçus. Ces conférences n'aboutirent à rien. On chercha d'autres canaux de communication avec des agents et des employés subalternes des finances, qui, au fond, en savoient autant que les ministres, et souvent étoient plus en état de conduire à un résultat. On n'en obtint pourtant aucun, et bientôt après la guerre éclata. Depuis, il paroit qu'on a recommencé quelques tentatives, et le jeune Hodshon fut renvoyé à Vienne, même pendant la guerre. L'Autriche espéroit toujours se faire accorder un nouvel emprunt à la faveur de l'ancien, en promettant quelqu'amélioration dans le payement des rentes. Mais les créanciers Hollandois ne voulurent pas hazarder le certain pour une chance fort incertaine de recouvrement, et leur sort est toujours resté le même. Seulement la valeur des billets de banque de Vienne haussoit, quand il arrivoit quelqu'événement heureux à cette puissance: valeur bien au-dessous pourtant de celle des capitaux que mon projet, je crois, eut mis autre les mains des créanciers.

CHAPITRE XVII.

Préparatifs de l'Autriche pour une nouvelle lutte. Le jeune Metternich. Le comte de Stadion. La princesse de Bagration. La cour et la noblesse Autrichienne. Le banquier Juif baron de Arnstein. Le comte de Triers. Madame de Staël. Le prince de Ligne. Mme de Staël prêche la croisade contre la France et l'empereur Napoléon. Le théâtre à la cour. Le comte Louis de Cobentzel. Mr. Schlegel et ses lectures sur l'art dramatique. Politique masquée de l'empereur d'Autriche. Vienne en danger. M. Van Hogendorp reçoit l'ordre d'en sortir. Il traverse l'Allemagne et arrive à Amsterdam, la résidence du roi Louis. Conversations politiques avec Sa Majesté. La prince d'Orange à Vienne. Changement de cabinet en Hollande. M. Van Hogendorp nommé ministre à Berlin. Il décline la nomination. Son fils et les plans de mariage de celui-ci qui n'aboutissent pas. L'expédition Anglaise à l'île de Walcheren. Le général Tarayre. Duplicité du roi Louis.

Quand j'arrivai à Vienne, au commencement de 1808, tout paroissoit tranquille. Le repos que la paix de Tilsit avoit procuré aux nations du continent, sembloit devoir être d'une assez longue durée. Le général Andréossy étoit alors ambassadeur de France à Vienne, et Mr. Adair y étoit encore en cette qualité de la part de l'Angleterre; peu de temps après, sur les fortes instances de la France, on le contraignit à partir.

A travers cette fausse apparence d'intentions pacifiques, je ne tardai pas à m'appercevoir qu'on préparoit une lutte nouvelle. La jeune impératrice, excitée par sa mère et par ses frères, montra pour la France une

aversion décidée, dont le parti Anglois, toujours actif, et la cour de Rome, servie avec chaleur par le nonce qui se trouvoit à Vienne, ne manquèrent pas de profiter pour rallumer sur le continent les feux à peine éteints de la discorde. Mr. de Stadion étoit un des ennemis les plus invétérés de la France et en particulier de l'empereur Napoléon. Après la dernière paix, on l'avoit mis à la place du comte Louis de Cobentzel, beaucoup plus raisonnable et plus modéré que lui. Il étoit d'une de ces familles de noblesse immédiates en possession des canonicats et des bénéfices, qu'on regardoit comme des dégrés pour monter aux électorats écclésiastiques et aux archevêchés, etc., et qui venoient d'être sécularisés par le traité de Luneville, ce qu'elles ne pouvoient ni oublier ni pardonner. Son frère aîné étoit un de ces chanoines qui se croyoient faits pour devenir électeurs, ou princes archevêques. Il fulminoit donc contre la révolution et contre les événements qui venoient de fermer le chemin de sa fortune et prêchoit, comme un autre ermite Pierre, la croisade, la flamme et le sang. Il fut un des tisons de la guerre de 1809, et servit même à l'armée, en qualité de commissaire.

Le jeune Metternich, depuis si fameux, commençoit alors sa carrière. Il n'avoit encore été que ministre à Berlin et fut envoyé comme ambassadeur à Paris, dans l'intention bien avérée d'occasionner de nouveaux troubles. Je ne dis pas que telle fut l'intention de l'empereur, ou de ce qu'on pouvoit appeller le gouvernement, mais bien de ce parti, répandu dans toute l'Europe et animée par les Anglois, qui ne respiroit que la guerre, et auquel le ministre Stadion étoit tout dévoué. Je ne puis m'empêcher de m'arrêter ici, et de me livrer

à une réflexion amère que me fournissent mes souvenirs. Des partis, des sectes, des opinions font mouvoir le monde, et précipitent les nations dans les calamités de la guerre et dans le chaos des ouragans politiques, souvent même avant que les souverains ou les gouvernements y pensent ou s'en doutent.

C'étoit chez la belle princesse Bagration que la conspiration avoit établi son foyer. Le comte de Stadion se laissoit gouverner par cette femme, dont il étoit amoureux, et qui en effet avoit autant d'esprit que de grâce et de beauté. Mais elle étoit fanatisée autant qu'on pouvoit l'être contre la France. Je l'avois connue en Russie, et je la voyois assez souvent à Vienne: aussi je devinai bientôt ce qui se tramait. Je communiquai aussitôt ma découverte à mon gouvernement, qui feignit, je pense, de n'y pas ajouter foi.

La société étoit en ce temps là brillante et agréable à Vienne. La cour n'habitoit la ville que pendant l'hyver, et donnoit des bals et des soirées de jeu, auxquels étoit invité le corps diplomatique avec la haute noblesse; car on y fesoit une grande différence entre la haute ou vieille noblesse, qui pouvoit prouver seize quartiers, et la nouvelle qui n'étoit pas admissible à la cour. Les places de chambellans et de conseillers intimes, pour les hommes, celles de dames du palais, pour les femmes, étoient interdites à tous ceux qui ne fesoient pas preuve de seize quartiers. Elles étoient donc avidemment demandées par ceux que étoient dans ce cas. De chambellan on devenoit conseiller-intime; et cette distinction étoit marquée par une différence au noeud, attaché à la clef de chambellan. Il y en avoit alors a peu près quinze cents, dont plus de trois cents étoient conseillers-intimes.

Cette haute noblesse formoit aussi entre soi ce qu'on appelloit la haute société, où on n'admettoit nul autre d'une classe inférieure. Les ministres d'état n'invitoient à leurs dîners d'apparat personne qui ne fut de la haute noblesse, excepté les membres du corps diplomatique et les étrangers présentés par eux à la cour. Les hommes de cette classe se permettoient d'aller dans les autres sociétés de la ville, liberté que ne prenoient jamais les femmes.

Il y avoit parmi la noblesse, qui n'étoit pas admise à la cour, des maisons où l'on recevoit tous les soirs, et où se réunissoit une société agréable, particulièrement celle du banquier Juif baron de Arnstein, dont la femme, d'une famille juive de Berlin, étoit aussi distinguée par son esprit que par son caractère aimable et ses vertus, mais qui malheureusement avoit un défaut, trop général dans ce siècle, celui d'être fort passionnée dans ses opinions politiques.

Je trouvai à Vienne le comte de Triers, chef d'une grande maison de banque et marié à une princesse de Hohenlohe Schillingsfürst, cousine de ma femme, ce qui nous mit en relation l'un avec l'autre. Il me donna depuis des preuves de son amitié que je sus apprécier dignement.

Madame de Staël vint à cette époque figurer à Vienne, accompagnée de M^rs^. Schlegel, Sismondi et de quelques autres sectateurs, pour travailler à cette oeuvre mystérieuse qu'on tramoit, enfin à ce qu'on nommoit, entre les initiés, l'Allemagne contre Napoléon. Cependant elle tâcha en même temps d'obtenir du général Andréossy qu'il s'interessât auprès de Napoléon pour lui faire accorder la permission de revenir à Paris,

qui étoit, disoit-elle, le but suprême de ses désirs. Elle fut reçue à la cour, ce qui étoit une exception fort honorable pour elle qui n'étoit que fille d'un bourgeois de Genève, quoique veuve d'un gentilhomme Suédois. Elle vit et reçut la haute noblesse; mais comme celle-ci, principalement les femmes, ne vouloit pas voir, même en lieu tiers, des personnes d'une moindre naissance, elle se trouvoit fort souvent embarrassée avec ses connaissances littéraires et savantes, et toujours en contradiction avec les principes philosophiques et libéraux qu'elle affectoit de déployer; ce qui donnoit lieu à des scènes plaisantes.

Je ne m'étois pas empressé de rechercher sa compagnie. Mais un jour, placé à côté d'elle à la table du prince Kourakin, ambassadeur de Russie à Vienne, je liai naturellement conversation avec elle. Elle me reprocha obligeamment de n'être pas venu la voir, et me dit: *qu'elle estimoit beaucoup les Hollandois, qu'elle étoit même en correspondence avec deux de mes compatriotes, qui étoient réellement*, ajouta-t-elle, *des gens d'esprit.* Je la félicitai d'avoir trouvé deux hommes d'esprit parmi mes compatriotes qui en général n'en ont pas la réputation. Elle me fit promettre d'aller la voir. J'y allai: et depuis j'y dînai plusieurs fois avec le prince de Ligne, le général Andréossy et quelques autres hommes célèbres, des savants, des gens du monde, qui ne tenoient pas aux seize quartiers. Le prince de Ligne étoit extrêmement aimable à ces dîners à table ronde, de peu de convives et où le champagne ne manquoit pas. Sa conversation ressembloit à sa manière d'écrire: il étoit trop abondant, pour trouver toujours des idées neuves et piquantes; mais

il ne couroit pas après l'esprit, et ne blessoit jamais la raison. Les grâces du naturel, une pointe de sel et de gaieté animoient tous ses propos. Tandis que Madame de Staël, voulant toujours être savante et profonde, alambiquoit ses expressions et s'entortilloit souvent dans ses phrases jusqu'à oublier ce qu'elle avoit voulu dire. C'étoit la célébrité qu'elle vouloit, à tout prix, par tous les moyens: elle se seroit fait martyriser pour qu'on parlât d'elle. Paris, Paris, le plus beau théâtre du monde pour les talents, le centre de la gloire, étoit le lieu où elle vouloit briller. Je l'ai vue, presque à genoux, devant le général Andréossy le supplier d'écrire en sa faveur à l'empereur Napoléon, fesant l'éloge le plus pompeux de ce prince et protestant de son dévouement et de son estime pour lui. Aux petits soupers du parti Anglois, chez Mr. de Stadion et chez d'autres, avec les initiés, elle tenoit un langage bien différent. Et, indépendamment de sa propre célébrité, le but de ce voyage et des autres qu'elle a depuis entrepris dans le Nord, étoit de prêcher la croisade contre la France et l'empereur Napoléon. Elle a cru, parmi les Anglois, jouir de son triomphe; mais cette nation, froidement sensée, ne lui a fait, malgré toutes les louanges qu'elle lui a prodiguées, qu'un accueil peu flatteur. A Vienne même, où sa réception fut brillante, on voulut quelquefois la tourner en ridicule. On proposa dans une société, chez le Prince Jean de Lichtenstein, qui avoit un théâtre à son hôtel, de jouer la comédie des femmes savantes: elle accepta, sans se déconcerter, le rôle d'Araminthe qu'elle joua en perfection; le comte Louis de Cobentzel, ci-devant premier ministre, fit celui de Chrysalte; et les autres

personnages furent également bien remplis. Je n'ai jamais vu de représentation de société si heureuse dans son ensemble. Madame de Staël avoit réellement triomphé de l'intention maligne de ses ennemis; elle joua encore dans quelques drames de sa composition, Geneviève de Brabant, et Agar dans le désert, mais avec beaucoup moins de succès.

Le comte Louis de Cobentzel étoit excellent acteur, et paroissoit né pour la scène comique. Il étoit d'ailleurs, dans la société privée, un des hommes les plus aimables que j'aie jamais rencontrés. Habitant, l'été, une petite maison de campagne près la sienne, à Schoenbrunn, je passois presque toutes mes soirées chez lui. Il demeuroit avec sa soeur, Madame de Rombecke, femme également aimable et de beaucoup d'esprit.

Mr. Schlegel, qui accompagnoit Madame de Staël, fit, sur l'art dramatique, des lectures en Allemand où tout le monde courut. Il avoit pris pour thèse principable de préconiser ce genre qu'on venoit de nommer romantique, en opposition aux règles de l'art dramatique adoptées en France et modellées sur les Grecs. Mme. de Staël entendoit fort peu l'Allemand; elle présidoit pourtant à ces lectures et approuvoit hautement les principes de Mr. Schlegel, qui ne cherchoit qu'à ravaler les meilleures pièces du théâtre François, qui soutenoit que Racine n'avoit été qu'un bel esprit, froid versificateur, Molière un feseur de farces etc., en élevant jusqu'aux nues le génie de Goethe, de Schiller, et de Shakespeare. La trame étoit grossière: on ne vouloit que dénigrer ce qui étoit François, et il se cachoit partout, en quelque sorte, une arrière-intention politique. La question sur le genre romantique en

opposition aux règles poétiques du théâtre François, a été discutée en France d'une manière si ingénieuse et si satisfaisante, que je me borne ici à observer que les lectures de Mr. Schlegel se fesoient sous les auspices de Madame de Staël.

Dès l'hyver de 1809 tout annonçoit la guerre; le ministère et la cour affectoient en vain le désir de conserver la paix. Peu de jours avant que l'empereur François quittât Vienne pour se rendre à l'armée, ma femme présentoit à la cour Mme d'Esterno, épouse du ministre du roi de Westphalie; l'empereur lui demanda si elle avoit vu ses frères? elle répondit que le plus jeune venoit de passer quelque temps auprès de nous, mais qu'il avoit reçu à l'improviste l'ordre de rejoindre son régiment en marche pour l'armée; que ce départ nous avoit été douloureux. *Oh!* répondit l'empereur, *vous allez bientôt le revoir: il va revenir.* Un autre jour, le baron de Dedem de Gelder, ambassadeur de Hollande à Constantinople et passant alors par Vienne, m'ayant demandé de le présenter à l'empereur, il fut introduit avec moi dans le cabinet de Sa Majesté. L'empereur lui fit beaucoup de questions au sujet des révolutions qui venoient d'arriver à Constantinople, de la déposition de Selim et de l'entreprise désespérée de Bayractar, dont il désiroit connoître les particularités. La conversation tomba peu-à-peu sur l'état des Grecs sous la domination Turque: l'empereur témoigna pour eux beaucoup d'aversion: je me hazardai à dire: *mais, Sire, ce sont cependant des chrétiens; et il est à présumer que s'ils avoient le bonheur de vivre sous un gouvernement chrétien et civilisé, ils seroient bien différents de ce qu'ils sont maintenant. Chrétiens!* répondit

l'empereur avec quelque vivacité: *dites plutôt hérétiques! et de la pire espèce! c'est une vilaine nation. J'aimerois mieux des Turcs pour sujets. Je n'en voudrois même pas: l'empereur Napoléon m'a fait à leur égard des propositions auxquelles je me suis refusé.* Puis, après avoir continué quelque temps l'entretien sur le même ton, il affecta de parler de ses intentions pacifiques et de la probabilité d'une paix durable.

Je vis dans ce temps, avec une singulière surprise, ce contraste des discours du souverain, revêtus de toute l'apparence possible de sincérité, avec les mouvements et la marche des troupes, et les préparatifs qu'on fesoit de tous côtés pour la guerre. N'étoit-ce qu'un rôle factice? Ou l'empereur étoit-il trompé lui-même, et entraîné par ses ministres plus loin qu'il ne croyoit aller?

J'avois souvent écrit au ministre des relations extérieures, Mr. Roëll, pour l'avertir de ce qui se passoit, et lui demander des instructions sur ma conduite dans le cas d'une guerre nouvelle: et jamais il ne m'avoit là-dessus fait de réponse. Enfin l'empereur François partit pour se rapprocher de l'armée, et Mr. de Stadion le suivit sans donner encore, sur ce départ, aucune explication aux ministres des puissances étrangères. Celui de France, le général Andréossy, qui prévoyoit le cours des événements, avoit depuis quelque temps quitté Vienne, comme avec un congé d'absence, et laissé son premier secrétaire Mr. Dodan en qualité de chargé d'affaires. Il avoit ses instructions. Quant à moi, ma position devenoit embarrassante. Ma femme qui se trouvoit dans une grossesse déjà fort avancée, étoit pour moi un nouveau sujet d'inquiétude. Les hostilités commençoient.

Étant ministre d'un roi, frère et allié de l'empereur des François, je pensai que je ne pouvois plus décemment rester à Vienne. J'allai donc voir Mr. de Hudelist, chargé, pendant l'absence du comte de Stadion, du portefeuille des affaires étrangères, et, feignant d'avoir obtenu de mon gouvernement un congé d'absence pour mes affaires privées, je lui demandai des passeports pour quitter Vienne. Il savoit bien que je n'avois ni congé ni instructions; et comme le ministère Autrichien cachoit ses desseins hostiles, pour paraître avoir été attaqué le premier et à l'improviste, et vouloit retenir le plus longtemps possible à Vienne les ministres des puissances alliées de la France, il essaya de me dissuader de ma résolution, et me demanda même si je venois lui déclarer la guerre, ajoutant que la cour d'Autriche pouvoit se flatter d'être fort bien avec le roi de Hollande. J'insistai: alors il me dit qu'il ne pouvoit pas me donner de passeports sans les ordres de Mr. de Stadion auquel il alloit écrire. On espéroit encore à Vienne que la chance de la guerre, d'abord défavorable à l'Autriche, tourneroit peut-être en sa faveur. Du moins on n'attendoit pas sitôt l'armée Française aux portes de la capitale. Bientôt les événements se précipitèrent avec une célérité effayante: l'armée Autrichienne se retira sur la rive gauche du Danube en abandonnant Vienne à son sort. L'allarme devint générale; les archives furent envoyées en Hongrie, et la cour prit le même chemin. On proposa aux ministres étangers, restés à Vienne, de l'y accompagner. Je me refusai à cette démarche, quoique le chargé des affaires de France, Mr. Dodan, y eut consenti, ce qui fut hautement désapprouvé par l'empereur Napoléon. Alors

on m'intima l'ordre de sortir de Vienne, dans les vingt-quatre heures. Un nommé Hoppé, employé aux bureaux des affaires étrangères, personnage ridicule et remarquable par un ton de pédantisme qui lui étoit particulier, fut celui qui vint me communiquer cet ordre. J'eus peine à me contenir: je frémissois d'indignation. Ma femme étoit désespérée: il lui étoit impossible d'entreprendre un voyage au travers de l'armée ennemie, tandis qu'à l'époque où j'avois demandé des passeports à Mr. de Hudelist, elle auroit pu m'accompagner encore. Je la laissai donc, avec ses deux enfans et au moment d'accoucher, auprès de la comtesse de Triers, sa parente, qui nous offrit noblement sa maison et tous ses soins. On me donna un officier pour me conduire sûrement par la route de Prague jusqu'aux frontières de la Saxe, et je partis avec mon fils, non sans avoir protesté dans une note, adressée à Mr. de Hudelist, contre ces procédés contraires au droit des gens; car j'avois demandé, à cause de l'état où se trouvoit ma femme, la permission de rester comme particulier à Vienne, ou de me rendre aux avant-postes de l'armée Française, qui déjà étoit arrivée devant les murs de Vienne et dans ses faubourgs. On voyoit les François de la maison du comte Jean de Palfy, sur les remparts, où je demeurois, et on tiroit déjà des coups de canon d'une pièce placée sous ma fenêtre; on avoit l'intention de défendre la ville où commandoit le prince Maurice de Lichtenstein.

Je laissai à ma femme une lettre pour l'empereur Napoléon, et une autre pour le premier général François qui entreroit à Vienne: je la recommandois à leur protection. Après mon départ le comte de Triers em-

mena ma femme à son hôtel, l'un des plus vastes de la ville. Il en étoit temps: les François commencèrent à jetter dans Vienne quelques bombes. L'effroi fut à son comble; les femmes et les enfans se réfugièrent dans les souterrains, où Mme de Triers avec ses enfants, et ma femme avec les siens, passèrent deux nuits au milieu de toutes les agitations de la crainte: situation cruelle en elle-même et funeste par les suites qu'elle eut pour nous: l'aîné de mes deux fils nés à St. Pétersbourg, qui avoit alors six ans, fut saisi sous la terre d'un froid qui lui devint mortel. La maladie du croup se déclara peu après, et il y succomba en peu de jours.

Après la capitulation le général Andréossy, le premier général François qui entra dans Vienne, dont il étoit nommé gouverneur, s'empressa de fournir à ma famille tous les secours dont elle pouvoit avoir besoin; et l'empereur Napoléon chargea le duc de Cadore de savoir de ses nouvelles et de l'assurer de sa protection: quand ma femme accoucha, ce qui arriva peu de jours après, il voulut bien donner son nom à la fille qu'elle avoit mise au monde, mais qui mourut aussi, l'année d'après, à Amsterdam.

Après avoir passé le Danube, je traversai l'armée Autrichienne qui étoit en mauvais état, surtout la cavalerie. A Prague on me donna un autre officier pour me conduire aux frontières. Le général Amendi, qui en étoit commandant, me fit accompagner par un officier de hulans jusqu'à la limite Saxonne, d'où je poursuivis seul mon chemin jusqu'à Dresde. J'y arrivai le même soir.

Le roi de Saxe avoit quitté sa capitale, et se trouvait

à Leipsic avec sa cour. J'y apportai le lendemain au soir la nouvelle de l'investissement de Vienne et de sa probable reddition. Je continuai mon voyage par Cassel, où j'appris la prise de Vienne, et j'arrivai à Amsterdam où le roi Louis avoit établi sa résidence dans le mois de Juin 1809.

J'allai d'abord chez le ministre Roëll qui me dit, fort sèchement, que le roi étoit mécontent de moi pour m'être prononcé trop hautement en faveur de la politique françoise. Je me rendis aussitôt avec lui au palais. Le roi me reçut assez bien. Je lui rendis compte de ce qui m'étoit arrivé, ce qu'il paroissoit savoir déjà, apparemment par Mr. Silliman, mon secrétaire de légation à Vienne, qui étoit resté dans cette ville où il étoit marié et où il séjournoit depuis longtemps. Il me dit tout-à-coup: *mais vous avez écrit une lettre à l'empereur Napoléon et à un général François avant votre départ.* Je lui présentai les copies de ces lettres qu'il lut et relut, sans pouvoir y rien condamner. Il ne me témoigna pas ce mécontentement dont m'avoit menacé Mr. Roëll. Je dînai ce jour là tête-à-tête avec lui. Pendant le repas, il me fit beaucoup de questions sur Vienne; en suite il fit retirer tout le monde, et me dit: *à propos, le prince d'Orange a été à Vienne. — Oui, Sire, et j'en ai donné connaissance au ministre Roëll. — Mais qu'est-il venu faire? — On a dit qu'il étoit venu pour profiter des circonstances, si elles devenoient favorables, et qu'ayant offert ses services à l'empereur d'Autriche, il étoit entré dans son armée comme général, ce que j'ai aussi mandé à Mr. Roëll: je ne savois rien de plus. — Fort bien: mais qu'a-t-il fait à Vienne? Qui a-t-il vu? — Je n'ai pas cru, Sire, qu'il fût de mon*

devoir d'épier ses actions privées; j'ai de grandes obligations à sa maison; j'y aurois répugné. — Ah! mais vous savez pourtant qu'il alloit chez Madame de Grovestins et qu'il y a vu plusieurs Hollandois qui se trouvoient à Vienne. — Oui, Sire, et si je n'avois pas été votre ministre, dans le temps d'une nouvelle guerre, je me serois fait un devoir et un honneur d'aller présenter mes respects au prince. — Mais vous savez donc quels sont les Hollandois qui ont été chez Madame de Grovestins? — Oui, Sire, puisqu'ils me l'ont dit eux-mêmes, et que je ne pensois pas alors, plus que je ne le fais maintenant, qu'ils commissent une faute. — Mr. Van der Hoop et le jeune Hodshon y ont-ils été? — Oui, Sire, ils l'ont dit chez moi. — Eh bien! ils ont fort mal fait; ils étoient en commission; ils n'auroient pas dû y aller; et vous auriez dû m'informer de tous les détails de cette affaire qui m'intéressoit vivement. Le même soir le roi chargea Mr. Roëll de témoigner son mécontentement à Mr. Van der Hoop et au père de monsieur Hodshon, pour son fils, déjà renvoyé en Autriche, apparemment avec la même commission; mais on en fesoit un mystère, particulièrement à moi. Mr. Roëll n'entendit pas cet ordre sans colère. Il répandit que c'étoit moi qui avois donné au roi ces informations par malignité. Mr. Hodshon père et Mr. Van der Hoop en furent irrités contre moi; et cette fausse insinuation me suscita beaucoup d'ennemis, surtout parmi le parti Orangiste. Cependant je pense qu'il n'y a point eu de ma faute, et que j'ai agi avec mon ménagement ordinaire pour les autres, et, j'ose le dire, la plus grande délicatesse possible, dans une circonstance aussi épineuse. Mais Mr. Roëll étoit et avoit toujours été mon ennemi. Infidèle dans le coeur,

comme plusieurs autres, au gouvernement du roi Louis dont il étoit membre, il ne pouvoit souffrir un homme qui croyoit qu'on doit servir de bonne foi et sincèrement le souverain ou la cause à laquelle on est attaché, ou ne pas servir. J'ai suivi scrupuleusement ce principe toute ma vie, et ce n'est pas à cette heure que je m'en repentirai.

Quand j'arrivai, on s'attendoit à un nouveau changement de ministère, et mes ennemis craignoient beaucoup que je n'y fusse rappellé. Aussi n'épargnèrent-ils ni intrigues ni calomnies pour le prévenir. Le roi pourtant n'y pensoit pas, et je ne le désirois nullement: une année d'expérience m'avoit suffi. Le roi nomma quatre nouveaux ministres auxquels on ne s'attendoit pas, et s'amusa extrêmement de la surprise que tout le monde témoigna en apprenant le choix du général Krayenhoff pour la guerre, de Mr. Van der Cappellen pour l'intérieur, de Mr. Appelius pour les finances, et de Mr. de Hugenpoth pour la justice. Ce dernier étoit membre d'un tribunal de première instance en Gueldres; il étoit catholique. Le général Janssens, Mrs. Gogel et Van Maanen perdirent leurs places, qu'ils avoient déjà occupées trop longtemps aux yeux du roi. Il décida en même temps que les ex-ministres ne conserveroient pas le rang et les entrées de ministres, ce qui étoit contraire à l'usage reçu dans toute l'Europe, et d'autant plus injuste, que ce droit appartient dans toutes les cours à ceux qui portent le grand-cordon du premier ordre du pays. Mais il disoit qu'il ne vouloit pas de l'esclavage de cette étiquette, précisément parce qu'elle étoit admise chez les autres souverains et surtout chez l'empereur, répétant ce qu'il m'avoit déjà dit, que ses

salons ne seroient pas assez vastes pour contenir tous ses anciens ministres.

J'allai goûter quelques instants de calme et de bonheur auprès de ma mère. Ma joie et la sienne fut bientôt troublée par la nouvelle de la mort de ce fils, qui n'avoit encore que six ans. J'appris en même temps que ma femme venoit d'accoucher heureusement d'une fille, et qu'elle s'empresseroit de me rejoindre aussitôt qu'elle seroit rétablie.

Le roi me fit proposer alors, par Mr. Roëll, la mission de Berlin; on me permettoit de me conserver les appointements de Vienne; mais je finis par apprendre que ce ne seroit que pour l'année courante, et qu'ils seroient réduits, d'après un nouveau projet de budget, à onze mille florins annuels. Je refusai donc: mais comme Mr. Roëll me renvoya au roi, qui m'avoit déjà nommé, je résolus d'aller au château du Loo, en Gueldres, où il étoit alors, pour annoncer et motiver mon refus. Une autre raison m'invitoit encore à ce voyage.

Mon fils, qui s'étoit formé durant les campagnes qu'il avoit faites et son séjour à Vienne, s'étoit présenté avec avantage dans la société à Amsterdam et La Haye, et y avoit été bien accueilli. Il s'étoit attaché à une jeune personne d'une famille distinguée, et qui jouissoit d'une fortune considérable, à La Haye, et avoit réussi à lui plaire. Elle étoit orpheline et consentit à ce qu'il demandât sa main à ses tuteurs, à la condition toutefois qu'il quitteroit le métier des armes, dans lequel elle avoit perdu son père. Cette clause répugnoit beaucoup à mon fils; il s'y soumit pourtant, me parla de ses espérances et, comme ce mariage me parut convenable, je me proposai d'en parler au roi et d'obtenir

de lui pour mon fils une autre place avant de donner sa démission; il étoit alors lieutenant dans un régiment de cuirassiers.

J'exposai d'abord au roi l'impossibilité où j'étois d'accepter la mission de Berlin avec un traitement aussi peu considérable. Il m'allégua la nécessité de réduire les dépenses, me parla de son économie tandis que, pour satisfaire ses fantaisies de changements de résidence, il jettoit les millions à pleines mains, refusa toute augmentation d'appointements, et agréa mon refus. Il approuva le projet de mariage pour mon fils, et me promit de lui donner une place de chambellan ou d'écuyer. Sans lui tenir cette promesse il nomma aussitôt à sa lieutenance un des pages qu'il avoit auprès de lui. La jeune personne que mon fils aimoit lui avoit donné plusieurs fois par écrit l'assurance de son attachement. Je ne fis donc pas difficulté de m'adresser à ses tuteurs, partisans exagérés du système Anglois, qui ne voulurent pas consentir à son mariage et l'enlevèrent de force à la campagne, où ils la contraignirent à épouser le frère de l'un d'entr'eux.

Un événement imprévu les servit à souhait, en leur permettant de représenter sous un jour défavorable la conduite de mon fils. Les Anglois venoient de tenter l'expédition contre Anvers, et s'étoient emparés de l'île de Walcheren.

J'offris aussitôt au roi mes services et ceux de mon fils, qu'il nomma officier d'ordonnance, avec le rang de capitaine, à l'état-major du général Dumonceau en Zéelande. L'entreprise des Anglois contre Anvers, aussi mal conçue que mal exécutée, échoua et n'atteignit pas même son but secondaire, qui étoit d'opérer une

diversion en faveur de l'Autriche. La lutte y étoit décidée et la paix faite, quand les Anglois furent forcés de se rembarquer et d'abandonner l'île de Walcheren. Le roi Louis n'avoit fait que de foibles efforts pour repousser cette attaque, et même sa conduite fut si équivoque, que bien des gens crurent qu'il n'auroit pas été éloigné de saisir cette occasion pour s'arranger avec les Anglois, s'unir à eux contre son frère, et se rendre indépendant de lui, à ce qu'il s'imaginoit. Au moins le général Tarayre, qui commandoit ses gardes, doit avoir eu de fortes raisons de le soupçonner, puisqu'il écrivit au roi une lettre dans laquelle il le prioit de vouloir le dégager de ses serments si les armes Hollandoises se tournoient contre la France, ajoutant que, pour lui, il étoit décidé à ne jamais se servir de son épée contre sa patrie. Le roi lui envoya sur le champ sa démission, sans lui conserver ni pension ni rang. Si l'expédition Angloise eut réussi contre Anvers, et que la guerre sur le Danube eut traîné en longueur, je ne sais si le roi Louis n'eut pas joué le même rôle qu'on a vu depuis prendre à Murat.

CHAPITRE XVIII.

Rentrée de Madame Van Hogendorp (1809). Nomination de son mari au conseil d'état avec rang de ministre. Départ du roi pour Paris. Louis contrarie le système continental de Napoléon. Il nomme six maréchaux de Hollande. Irritation de l'empereur. Traité entre la France et la Hollande par lequel celle-ci cède la province de Zéelande. La reine Hortense. Son éloge. Mesures méticuleuses prises par Louis. L'ambassadeur de La Rochefoucault et son secrétaire Serrurier. Le roi s'établit au pavillon de Haarlem. Il nomme M. Van Hogendorp son ministre à Madrid. Opposition armée de Louis contre son frère l'empereur. Le maréchal Oudinot. Abdication du roi en faveur de son fils; il part. Le général Janssens envoyé vers l'empereur. Incorporation de la Hollande dans la France. État des esprits dans la patrie. Le Brun, duc de Plaisance, à Amsterdam en qualité de lieutenant de l'empereur. Il nomme M. Van Hogendorp président de la députation des armées de terre et de mer vers l'empereur à Paris. L'auteur pour la première fois en présence du nouveau souverain, qui ordonne son entrée dans le conseil de la Hollande. Napoléon donne son opinion sur la Hollande et ses gouvernements successifs.

A la fin de l'été de 1809 ma femme quitta Vienne, et me rejoignit avec ma famille. Comme elle étoit attachée à la cour en qualité de dame du palais, je pris une maison pour l'hyver à Amsterdam. Le roi la fit pourtant inviter à venir au château du Loo. Elle s'y rendit, quoique nourrissant son enfant né à Vienne, ce qu'elle a toujours fait avec ses autres enfants. Le roi

lui demanda pourquoi je ne l'avois pas accompagné. Elle lui répondit simplement que je ne paroissois plus lui être agréable. Il affirma le contraire, parla de son estime infinie pour moi, et chargea ma femme de me mander sur le champ. J'obéis à l'invitation : il me reçut assez bien, avec cet air de bonhomie et d'amabilité qu'il savoit si bien prendre quand il le vouloit. *De quoi êtes-vous mécontent?* me dit-il. Je lui répondis qu'il ne m'appartenoit pas de l'être, que je ne désirois que le servir. *Je n'ai pas, il est vrai,* ajoutai-je, *accepté la mission de Berlin. Je ne le pouvois pas. Je me suis déjà ruiné dans les missions étrangères. Sous la république, avant et après la révolution, on n'a jamais donné moins de vingt mille florins aux ministres en Prusse. Onze mille à Berlin ne peuvent suffire. — Le budget de l'année prochaine a fixé ce traitement: il faut économiser; ces réductions sont indispensables. — Elles ont été faites par Mr. Roëll; il n'a jamais été hors du pays et ne sait pas comment on est obligé de vivre dans les cours étrangères. — Mais vous n'aimez pas Mr. Roëll. — Non, Sire, je n'aime pas ces gens à vues étroites, qui ne cherchent qu'à plaire, et à garder leurs places en sacrifiant la justice et les intérêts des autres.* Le roi se mit à rire, et me dit qu'il me replaceroit au conseil d'état avec le rang de ministre. Sur cette assurance je repartis avec ma femme pour Amsterdam, où le roi arriva peu-après. Mais quel fut mon étonnement, lorsque le grand-chambellan m'annonça que le roi venoit encore de décider que le rang de ministre ne seroit que pour les séances au conseil d'état, et non pour les entrées et les honneurs de la cour. A la première audience où j'allai, le roi, voyant que je voulois me plaindre, me dit de m'expliquer. Je lui répondis que

je ne croyois pas avoir mérité par mes services, qu'on me traitât avec aussi peu de considération.

Il m'accorda le traitement de la mission à Vienne pour le dernier trimestre de 1809, ce qui étoit juste et conforme aux règlements, puisque ma famille avoit été forcée par les circonstances d'y rester longtemps encore après mon départ. L'audience finie, j'en fis part à Mr. Roëll, qui me dit sèchement: *vous n'aurez pourtant pas ce trimestre; les fonds réservés au ministère sont épuisés pour cette année.* Je ne pus alors me contenir: je le traitai sans ménagement. Il voulut s'en plaindre au roi, déjà rentré dans le salon. Je lui dis que je saurois bien me défendre, et que je saisirois avec plaisir cette occasion, puisque je ne doutois pas qu'il ne fut un de ceux qui avoient cherché à me nuire dans l'esprit du roi. Sans l'intervention de Mr. Twent, alors ministre du Waterstaat, les choses fussent allées plus loin: mon indignation étoit à son comble.

Peu de temps après le roi partit pour Paris, emmenant avec lui Mr. Roëll comme son ministre des affaires étrangères: ce qui fit penser qu'il seroit question de négociations importantes. Mr. Mollerus, alors ministre des cultes, eut le portefeuille de ce dernier par intérim. J'obtins de lui le payement que je réclamois, et je passai cet hyver dans une tranquillité que je n'avois pas goûtée depuis longtemps. Je cultivai beaucoup la société de Mr. de la Rochefoucault, ambassadeur de France, qui voyoit sous le même jour que moi les rapports politiques de la France avec son gouvernement dans l'état des choses, *telles qu'elles étoient alors.* Il prévoyoit que le roi, par une obstination aveugle contre son frère, se ruineroit lui-même et envelopperoit le

pays dans ses malheurs. Il étoit persuadé que des hommes perfides, tout en affectant le plus grand zèle pour les intérêts du roi, l'entraînoient à dessein dans ces mesures insensées qui finiroient par lui être funestes.

Louis contrarioit le système continental de Napoléon, d'abord par la foiblesse des moyens qu'il opposoit à la contrebande, ensuite par son imprudence de permettre et de favoriser les importations clandestines que fesoient plusieurs maisons de commerce d'Amsterdam et de quelques autres villes, croyant faire par là le plus grand bien à la Hollande, comme le lui disoient les chefs de ces maisons qui savoient bien le flatter pour parvenir à leur but. C'étoit le premier et le principal grief de Napoléon, qui étoit d'ailleurs irrité d'une loi que son frère avoit faite, avec le corps législatif, pour la création d'une noblesse suivant le système de la féodalité, et de la nomination de six maréchaux de Hollande. Les discussions sur tous ces points paraissent avoir été fort vives à Paris. Elles aboutirent à un traité, par lequel le roi céda la province de Zéelande à la France, et s'engagea à exécuter scrupuleusement les mesures ordonnées contre le commerce Anglois, et à recevoir des douaniers François dans tous les ports et le long des côtes du royaume. Avant même son départ de Paris il rapporta ses deux décrets sur l'institution d'une noblesse féodale, et sur la création des six maréchaux de Hollande, qui furent obligés de reprendre les titres de généraux et d'amiraux.

Il revint après ces arrangements à Amsterdam, affectant au dehors le contentement mais aigri dans l'âme plus que jamais. La reine arriva peu de temps après lui, apparemment par l'ordre de l'empereur. Elle

logea au palais, mais la mésintelligence entr'elle et son époux étoit plus forte et plus à découvert qu'auparavant. Outre les quatre dames du palais, choisies par la reine, le roi pendant son absence en avoit encore nommé cinq autres des principales familles d'Amsterdam, inconnues à la reine, et qu'il avoit fait venir au Loo, pour y faire le service quand il y étoit. Ce fut à celles-là qu'il donna de préférence le service auprès de la reine. Ma femme se rendoit pourtant auprès de sa personne presque tous les soirs, et souvent le matin; elle en étoit fort affectionnée: ce qui me permit d'apprendre beaucoup de particularités intéressantes. Ma femme avoit une conviction intime de la pureté de sa conduite, et une haute idée de ses vertus. Son amabilité ne sauroit être mise en doute; elle est connue trop généralement.

A son retour le roi me reçut assez bien, selon sa coutume, mais sans opérer aucun changement dans ma situation; il ordonna seulement que je jouirois de cinq cents florins par mois, à dater du jour où mon traitement de Vienne avoit fini, jusqu'à celui où je serois employé de nouveau. Cette justice m'étoit dûe; quoique je ne possédasse plus les bonnes grâces du roi, il m'a toujours estimé ou ne m'a, dumoins, jamais témoigné ce dédain cruel, que je devois éprouver par la suite sans l'avoir mérité.

Le roi s'étudioit à faire sentir son dépit et son ressentiment à l'ambassadeur de la Rochefoucault, en lui causant tous les petits dégoûts qu'il pouvoit imaginer, en le traitant aussi mal qu'il étoit possible de traiter le ministre de la puissance étrangère la moins amie, non celui d'une cour aussi intimement liée aux véri-

tables intérêts de la Hollande que l'étoit alors la France. Cette conduite, fruit d'un aveuglement si profond ou d'une politique si bizarre, surprit tout le corps diplomatique à Amsterdam. Un chambellan du roi, peut-être pour lui plaire, coudoya l'ambassadeur si violemment qu'il fit tomber par terre son chapeau et, quand celui-ci se retourna, balbutia quelques excuses. Mais Mr. de la Rochefoucault lui dit: *Au moins, monsieur, ramassez-le.* Ce que fit le chambellan. Enfin, ne voyant pas de terme à l'espèce de persécution qu'il souffroit, l'ambassadeur sollicita et reçut l'ordre de revenir à Paris; et son secrétaire, Mr. Serrurier, resta chargé des affaires. On s'attendoit que celui-ci seroit mieux traité; au contraire, le roi affecta pour lui le mépris le plus profond, ne lui adressant pas même la parole aux audiences diplomatiques, et passant devant lui sans faire semblant de le voir.

Cet état de choses ne pouvoit durer et on craignoit déjà une explosion. Le printemps commençoit à peine; le roi étoit allé au Loo et, malgré la rigueur de la saison, s'y étoit fait suivre de la reine, qui partit de là pour Paris. Le roi lui-même revint et alla occuper le pavillon de Haarlem, qu'il avoit acquis de Mr. Hope, paroissant de temps en temps à Amsterdam pour les affaires. Nous eûmes vers ce temps le malheur de perdre notre dernière fille, que ma femme nourrissoit encore. Elle en fut désolée, et le roi, dont le coeur étoit réellement sensible, prit beaucoup de part à notre douleur. Il me fit appeller et, après m'avoir dit des choses gracieuses: *mais il faut pourtant*, ajouta-t-il, *penser à vous donner de l'occupation. Voulez-vous aller comme mon ministre en Espagne? — Volontiers, Sire, pourvu que vous*

me mettiez en état de vous représenter dignement. Il me dit que le traitement de cette mission étoit fixé, sur le budget, je crois à quinze ou seize mille florins. Je lui fis observer que cette somme étoit insuffisante pour subsister à Madrid. Après avoir marchandé comme avec un Juif, il en vint à m'offrir jusqu'à vingt mille florins. A ce prix j'acceptai, avec la condition cependant que ma femme conserveroit ses honoraires de dame du palais, ce qu'il me promit. Mr. Roëll partoit pour la France sous le prétexte d'un congé pour aller prendre les eaux, mais probablement dans l'espoir de renouer à Paris des négociations secrètes. Mr. Van der Heim, ministre de la marine et des colonies, eut son portefeuille pendant son absence et me présenta au roi pour prêter serment.

Je me disposai au voyage d'Espagne: mon départ étoit prochain. Mais le ciel en avoit autrement ordonné. Les évènements prirent un cours subit et inattendu, qui changea non seulement ma situation, mais encore la face entière des affaires de mon pays.

La mésintelligence entre le roi et l'empereur son frère étoit portée à son comble. Le nombre des troupes françaises dans le royaume s'accrut insensiblement; le maréchal Oudinot vint se mettre à leur tête et prit un quartier-général à Utrecht. Je ne sais si ce fut le roi seul qui conçut la folle idée de soutenir la guerre contre Napoléon, ou si quelques-uns de ses ministres et de ses conseillers l'y poussèrent. Il y en eut certainement beaucoup qui firent tous les efforts du monde pour l'en détourner. Cependant, sur l'avis du ministre de la guerre, le général Krayenhoff, qui lui avoit persuadé qu'en mettant Amsterdam en état de défense, principalement

par l'inondation des alentours, on pourroit s'y tenir fort longtemps, il donna des ordres pour commencer les préparatifs et les travaux nécessaires à l'exécution de ce projet. Cette conduite irrita l'empereur, qui envoya au maréchal Oudinot l'ordre d'entrer dans Amsterdam, sans commettre pourtant aucune hostilité à moins qu'il n'y fut forcé par quelque résistance.

Le maréchal en instruisit le roi, qui, pour gagner du temps, lui demanda de suspendre sa marche jusqu'à l'arrivée des réponses de Paris à ses dernières dépêches; le maréchal avoit des ordres absolus et répondit qu'il ne pouvoit s'en écarter. Alors Louis prit la résolution désespérée d'abdiquer sa couronne en faveur de son fils, et d'abandonner la Hollande à son sort. Il partit du pavillon de Haarlem, dans la nuit du 2 Juin, accompagné du contre-amiral Bloys de Treslong, et du général Travers, colonel-général de sa garde, laissant une lettre pour le corps législatif, et une autre pour les ministres qu'il constitua en conseil de régence, sous la présidence de Mr. Van der Heim, jusqu'au moment où la reine viendroit prendre possession du gouvernement.

Les ministres et le corps législatif s'empressèrent d'aller au pavillon de Haarlem complimenter le jeune prince, fils du roi Louis. Ils envoyèrent le baron de Spaen de Biljoen à la reine, et le général Janssens à l'empereur, pour leur apprendre ce qui venoit de se passer. On prioit la reine de venir à Amsterdam se mettre à la tête de la régence.

Peu de jours avant son départ, le roi, sans doute à la réquisition de l'empereur, avoit fait suspendre les travaux de défense entrepris pour Amsterdam, et

même avoit ôté le portefeuille de la guerre au général Krayenhoff. Le maréchal Oudinot entra donc dans Amsterdam, sans éprouver le moindre obstacle ni causer la moindre commotion.

Il est probable que l'empereur Napoléon savoit déjà la fuite de Louis, avant l'arrivée du général Janssens. Ce dernier eut avec lui, à Rambouillet, une longue conférence, au sortir de laquelle fut signé le décret de l'incorporation de la Hollande à l'empire françois. On ne peut guères supposer que le général Janssens ait eu, ou ait pu exercer quelqu'influence sur cette détermination de l'empereur; mais en admettant comme possible que des raisonnements solides, des représentations faites avec fermeté, eussent été de quelque poids auprès de lui, le général Janssens n'étoit pas l'homme qu'il auroit fallu envoyer; tous ceux qui le connoissent savent qu'il s'exprime fort difficilement, surtout en François, et qu'il n'a pas un caractère assez ferme pour soutenir une opinion avec quelqu'énergie, surtout contre un homme tel que l'étoit alors Napoléon. Le fait est qu'avant son arrivée l'empereur parut indécis, et qu'après sa conférence avec lui il prononça l'incorporation de la Hollande. Un autre fait également certain, c'est que dès cet instant l'empereur conçut une grande défiance contre le général Daendels, alors gouverneur des possessions Hollandoises aux Indes Orientales, et promit, ou du moins fit espérer, cette place au général Janssens qui l'avoit toujours désirée et briguée.

Jamais la curiosité et l'attente publique n'avoient été si vivement éveillées que depuis le départ du général Janssens jusqu'à son retour.

Le voeu naturel de tous les coeurs étoit la conservation de l'existence nationale, quelque modification que dût recevoir cette existence, qui est réellement pour le peuple ce que la vie est pour l'individu. Quand la nouvelle calamiteuse de l'incorporation vint surprendre et frapper nos oreilles et nos esprits, la consternation fut universelle. Je ne crois pas qu'un seul Hollandois, quelle que fut son opinion ou son intérêt, ait senti alors de la joie. Pour moi j'en étois d'autant plus étonné, que je croyois avoir de fortes raisons de penser que la réunion n'auroit pas lieu, et que je savois que Mr. de la Rochefoucault s'étoit toujours hautement déclaré pour l'avis contraire, dans ses relations avec l'empereur. Je ne pus m'empêcher d'en témoigner ma surprise et mon chagrin au maréchal Oudinot, avec lequel j'eus une discussion assez vive. Il me représenta vainement que ce changement seroit favorable à mes intérêts particuliers et à ma fortune. Je ne pus me consoler de la perte de notre existence nationale; jamais des considérations d'intérêt privé n'ont balancé dans mon coeur mon attachement à ma patrie. Je reportois avec douleur mes yeux sur le passé; j'avois la conviction que c'étoient nos propres fautes, nos querelles intestines, nos haines de partis, notre foiblesse de caractère, enfin le malheur d'avoir eu un roi comme Louis, qui nous avoient plongés dans l'abyme. Je voyois de l'autre part que toute idée d'opposition, de résistance, de changement, étoit également vaine et inutile, ou plutôt dangereuse pour le bien-être à conserver. L'alternative n'étoit pas douteuse: il falloit se soumettre et tâcher de tirer le meilleur parti possible des circonstances pour le bien général et pour le bien particulier.

On ne parla plus de ma mission d'Espagne et mon sort retomba dans l'incertitude. Cet état m'a toujours semblé l'un des plus désagréables de la vie.

Amsterdam ne tarda pas à voir arriver le prince architrésorier de l'empire, Le Brun, duc de Plaisance, en qualité de lieutenant de l'empereur en Hollande. La douceur de son caractère, l'aménité de ses manières et son intégrité lui valurent l'estime et l'affection générales. Il étoit chargé de recevoir le serment des armées de terre et de mer, ainsi que des principaux employés, qui restèrent provisoirement en fonction. Ce serment fut prêté sur la grande place devant le palais à Amsterdam, et en sortant de la cérémonie, après que les amiraux et les généraux eurent, d'après l'usage, reconduit chez lui le maréchal duc de Reggio, l'amiral de Winter demanda s'il ne seroit pas convenable d'envoyer à Paris une députation des armées de terre et de mer, pour présenter à l'empereur Napoléon leur soumission et leurs hommages: proposition qui fut applaudie par tous les généraux et par le maréchal. On parut seulement fort indécis sur le choix des personnes qui devoient composer la commission. Tous se regardoient les uns les autres, désiroient en être, et n'osoient se nommer. *Eh! bien*, dit le maréchal, *puisque vous êtes embarrassés, je vous proposerai, si vous voulez, quelqu'un pour être le président de la commission qu'on projette.* Tous y consentirent et le prièrent de nommer celui qu'il avoit en vue. A mon très grand étonnement ce fut moi. Il recommanda en même temps de faire choisir par les corps respectifs les officiers qui devoient m'accompagner, et de hâter le plus possible notre départ.

Le prince architrésorier étoit chargé de choisir une

trentaine des personnes les plus distinguées de la Hollande, pour en former une commission civile avec le même objet. Il les prit parmi ceux qui avoient été ministres, conseillers d'état et membres du corps législatif. Le rendez-vous général étoit à Paris, où tous les députés arrivèrent dans les derniers jours de Juillet. Le 15 Août fut fixé pour l'audience où l'empereur recevroit sur son trône les hommages de ses nouveaux sujets. On choisit l'amiral Verhuell, qui avoit été jusqu'alors ambassadeur à Paris, pour le président de la commission combinée. On trouve sa harangue à l'empereur, avec les noms des députés, dans le Moniteur du 16 Août 1810. Le jour précédent, anniversaire de l'empereur, la présentation avoit eu lieu. Je le vis, là, pour la première fois de ma vie, en habits impériaux, assis sur son trône. Qui eut alors pensé qu'en moins de cinq ans ce trône seroit renversé, et que celui qui l'occupoit, prisonnier de l'Angleterre, seroit relégué par elle sur un rocher au milieu de l'Océan! Nous fûmes ensuite présentés à Sa Majesté l'impératrice Marie Louise, et invités à dîner chez le grand-maréchal du palais, Duroc, duc de Frioul.

L'empereur constitua la députation en conseil de Hollande, et lui adjoignit trois de ses ministres, celui des finances, duc de Gaete, président, celui du trésor, le comte Mollien, et celui de l'intérieur, le comte Montalivet, pour concerter ensemble les moyens de fondre l'administration Hollandoise dans celle de la France.

Comme j'étois à la tête de la commission militaire, on crut que je ne devois pas être membre de ce conseil, à la première séance duquel je n'assistai pas. Mais l'empereur, ayant vu la liste des membres, qui

lui fut montrée par le duc de Gaete, demanda pourquoi je n'y étois pas compris et ordonna expressément de m'y appeller.

En général les Hollandois qui vinrent à Paris, rencontrèrent un accueil flatteur, à la cour, à la ville, chez les ministres, surtout ceux de la commission, chez le prince Berthier et le ministre de la guerre, duc de Feltre. Un soir que nous étions invités à St. Cloud pour le spectacle, l'empereur, quand il fut fini, fit appeller dans son cabinet une douzaine des plus marquants de la députation. J'étois du nombre. Il nous parla longuement de la Hollande, de nos intérêts, de tout ce qui étoit arrivé dans ces derniers temps, enfin de la réunion. Il nous dit, en substance, qu'il connoissoit très bien le malheur de notre situation, froissés comme nous l'étions entre l'Angleterre et la France, et toutes les pertes que nous avions essuyées depuis la révolution et par la révolution même, mais qu'il y entroit aussi beaucoup de notre faute, par la désunion et par la haine des partis; que tous nos gouvernements successifs s'étoient constamment obstinés à contrarier ses vues politiques et ses mesures contre le commerce Anglois, ce qui l'avoit décidé à nous donner un de ses frères; que le roi Louis, contre son attente, avoit fait encore pis que les gouvernements qui l'avoient précedé; qu'il n'avoit vu, enfin, d'autre moyen de mettre un terme à cet ordre de choses si opposé à ses intérêts, que d'opérer la réunion. Il adressa de courts reproches à quelques-uns de nous, qu'il croyoit être de ceux qui avoient donné de mauvais conseils à son frère et qui l'avoient excité contre lui. Il loua beaucoup Mr. Van de Poll, qui étoit présent, pour la conduite qu'il avoit

tenue dans ces derniers temps comme bourguemaistre d'Amsterdam. Enfin il nous exhorta à nous bien entendre avec ses ministres pour effectuer la jonction de la Hollande à l'empire de la manière la plus avantageuse pour les deux pays, et il promit que de son côté il feroit tout ce qui seroit possible pour le bien-être et la prospérité de ses nouveaux sujets; quoique pour le moment il ne pût en rien se relâcher de ses rigoureuses mesures contre le commerce de l'Angleterre, puisque c'étoit le seul moyen de contraindre cette puissance à faire la paix.

Je crois que je viens de rapporter fidèlement la substance de son discours, qui fut assez long et détaillé. Il y auroit eu de quoi y répondre, dans les intérêts de la Hollande et dans les siens propres. Mais personne ne s'avisa de dire un mot, excepté quelques-uns qui se disculpèrent des conseils dangereux qu'il les supposoit avoir donnés à son frère. Qui auroit osé dans ce temps entrer en controverse avec Napoléon!

CHAPITRE XIX.

Discussion au conseil concernant l'administration financière de la Hollande. L'opinion de Mr. Van Hogendorp prévaut. Impression favorable faite par lui sur l'empereur. Audience particulière à Fontainebleau. Il est nommé général de division. Sa femme et son fils le rejoignent à Paris à la fin de 1810. En Mars 1811 l'auteur est nommé aide-de-camp de l'empereur, poste fort fatigant. Conversations avec Napoléon. Naissance du roi de Rome. Espérances conçues à cette occasion. Détails de la manière de vivre à la cour. Les maréchaux Masséna et Ney. Mobiles de la politique impériale vis-à-vis la Russie. Apogée de la fortune de Napoléon en 1811. Baptême du jeune prince. Dotations données à cette occasion. Mr. Van Hogendorp est créé comte de l'empire avec un majorat en Brunswic. Mission à Wezel. Les conscrits réfractaires. Séjour passager à Maastricht. Aventure du général Pathod. Mécontentement du prince d'Eckmühl.

Admis à la seconde séance du conseil de Hollande, j'appris à ma grande surprise qu'on s'occupoit à poser en principe, que la Hollande conserveroit un système séparé d'impositions et d'administration financière. Mr. Gogel, qui avoit été ministre des finances, et qui avoit mis en vigueur avec beaucoup de fermeté ce système d'impositions basé sur l'unité de la république et alors très avantageux à l'état, se trouvoit membre du conseil, aimoit son ouvrage, et tenoit beaucoup à ce qu'il fut conservé, comme étant supérieur au système financier de

la France, et plus analogue aux habitudes et aux moeurs de la nation Hollandaise, ce que je ne lui disputois pas. Mais d'autres motifs de la plus haute importance me portèrent à être d'un avis opposé.

Nos impositions étoient beaucoup plus fortes que celles de la France, et auroient naturellement continué à peser d'avantage sur l'individu. Ce qui étoit encore pis, c'est qu'il fut devenu indispensable d'établir une ligne ou barrière de douanes entre la France et la Hollande, mesure infiniment nuisible aux intérêts du commerce et des fabriques de notre pays. Je ne parle pas des autres inconvénients qui en eussent été la suite. Je soutenois donc que, réunis à la France, nous ne devions pas porter un joug d'impositions plus pesant que les autres Français, mais jouir des mêmes avantages qu'eux pour la liberté du commerce intérieur; que toute entrave devoit être levée entre les habitants d'un même empire, enfin que si la transition d'un système à l'autre offroit quelques difficultés, ce que je ne prétendois pas nier, on pouvoit dumoins avec les modifications nécessaires et une prudente lenteur, l'effectuer sans causer de violente secousse.

Après avoir épuisé vainement tous les arguments contre moi, on s'avisa de me dire, pour tâcher de m'imposer silence: que l'empereur le vouloit ainsi. Je me levai alors et dis, que l'empereur avoit été assez fort pour réunir par un seul décret la Hollande à l'empire, que par conséquent, s'il vouloit aussi cette mesure, il pouvoit aussi la faire exécuter par un décret, mais qu'il nous avoit rassemblés pour donner nos opinions, que je donnois et donnerois toujours la mienne avec liberté d'après les lumières de ma conscience; qu'enfin je de-

mandois que mon avis fut consigné sur les régistres et porté à la connaissance de l'empereur.

Mon opinion prévalut, et j'eus la satisfaction de voir que l'empereur l'adoptât. Je me suis assuré depuis que la franchise avec laquelle j'avois parlé, loin de me nuire dans l'esprit de ce prince, contribua beaucoup à me gagner son estime et sa confiance.

Le reste des travaux n'eut rien d'intéressant. Les trois ministres François prêtèrent une grande attention aux observations des députés Hollandois, qui en général obtinrent toutes les modifications et tous les adoucissements qu'ils demandèrent dans les mesures de la transition; de sorte qu'ils me parurent tous, ou dumoins la plupart, retourner en Hollande fort satisfaits du résultat de leur commission et de l'accueil qu'ils avoient reçu. Cependant les regrets, causés par la perte de l'existence nationale, ne pouvoient s'éteindre de sitôt; ils étoient trop naturels; et si même cet état de choses eut été durable, la génération actuelle n'auroit cessé de le déplorer. Pour moi, quoique je fusse un des hommes le mieux traités par l'empereur, un de ceux dont la fortune avoit été favorisée par ce changement, je n'ai jamais pu penser à la Hollande effacée du rang des nations, sans que mon coeur en gémit. Mais pur de tout reproche d'avoir contribué le moins du monde à ce malheur, convaincu de l'impossibilité qu'il y auroit eu à l'empêcher ou à le prévenir, et de la folie qu'il y auroit à vouloir y résister encore, j'ai pu trouver dans ma conscience une consolation, me soumettre sans remords aux circonstances, et servir avec fidélité et avec dévouement celui qui par là étoit devenu mon souverain, ainsi que l'état, ma nouvelle patrie.

L'empereur m'avoit dit en termes généraux qu'il m'employeroit; je ne savois pas encore de quelle manière. Je fus donc à Fontainebleau, un dimanche à la grande audience. L'empereur me remit au lendemain matin, après le lever, pour m'en accorder une particulière. Je m'y rendis, et fus introduit dans son cabinet où je le trouvai se promenant. Il me fit beaucoup de questions sur ma famille, sur mon éducation, sur les événements qui m'étoient arrivés, et sur ma fortune. Quand je lui dis que j'avois été élevé au corps des cadets en Prusse, que j'y avois servi neuf ans et fait une campagne du temps du grand Frédéric, il dit: *mais vous êtes donc militaire: vous avez reçu une éducation militaire!* On avoit cherché à lui faire entendre le contraire par le moyen du duc de Feltre, alors ministre de la guerre, qui avoit ajouté que j'étois vieil et goutteux. Il examina ensuite les connaissances que j'avois de l'art militaire, assez minutieusement. Je lui expliquai pourquoi dans les Grandes Indes j'avois quitté le militaire pour le civil, qui, du temps de l'ancienne Compagnie, étoit la seule carrière d'où l'on pût parvenir aux gouvernements et aux places de quelqu'importance. Il me parla aussi de son frère Louis, et de mon ministère de la guerre en Hollande. Enfin il me dit: *Soyez tranquille sur votre sort. Je vous employerai; établissez-vous à Paris; faites-y venir votre femme. Je ne vous oublierai pas.* Le lendemain une lettre du duc de Bassano, ministre secrétaire d'état, m'apprit que l'empereur avoit ordonné de me porter sur le contrôle de l'armée Française en qualité de général de division, à dater du jour de la réunion de la Hollande, et qu'il m'avoit de plus accordé une gratification de vingt mille francs.

Ma femme et mon fils arrivèrent à Paris avant la fin de l'année 1810. Ma femme reçut un accueil distingué de l'impératrice Marie Louise, à laquelle elle fut présentée par la duchesse de Bellune, notre compatriote. Mon fils fut placé comme capitaine dans le régiment de cuirassiers Hollandois, qui devint en France le 14^{me} et fut mis en garnison à Lille.

Je m'apperçus que l'empereur avoit conçu une bonne opinion de moi depuis notre entretien, par la manière gracieuse dont me traitèrent tous les hommes en place, et surtout le prince Berthier, qui me témoigna toujours beaucoup d'affection, et le ministre de la guerre duc de Feltre, qui parut alors vouloir m'être favorable en me proposant à l'empereur pour plusieurs commandements; mais Napoléon avoit sur moi d'autres vues, dont je n'eus connoissance qu'au commencement du mois de Mars 1811.

Un matin, ne m'attendant à rien, je vis la voiture du maréchal duc de Reggio entrer dans la cour de l'hôtel où je demeurois. Il en sortit un aide-de-camp du maréchal, qui vint m'annoncer que j'étois nommé un des aides-de-camp de l'empereur, et que le maréchal me prioit de venir déjeuner avec lui. J'en fus si surpris, que je crus d'abord que c'étoit un mal-entendu. Le maréchal m'en donna ensuite l'assurance, et me dit que je devois aller le lendemain, au lever de l'empereur, le remercier d'une faveur, qu'eussent certainement ambitionnée tous les généraux de division de l'armée.

Le grand-maréchal Duroc me confirma aussi cette nouvelle, et m'invita à dîner chez lui. Le lendemain je me rendis au lever, où je fus admis avec ce qu'on nommoit les grandes entrées. Tout le monde fut surpris

de me voir avec des aiguillettes, signe distinctif des aides-de-camp de l'empereur et des officiers-généraux attachés à sa maison. Je le remerciai de cette marque honorable de sa confiance, et lui promis de m'en rendre digne par mon dévouement à sa personne. L'empereur me répondit qu'il s'y attendoit, que même il en étoit persuadé. Aurois-je pu, après les protestations d'attachement que je lui avoit faites, le trahir dans la suite, parce que la fortune lui étoit devenue contraire?

J'étois moi-même presque aussi étonné que le public d'avoir obtenu, sans l'avoir demandé, un poste qu'on ne donne guères, ou qu'on ne suppose généralement devoir être donné, qu'à des jeunes gens capables d'une grande activité, et qui sembloit peu compatible avec mon âge et avec l'infirmité de la goutte, à laquelle j'étois sujet; ce que je n'avois pas caché à l'empereur, ce que lui avoit répété plusieurs fois le duc de Feltre avec une sorte d'affectation. Mais il ne vouloit par là que me donner plus de considération et plus de poids dans les places importantes que déjà il me destinoit, comme depuis il me l'a dit lui-même.

En sortant des Tuileries j'allai chez le ministre de la guerre, qui savoit ma nomination, mais qui ne me l'avoit pas encore annoncée. Il feignit d'être surpris de me voir déjà porter les aiguillettes; je lui dis qu'il m'avoit été nécessaire de les prendre pour aller au lever de l'empereur, comme le maréchal Oudinot et le grand-maréchal Duroc m'avoient averti de le faire. Je le remerciai de la part que je lui supposois avoir eu dans la bonne opinion qu'avoit conçue de moi l'empereur, et le priai de me continuer ses bonnes grâces et sa protection. *Ah! monsieur*, me répondit-il ironique-

ment, *mes bonnes grâces! ma protection! C'est moi au contraire qui me recommande désormais à la vôtre. Un aide-de-camp de l'empereur est indépendant du ministre de la guerre, et bien plus important que lui.* Je l'assurai que jamais je n'abuserois de ma situation, pour manquer à ce que je savois lui devoir. En effet je n'ai cessé de lui témoigner tous les égards et toute la considération qu'il pouvoit désirer lui-même, dans les relations ordinaires de la société et dans les relations plus intimes que mes missions et mes commandements m'ont forcé d'avoir avec lui. Mais son aversion pour tous les aides-de-camp de l'empereur, et en particulier pour le général Mouton, comte de Lobau, à qui l'empereur avoit confié le contrôle des rapports du ministère de la guerre, étoit si forte et si peu mesurée, qu'elle s'étendoit jusqu'à moi, qu'il ne m'a jamais pardonné, et qu'il m'a fait dans la suite tout le mal qui a été en son pouvoir.

Je répète que j'ai eu pour principe dans tout le cours de ma vie, de remplir jusqu'aux moindres devoirs des places que j'ai occupées, avec toute l'exactitude et l'activité dont je suis capable. Une de mes obligations préalables étoit de me remettre à l'équitation, dont l'exercice, dans ma carrière diplomatique et administrative, m'étoit devenu moins familier.

En temps de paix, les chasses de l'empereur étoient seules fatigantes. A la première où je me trouvai, je faillis y succomber, tant j'étois au retour épuisé de lassitude. La chasse au chevreuil avoit été ce jour-là fort longue; et les routes du bois de Bondy, où elle s'étoit faite, étoient horriblement mauvaises. Dans la forêt de St. Germain et dans le bois de Boulogne,

les fatigues furent beaucoup moindres, et je m'y accoutumai insensiblement. Napoléon avoit eu la bonté de me faire dire que je ne devois pas trop me fatiguer aux chasses, mais comme un des devoirs des aides-de-camp de service étoit de rester toujours fort près de la personne de l'empereur, je ne voulois y manquer sous aucun prétexte et je l'ai toujours observé exactement, quoiqu'aux chasses, pendant les voyages et à la guerre, cette nécessité me devint quelquefois extrêmement pénible. Le lendemain d'une chasse qui n'avoit pas été particulièrement difficile, il me demanda au lever, si je n'avois pas été très fatigué? Je lui répondis que non, que je commençois à me remettre aux fatigues du cheval. *Ah*, reprit-il en riant, *vous commencez déjà aussi à devenir courtisan et à mentir.* Je l'assurai que si ce n'eut pas été vrai, je ne l'aurois pas dit.

Ce fut au mois de Mars 1811 que naquit le roi de Rome. Quel enfant naquit jamais sous de plus brillants auspices! La grossesse de l'impératrice avançoit à souhait; peu de jours auparavant elle avoit encore assisté à un petit bal masqué dans l'intérieur de ses appartements. Le 19 Mars au soir ma femme et moi, invités pour la soirée chez l'impératrice, rencontrâmes en arrivant la duchesse de Montebello, qui sortait de la chambre à coucher de Sa Majesté, sans être encore habillée; ce qui me fit soupçonner ce dont il étoit question. La société devint nombreuse. On annonça que l'impératrice commençoit à sentir des douleurs, et que le spectacle n'auroit pas lieu; mais que l'empereur fesoit inviter les dames à rester, puisqu'on espéroit que l'accouchement ne tarderoit pas. Peu après on vint dire que les hommes, nommés pour être de service aux céré-

monies de la naissance et qui étoient en habits de cour, devoient aller se mettre en uniformes et en costumes. On passa une partie de la nuit dans l'attente, et à minuit on servit à souper, ce qui étoit contre l'usage. Vers cinq heures du matin nous apprîmes que les douleurs étoient diminuées, et l'impératrice assoupie: les dames étoient priées de ne plus se fatiguer à attendre, et tout le monde eut la liberté de se retirer. J'en profitai avec ma femme. Mais vers sept heures du matin je fus éveillé par cent coups de canon, qui annoncèrent la naissance d'un prince. Je m'empressai de retourner aux Tuileries, où je fus un des premiers qui arrivèrent; et j'y vis le roi de Rome, porté par la comtesse de Montesquiou de la chambre de l'impératrice aux appartements qui lui étoient destinés. Aussitôt l'empereur parut, témoignant une joie vive et sincère, et recevant avec une aménité extrême les félicitations qu'on lui adressoit. On apprit que l'impératrice avoit souffert, et qu'il y avoit eu un moment de crise qui avoit embarrassé Mr. Dubois, l'accoucheur; que même celui-ci avoit demandé à l'empereur, comment il devoit faire? Que l'empereur lui avoit répondu qu'il devoit agir comme s'il accouchoit une femme de la rue St. Denis, ajoutant: *Sauvez la mère.* Je n'ai pas entendu ces paroles, mais elles m'ont été rapportées de si bonne part, que je n'ai aucune raison d'en douter. Je m'étends sur ces détails, parce que la malice s'est plu à les défigurer par ses calomnieux mensonges. J'avoue que cet événement fit sur moi une profonde impression; je le considérois comme un gage de félicité, non seulement pour l'empereur, mais pour l'empire dont il sembloit enfin consolider le repos. J'étois sincèrement attaché à Napoléon,

qui me traitoit avec beaucoup de bonté et déjà commençoit à me montrer une confiance, que je regardois comme flatteuse de la part d'un souverain qui savoit si bien juger les hommes. Peu de temps après ses couches l'impératrice alla, avec l'empereur et la cour, à St. Cloud, où je restai de service plusieurs semaines consécutivement. Jamais je n'ai passé un temps plus agréable dans ma vie; j'y fus témoin du bonheur domestique dont jouissoient les personnes auxquelles j'étois le plus attaché au monde. L'empereur y recevoit peu, excepté à ses grandes audiences du dimanche, et y vivoit avec une simplicité et une régularité qui fesoient un singulier contraste avec son agitation ordinaire. J'étois surtout charmé de voir l'intimité et la douceur de son union avec son épouse. Il se levoit de grand matin et travailloit jusqu'à neuf heures, que le lever avoit lieu régulièrement. On introduisoit alors ce qui se nommoit le service de la maison, les grands officiers de la cour ou leurs substituts, et l'aide-de-camp de service qui reposoit la nuit dans le salon où l'empereur se tenoit de jour, devant sa chambre à coucher. L'empereur déjeunoit ensuite sous les marronniers derrière le palais. L'impératrice venoit communément l'y trouver, et on lui apportoit le roi de Rome auquel il prodignoit les plus tendres caresses. Puis il se remettoit au travail, seul ou avec ses ministres. A trois ou quatre heures de l'après-midi il alloit faire une promenade, en calèche, avec l'impératrice, accompagné des dames du palais, de l'aide-de-camp et des chambellans de service. A sept heures il dînoit seul avec l'impératrice; après le dîner on introduisoit ce qu'on appelloit les petites entrées, c'est-à-dire les

personnes nommées à cet honneur pour le temps que chaque voyage de la cour devoit durer, et qui changeoient à chaque mutation de séjour. C'étoit la distinction la plus recherchée dans ce temps; car les membres de la famille impériale ne pouvoient y être admis qu'après avoir été inscrits sur la liste, et tous n'y étoient pas toujours. C'étoit la société intime avec laquelle l'empereur et l'impératrice passoient la soirée. A dix heures l'empereur, en se retirant, mettoit fin à la réunion. Il se levoit souvent, pendant la nuit, pour travailler, ce qu'il fesoit toujours quand il avoit à répondre à quelque dépêche importante. Ses secrétaires particuliers ou du cabinet étoient partagés en quartiers de service et il y en avoit, à tous les instants du jour et de la nuit, de prêts à écrire sous sa dictée. Il avoit coutume, quand il dictoit, de se promener dans l'appartement; mais il relisoit toujours les lettres, comme on peut le voir par les mots ou lignes qu'il y intercaloit quelquefois avant d'y mettre sa signature.

Pendant ce séjour à St. Cloud, le maréchal Masséna arriva d'Espagne; le maréchal Ney l'avoit précédé de quelque temps. Ils se plaignirent l'un de l'autre, et s'attribuèrent réciproquement le mauvais succès de l'expédition contre le Portugal. J'annonçai le maréchal Masséna à l'empereur, qui le fit entrer sur le champ dans son cabinet. L'entretien fut vif: Masséna répondit assez fortement aux reproches que Napoléon lui adressa; tout bientôt redevint paisible, et Masséna parut sortir assez satisfait. Le duc de Vicence revint aussi dans ce temps de son ambassade en Russie.

Il est probable que l'empereur commençoit dès-lors à s'occuper de sa grande expédition contre la Russie, et

que les rapports que lui fit Caulincourt contribuèrent à l'y décider. Les liens de l'alliance politique et de l'amitié personnelle, qui s'étoient formés entre les deux empereurs depuis la paix de Tilsit et resserrés à l'entrevue d'Erfurt commençoient à se relâcher visiblement; aussi a-t-on pensé qu'outre les motifs politiques de leur rupture, il doit avoir existé quelque cause d'une inimitié plus intime, comme des propositions de mariage rejettées. Une des versions les plus accréditées étoit que les deux monarques étoient convenus à Erfurt que l'empereur Napoléon épouseroit la grande duchesse Catherine, soeur de l'empereur Alexandre (au moins on le croyoit généralement à Vienne, où j'étois alors), mais qu'à son retour à St. Pétersbourg Alexandre avoit rencontré dans sa soeur, qui à beaucoup d'esprit et de vivacité joignoit un caractère très ferme et très résolu, une opposition opiniâtre, soutenue encore par sa mère et par tout l'ascendant que cette dernière conservoit sur l'empereur. Je n'oserois affirmer ni démentir ce fait; je n'étois pas assez initié dans les mystères de la politique de ce temps pour connoître exactement des particularités d'une nature à être tenues si secrètes des deux côtés, et je ne crois pas que beaucoup de gens en aient pu être instruits avec certitude. Il est néanmoins probable que s'il ne faut pas ajouter entièrement foi au récit que je viens de faire, il y a eu dumoins quelque fonds de vérité dans les bruits qui en ont circulé généralement.

Les mobiles politiques de la querelle sont trop connus, quoique jugés bien différemment, pour qu'il soit nécessaire de les exposer ici. Tout le monde sait que le premier et le principal de tous a été le maintien du

système continental, auquel l'empereur Alexandre s'étoit engagé par la paix de Tilsit et par les conférences d'Erfurt, mais qui étoit violé dans tous les ports de la Russie. Les Anglois, pour vendre les produits de leurs manufactures et leurs denrées coloniales, et les Russes pour vendre les productions brutes de leurs terres, avoient un besoin trop impérieux les uns des autres pour qu'il fut possible d'empêcher le commerce, en dépit de toutes les défenses; et en général, j'ai toujours pensé que le système continental eût été excellent pour forcer l'Angleterre à la paix, s'il y eût eu quelque moyen de le faire exécuter rigoureusement: mais c'est ici que Napoléon s'est trompé. Les gouvernements des autres peuples pouvoient être contraints à l'adopter et le regarder même comme favorable à leurs vues; mais le commerce et toute cette classe d'individus qu'il alimente et qui s'y rattachent, enhardis par les immenses profits que donnoit la contrebande, étoient si fortement intéressés à le violer, qu'il étoit absolument impossible de le maintenir.

Un jour, de très grand matin, l'empereur sortit de son cabinet en robe de chambre, et vint m'éveiller en m'ordonnant d'envoyer sur-le-champ appeller les ministres de l'intérieur et du culte, et plusieurs évêques, dont il me donna la liste. C'étoit dans le temps où le Concile étoit assemblé. Je me rappelle à ce sujet une anecdote qui trouvera ici sa place. Un matin, au lever, je vis un jeune abbé que je ne connoissois pas; c'étoit Mr. de Broglie, évêque de Gand, qui venoit prendre son quartier de service comme aumônier. Quand Napoléon l'apperçut, il lui dit: *Ah! bonjour, Mr. de Gand, vous avez l'air de vous bien porter.* Révérence de l'é-

vêque. *Mais que diable avez-vous été faire? Quelle incartade! Comment écrire une pareille lettre au grand-chancelier de la légion d'honneur! — Ma conscience, Sire,* d'un ton fort dévôt. — *Votre conscience est une sotte, et vous aussi. Comment! tant de cardinaux et de prélats respectables ont accepté la croix de la légion, et prêté le serment sans hésiter! et vous, jeune homme, vous prétendez avoir des scrupules!* L'évêque répéta: *Ma conscience, Sire! — Allez, votre conscience est une sotte, et vous un brouillon. Je crois que vous aspirez au martyre: mais ce n'en est plus le temps. Vous vous ferez claquemurer à Vincennes; quelques vieilles du fauxbourg St. Germain crieront, et dans quinze jours on vous aura oublié; on ne parlera plus de vous.* Il se tourna ensuite vers d'autres.

L'année 1811 peut être considérée comme l'apogée de la fortune de Napoléon: la naissance du roi de Rome paroissoit mettre le sceau à la stabilité de son empire et de sa dynastie. Aussi voulut-on donner au baptême du jeune prince toute la solemnité possible. Dans les différentes cérémonies, dont les gazettes donnent une assez ample description, j'accompagnai à cheval la voiture où étoient l'empereur et l'impératrice, et j'eus ainsi l'occasion d'observer de près l'impression que firent sur eux les témoignages d'allégresse donnés par les François, au moins par les habitants de Paris. Rien n'égala l'ivresse et l'enthousiasme des grands et des fonctionnaires publics, rassemblés de toutes les parties du vaste empire dans la cathédrale, surtout au moment où Napoléon prit le roi de Rome dans ses bras et l'éleva pour le montrer à tous les assistants. Les femmes se distinguoient par leurs applaudissements et leurs cris de joie. Eut-on cru alors qu'en

moins de trois ans uu si grand nombre de ces hommes, qui lui paroissoient si dévoués, s'empresseroit à le trahir, que si peu lui resteroient fidèles, que la plupart de ces mêmes femmes se montreroient tout aussi exaltées, feroient retentir aux balcons et aux fenêtres une allégresse tout aussi bruyante, pour fêter les soldats étrangers et ennemis à leur entrée dans la capitale de la France? Que font ensuite les démonstrations publiques? Des arguments tout au plus pour les gazettes.

En allant à l'hôtel de ville pour la fête que la ville de Paris donna à cette occasion, les chevaux de la voiture de l'empereur, tous chevaux entiers, rompirent leurs harnois et la voiture demeura arrêtée pendant une demi-heure, avant que les harnois eussent pu être réparés. Il y avoit là de quoi s'impatienter; Napoléon ne dit pas là-dessus un seul mot, et continua sa conversation avec l'impératrice comme ne s'appercevant presque pas que la voiture ne marchât plus.

On prodigua dans ce temps les faveurs et les grâces. J'obtins une dotation en majorat avec le titre de comte. Ce majorat, situé dans le pays de Bronswick, me valoit trente mille francs de revenu annuel. C'étoit une ancienne abbaye de Bénédictins, nommée St. Ludgers, tout auprès de la ville de Helmstadt, et sécularisée en faveur du duc de Bronswick par la paix de Luneville. J'avois donc, avec mon traitement de 30,000 francs comme général de division, et un autre de 24,000 comme aide-de-camp de l'empereur, un revenu de 84,000 francs, qui me suffisoit à Paris, quoique la vie de la cour, surtout avec une femme, obligeât à beaucoup de luxe et dépenses; l'empereur vouloit même que ceux qui lui étoient attachés, vécussent avec un espèce de

splendeur. Il m'avoit dit de prendre un hôtel et de m'établir à mon aise, sans m'inquiéter de l'avenir; qu'il auroit soin de moi, et assureroit ma fortune. Je crus pourtant plus prudent et plus modeste de ne prendre qu'un appartement provisoire, et je louai celui du rez-de-chaussée dans l'hôtel de la maréchale de Mailly, rue de l'université. La nécessité de le meubler m'entraîna encore dans des dépenses et dans des emprunts, pour le remboursement desquels j'engageai la recette des revenus de ma dotation. Le plaisir le plus sensible que me fit éprouver cet heureux changement de ma fortune fut le pouvoir de consulter et de satisfaire le goût de mon excellente femme, qui ne se plaisoit jamais mieux qu'avec ses enfans, dans l'intérieur de son ménage, et qui jouissoit alors, dans sa propre maison, d'une élégante et agréable aisance.

Jusques-là l'empereur, tandis qu'il chargeoit ses autres aides-de-camp de différentes missions, m'avoit laissé tranquille à Paris continuer mon service auprès de lui, pour me donner le temps de m'orienter dans ma situation nouvelle. Mais après le baptême du roi de Rome, il m'envoya à Wezel présider à l'organisation et au départ des conscrits réfractaires, dont on venoit de faire une exacte recherche dans toutes les parties de l'empire; ceux de la partie méridionale étoient dirigés sur Strasbourg, où le duc Charles de Plaisance, aide-de-camp de l'empereur, avoit une mission semblable à la mienne; et ceux de la partie du Nord sur Wezel, d'où, après les avoir fait équiper, je les dirigeois sur l'armée alors dite d'Allemagne, commandée par le maréchal prince d'Eckmühl, qui avoit son quartier général à Hambourg comme gouverneur-général de la 32^{me}

division militaire, dont l'organisation lui avoit été confiée.

En me rendant à Wezel je demeurai quelque temps à Maestricht, pour conférer avec le général Puthod, qui commandoit la division, sur le transport des conscrits. Je le trouvai aux arrêts.

L'empereur, d'après sa coutume, avoit envoyé un de ses officiers d'ordonnance (le duc de Mortemart d'à présent, alors simple capitaine), pour faire l'inspection de plusieurs places fortes; il en agissoit ainsi fort souvent, et pour contrôler les rapports officiels qu'il recevoit du ministère de la guerre, et pour éprouver les jeunes officiers qu'il prenoit autour de lui comme officiers d'ordonnance, et dont la plupart, sortis des premières maisons de France, fesoient ensuite une brillante fortune. En arrivant à Maestricht Mr. de Mortemart fut bien reçu par le général Charbonnier, commandant de la place; le général Puthod s'étoit rendu à Aix-la-Chapelle pour faire sa cour à la princesse Pauline, qui prenoit les eaux. Celui-ci néanmoins parut élever des doutes sur la réalité de la mission. En vain Mr. de Mortemart lui montra un ordre par écrit du grand-écuyer, le duc de Vicence, et la signature de Napoléon mise au bas d'une instruction secrète. Il ne voulut rien entendre, fit arrêter Mr. de Mortemart comme un espion déguisé en officier d'ordonnance, et fit son rapport au ministère de la guerre. La réponse arriva bientôt de Paris: Mr. de Mortemart fut mis en liberté et le général aux arrêts; on lui ôta même le commandement de la division, avec une sévère reprimande, et l'ordre de se retirer dans ses foyers. On lui redonna peu de temps après de l'emploi, pour tirer parti de ses talents. Je trouvai à Wezel Mr. de Mortemart, qui continuoit son inspection.

Le général en non-activité Lemoine commandoit la place; il apprit avec étonnement ce que je venois faire; on travailloit encore à la construction des casernes dans la citadelle; les magazins étoient vuides; rien n'étoit prêt pour recevoir les conscrits. J'en rendis compte à l'empereur, et reçus bientôt toutes les instructions dont j'avois besoin, avec une lettre de l'empereur lui-même, qui m'ordonnoit de lui écrire tous les jours, pour l'instruire de mes opérations. Je donne cette lettre, en fac-simile, à la suite de ces mémoires, à cause de l'intercallation de ces mots, *tous les jours*, qui sont de sa propre main. [1]) Les casernes, d'après le contrat avec les entrepreneurs, ne devoient être prêtes qu'au premier de Janvier prochain. Je parlai à ceux-ci, et dans le courant de Septembre il se trouva un assez grand nombre d'appartements convenables pour les conscrits; je me procurai, en attendant les fournitures, le plus de paille que je pus, et j'obtins du maire que des couvertures me seroient prêtées par les bourgeois de Wezel. Je n'épargnai ni soin ni peine pour adoucir, autant du moins que le permettoit une si grande précipitation, le sort des malheureux conscrits.

Le ministre de la guerre avoit écrit au maréchal prince d'Eckmühl de m'envoyer deux au trois majors de son corps d'armée pour m'assister dans ma tâche; ce qui eut lieu. Le premier qui arriva, un des aides-de-camp du maréchal, avoit sans doute reçu de lui l'ordre secret de l'instruire de l'état où il trouveroit le dépôt. C'étoit dans les premiers jours où le bon ordre n'avoit pu être encore établi; il failloit garder

[1]) Cette lettre ne s'est pas trouvée avec le manuscrit.

les conscrits dans la citadelle pour empêcher la désertion et ménager les bourgeois. Je reçus donc, peu de jours après, une lettre du général Hastrel, chef d'état-major du prince d'Eckmühl, qui me témoignoit, de la part du maréchal, son mécontentement sur la tenue des conscrits. J'en fus indigné. Etoit-ce ma faute? Les fournitures manquoient; les casernes n'étoient pas achevées. Je fis une réponse directe au maréchal; je lui dis que je n'étois accoutumé à recevoir ni à mériter des reproches, qu'il n'avoit pas le droit de m'en faire, que je n'étois pas sous ses ordres. Je le répétai devant l'aide-de-camp du maréchal, devant le commandant de la place et plusieurs officiers. Le général Hastrel m'écrivit, au nom du prince, une lettre d'excuses qui termina l'affaire. Mais le maréchal Davoust, peu accoutumé à rencontrer la moindre opposition dans ses procédés despotiques et grossiers avec ceux qu'il commande, a toujours conservé depuis contre moi un ressentiment qui éclata dans la suite.

Les conscrits tardoient: l'empereur m'ordonna cependant d'aller à Munster, et de parcourir le département de la Lippe qu'on venoit d'organiser, pour examiner l'état du pays et lui en rendre compte; il vouloit mettre à l'épreuve les connaissances que j'avois en statistique, et apprendre la vérité sur les rapports officiels qui lui venoient d'autre part. Le comte Dusaillant, chambellan de l'empereur, autrefois émigré, étoit préfet de ce département composé de parties hétérogènes et, par conséquent, d'une administration difficile. Après avoir tout examiné avec soin, je fis un rapport fidèle et circonstancié, qui fut favorable au comte Dusaillant et satisfit beaucoup l'empereur en augmentant la confiance qu'il avoit en moi.

CHAPITRE XX.

La princesse Mimi Galitzin. Le comte de Stolberg. Ordre donné par l'empereur à M. Van Hogendorp de l'accompagner dans son voyage en Hollande. Arrivée à Utrecht. Audience de l'empereur. Discussion théologique. Entrée triomphale de Napoléon et de Marie Louise à Amsterdam. Conversations intimes avec M. Van Hogendorp. Mariage du fils de celui-ci L'empereur part pour le Helder. Détails du voyage. Danger couru par le souverain. Rentrée à Amsterdam par Alkmaar, Haarlem et Zaandam, où la maisonnette du Czar Pierre I est visitée. Départ pour La Haye et court séjour à Catwyck, où l'empereur s'expose encore de propos délibéré. Séjour au Loo et excursions dans les environs. Départ pour Wezel. Grande revue. Les prisonniers du prince d'Eckmühl.

Je retrouvai à Munster une fort ancienne connaissance, la princesse Mimi Galitzin, dont le père, jadis ministre de Russie à La Haye, et la mère, née comtesse de Schmettau, dont j'ai déjà parlé, avoient été unis d'une étroite amitié avec mes parens. Le père, après avoir perdu sa place par les intrigues de Markow, étoit allé vivre en sage à Bronswick, où il est mort. Son épouse, dans le premier éclat de sa jeunesse et de sa beauté avoit été petite maîtresse, puis philosophe avec Diderot, Hemsterhuis et quelques autres penseurs dont elle avoit fait la connaissance; elle s'étoit alors dévouée à l'étude, et s'étoit fait couper les cheveux pour se mettre hors d'état de paroître à la cour et dans le monde; enfin, plus tard, s'étant liée à Munster avec le fameux comte de Fürstenberg, elle

devint dévote, et alla s'établir dans cette ville pour suivre l'éducation entièrement religieuse de ses deux enfans, un fils et une fille. Le premier abjura la religion de son pays et le rit grec, suivant lequel il avoit été baptisé, pour se faire Catholique à l'exemple de sa mère et de sa soeur, fut ordonné prêtre et alla prêcher l'évangile aux sauvages du Canada. A la mort de son père sa famille, en Russie, s'empara de la succession, d'après la loi Russe qui regarde comme mort tout individu qui se sépare de la religion Grecque. Mais la princesse Mimi, qui venoit aussi de perdre sa mère, fit un voyage à St. Pétersbourg et implora la justice de l'empereur Alexandre, qui lui fit restituer ses biens.

Je la vis à Munster honorablement établie et estimée de tout le monde, mais un peu inquiétée, parcequ'elle réunissoit souvent chez elle une société de dévots, le fameux comte de Stolberg, qui s'étoit fait Catholique, des prêtres, des abbés François, ci-devant émigrés. Je fus fort bien accueilli chez elle, où alloit aussi le comte Dusaillant. Cette petite société avoit pris le nom de la maison ou famille sainte, et n'avoit d'autre but que de faire du bien, et des oeuvres de piété. Aussi je m'empressai de la délivrer de toute inquiétude, et de la faire jouir d'une tranquillité entière, par la justice que je lui rendis dans mes rapports.

De retour à Wezel je vis arriver en foule les conscrits avec les cadres des bataillons dans lesquels je les distribuai, et je les dirigeai sur l'armée du prince d'Eckmühl. Ces jeunes gens, malgré leur nom de conscrits réfractaires, étoient, en général, d'un caractère doux et traitable. Quinze ou seize d'entr'eux seulement, sur plusieurs milliers, désertèrent pendant mon absence;

et je me félicitai de n'en avoir qu'un seul à punir.

Comme les fournitures, que le ministre directeur de l'administration de la guerre, le comte de Cessac, devoit m'envoyer, n'arrivoient que très lentement, l'empereur m'autorisa à prendre dans les neuf dépôts de régiments de la 25me division militaire tous les habillements que j'y trouverois; ce qui m'obligea à passer par Maestricht. Je reçus dans cette ville une lettre de l'empereur, qui me prescrivit de me trouver le 28 Septembre à Utrecht, pour l'accompagner dans son voyage en Hollande.

Après avoir laissé au plus ancien major le commandement du dépôt avec mes instructions, je me rendis à Utrecht, où étoit déjà arrivé le maréchal duc de Reggio. Nous allâmes au-devant de l'empereur jusqu'à Gorcum, où il arriva de Dordrecht en canot; depuis Anvers son voyage n'avoit été qu'une agréable navigation sur les rivières. J'allai sur l'autre bord attendre l'impératrice et diriger son passage. L'impératrice me demanda s'il valoit mieux s'embarquer sur un yacht ou sur un canot à rames. Je lui répondis que pour aller sûrement mais lentement il falloit prendre un yacht, que pour aller vite un canot étoit préférable. Elle entra sur le champ dans le canot, équipé à cette occasion par le commerce de Dordrecht, dont les rameurs étoient tous gardes d'honneur et fils des principaux négociants, ce qui m'eut inspiré peu de confiance dans leur habileté à ramer, s'ils ne m'eussent assuré qu'ils s'y exerçoient depuis quelque temps. L'impératrice atteignit heureusement l'autre rive.

Le lendemain nous partîmes pour Utrecht; c'étoit le premier voyage que je fesois avec la cour. J'étois dans

la voiture qui précédoit celle de l'empereur, avec le grand-maréchal duc de Frioul, le grand-écuyer duc de Vicence, et mon collègue, le comte de Lobau.

A peine à Utrecht, l'empereur monta à cheval pour faire le tour de la ville selon sa coutume. En approchant de la porte, aulieu de tourner, pour monter sur les remparts, les gardes d'honneur voulurent sortir. Je piquai des deux pour les ramener, mais mon cheval, ferré à la manière de France, glissa sur le pavé, et culbuta, sans me faire pourtant le moindre mal. Je remarque ici ce léger accident, parce qu'il tient à l'une des principales causes du désastre qu'éprouva la cavalerie Française dans la retraite de Russie. Les chevaux, n'étant pas ferrés avec des crochets, comme on le fait en Hollande, ne pouvoient plus se relever, une fois qu'ils étoient tombés sur du verglas ou de la glace.

Je devois aller devant l'empereur, mais il m'ordonna de me tenir près de lui pour lui expliquer ce qu'il voyoit. Les villes de Hollande ressemblent si peu à celles des autres pays qu'il témoignoit de la surprise. Je connoissois fort peu Utrecht; je pris donc derrière moi un garde d'honneur intelligent, qui put satisfaire aux questions de l'empereur. Après avoir fait le tour du rempart, il parcourut encore plusieurs des rues principales. La foule se pressoit sur nos pas; le peuple Hollandois, accoutumé avec ses chefs à une espèce de familiarité ou plutôt de confiance, s'approchoit de tous côtés en tumulte; plusieurs des plus voisins mirent même la main sur la croupe du cheval, assez ombrageux, que montoit l'empereur. J'eus beaucoup de peine à contenir par mes paroles l'indiscrétion de ces bonnes gens. L'empereur ne fit qu'en rire.

En rentrant les autorités furent admises à l'audience avec le clergé de tous les cultes. L'empereur tança beaucoup les Catholiques sur leur intolérance et leur opiniâtreté. Puis vinrent les Jansénistes, qui à Utrecht avoient conservé un évêque, un chapitre, et une communauté assez nombreuse, mais en scission avec l'église de Rome. L'empereur leur demanda s'ils étoient Catholiques. *Oui*, dirent-ils. — *Donc vous reconnaissez le Pape? — Assurément. — Mais le Pape ne vous reconnoit pas! — C'est que le Pape est mal informé. Nous en appellons au Pape mieux informé ou au futur concile. — Ah! cela est bel et bon: mais je n'entends pas ces scissions, et ne connois de Catholiques que ceux reconnus par le Pape. Arrangez-vous en conséquence.* Alors il se tourna vers les Protestants, au nom desquels un pasteur de l'église Wallonne, Mr. Chatelain, je crois, lui adressa un discours éloquent. Il leur témoigna sa satisfaction sur leur conduite et sur l'esprit qui les anime, esprit conforme aux préceptes de l'évangile. *Cependant*, ajouta-t-il, *vous avez été aussi quelquefois intolérants.* Le pasteur répondit: *Nous sommes des hommes.* L'empereur se mit à rire et applaudit à la replique. *Mais*, dit-il, *comment vous comportez-vous avec les autres communions? — Sire, nous sommes polis les uns avec les autres.* La présence d'esprit du pasteur ne fut pas perdue pour Napoléon, dont la rapide sagacité découvroit tous les genres de mérite. Voyant le clergé des Juifs se présenter, il leur demanda s'ils étoient Juifs Portuguais ou Allemands? *Allemands*, dirent-ils. — *Alors je ne veux pas entendre parler de vous, vous êtes des usuriers qui n'êtes bons à rien;* et il leur tourna le dos.

Je ne rapporte que les principaux traits de cette

réception. Le colloque de l'empereur avec les Jansénistes avoit été fort long, et assez semblable à une discussion théologique. Il leur prouvoit très conséquemment qu'ils étoient en insurrection contre le St. Siège, et l'évêque ou prêtre, qui portoit pour eux la parole, défendoit leur cause avec une opiniâtreté qui nous amusa beaucoup. Enfin l'empereur lassé leur dit: *adieu! je vois bien que vous êtes incorrigibles. Je vous abandonne à votre sort.*

Le lendemain le corps de troupes du maréchal Oudinot, dont fesoit partie un beau régiment Espagnol, fut passé en revue, et manoeuvra devant l'empereur. Ce dernier se tint presque toujours au-devant du régiment Espagnol, ou à ses côtés; ce qui n'étoit pas sans péril; un seul soldat fanatique auroit pu le tuer aisément, peut-être même sans courir le risque d'être découvert. Il se moqua de ceux qui lui en témoignèrent la crainte.

L'empereur partit ensuite avec l'impératrice pour Amsterdam, où il entra dans une espèce de pompe triomphale, et au milieu des applaudissements d'une foule immense, dont les transports ne paroissoient pas affectés. Il parla aux autorités, et particulièrement à la chambre du commerce, de la situation malheureuse où la stagnation du commerce avoit mis la Hollande. On sait ce qu'il a dit, et l'impression qu'ont faite ses discours. L'évènement a prouvé contre lui. Qu'est-il besoin d'en dire davantage? Après les audiences il me fit appeller et me demanda mon opinion sur ce qu'il avoit dit, et sur l'effet probable de ses paroles. Je lui répondis, que le commerce calcule, raisonne et juge d'après le bilan de ses livres, que la paix seule pourroit égayer ses dispositions etc.

Il me questionna longtemps encore sur la Hollande et sur la manière de traiter et de s'attacher les Hollandois. Mes réponses furent dictées par mon ardent désir d'être utile à mes compatriotes; je les servis de mon mieux. Je ne puis guères en dire davantage sur cet entretien, l'un des plus intéressants que j'aie eus avec Napoléon; seulement je puis affirmer sur ma conscience que dans cette occasion, comme dans toutes les autres, je n'ai eu d'autre but que le bien de ma patrie, d'autre intérêt que le sien, me hazardant pour elle à déplaire à celui dont dépendoit toute ma fortune et qui me combloit de ses bienfaits et des marques de sa confiance. Il me dit en finissant de me mettre en habits bourgeois et de me tenir prêt vers le soir à faire avec lui une tournée dans la ville. L'arrivée d'un courrier empêcha cette excursion.

J'étois continuellement de service: l'empereur avoit à chaque instant besoin de moi pour la langue Hollandoise.

Mon fils, étant en garnison à Lille avec le 14^{me} de Cuirassiers, où il étoit capitaine, était devenu amoureux de la fille aînée du général Olivier, commandant de la division militaire. J'avois donné mon consentement à son mariage et obtenu celui des parents; et l'empereur signa le contrat qui lui fut présenté par le notaire Zilver à Amsterdam. Le maréchal duc de Trévise représenta le père, dont il étoit l'ami. Mon fils eut la permission de se rendre à Lille, et d'y passer quelque temps avant de rejoindre son régiment, destiné pour l'armée d'Allemagne.

Le général Olivier étoit, comme presque tous les généraux François, un officier de fortune qu'avoient

élevé la bravoure et le mérite. Il avoit eu la jambe emportée à la bataille de Novi. Employé, après le 18 Brumaire, comme inspecteur-général aux revues, il eut ensuite, à Florence ou à Livourne, un commandement qui l'avoit mis en état de faire quelques épargnes pécuniaires, insuffisantes, il est vrai, pour ses enfans, cinq fils et quatre filles. Il leur avoit du moins procuré tous les avantages d'une excellente éducation. Ma belle-fille joint aux charmes d'une intéressante figure ceux d'un coeur noble et d'un esprit aussi cultivé qu'aimable. Quoique ma ruine ait détruit pour mon fils les espérances de l'avenir brillant qui l'attendoit, son union avec son épouse n'en est pas restée moins inaltérable ni moins heureuse.

L'empereur fit une excursion au Helder pour y inspecter la flotte. Nous visitâmes d'abord le village de Broek en Waterland, si fameux par l'aisance et l'extrême propreté de ses habitants. L'empereur se fit tout montrer dans le plus grand détail; il alla jusques dans la cuisine du maire; n'y trouvant qu'un seul pot sur le feu, il voulut par curiosité en lever le couvercle, et se brûla les doigts, ce dont je ne pus m'empêcher de rire. Tout lui parut si joli et si extraordinaire, qu'il écrivit à l'impératrice de venir voir cet intéressant village: elle se rendit à l'invitation. Nous continuâmes notre route, avec une effrayante rapidité, sur ces étroites et hautes digues de la Nord-Hollande jusqu'à Médemblick. Heureusement le grand-écuyer avoit pris pour cette tournée les petites voitures du roi Louis, et cédé aux instances des officiers de poste en laissant les postillons du pays conduire du siège leurs quatre chevaux à leur manière, ce qui seulement pouvoit paraître dangereux

à des étrangers. A Médemblick l'empereur visita les arsenaux et les chantiers. Arrivé au Zand, où la digue cesse, il se mit à cheval et piqua des deux pour arriver avant la nuit au Helder. La course fut rude au-milieu du sable. Il étoit pour ainsi dire infatigable dans ses voyages comme dans ses chasses. Il arriva encore assez à temps pour aller voir le Nieuwe Diep. Le lendemain matin il fut à bord de tous les vaisseaux en rade pour les inspecter. Le ministre de la marine, comte Decrès, fit son possible pour dénigrer et les vaisseaux et les officiers Hollandois; néanmoins l'empereur me dit le même soir qu'il en étoit fort content. Il alla ensuite voir l'île de Texel; les chevaux avoient été envoyés au village du Nieuwe Schild, où seuls ils pouvoient être débarqués, à l'est de l'île. Une petite voiture de paysan entra dans l'eau, et nous prit hors de la chaloupe sur la grève. L'empereur et le prince de Neuf-Châtel s'assirent au fond, et moi à côté du paysan, qui étoit un habitant fort aisé de l'île, espèce d'original qui avoit son franc-parler avec l'amiral de Winter et les officiers-généraux de la marine. L'empereur lui fit faire par moi une infinité de questions, auxquelles il répondit avec une naïveté et une franchise réellement amusantes. Au Nieuwe Schild nous remontâmes à cheval, et fîmes, au galop selon l'habitude, le tour des digues de l'île, jusqu'à la grève où nous rentrâmes dans les chaloupes. L'amiral de Winter étoit avec nous dans le canot de l'empereur, qui voulut parler de sa flottille. *Ah!* dit l'amiral avec une grande naïveté, *Sire, ne parlez pas de votre flotille; le mieux que vous en puissiez faire est de la brûler.* Il étoit assis à côté de l'empereur, qui, moitié fâché, moitié en riant, lui pinça

l'oreille en disant: *Ah! coquin!* et continua de lui parler amicalement. Nous nous dirigeâmes sur la grande passe, entre les bancs ou bas-fonds que l'empereur voulut reconnoître et faire sonder en sa présence. On trouva en effet la passe plus profonde et moins étroite qu'on ne l'estime généralement. En avançant toujours, entraînés par le courant, nous fûmes surpris d'une brume fort épaisse, et nous perdîmes de vue et les vaisseaux, qui avoient appareillé, et la terre. Heureusement il y avoit une boussole dans le canot; mais le fer des épées fesoit vaciller l'aiguille; il fallut les ôter et les envoyer en avant, pour pouvoir nous orienter et nous diriger sur la côte; car nous devions être fort près de la croisière Anglaise stationnée devant le Texel. Le moment n'étoit pas sans danger. Nous n'appercevions même plus les canots voisins. L'empereur resta pourtant toujours calme, et continua la conversation comme si de rien n'étoit. Enfin on cria terre, ce qui fit rire l'empereur. Nous retournâmes ensuite sur nos chevaux avec une incroyable célérité au Helder, dont nous étions éloignés, le long de la côte, de plus d'une bonne lieue. L'empereur visita ensuite les travaux des fortifications; trois à quatre mille prisonniers de guerre Espagnols y étoient employés; ils avoient à la main leurs houes et leurs bêches. L'empereur s'avança au-milieu d'eux, leur demandant où et quand ils avoient été faits prisonniers, et leur parlant de la situation de l'Espagne, de Ferdinand VII et de Joseph, sans aucun ménagement. Ils répondirent fort différemment les uns des autres, mais tous se mirent à crier de concert: *Vive l'empereur!* Pas un d'eux ne fit voir de disposition hostile, quoiqu'on eût peut-être lieu de l'appréhender.

Le retour vers Amsterdam se fit avec la même promptitude, mais par l'intérieur de la Nord-Hollande, en passant par Alkmaar et Haarlem. L'empereur fit encore une excursion avec l'impératrice à Zaandam, pour voir la maison, ou plutôt la hutte, qu'avoit habitée Pierre-le-Grand, quand il y étoit venu apprendre, comme charpentier, la construction des vaisseaux. Napoléon n'étoit pas l'admirateur de ce trait de la vie de Pierre. Il dit que ce prince auroit pu mieux employer son temps, pour le bien de son empire, qu'à s'endurcir les mains au métier de charpentier. Zaandam lui parut fort joli, et il loua beaucoup la simplicité, la propreté délicate et l'industrie de ses habitants, ajoutant qu'il trouvoit tout cela bien plus remarquable et bien plus digne d'être vu que la cabane de Pierre-le-Grand.

La cour partit bientôt pour La Haye. L'empereur alla voir l'écluse de Catwyck, dont il fut très content. Il y avoit une frégate Angloise mouillée aussi près de la côte que possible. L'empereur me demanda si je croyois qu'un boulet de la frégate pût atteindre le rivage. Comme on se trompe aisément sur les distances, je lui répondis que, sans en être sûr, je le croyois. Il dit alors qu'il vouloit déjeuner là et fit mettre la table tout près de la mer en plein air. La frégate hissa son pavillon et put, avec ses lunettes, nous voir déjeuner. Nous étions quatre à table, l'empereur, le prince de Neuf-Châtel, le duc de Vicence et moi.

Arrivés à La Haye, je priai le comte de Lobau de me remplacer dans mon service, pour ce jour seulement, que je voulois dumoins passer auprès de ma bonne mère. Le lendemain, à Rotterdam, l'empereur apprit l'arrivée du général Daendels en France, de

retour de Batavia. Il me remit toutes les dépêches de ce jour pour les lire et lui en présenter le contenu, comme je l'avois déjà fait une fois à St. Cloud. Je réussis dans ce travail précipité.

Après l'inspection des arsenaux de la marine et des chantiers, la cour poursuivit son voyage au château du Loo, en Gueldres, d'où l'empereur fit seul, avec une petite suite, dont je fus, une excursion à Zwolle pour y passer la revue de quelques régiments, et retourna par Déventer et Zutphen au Loo où il retrouva l'impératrice. De là il se rendit à Nimègue. L'empereur m'ordonna de le devancer à Wezel, pour y passer en sa présence la revue des conscrits réfractaires et de quelques régiments que j'avois été chargé d'organiser. Il arriva un jour après moi dans cette ville, où je trouvai tout en bon ordre. Là il me donna, pour la première fois, une commission qu'il confioit ordinairement au comte de Lobau, celle de commander les manoeuvres devant lui. Je fis ranger les troupes en ligne sur l'esplanade, entre la citadelle et la ville, attendant l'empereur sur l'aile droite: mais il parut inopinément à la gauche. Je fis présenter les armes et battre aux champs, et courus à toute bride vers lui. Le général Lemoine avoit un grand chien de chasse, qui avoit l'habitude de courir après les chevaux, et que je l'avois prié la veille de faire enfermer. On n'en avoit rien fait. Le chien s'acharna, en aboyant de toutes ses forces, derrière le cheval de l'empereur et l'effaroucha. Napoléon, qui n'étoit pas excellent cavalier, manqua, en passant devant la ligne, d'être jetté hors de selle, ce qui le mit fort en colère. Je voulus tuer le chien d'un coup de pistolet, mais je craignis

par là d'épouvanter encore davantage le cheval, dont l'inquiétude alloit croissant. Arrivé enfin heureusement à l'aile droite, Napoléon mit pied à terre, de fort mauvaise humeur. *Le terrein*, dit-il, *n'a pas été bien gardé.* Je ne répondis rien, et fis former les colonnes pour la revue, selon sa manière. Il étoit déjà calmé: tout alla le mieux du monde; et il me témoigna qu'il étoit satisfait de ma conduite avec les conscrits. Il entra ensuite dans la citadelle, dont il visita les travaux. Une femme Angloise, fort proprement vêtue, vint se jetter à ses pieds, et lui tint en Anglois un discours que je lui traduisis. Elle étoit mariée à un Suisse, qui avoit servi les Anglois, mais qui, devenu invalide par suite de blessures, avoit été, avec plusieurs autres malheureux dans le même cas que lui, débarqué sur les côtes du Nord de l'Allemagne, où le maréchal Davoust les avoit fait arrêter et les avoit envoyés dans les prisons de Wezel comme suspects. Je saisis cette occasion pour apprendre à l'empereur que les prisons de cette ville étoient remplies d'infortunés de la même espèce que le prince d'Eckmühl y envoyoit. Il m'autorisa à examiner tous ces prisonniers et à remettre en liberté ceux qui ne seroient pas convaincus d'être espions, en leur fournissant quelques secours pour retourner chez eux, particulièrement au mari de cette Angloise, à laquelle il fit donner quelques pièces d'or.

CHAPITRE XXI.

La bande du major Schill. Bienveillance de Napoléon. M. Van Hogendorp est chargé par l'empereur de plusieurs missions militaires. Particularités concernant la famille de l'auteur. Il est envoyé en Hollande. Le prince Lebrun. Espoir déçu. Fatigues et goutte. Rentrée à Paris et départ pour Posen. M. Van Hogendorp nommé gouverneur-général de la Prusse Orientale et officier de la croix d'honneur. Le général d'York. Le général de Bulow. Le maréchal Davoust. Rencontre avec lui à Koenigsberg, où l'empereur se rend aussi. Ultimatum adressé à Wilna à l'empereur Alexandre. Il est rejeté; la guerre éclate. Le général comte de Narbonne. Bonté de coeur de l'auteur. La grande armée à Wilna. M. Van Hogendorp gouverneur-général de la Lithuanie. Le général Jomini. Différents avec lui.

Je me hazardai aussi à une autre démarche, dont le bon succès m'a toujours causé une vive satisfaction. Il y avoit dans la prison de la citadelle un jeune officier Prussien nommé de Zaremba, neveu d'un général de ce nom, pris dans la bande du major Schill avec plusieurs autres officiers qui tous avoient été fusillés. Seul il avoit échappé pour le moment: mais l'indécision de son sort le tenoit suspendu entre la crainte et l'espérance. C'étoit un jeune homme intéressant, et qui cherchoit dans l'étude une distraction à ses maux. Il s'étoit attiré la compassion des habitants de Wezel et surtout d'une dame fort respectable, la veuve du fameux

général Prussien de Gaudy, chez laquelle j'étois logé. Tous me pressèrent d'essayer à obtenir sa grâce. Quand l'empereur arriva à Wezel, je priai le prince de Neuf-Châtel d'intercéder pour lui. Mais il s'y refusa, et me conseilla même fortement de n'en point parler, comme je le voulois, disant que l'empereur étoit trop irrité contre la bande de Schill. Je le fis néanmoins; et profitant de ce moment où il m'autorisoit à relâcher tant de prisonniers: *Sire*, lui dis-je, *il y a dans cette citadelle un infortuné, bien digne de pitié, qui attend depuis longtemps de Votre Majesté l'arrêt de son sort. — Qui-est-il? — C'est un jeune officier Prussien. — Comment est-il venu ici? — Sire, il a été pris avec Schill. — Avec Schill? comment! il est de ces brigands! Pourquoi n'a-t-il pas été exécuté? Qu'on le fusille à l'instant même. — Sire, je ne sais quelle a été la cause de ce retard; mais en attendant il a souffert mille morts par l'incertitude de son avenir. C'est un jeune homme intéressant, qui durant sa longue captivité s'est appliqué à l'étude des mathématiques, et a appris le François. Il dit qu'il a été forcé par Schill à le suivre, et qu'il étoit avec lui depuis deux jours seulement quand il a été pris. J'ose demander sa grâce à Votre Majesté.* L'empereur me regarda fixement, et puis me dit: *Où est-il? Faites le venir.* Nous étions devant la prison, près de la porte de la citadelle. Je fis sortir le jeune étranger, qui se jetta aux pieds de Napoléon, et obtint de lui, après plusieurs questions et quelques reproches, non seulement sa grâce, mais encore sa liberté entière. Il partit peu après et reprit le chemin de son pays avec une bourse bien garnie pour les dépenses du voyage.

Avant d'aller rejoindre l'impératrice à Dusseldorff,

l'empereur me donna, avec plusieurs témoignages d'estime, ses dernières instructions sur la destination des conscrits que je devois diriger vers l'armée d'Allemagne, et sur l'organisation de plusieurs régiments. Nous étions au commencement de Novembre 1811. Le ministre de la guerre m'écrivit peu après que le général comte Loison viendroit me relever. L'empereur en même temps me chargea, si j'étois encore à Wezel, de retourner à Munster pour y passer la revue de quelques régiments qui s'y trouvoient, d'y inspecter les hôpitaux militaires, et tous les établissements publics, et de lui en faire un rapport à mon retour à Paris. En revenant de cette tournée par Lille, j'y vis avec un extrême plaisir ma nouvelle belle-fille et la famille de son père le général Olivier. Le bonheur dont jouissoit alors mon fils n'étoit troublé que par l'idée d'une séparation prochaine.

J'éprouvai bientôt une satisfaction plus vive encore en me revoyant à Paris auprès de ma femme; et quoique nous prévissions que la guerre, éclatant au printemps prochain, nous sépareroit encore, nous espérions du moins passer cet hyver tranquillement ensemble. Ma femme étoit alors grosse de sept mois, et comme, de cinq enfans nous n'avions conservé qu'une fille, nous nous flattions que la naissance d'un fils nous dédommageroit de tant de pertes.

Je présentai tous mes rapports à Napoléon qui m'en fit un éloge flatteur. Je fus pourtant assez discret ou plutôt assez fou pour ne demander aucune récompense de mes services, pas même la croix d'honneur que je n'avois pas encore; ce n'étoit à la vérité qu'un oubli, et j'en pouvois surtout accuser mon obstination à ne

vouloir jamais solliciter de grâces, ayant toute ma vie pensé que remplir mes devoirs n'étoit qu'une obligation.

Je recevois toujours avec ma femme l'accueil le plus distingué à la cour, et nous y étions fort souvent invités aux soirées de l'impératrice. Un soir, à la fin de Janvier 1812, l'empereur me dit. *Avez-vous reçu les papiers que je vous ai envoyés?* Et sur ma réponse négative, il ajouta: *Eh! Vous les trouverez chez vous. Je ne suis pas content de l'organisation que m'a proposée le prince architrésorier pour les gardes soldées d'Amsterdam et de Rotterdam. Vous examinerez les papiers et m'en ferez un rapport; mais hâtez-vous; je vous recommande la promptitude.* En rentrant je me mis à l'ouvrage. Il étoit facile de voir en quel sens et par qui le bon vieux prince avoit été influencé. Au bout de trois jours mon rapport fut fait. Je le présentai au lever à Napoléon. Le soir, chez l'impératrice, il me dit: *Votre rapport est bien fait, mais allez vous-même le mettre à exécution en Hollande, où j'ai encore d'autre besogne pour vous.* Cette mission, toute importante qu'elle étoit, me fut pourtant pénible en me forçant de m'éloigner de ma femme, qui se désoloit de ces absences et dont le tendre attachement fesoit mon bonheur. Mais je ne pouvois m'y refuser. J'étois entré dans le courant: il falloit le suivre.

Je partis donc pour Amsterdam. Le prince Lebrun, quoiqu'un peu piqué de voir que ses propositions n'avoient pas été bien accueillies, et que j'arrivois, avec des pouvoirs indépendants des siens, pour organiser les gardes et nommer leurs officiers, me fit pourtant un accueil amical, et voulut que je vinsse tous les jours

dîner avec lui. J'eus pour lui, de mon côté, tous les égards que son âge et son rang méritoient.

Ayant été ministre de la guerre, je connoissois presque tous les anciens officiers, en retraite ou à la réforme, qui venoient se présenter en foule, et je pus faire un bon choix. Les conscrits ne se fesoient pas attendre; et comme ces gardes étoient destinées au service intérieur de la ville, il s'enrôlait beaucoup de volontaires. La concurrence même fut très forte pour l'escadron de cavalerie, et celui que je formai fut d'une extrême beauté. Tout alla de même à Rotterdam, et l'organisation de ces corps ne coûta ni plaintes ni mécontentement.

Je reçus bientôt la nouvelle que l'empereur m'avoit nommé président des deux commissions chargées d'organiser les cohortes à Amsterdam et à Groningue, dans les deux divisions militaires commandées par les deux généraux de division, comte Molitor et baron Puthod. L'empereur m'écrivit aussi lui-même d'aller inspecter l'état de défense des côtes, et celui des travaux de fortifications au Helder, et de me rendre ensuite aux chefs-lieux de tous les départements, pour y inspecter les compagnies de réserve ou départementales, et les compléter. Je m'acquittai ponctuellement de toutes ces commissions. Les cohortes se formèrent sans difficulté. La composition du corps des officiers fut excellente; j'avois encore eu de quoi choisir. Enfin je crois pouvoir affirmer que mes compatriotes ont pu et dû même être satisfaits de la manière dont j'ai exécuté toutes ces mesures, qui en elles-mêmes n'étoient pas certainement populaires. Elles n'ont pourtant pas excité un seul murmure.

Je dérobai à ces fatigantes occupations quelques jours, que j'allai passer auprès de ma mère. Mais là même je ne pus goûter cette tranquillité qui sembloit me fuir. J'appris que ma femme avoit fait une couche très malheureuse, qui avoit mis sa vie en danger. Elle n'avoit d'abord voulu se servir que d'une sage-femme, accoutumée comme elle l'étoit à des couches faciles. Mais cette fois la crise fut si allarmante, qu'on appella un accoucheur, qui se vit obligé à employer le forceps; et l'opération coûta la vie à l'enfant qui étoit un fils. La respectable Madame Van de Poll, épouse du sénateur de ce nom, avoit assisté ma femme dans ces tristes moments, et ce fut elle qui me donna cette nouvelle. Mon inquiétude fut à son comble, jusqu'à l'instant où je sus que ma femme étoit hors de danger. Son excellente constitution accéléra de beaucoup son rétablissement.

J'avois été obligé, pour inspecter les côtes, pour me rendre en Frise, à Groningue, en Ost-Frise, de faire plusieurs voyages par eau durant un très mauvais temps et des pluies presque continuelles dans les mois de Mars et d'Avril, ce qui me causa un violent accès de goutte; je souffris beaucoup, et fus retenu au lit plusieurs jours à Groningue. Je me remis pourtant en route pour Paris, malgré les douleurs que j'éprouvois; je passai par Lille, où je revis ma belle-fille, qui pleuroit encore le départ de son mari, et qui alloit devenir mère; et j'arrivai à Paris, le jour même que l'empereur en étoit parti pour Dresde. Comme je savois qu'il y devoit demeurer quelque temps, je restai aussi quelques jours avec ma femme, qui ne pouvoit se consoler de mon subit éloignement, et qui craignoit pour moi

tous les dangers de la guerre. Je me dirigeai droit sur Posen, où étoit le premier rendez-vous du grand quartier impérial, et où j'arrivai encore deux ou trois jours avant l'empereur. Je lui fis un rapport succinct de ma mission en Hollande, dont il parut content, et je repris mon service auprès de lui. Mais le lendemain le prince de Neuf-Châtel m'annonça que l'empereur venoit de me nommer gouverneur-général de la Prusse Orientale. Je témoignai *en être fâché, parce que j'avois espéré faire la campagne avec l'empereur, pour gagner aumoins la croix de la légion d'honneur sur le champ de bataille. — Comment donc*, dit-il en riant, *vous ne l'avez-pas! Pourquoi-ne l'avez-vous pas demandée? — Parce qu'il est contre mes principes de demander des faveurs, quand je n'ai fait que mon devoir.* Il alla le dire à Napoléon, qui rit beaucoup de ce qu'un général, son aide-de-camp depuis un an, n'eut pas encore la croix. Nous partions alors pour Thorn, où l'empereur me fit venir dans son cabinet et me donna verbalement ses instructions pour le gouvernement de la Prusse. Il me chargeoit de diriger le passage des troupes à travers ce pays, d'empêcher, sous des peines sévères le pillage et les malversations sans ménager personne. *Je vous ait fait mon aide-de-camp*, me dit-il, *pour vous donner plus de considération et d'autorité dans les commandements que je vous confie, et j'ai une pleine confiance dans votre intégrité. Vous connaissez ce pays, où je sais que vous êtes estimé. Je veux qu'il soit ménagé; il n'a que trop souffert dans la dernière guerre. Mettez donc tous vos soins à prévenir les mauvais traitements et les exactions de qui que ce soit.* Il me donna en même temps la croix d'officier de la légion d'honneur, en m'autorisant à la porter dès-lors

même, sans attendre, comme c'étoit l'usage, la communication officielle du grand-chancelier.

Je me rendis d'abord à Elbing, auprès du prince d'Eckmühl, qui devoit me donner une division de son corps pour entrer dans Koenigsberg. Ce fut la division du général Grandjean. Je trouvai à Koenigsberg deux de mes anciennes connaissances, le ministre d'Auerswald, président du gouvernement civil, et le général de Yorck, gouverneur militaire, le même dont j'ai parlé au commencement de ces mémoires, et que je n'avois pas vu depuis mon départ du Cap de Bonne Espérance, en 1784. J'avois été le compagnon d'armes et l'ami du premier, quand j'étois dans le régiment de Steinwehr au service de Prusse; nous avions fait ensemble les campagnes de 1778 et 1779; nous avions continué ensemble nos études à Koenigsberg jusqu'en 1782. J'en ai déjà parlé lors de mon retour de Russie.

Le général de Yorck remit le même jour le gouvernement au général de Bulow; il venoit d'être nommé commandant en second du corps Prussien destiné à servir avec l'armée Françoise, et commandé en chef par le général Grauwert; ce dernier, qu'avoit demandé l'empereur Napoléon, fut obligé bientôt, par son grand âge et par la foiblesse de sa santé, de se retirer et de remettre le commandement au général de Yorck, ennemi déclaré des François. Il ne cachait pas même son aversion pour eux. Instruit de ses dispositions, et usant des droits que me donnoit mon ancienne intimité avec lui, je lui dis que, si je pensois comme lui et me trouvois dans sa situation, j'aimerois mieux donner ma démission que de servir contre mes sentiments; que si néanmoins je continuois à servir pour obéir à mon souverain et pour

satisfaire mon honneur, je soutiendrois ce rôle, de bonne foi, avec zèle et fidélité. Il parut sentir la force de mes raisons, et me promit de vaincre sa répugnance et de se conduire avec honneur. On sait comme il a tenu sa parole. Le général de Bulow vint aussi me voir et me dit que, nommé gouverneur par le roi de Prusse et n'ayant reçu aucun avis officiel de ma nomination, il en étoit extrêmement surpris, et ne savoit qu'en croire. Je lui répondis qu'il étoit bien naturel que l'empereur Napoléon, à la tête d'une armée de cinq cent mille hommes, dont un corps Prussien fesoit même partie, eut à sa disposition, sur le terrain qu'il occupoit, les commandements militaires; que je ne me mêlerois nullement de l'administration civile, et que même pour la discipline et le régime intérieur du militaire Prussien, lui, général, pouvoit faire ce qu'il trouveroit bon. Je me bornois à le prier de ne faire exécuter aucun mouvement de troupes, sans m'en prévenir et sans mon consentement. Cet arrangement le satisfit, et notre bonne intelligence ne fut jamais troublée durant tout le temps que j'y fus gouverneur.

Le maréchal Davoust vint à Koenigsberg quelque temps après moi, et, d'après sa coutume, se mêlant de tout, voulant tout faire, toujours grondant et fulminant, indisposa tout le monde, autorités civiles, généraux Prussiens et François. Il traita en ma présence le contre-amiral Baste d'une manière indécente, et lui adressa des paroles si injurieuses que je ne pus comprendre comment on osât tenir de pareils discours à un général François, et comment celui-ci put les supporter. Pour moi, je me serois fait à l'instant même justice de ma propre main; je ne pus m'empêcher de

le témoigner au maréchal, qui me regarda fixement. Mais je n'étois pas alors sous ses ordres.

Il partit pour rejoindre son corps d'armée, qui étoit en marche. L'empereur arriva de Dantzig, dont il avoit été faire l'inspection. Il avoit ordonné d'établir son logement dans une maison de campagne, au nord de la ville, où la reine de Prusse avoit demeuré en 1807; mais il trouva cette maison si petite et si mal située, que le soir même il se rendit au château, que j'avois aussi fait préparer pour sa réception. Il s'occupa principalement à Koenigsberg de faciliter les transports de vivres et de munitions, qui lui venoient de Dantzig; ce que la Prusse pouvoit en fournir arrivoit, par la Presel et le canal Frédéric, dans le Niémen, et le remontoit jusqu'à Kowno, où l'empereur vouloit établir le dépôt principal des approvisionnements pour l'armée; car de là ils pouvoient encore remonter dans des bâteaux plats, quoiqu'avec beaucoup de peine, une petite rivière jusqu'à Wilna. On établit à Koenigsberg un grand nombre de boulangeries pour les besoins de l'armée, et des hôpitaux pourvus de tout par le gouvernement Prussien, d'après une convention faite avec lui. Je fus chargé de toutes ces opérations et l'empereur partit pour aller se mettre à la tête de la grande armée, en passant, le long de la route, la revue des différents corps qui la composoient.

Napoléon avoit encore envoyé, avec des propositions qui contenoient un ultimatum, le général comte de Narbonne à l'empereur de Russie. Ce général resta plusieurs jours à Wilna, où étoit l'empereur Alexandre; le conseil paroît être demeuré indécis pendant quelque temps; mais enfin on rejetta les propositions et la

guerre fut résolue. Le comte de Narbonne avoit été ministre de la guerre sous Louis seize, dans les commencements de la révolution; ancien ami de Mme de Staël, il passoit pour être un des hommes les plus spirituels de France, et possédoit surtout le talent de la conversation. Il avoit dix ans de plus que moi, et avoit été nommé, peu de temps après moi, l'un des aides-de-camp de l'empereur. Il étoit le plus âgé des douze que nous étions.

Je me trouvai surchargé alors d'occupations d'autant plus importantes, que d'elles dépendoit la subsistance de l'armée. On eut pour moi à Koenigsberg l'attention délicate de me donner pour demeure une maison où j'avois passé bien des journées heureuses dans ma jeunesse; c'étoit l'hôtel de Keyserling, qui appartenoit alors au prince royal de Prusse et qui avoit été mis à la disposition de la ville. Il y avoit derrière un beau jardin, donnant sur un vaste lac dans l'intérieur de la ville; et comme j'étois fort bien avec les autorités Prussiennes civiles et militaires, ma situation étoit agréable. Je visitai toutes mes anciennes connaissances, et les reçus souvent chez moi, entre autres le vieux général de Hansen, qui autrefois dans cette même ville m'avoit comme servi de mentor. Déjà la saison étoit avancée, et tout sembloit annoncer que la campagne finiroit cette année en Lithuanie, que l'empereur y passeroit l'hyver avec son armée et que je resterois moi-même à Koenigsberg, au moins jusqu'au printemps prochain. Toutes mes connaissances, et particulièrement les dames, qui avoient vu et apprécié ma femme lors de notre retour de Russie en 1805, me pressèrent de l'inviter à me rejoindre pour passer l'hyver ensemble.

Sachant combien elle-même le désiroit, j'y consentis, et lui écrivis de venir. Cette foiblesse m'a coûté cher, comme on le verra dans la suite. Mais comment pourrois-je m'en faire le reproche? Qui peut prévoir l'avenir?

Je me rappelle avec un plaisir toujours nouveau un acte d'humanité que je fis alors, au risque de perdre les bonnes grâces de Napoléon, et qui au contraire, comme celui de Wezel, augmenta son estime pour moi. Il s'étoit élevé une querelle entre un détachement de soldats de la garde, en marche pour rejoindre l'armée, et les bourgeois d'une petite ville de la Prusse, où ils avoient séjourné une nuit. La rixe avoit même pris un caractère assez sérieux. L'officier, qui commandoit le détachement, en fit un rapport exagéré à son général, qui en donna connaissance à l'empereur. Il étoit alors pour lui de la plus grande importance que les derrières de son armée fussent tranquilles. L'empereur, fort irrité, m'envoya l'ordre de faire brûler la petite ville. J'osai pourtant, connaissant bien les soldats de la garde, suspendre l'exécution et j'envoyai sur les lieux, pour prendre des informations exactes, une commission composée de deux magistrats Prussiens, et de deux officiers supérieurs François. Il se trouva qu'il y avoit eu en effet une rixe, mais bien moins sérieuse que ne le portoit le rapport de l'officier; on sut même avec certitude qu'il n'y avoit eu personne de tué ni de blessé, et que les soldats de la garde avoient été les aggresseurs. Je n'hésitai pas alors à laisser sans exécution les ordres que j'avois reçus, et je fis de toute cette affaire un rapport détaillé à l'empereur, en motivant ma conduite. L'empereur approuva ce que j'avois fait. Le baron de Schroetter, chancelier de la Prusse Orientale, doit se rap-

peller cet événement dont peut-être je ne ferais pas mention dans ces mémoires, ne voulant m'attribuer aucun mérite pour une action toute naturelle, si les infâmes calomnies qu'on a répandues depuis sur ma conduite à Hambourg, ne me mettoient dans l'obligation de citer ces traits de mon caractère, qui honorent, j'ose le dire, ma vie militaire, qui sont hors de doute et qui peuvent être attestés par une infinité de témoins. Que le monde et la postérité jugent s'il est probable que l'homme qui a écouté l'humanité seule, au mépris des ordres absolus d'un souverain, ait pu ensuite se rendre coupable des excès, aussi gratuits que honteux, dont on n'a pas rougi de l'accuser!

On apprit bientôt que l'empereur, ayant passé le Niémen, à Kowno, avec toute la grande armée, s'étoit avancé, sans trouver de résistance, jusqu'à Wilna, où il s'occupoit à organiser le grand-duché de Lithuanie. Je reçus en même temps la nouvelle inattendue que l'empereur m'avoit nommé gouverneur-général de ce pays, avec l'ordre de m'y rendre le plutôt possible, après avoir toutefois visité les travaux de fortifications qu'on fesoit à Tilsit et à Memel. Le général comte Loison vint me relever à Koenigsberg; et j'allai examiner les travaux de Tilsit, conduits par le colonel de Ponthon, et ceux de Memel dont le général du génie Campredon étoit chargé. Là je retrouvai le général de Yorck avec une partie du corps Prussien; j'eus encore avec lui une conversation semblable à celle que nous avions eue à Koenigsberg, et je me séparai de lui, persuadé qu'il ne manqueroit pas à sa parole. Je poursuivis ma route vers la ville de Wilna, en cotoyant le Niémen jusqu'à Kowno, où je rencontrai le

général Tarayre, dernièrement rentré au service de France, qui en étoit gouverneur. Je passai la nuit dans sa maison; les chevaux de poste étoient rares. La route de Kowno avoit déjà horriblement souffert du passage de l'immense armée. Tout le chemin, que je parcourus ensuite, étoit couvert de détachements qui filoient pour rejoindre leurs corps; je me hâtois d'arriver; mais à la dernière station en avant de Wilna, je ne pus me procurer de chevaux. J'écrivis donc, pour en demander, au général de brigade, Jomini, que je savois être gouverneur de la ville et du district de Wilna. Le hazard amena pourtant à la station des chevaux, dont je me servis, et j'étois déjà aux portes de Wilna, quand l'ordonnance, que j'avois, la veille au soir, dépêchée avec un billet, vint à ma rencontre, avec un attelage de chevaux d'artillerie, et me dit qu'étant arrivé la nuit, on n'avoit pas osé ou voulu réveiller le général Jomini, qui seulement au matin lui avoit fait fournir des chevaux et remis un billet pour moi. Ce billet, griffonné indécemment pour un officier inférieur à son supérieur, contenoit des excuses plates: il ne m'avoit pas, disoit-il, envoyé ses propres chevaux, *parce qu'il les avoit promis à une belle dame.* Je crus trouver à la porte de la ville une indication pour mon logement; il n'y avoit ni garde ni consigne. Je me fis conduire à la maison du gouverneur. Je le vis nonchalamment couché sur un sofa, dans une chambre élégamment meublée; et quand je lui eus demandé assez sèchement où il m'avoit fait préparer un logement, il répondit *n'y avoir pas pensé*, puis appella un officier, et le consulta sur l'endroit où on pourroit le plus convenablement me loger. Un hôtel me fut nommé, et quand je m'y rendis, je fus fort

étonné de trouver un hôtel garni ou auberge, tenue par les frères Muller, Allemands, qui, de leur côté, furent désagréablement surpris. Je rapporte ces particularités, peu intéressantes d'ailleurs, pour faire connoître la fatuité et la présomption ridicule de ce misérable Jomini, qui se croyoit un homme fort important pour avoir fait un livre sur la tactique, tandis qu'il n'avoit réellement pas assez de connaissances militaires pour commander un bataillon. Je n'ai jamais dans le cours de ma vie observé un amour-propre aussi désordonné et aussi aveugle que celui de cet homme, qui depuis encore à flétri son nom par la plus lâche et la plus infâme trahison connue dans les annales de l'honorable métier de la guerre.

Ne voyant venir le lendemain ni lui ni les officiers de la garnison pour me rendre la visite de corps qui m'étoit dûe, comme gouverneur-général et comme aide-de-camp de l'empereur, je le mandai et lui reprochai l'indécence de sa conduite, l'avertissant de faire mieux à l'avenir son devoir, qu'il paraissoit ne pas connoître, et lui ordonnant sur sa responsabilité de venir me faire la visite de corps avant la fin de la journée. Il parut surpris et déconcerté de cette apostrophe, balbutia quelques excuses, et m'assura qu'il obéiroit à mes ordres. Je fus alors chez le duc de Bassano, ministre des relations extérieures, établi à Wilna, où il exerçoit une espèce de suprématie sur la commission provisoire de gouvernement que l'empereur venoit de créer pour le grand-duché de Lithuanie. Il me reçut avec beaucoup d'amabilité. Seulement, quand je lui fis part de la conduite ridicule et déplacée de Jomini, il s'efforça d'y trouver quelques excuses.

Je pensai que l'intention de l'empereur étoit que le ministre dirigeât l'organisation civile de la Lithuanie, et que je me bornasse aux soins militaires pour le passage des nombreux corps qui alloient rejoindre la grande armée; d'autant plus qu'il avoit établi près la commission provisoire de gouvernement un procureur impérial, Mr. Bignon, le même que Mr. de Pradt a nommé si plaisamment *un petit monsieur*, dans son pamphlet excentrique intitulé histoire de l'ambassade à Warsovie. En un mot je m'apperçus que mon arrivée, en qualité de gouverneur-général, déplaisoit à beaucoup de monde et principalement au général Jomini, qui, dans la sublime opinion qu'il avoit de son mérite, ne pouvoit concevoir qu'un homme aussi ordinaire que moi fût fait pour le commander. Cependant après l'avoir rangé à son devoir, et avoir fait reconnoître mon autorité militaire, je crus pouvoir le traiter avec plus d'aménité, et je lui montrai tous les égards que les officiers-généraux se doivent les uns aux autres, surtout quand il ne s'agit plus du service. Mais il n'étoit pas homme à sentir l'honnêteté de mes procédés avec lui, et il me força par sa conduite insubordonnée à employer contre lui des mesures de rigueur.

Le général du génie militaire Chambarlhac s'occupoit, d'après les ordres de l'empereur lui-même, à faire un camp retranché au nord de la ville et au delà de la rivière. Jomini s'avisa un jour de lui écrire une longue lettre, pleine d'un bavardage fastueux, dans laquelle il lui disoit, qu'après y avoir bien réfléchi il s'étoit décidé à fortifier Wilna, et lui prescrivoit les ouvrages qu'il jugeoit convenables, en le chargeant expressément de les exécuter. Le général du génie,

indigné de cette indécence, et qui ne reconnoissoit là d'autre supérieur que moi, vint aussitôt me trouver, et me montra cette lettre. Ce que proposoit Jomini étoit le comble de l'absurdité et du ridicule. Wilna est située au sud de la petite rivière la Willia, et est dominée de tous les côtés par des hauteurs qui s'étendent jusqu'au pied des murs; il est impossible de fortifier cette ville ou de la défendre. Au milieu même de l'enceinte est une petite colline, beaucoup moins élevée que les hauteurs environnantes, sur laquelle sont les débris d'une vieille tour, qui se nomme encore la tour de Jagellon. C'étoit cette colline que Jomini vouloit garnir de canon et fortifier; le reste du projet étoit de la même force. Je fis venir Jomini, et lui parlai, d'un ton railleur, de son plan de défense, en lui fesant observer qu'il ne lui appartenoit, ni de donner des ordres au général Chambarlhac, ni de prescrire de pareilles mesures sans mon autorisation préalable. Je ne pouvois m'étonner assez de l'ineptie de cet homme, qui se croyoit, et que peut-être beaucoup de gens ont cru, un vrai génie militaire.

Un officier Polonois, fort turbulent, ayant voulu avoir dans la ville un logement, que la commission de la municipalité pour les quartiers jugeoit ne pas lui être dû, s'étoit abandonné, dans la maison de ville, à des actes de violence, avoit brisé quelques sièges de la salle où se tenoient les séances, et avoit menacé les membres eux-mêmes de la commission. Le maire et la municipalité allèrent se plaindre de ces excès au général Jomini, qui traita leurs réclamations de bagatelles et refusa de punir le coupable. Ils s'adressèrent alors à moi, et me représentèrent que l'officier n'avoit

aucun droit au logement qu'il exigeoit, et qu'en tout cas il devoit être puni pour avoir tiré le sabre et avoir commis des violences contre une autorité constituée dans l'exercice de ses fonctions. M'étant assuré de la justice de leurs plaintes, j'envoyai au général Jomini l'ordre par écrit de faire mettre aux arrêts le Polonois accusé. Jomini osa m'écrire en réponse, qu'ayant une fois donné sa décision sur cette affaire il n'en reviendroit pas, et qu'il ne vouloit pas faire mettre l'officier aux arrêts. Je ne pouvois souffrir une pareille insolence; à l'instant même je lui fis porter par le chef de mon état-major l'ordre de garder des arrêts lui-même; je nommai un autre gouverneur par intérim, et je fis mettre l'officier Polonois aux arrêts forcés.

Le même soir il y avoit un bal chez le comte de Tiesenhausen, membre de la commission provisoire du gouvernement. En y entrant, quelle fut ma surprise de voir Jomini causant avec le duc de Bassano! Plein d'indignation, je fus droit à lui, et lui demandai s'il n'avoit pas reçu mon ordre de garder les arrêts? Il voulut me payer de quelques excuses vagues, en me disant qu'il avoit espéré me trouver au bal pour avoir une explication. J'élevai la voix et lui dis que s'il ne sortoit sur le champ pour se rendre chez lui aux arrêts, je l'y ferois conduire par un détachement de grenadiers. Il sortit, et le lendemain il m'écrivit une lettre pleine d'humilité et d'excuses rampantes, pour me prier de ne pas faire à l'empereur le rapport dont je l'avois menacé, ajoutant qu'il garderoit les arrêts et les feroit garder à l'officier Polonois, autant que je le jugerois à propos. Je lui fis répondre que son refus d'obéir à mes ordres étoit une trop grande infraction à la disci-

pline pour que je n'en rendisse pas compte à l'empereur, que d'ailleurs je venois déjà de satisfaire à ce devoir.

Il garda strictement les arrêts jusqu'au moment où arriva la réponse du major-général de l'armée. Il fut destitué de son gouvernement avec une forte réprimande, et obligé de rejoindre le grand état-major-général de l'armée, auquel il étoit attaché.

En quittant Koenigsberg, le gouvernement Prussien m'avoit prié de chercher à lui faire rendre les chariots et les chevaux de corvée, qui avoient été fournis à l'armée Françoise, et emmenés au-delà du Niémen, et j'avois demandé qu'on m'envoyât des officiers ou commissaires Prussiens à Wilna pour les reclamer et en prendre soin. Quand ils arrivèrent, j'eus le bonheur de retrouver plusieurs centaines de chariots avec les chevaux et les conducteurs. Je les leur fis remettre; et ils les ramenèrent en Prusse à la satisfaction du gouvernement de ce pays et des propriétaires intéressés.

CHAPITRE XVII.

État des choses à Wilna. L'auteur est nommé par l'empereur président de la commission provisoire de gouvernement en Lithuanie. Le duc de Bassano. Le prince Sapiéha. Organisation de l'armée Lithuanienne. Victoire de Smolensk. La grande armée se dirige sur Moscou. Le maréchal Victor. Désertion des Bavarois. Le général de Wreede. L'incendie de Moscou. La retraite de la grande armée. Le passage de la Bérésina. État des choses à ce moment-là. M. Van Hogendorp reçoit l'ordre de se porter à la rencontre de l'empereur. Arrivée au château de Bienieczka. Rentrée à Wilna. Passage par cette ville des restes de la grande armée et de Napoléon lui-même. Sauve-qui-peut général. Le désordre est à son comble. Le roi de Naples. Le général de Wreede. Le maréchal prince d'Eckmühl. Départ du roi et ordre d'évacuer Wilna.

Les membres de la commission provisoire du gouvernement de Lithuanie me montrèrent beaucoup de froideur; ils avoient, je n'en doute pas, été prévenus contre moi; ils ne vinrent pas me voir, soutenant que je leur devois la première visite. Je ne cherchois pourtant en aucune façon à me mêler des affaires de leur administration intérieure. Mais quant au militaire, aux soins des subsistances et du passage des troupes Françoises, je me croyois dans la nécessité d'y donner toute mon attention, sachant que l'empereur m'en tiendroit responsable. Je fus confirmé dans cette opinion par les généraux comte Rapp et Lauriston, qui passèrent par

Wilna pour se rendre à l'armée. Tous les deux étoient aussi aides-de-camp de l'empereur, et plus anciens que moi. Ils m'assurèrent que son intention, en me nommant gouverneur-général, n'étoit sûrement pas que je fusse subordonné à qui que ce fût; et ils me promirent d'en parler à l'empereur. J'étois néanmoins dans une position fausse. Les membres de la commission provisoire, qui étoient le comte Prozov, le comte Jean Potocki, le prince Sapiéha, chambellan de l'empereur, le comte Siérakowsky, le comte Yelbky, et un professeur de l'université de Wilna, dont j'ai oublié le nom, s'étoient partagé les différentes branches de l'administration, en s'adjoignant d'autres personnes, et en formant des comités dont ils étoient respectivement les présidens. Le prince Sapiéha, qui dans sa jeunesse avoit été tant soit peu militaire, s'étoit fait ministre de la guerre et commandant en chef de l'armée Lithuanienne, qui devoit être organisée d'après les intentions de l'empereur. On s'efforçoit effectivement de former une armée dans le grand-duché de Lithuanie; mais à mon arrivée, je m'apperçus qu'on s'y prenoit fort mal. Le prince Sapiéha, comme tous les hommes foibles, s'étoit entouré d'hommes plus foibles encore. Le comité avoit dès le principe commis deux erreurs assez graves pour entraver toute l'opération. Il avoit, pour trouver les hommes nécessaires aux régiments, établi la conscription d'après la loi Russe, qui est, que les seigneurs des terres livrent un certain nombre d'hommes ou plutôt de serfs qu'ils prennent arbitrairement parmi le peuple; mesure qui indisposa toute la nation, sans atteindre à son but; car les seigneurs devoient naturellement livrer les plus mauvais de leurs vassaux; et la difficulté de les placer

dans les régiments, qui se rejettoient l'un à l'autre ce rebut d'hommes, entraînoit à mille longueurs. La seconde faute étoit d'avoir chargé des colonels de l'administration et de l'équipement des régiments qu'ils commandoient. Il y avoit cinq régiments d'infanterie, et quatre de cavalerie. L'empereur en avoit donné le commandement à de jeunes seigneurs Polonois fort riches, qui avoient déjà servi et qui s'étoient engagés à les habiller à leurs frais. L'étendue de leurs domaines auroit pu les mettre en état de satisfaire à leur engagement. Mais se trouvant alors dans l'impossibilité de réaliser leurs revenus, ils n'avoient ni argent ni crédit pour se procurer des fournitures. D'ailleurs ils n'entendoient rien à l'administration militaire; et c'étoit une faute de les en charger. Dans le pays même il n'y avoit ni draps ni fabriques; il falloit tout faire venir de l'étranger; et les Juifs, qui avoient suivi l'armée pour obtenir des fournitures, et qui pouvoient procurer tout ce dont on avoit besoin, refusoient de donner aucun crédit, pour leur propre compte, aux seigneurs Polonois.

Pour les nominations aux places d'officiers-généraux de tout grade, le prince Sapiéha les remettoit au duc de Bassano pour les présenter à l'approbation de l'empereur. Considérant moi-même ce ministre comme chargé par Napoléon de la haute surveillance sur le gouvernement, et Mr. Bignon comme chargé des détails de l'administration, je leur fis observer que l'empereur s'attendoit à voir promptement l'armée Lithuanienne organisée et en état de le servir, et que son attente seroit infailliblement trompée. Mais tous deux dans leurs réponses me firent entendre que cette opération ne me regardoit pas, et même que par mes remarques je man-

quois en quelque sorte aux seigneurs Polonois, qui composoient la commission et qui commandoient les régiments.

Les généraux Rapp et Lauriston étoient pourtant arrivés à l'armée, et avoient informé l'empereur de l'état des choses et de la situation où je me trouvois; je n'en pus douter, quand je reçus de l'empereur deux lettres, datées de Smolensk du même jour, 24 Août, dans l'une desquelles il m'annonça qu'il venoit de me nommer président de la commission provisoire de gouvernement, et me chargea spécialement de former et d'organiser l'armée Lithuanienne; dans l'autre lettre il se plaignoit de quelques discours, qu'on lui avoit écrit que j'avois tenus, de quelques intentions que j'avois, disoit-on, manifestées. Je répondis que, persuadé comme je l'étois que s'il avoit ajouté foi à ces fausses inculpations, il ne m'auroit pas nommé président de la commission le même jour, je ne pensois pas avoir besoin de me justifier, que je le ferois seulement par la manière dont je m'acquitterois de ce nouvel emploi, en me rendant digne de sa confiance.

Le duc de Bassano fut chargé de m'installer dans la présidence, et la commission, aussi mécontente qu'étonnée, vint me faire la visite en corps. Je fus loin pourtant d'abuser de mon triomphe; plus modeste que jamais, je tâchai de n'offenser personne; je fis tout pour rester en bonne intelligence avec le duc de Bassano, et j'y réussis: jamais nous n'avons eu d'altercation ensemble. Ma conduite fut la même avec les membres de la commission provisoire, la même avec Mr. de Bignon. Je crus que c'étoit le moyen de servir le mieux l'empereur. Mais le prince Sapiéha fut si mécontent de

me voir au-dessus de lui, qu'il prétexta une maladie et donna sa démission; il fut remplacé, dans son emploi de membre de la commission, par le comte de Tiesenhausen, riche seigneur du pays.

Je ne pouvois, sans me ruiner, vivre, comme gouverneur-général, avec mes appointements ordinaires. L'empereur n'avoit rien réglé encore à ce sujet. J'en avois parlé au duc de Bassano, et lui avois exposé la nécessité d'avoir un traitement extraordinaire, à moins que ce ne fût l'intention de l'empereur, que le Grand-Duché ou la ville de Wilna me fournissent les dépenses de table. C'est ce qui sans doute avoit donné occasion de m'accuser, quoique si injustement, d'avoir été guidé par des motifs d'intérêt. Bientôt après l'empereur m'accorda un traitement extraordinaire de cinq mille francs par mois. Il arrêta même à cette occasion que les gouverneurs-généraux auroient dorénavant cinq mille, et les gouverneurs subordonnés deux mille francs de traitement fixe, destinés à l'entretien de leur table et aux différens frais de représentation. Je m'occupois cependant, avec toute l'activité possible, de l'organisation des nouvelles troupes. Au commencement de Septembre je ne trouvai rien de prêt, pas un habit de confectionné, pas une aune de drap dans les magazins. Sur mes représentations l'empereur m'envoya cinq cent mille francs, que je donnai à l'instant même aux Juifs fournisseurs, qui avoient des entrepôts à Koenigsberg, à Dantzig etc., et ils s'engagèrent à me livrer ce dont j'avois besoin dans un terme fort rapproché. Enfin tout se fesoit avec tant de promptitude, que j'osai annoncer à l'empereur, qu'au premier Janvier 1813 le corps d'armée Lithuanien seroit organisé, habillé et prêt à

servir activement dès que la saison le permettroit.

Un jeune seigneur Polonois, qui avoit déjà servi, vint m'offrir de lever à ses frais et d'équiper un régiment de cavalerie légère, si je voulois l'en nommer colonel; il avoit de l'argent comptant pour exécuter ce qu'il proposoit: j'acceptai ses offres sans balancer. Beaucoup de Tartares se présentèrent à moi pour servir, demandant pour condition de former un corps séparé. Ils avoient fait la guerre dans les armées Russes et Prussiennes; mais on les y avoit mêlés avec d'autres nations, ce qu'ils ne vouloient pas. Il y en avoit beaucoup d'établis en Pologne et en Lithuanie, où ils jouissoient de grands privilèges, et étoient tous considérés comme gentilshommes. On les employoit souvent à faire des transports d'argent et d'effets de valeur, le change étant peu connu dans ces contrées; et on m'a assuré qu'il n'y avoit pas d'exemple qu'un Tartare eut abusé de la confiance qu'on leur témoignoit. J'en organisai un escadron, avec la promesse, si leur nombre s'accroissoit, d'en former un régiment. L'empereur approuva toutes ces mesures, qui le cours funeste des évènements rendit ensuite inutiles.

Je m'adjoignis le général de brigade Polonois comte Grabowsky, pour m'aider à faire un bon choix d'officiers dans les nouveaux régiments. Je nommai le vieux prince Gédroictz lieutenant-général et premier inspecteur-général de l'armée de Lithuanie, et les généraux de brigade Wawrewsky et Niézelewsky inspecteurs-généraux, le premier de la cavalerie, le second de l'infanterie.

Je me fesois encore aider par un capitaine Polonois, nommé Kirkor, officier très intelligent, et qui m'a rendu beaucoup de services. Le prince Gédroictz étoit un

excellent militaire, bon patriote, et fort attaché à la France; et les deux autres généraux avoient toutes les connaissances qui leur étoient nécessaires. Enfin je pouvois me flatter que l'armée Lithuanienne seroit au printemps prochain l'un des plus beaux corps parmi les troupes auxiliaires qui suivoient la grande armée.

Je crois pourtant que Napoléon auroit mieux fait, en arrivant à Wilna, de céder au voeu des Polonois, et de lever ou d'appeller sous les armes la Pospolita nationale, ou arrière-ban, qui est une cavalerie irrégulière presqu'en tout pareille aux Cosaques. Cette milice, organisée en peu de temps, auroit pu accompagner l'armée dans son invasion en Russie, et, dumoins dans la retraite, auroit été contre les Cosaques d'une grande utilité. On m'a dit que des François en dissuadèrent l'empereur, qui d'ailleurs, porté par son goût à vouloir partout un ordre méthodique, préféroit des corps organisés à des masses irrégulières. A la fin pourtant on reconnut la faute, et on se décida, mais trop tard, à la levée de la Pospolita.

Dès que j'avois reçu à Koenigsberg l'ordre de me rendre à Wilna, j'avois jugé que le voyage de ma femme, pour me rejoindre, devenoit plus difficile et moins convenable; car Napoléon n'aimoit pas, et avec raison, que les femmes rejoignissent leurs maris à la guerre. Je lui écrivis donc de ne pas partir, si elle étoit encore à Paris; malheureusement ma lettre ne lui parvint qu'au moment où elle alloit monter en voiture; et son vif désir de me revoir l'emporta sur les bonnes raisons que je lui apportois pour qu'elle renonçat à ce voyage. Elle arriva, dans le mois d'Août, à Wilna; notre satisfaction mutuelle fut extrême; elle reçut un

accueil flatteur et empressé des dames de Wilna; le duc de Bassano m'en félicita beaucoup et j'espérai que, si la campagne duroit et que l'empereur passât l'hyver à Smolensk, ou même à Wilna, comme on le supposoit alors, elle pourroit aussi rester cet hyver auprès de moi.

Ma femme, avant de quitter Paris, avoit été prendre congé de l'impératrice Marie Louise, qui l'aimoit beaucoup, et qui lui dit qu'elle envioit son bonheur d'aller rejoindre son mari. Apparemment elle en avoit fait mention dans une de ses lettres à l'empereur, car il écrivit au duc de Bassano, qu'il avoit appris avec peine que ma femme m'avoit suivi, et qu'il désiroit son retour en France, n'aimant pas que les femmes vinssent à l'armée, surtout celles de sa maison, ce qui pouvoit être d'un fâcheux exemple pour les autres. Ma femme retourna donc jusqu'à Koenigsberg, où elle fut arrêtée par une indisposition. Il est remarquable que l'empereur, m'écrivant dans le même temps plusieurs lettres, eut chargé le duc de Bassano de me faire cette insinuation; et j'en ai conclu alors que c'étoit le duc de Bassano qui l'avoit averti de l'arrivée de ma femme. Son départ me fit une peine infinie, surtout la voyant emmener avec elle le seul enfant qui nous restât, notre petite fille Louise, âgée de cinq ans, à qui les fatigues d'un si long voyage ne pouvoient qu'être funestes.

L'empereur, après avoir pris Smolensk et battu les Russes sous les murs de cette ville, se décida à continuer la campagne, et à pousser en avant jusqu'à Moscow. Il est facile de condamner après l'événement une entreprise, qui, si elle eut réussi, auroit été portée jusqu'aux nues. La plupart disent maintenant qu'ils ont prévu et même annoncé d'avance la catastrophe.

Je ne me souviens pourtant pas d'avoir entendu dans le temps proférer une seule crainte de cette nature. Pour moi, je l'avoue, vivement inquiet des dangers d'une expédition aussi hazardeuse, j'étois en quelque sorte rassuré par le génie de Napoléon, ses grandes connaissances militaires, son expérience et sa fortune; peu après nous apprîmes le gain de la bataille de Mojaïsk, et l'entrée des François dans Moscow.

Chargé du soin de diriger vers la grande armée, et de presser la marche des troupes qui arrivoient à Wilna, ce que l'empereur me recommanda encore fortement par une lettre de 9 Septembre, de Mojaïsk, après la bataille, je tâchai de remplir ses intentions avec le plus de promptitude et d'énergie possible; et certes il n'eut pas lieu d'en être mécontent. Le maréchal duc de Bellune arriva en Septembre avec le 9^{me} corps d'armée, fort environ de vingt-six mille hommes. Je pensois qu'il devoit se diriger sur Polotsk, où étoit le maréchal Gouvion St. Cyr, qui dans toutes ses lettres me demandoit à grands cris des renforts, pressé comme il étoit par le général Russe comte de Wittgensteyn, dont l'armée augmentoit tous les jours. Mais le maréchal Victor persista à vouloir se diriger sur Minsk pour rejoindre la grande armée, prétendant que cette route étoit plus courte, meilleure et plus en état de fournir des vivres.

Quand la grande armée avoit marché sur Witepsk et Smolensk, le maréchal Oudinot, avec son corps et celui du général Gouvion St. Cyr, composé principalement du corps Bavarois, s'étoit porté sur Polotsk, avoit pris cette ville et s'y étoit établi.

Quand le comte de Wittgensteyn, qui lui étoit opposé,

se crut assez fort, il l'attaqua et eut sur lui, au milieu d'Août, l'avantage dans un combat où le maréchal fut blessé; forcé de venir à Wilna pour se faire guérir, il laissa le commandement au général Gouvion St. Cyr. Celui-ci fit une belle manoeuvre, feignant de vouloir évacuer Polotsk, et battit à son tour le général Wittgensteyn, ce qui lui valut le bâton de maréchal. Cependant comme ses forces diminuoient tous les jours, surtout par la désertion scandaleuse des Bavarois, et que celles de l'ennemi augmentoient dans la même proportion, il ne cessoit de m'écrire de lui envoyer des secours; ce que j'aurois fait aussi sans l'arrivée du maréchal Victor, qui, par son rang, avoit le commandement suprême, et que je ne pus dissuader de prendre la route de Minsk. Les conséquences en furent tristes. Le maréchal Gouvion St. Cyr, attaqué de nouveau, fut obligé de céder au nombre, d'abandonner Polotsk, et de quitter même, à son tour, le commandement après avoir été blessé. Le maréchal Oudinot, quoiqu'imparfaitement guéri, s'empressa d'aller se remettre à la tête du corps d'armée; toujours également brave, il fut blessé de nouveau à la première occasion et plus grièvement que la première fois. Il eut même de grandes difficultés pour revenir à Wilna, ayant été attaqué dans un village par les Cosaques, aux mains desquels il ne fut arraché que par la bravoure de ses aides-de-camp. Il y retrouva son épouse, qui étoit accourue pour le soigner de sa première blessure et y demeura jusqu'au moment de la retraite, où j'eus soin de lui procurer toutes les facilités nécessaires pour se tirer de l'horrible confusion dans laquelle tout commençoit à s'envelopper.

J'ai parlé de la désertion des Bavarois: je dois m'expliquer. Le brave général de Roy, qui commandoit ce corps en chef sous le maréchal Gouvion St. Cyr, étant mort des blessures qu'il avoit reçues au premier combat de Polotsk, avoit été remplacé par le général de Wreede, qui commandoit la cavalerie; et dès ce moment la désertion commença. Les soldats Bavarois quittèrent leurs drapeaux par centaines et vinrent à Wilna, prétextant être malades, se mettre dans les hôpitaux. J'en fus informé, et je donnai ordre de les rassembler sur la place d'armes pour les inspecter. Il y en avoit plus de onze cents; au rapport des officiers de santé François, que je chargeai de les examiner, il ne s'en trouvoit pas cent de réellement malades. Indigné de cette supercherie, je les fis aussitôt sortir de la ville pour retourner à leur corps devant Polotsk, sous la conduite du seul officier de leur nation qui fut avec eux. Mais au lieu de retourner à leurs drapeaux, ils se débandèrent dans les campagnes, pillant, saccageant et brûlant les villages. Presque tous les soldats Bavarois désertèrent de cette manière, laissant seuls à leur corps les cadres des officiers qui, enfin sans hommes, commencèrent leur retraite. Il se présenta de ces cadres devant Wilna pour y séjourner; mais je leur fis défendre l'entrée de la ville, ne voulant pas reconnoître des cadres d'officiers sans troupes. Plusieurs déserteurs furent pris en pillant un village auquel ils avoient mis le feu; et je les fis traduire devant un conseil de guerre, qui en condamna quelques uns à mort. Le général de Wreede m'écrivit alors pour les réclamer, prétendant avoir seul la jurisdiction sur les troupes de sa nation. Je lui répondis simplement que je ne reconnoissois dans mon

gouvernement aucune autre autorité que la mienne. Il se plaignit aussi que j'eusse refusé l'admission aux officiers Bavarois, et reçut la même réponse. Je recueille ces circonstances, parceque dans le temps même il m'a paru clair qu'une désertion pareille ne pouvoit avoir lieu sans la connivence du chef, ou même peut-être son instigation. Mr. de Wreede devoit son avancement rapide et sa fortune à la protection de l'empereur, qui lui avoit même donné une dotation considérable dans le pays de Saltzbourg. Il a néanmoins été un des plus ardents à le trahir, un de ses ennemis les plus actifs; ce qui me confirme dans la pensée que dès-lors il commençoit son oeuvre de perfidie, et tâchoit, par tous les moyens qu'il avoit en son pouvoir, d'affoiblir l'armée Françoise.

Les ministres des puissances les plus intéressées aux événements de cette guerre, le général de Treschkow envoyé par la cour d'Autriche, le général baron de Krusemarck envoyé par celle de Prusse, et quelques autres, arrivèrent avec l'intention de se rendre à l'armée auprès de l'empereur. Mais le duc de Bassano avoit ordre de les retenir à Wilna, où ils restèrent. Mr. Barlow, ministre des états-unis d'Amérique, y vint aussi, mais pour négocier un traité de commerce. Le voyage lui fut fatal: il mourut en route à son retour. Cependant la saison avançoit, et le froid commençoit à se faire sentir. L'empereur étoit toujours à Moscow, où les Russes, en politiques adroits, l'amusoient par de frivoles apparences d'intentions pacifiques, et par des négociations trompeuses.

L'incendie de Moscow, qui, malgré tout ce qu'on en a dit, n'a été l'ouvrage prémédité ni des Russes ni

des François, mais une conséquence de l'évacuation subite et totale de ses habitants, n'avoit été aussi funeste qu'à cause de la singulière construction de cette ville, moitié Asiatique, moitié Européenne. L'armée cependant ne pouvoit y passer l'hyver, et les subsistances étoient épuisées. Il falloit donc se décider à la retraite. La route jusqu'à Wilna étoit déjà infestée par les Cosaques ou paysans armés et à cheval, auxquels on donnoit ce nom; la moitié des courriers et des voyageurs, qui fesoient route isolément, n'arrivoient plus; et les dépêches étoient toujours interceptées; ce qui donnoit aux Russes de grands avantages pour calculer leurs manoeuvres.

Le général Russe comte de Wintzigerode, fait prisonnier à Moscow, fut envoyé vers Wilna sous l'escorte de quelques gensd'armes, et je reçus l'ordre du prince de Neuf-Châtel de le faire garder avec beaucoup de précautions; mais les Russes étoient si bien informés de tout, que le général comte de Czernitscheff le fit enlever en route par un détachement de Cosaques.

Notre position à Wilna devint alors difficile et inquiétante. Nous y avions des magazins fort considérables d'approvisionnements et de munitions, seules ressources pour la grande armée en retraite; ce qui pouvoit engager l'ennemi à tenter un coup de main sur cette ville qui ne peut être fortifiée, comme je l'ai dit plus haut, à cause de sa situation dans un fonds dominé de toutes parts. Je fis pourtant palissader les endroits où les murailles manquoient, et les issues des rues, pour empêcher aumoins les Cosaques d'y prénétrer pendant la nuit. Les renforts pour l'armée arrivoient toujours: après le 9^{me} corps, qui passa en Septembre, il

vint encore des demi-brigades et des bataillons de marche, formés de soldats sortant des hôpitaux ou fournis par les garnisons le long de la route entre la France et l'armée. Je fis, selon les ordres de l'empereur, tout filer sur l'armée, jusqu'au moment où la communication fut interrompue, et où il n'y avoit plus de sûreté pour la marche des petits corps. Je gardai ainsi la division du général Loison, qui arriva dans les derniers jours de Novembre, un régiment de lanciers Polonois, et deux régiments Napolitains, composés de volontaires et d'une magnifique tenue, commandés l'un par le duc de la Rocca Romana, grand-écuyer du roi de Naples, et le second par un autre prince Napolitain. Je les passai successivement en revue, mais déjà sur la neige.

Nous reçûmes les premières nouvelles de l'armée par un jeune seigneur Polonois, qui se dévoua pour aller porter des dépêches à l'empereur. Il partit, travesti en paysan, fut rencontré et maltraité par plusieurs partis de Cosaques, sans être pourtant reconnu, et joignit Napoléon au passage de la Bérézyna. Il nous apporta, au duc de Bassano et à moi, des réponses à nos lettres, et la nouvelle de ce fameux passage et des avantages remportés encore sur les Russes, qui vouloient s'y opposer. Je fis aussitôt mes dispositions pour recevoir la grande armée, ou plutôt ses débris. Vers le nord, au-delà de la Wilia, j'avois, dès mon arrivée à Wilna, posté un petit corps de trois à quatre mille hommes sous les ordres du général de brigade baron Coutard, excellent officier, pour couvrir Wilna de ce côté et en défendre les approches; ses avant-postes alloient jusqu'à la Dwina, de sorte que si les Russes

avoient voulu s'avancer de ce côté sur Wilna, j'en aurois été averti à temps. Je donnai le commandement provisoire de la division du général Loison, qui n'étoit pas encore arrivé, au général de division Gratien, qui, ayant été grièvement blessé à l'armée, étoit venu à Wilna pour se faire guérir, et se portoit alors assez bien. Je lui ordonnai de prendre poste à Ostsmiana sur la route de Minsk, pour y attendre la grande armée, et protéger sa retraite. Je plaçai aussi un petit corps, formé de bataillons de marche, sous les ordres du général d'Albiac, sur la droite et fesant face au sud pour couvrir ce côté contre les excursions des Cosaques, qui commençoient à se montrer de toutes parts. Le régiment de lanciers Polonois et les deux régiments de cavalerie Napolitaine furent disposés dans les intervalles, où il y avoit encore des villages qui n'étoient pas brûlés, comme pour servir d'avant-postes, et protéger la retraite des corps des maréchaux Oudinot et Victor. Je mis un autre petit corps, composé de bataillons de marche et commandé par le général de brigade Franceschi, sur la gauche de la route de Minsk. Ces forces, ainsi répandues, formoient en avant de Wilna, du nord par l'est au sud, un demi-cercle au dedans duquel l'armée ou plutôt les fuyards en déroute étoient à l'abri des attaques et des insultes des Cosaques, et trouvoient déjà, même en plein air, des distributions de vivres et des secours de toute espèce, que j'avois eu soin d'envoyer à leur rencontre.

Le général Polonois Konopka, qui avoit été chargé à Warsovie de lever un régiment de lanciers de sa nation destiné, comme celui du général comte Krazinky, à faire partie de la garde impériale, en avoit formé

un d'élité, composé de jeunes volontaires presque tous gentilshommes bien montés et habillés avec beaucoup de luxe et d'élégance. Il arriva avec ce régiment jusqu'à Slonym, au sud de Wilna, où demeuroient ses parents. Il y fit séjourner son régiment quelques jours, et enfin, quoiqu'averti, s'y laissa surprendre par les Russes, n'eut que le temps de se mettre à cheval et ne put rallier ses gens. Il fut pris avec la plus grande partie des siens; et sa femme, jeune et charmante Italienne qui se trouvoit avec lui, eut une peine infinie à se sauver, accompagnée d'une centaine d'hommes, et vint se réfugier avec eux à Wilna.

Le Prince de Schwartzenberg, qui commandoit le corps auxiliaire Autrichien destiné à coöpérer avec nous, étoit entré en Volhynie, où il fit la guerre assez pacifiquement aux Russes; et quand ceux-ci eurent conclu leur paix avec les Turcs, et que le général Russe Tormassow, libre de ce côté, se fut tourné contre les Autrichiens, il se retira sur la Pologne, jusques derrière le Bug, qu'il passa; ce qui donna une vive alarme aux habitants de Warsovie et surtout à Mr. de Pradt, archevêque de Malines, qui s'y trouvoit comme ambassadeur de France, et qui n'avoit pas les habitudes fort guerrières. L'inquiétude se répandit aussi à Wilna; un corps Russe, commandé par l'amiral Tsitschakoff, se porta au nord sur la route de Minsk, pour couper la retraite à la grande armée et lui barrer le passage de la Bérézyna, dont le pont fut brûlé à Borisson; l'empereur fut donc forcé de remonter de quelques lieues cette rivière, et d'y jetter un ou deux ponts de bâteaux. Mais tous ces détails sont connus, ainsi que le combat qui suivit le passage et qui obligea les

Russes à laisser Napoléon continuer sa retraite sur Wilna, sans l'inquiéter davantage que par les Hurrahs des Cosaques, qui ne fesoient de mal qu'aux malheureux traînards et aux bagages.

Derrière nous la Pologne, tranquille et toute dévouée aux intérêts de la France, ne nous causoit aucune inquiétude; la Prusse, calme en apparence, sembloit agir de bonne foi. En Allemagne la fermentation n'avoit pas encore commencé. Mais la ligne d'opérations, de Mayence jusqu'à Moscow, étoit prodigieusement longue.

Sur notre gauche, le maréchal Macdonald fesoit le siège de Riga, mais sans y réussir. Il avoit le corps Prussien, commandé par le général de Yorck, avec une division composée de François et de Polonois. Son armée étoit formée de troupes d'élite; mais la grosse artillerie de siège avoit tardé à le joindre. Il eut avec les Russes quelques affaires où les troupes Prussiennes se battirent fort bien. Son corps n'avoit que peu souffert et il se trouva, jusqu'au dernier moment, dans le meilleur état possible.

Quand le Prince de Schwartzenberg fut instruit de la marche de l'amiral Tsitschakoff, qui s'étoit porté par devant lui, il repassa le Bug à Brézemt, et se mit à la poursuite du corps Russe, avec lequel il eut quelques affaires d'avant-postes, peu importantes mais qu'on fit sonner bien haut. Aussi n'avança-t-il pas plus loin sur la route de Minsk; et là, apprenant les désastres de la grande armée, il suivit son mouvement de retraite jusqu'en Pologne.

Telle étoit à peu près la situation des choses au moment du passage de la Bérézyna.

Le 2 Décembre, anniversaire du couronnement de

l'empereur et de la bataille d'Austerlitz, le duc de Bassano donna encore un grand dîner, et moi un grand bal, où assistèrent les ministres étrangers et beaucoup de seigneurs et de dames Polonoises, et où règna une vive gaieté; il n'y avoit guères que le duc de Bassano et moi qui connussions le véritable état des choses; et nous n'en laissions rien percer dans nos discours ou dans nos manières.

Le lendemain je reçus un ordre de l'empereur de venir à sa rencontre. Je partis aussitôt, me dirigeant par Ostsmiana, et Smorgoni, par un froid de 27° du thermomètre de Fahrenheit. Ma voiture versa dans le chemin. L'escorte de chasseurs, qui m'accompagnoit, souffrit cruellement; la moitié des hommes resta en route; les chevaux, mal ferrés comme je l'ai remarqué plus haut, s'abattoient à chaque instant sur le verglas ou sur la glace.

Au delà de Smorgoni je commençai à rencontrer la file des hommes qui revenoient sur Wilna; c'étoit un mélange confus de toutes les armes, de tous les grades, sans ordre, sans distinction. Mornes, silencieux, on ne leur entendoit que proférer des soupirs; ils se heurtoient souvent les uns les autres. J'en vis un grand nombre tomber tout-à-coup à la renverse; quelques uns se relevoient après de pénibles efforts; mais la plupart demeuroient sur la place, et mouroient avec des mouvements convulsifs. Presque tous avoient jetté leurs armes, et se trouvoient dans un dénuement complet d'habits et surtout de souliers, privation qui leur étoit la plus insupportable. On en voyoit couverts d'habillements bizarres, de pelisses de femme, de mille différents lambeaux. Le général n'étoit pas mieux que le soldat ou le tambour, et en étoit heurté sans même

oser rien dire; car on ne connoissoit plus ni subordination ni discipline. Tous étoient animés par un seul intérêt, par un seul désir, celui d'arriver le plutôt possible à Wilna, qu'ils regardoient comme la terre promise, où ils ne devoient plus manquer de rien.

Plus j'approchois de Bienieczka, où j'appris que se trouvoit l'empereur avec le grand quartier-impérial et la vieille garde qui s'étoit jusques là conservée en bon ordre, moins je ne pouvois avancer rapidement avec ma voiture, pour ne pas renverser les vivants ni fouler les agonisants et les morts. Enfin vers le soir j'arrivai au château de Bienieczka, après avoir passé par deux villages incendiés, qui brûloient encore, et où une foule de malheureux cherchoit vainement un toit hospitalier contre le froid plus intense de la nuit.

Je fus introduit sur le champ auprès de l'empereur. Je le trouvai avec deux bouts de bougies, un bon feu, et habillé comme à l'ordinaire. Il me demanda où en étoient les choses à Wilna, et me fit une infinité de questions, auxquelles je répondis, selon ma coutume, en conscience et d'après l'exacte vérité. Il y avoit à Wilna pour trois mois de vivres suffisants à cent mille hommes, et une grande quantité d'objets d'habillement en magazin, destinés aux différents corps et principalement au premier, celui du maréchal Davoust. Il écouta ces détails avec une grande attention. Je lui rendis compte ensuite des dispositions militaires que j'avois faites pour couvrir la retraite de l'armée, et préserver Wilna d'un coup de main et des insultes des Cosaques. Il approuva tout, et me loua beaucoup d'avoir fait avancer la division Loison jusques sur Ostsmiana. Après avoir épuisé toutes les questions, avoir écouté dans un calme pro-

fond toutes mes réponses, il dit, avec une égale tranquillité : *dans ce cas tout est perdu : il faut songer à d'autres mesures. Allez dîner avec Duroc ; je vous ferai part ensuite de mes intentions.*

La table de Duroc étoit déjà assez bien fournie, grâces aux Polonois ; dès que la communication avoit été rétablie, j'avois eu soin de faire distribuer, par les autorités locales, autant de vivres que possible, sur la route de l'armée ; et les Polonois, qui nous étoient dévoués dans le coeur, s'en étoient acquittés fidèlement. Je fus bientôt appellé chez l'empereur par le duc de Vicence, qui entra avec moi et y resta. Napoléon me dit qu'il s'étoit décidé à quitter l'armée pour se rendre à Paris, et me demanda si je pouvois assurer les chevaux et les escortes dont il avoit besoin jusqu'à Kowno ? Je le priai de me laisser quelques minutes pour y songer, et voir la carte qui étoit sur sa table ; je m'informai du nombre de chevaux de poste qu'il lui faudroit ; je fis mon calcul, et lui répondis que je fournirois les escortes, et les chevaux pour les voitures, mais que je devois partir sur le champ pour préparer tout sur la route. J'allai seulement voir le prince de Neuf-Châtel, et lui fis part des dispositions que j'avois faites à Wilna pour le logement et la nourriture des troupes ; il approuva tout, quoiqu'il fut alors fatigué, malade et de fort mauvaise humeur. Après m'être concerté encore quelques instants avec le duc de Vicence, j'allois partir, quand le général Polonois Sockolnietzky, alors au grand quartier-général et chargé des correspondences secrètes, des espions et interprêtes, s'approcha de moi, et me demanda où je comptois aller. *A Wilna*, lui répondis-je. — *En ce cas vous serez pris ; les Cosaques en-*

treront demain dans Ostsmiana. — Je le sais, mais ils y seront reçus à coups de fusil et de canon. Je n'étois pourtant pas sans inquiétude: les Cosaques savent pénétrer partout.

J'allai d'abord vers les villages où étoient cantonnés le régiment de lanciers Polonois et les deux régiments de cavalerie Napolitaine, pour assurer des escortes à l'empereur. Je repris la grande route à Smorgoni pour commander à toutes les stations des relais de chevaux; et, pour plus de sûreté, je postai des détachements à chaque maison de poste pour empêcher que les chevaux ne fussent pris par qui que ce fût. Arrivé à Ostsmiana, je n'y trouvai pas encore la division Loison, qui devoit y être rendue ce jour là même. Je l'attendis avec beaucoup d'impatience, voulant donner quelques nouvelles instructions, sur le voyage de l'empereur, au général Gratien, qui la commandoit. A quatre heures de l'après-midi la division arriva; après avoir parlé au général Gratien je continuai ma route. A peine à un quart de lieue, j'entendis derrière moi des décharges de fusil et de canon: c'étoient les Cosaques qui attaquoient Ostsmiana; mais ils furent bien étonnés d'y trouver une force capable de leur résister; ils y éprouvèrent une perte sensible, et se retirèrent en fort mauvais état.

Je m'occupai d'abord à Wilna de tout préparer pour le passage de l'empereur de là jusqu'à Kowno, et pour la réception des déplorables débris de l'armée. Je fis afficher des placards en grosses lettres sur lesquels étoit désigné aux soldats de chaque corps d'armée un couvent où ils devoient se rendre, et où ils trouveroient de la soupe faite, de la viande, du pain et des

appartements chauffés. Il y avoit à Wilna beaucoup de grands couvents, appartenant à différents ordres religieux. J'avois persuadé aux moines de se retirer tous ensemble dans un seul couvent pour éviter tout danger, quand l'armée en désordre arriveroit; ce qui avoit mis à ma disposition de vastes édifices où je fesois tenir des aliments toujours prêts.

L'empereur parut bientôt; ce fut, je crois, le 5 Décembre. Au reste, je n'ai gardé aucune note exacte de ces malheureux jours. Le duc de Vicence vint me chercher pour me demander des chevaux de poste; car l'empereur n'étoit pas entré dans la ville, et s'étoit allé loger dans une maison du fauxbourg sur la route de Kowno. Après avoir fourni l'escorte et les relais, je voulus me rendre auprès de lui. Telle avoit été sa précipitation, qu'il étoit déjà parti.

On a publié dans tous les journaux de l'Europe, et surtout dans les journaux Anglois, que l'empereur avoit quitté l'armée à la dérobée et travesti, et que, pour mieux fuir, il s'étoit servi de traîneaux. Ce récit est contraire à la vérité. Il n'a quitté l'armée qu'après avoir nommé le roi de Naples son lieutenant-général et avoir donné des ordres appropriés à l'occasion. Il étoit dans une voiture avec le duc de Vicence; le grand-maréchal Duroc et le général comte de Lobau étoient dans une autre; ils étoient suivis de quelques valets de chambre.

Le passage de l'empereur, qui fut bientôt connu à Wilna, fut un signal presque universel de départ. Le duc de Bassano avec ses bureaux, tous les ministres étrangers, les membres de la commission du gouvernement provisoire, toutes les autorités provinciales, le

maire, la plupart des membres de la municipalité disparurent en un clin d'oeil, comme par enchantement, et je ne conçois pas même comment ils ont pu se procurer des chevaux et les moyens de se mettre en route. C'étoit un sauve-qui-peut général. Jamais je n'ai vu de terreur panique semblable à celle qui frappoit alors tous les esprits à la fois.

Le roi de Naples, revêtu du commandement de l'armée, se mit en marche sur Wilna. La garde, sous les ordres du vieux maréchal duc de Dantzig, et même une partie de la jeune garde, commandée par le maréchal duc de Trévise, se tenoient encore sous les drapeaux en assez bon ordre, et s'étoient maintenus, autant que possible dans la discipline et la subordination, sous les yeux de l'empereur, qui marchoit avec eux et dont l'ascendant leur imposoit. L'empereur parti, le désordre se mit bientôt dans ces corps, qui arrivèrent pourtant ralliés à Wilna.

Près d'Ostsmiana, le roi ordonna que la division Loison, que j'y avois postée, en sortit pour faire place au grand quartier-général et à la garde, et allât se cantonner dans les villages d'alentour. Mais ces villages n'existoient plus que sur les cartes: tous étoient saccagés et brûlés. Ce fut comme un arrêt de destruction pour cette malheureuse division, composée en grande partie d'Italiens et d'Allemands; réduits à errer sur la neige, sans trouver un abri, plus des trois quarts des hommes périrent par la faim, le froid et la misère. De dix mille qu'ils étoient, il n'en rentra pas deux mille.

La tête de la colonne infortunée, ceux qui avoient conservé assez de forces pour devancer les autres, commençoient pourtant à entrer dans Wilna. On fit de

vains efforts pour les rendre attentifs aux placards, affichés pour les diriger sur les couvents désignés aux différents corps. Tous, généraux et soldats, pénétroient de force dans la première maison qui leur paroissoit convenable, y cherchoient l'appartement le mieux chauffé, s'y couchoient et se fesoient apporter quelque chose à manger. Les plus forts chassoient les plus foibles; les généraux et les officiers, s'ils pouvoient encore faire valoir un reste d'autorité, se fesoient faire place par les soldats, ne fut-ce que d'une chambre ou d'un lit. La ville eut été infailliblement brûlée, si toutes les maisons n'eussent été bâties en pierre. Elle eut été pillée, sans doute, s'il fut resté aux hommes un peu plus de forces; mais tous étoient exténués de fatigue et de misère. D'ailleurs les vivres étoient en abondance, et se distribuoient sans aucune formalité au premier qui se présentoit. Je fus à la rencontre du roi de Naples et du prince de Neuf-Châtel, qui s'approchoient de la ville. Ils marchoient à pied, à cause du grand froid. Murat étoit enveloppé dans de grandes et superbes pelisses; un gros bonnet fourré, fort élevé, qui dominoit sa tête, ajoutoit encore à sa haute stature, et le fesoit en quelque sorte ressembler à un colosse ambulant, auprès duquel Berthier, dont les amples vêtements surchargeoient le petit corps, fesoit un singulier contraste. Le roi de Naples me dit qu'il avoit ordonné, pour que la presse ne fut pas si grande à Wilna, que la cavalerie démontée se dirigeât par la gauche sur Merecz et Olita, où se trouvoient des dépôts de chevaux de remonte, que le général comte Bourcier avoit eu commission d'acheter. Mais on avoit déjà dépassé les routes de traverse qui conduisoient à ces villes; les

hommes de la cavalerie démontée étoient mêlés indistinctement avec les autres; et telle étoit l'ardeur qui les enflammoit tous d'entrer dans Wilna, que la porte étoit encombrée, et qu'ils marchoient sur les corps les uns des autres pour s'ouvrir un passage. Il fut impossible d'y mettre ordre, même avec un bataillon auquel j'avois fait prendre les armes. Parvenus enfin dans l'intérieur de la ville, le roi de Naples et le prince de Neuf-Châtel me consultèrent sur les moyens de faire un peu cesser cet horrible chaos. Ils voulurent que je convoquasse les maréchaux et les généraux chez le prince, pour y assister à une conférence. Mais comment trouver chacun d'eux dans l'asyle où l'avoit jetté le hazard, et où il s'étoit établi de gré ou de force! On fit pourtant un ordre circulaire que je me chargeai de faire imprimer, porter dans toutes les maisons, et afficher à tous les coins de rues, pour inviter les maréchaux et les généraux à se réunir le lendemain matin chez le major-général. Il y avoit alors aumoins cent généraux dans Wilna; tels étoient l'abattement et, si on peut le dire, la démoralisation des esprits, qu'il y en eut à peine dix qui se rendirent à l'invitation. Les ordres même n'étoient rien pour eux; des officiers-généraux refusoient d'écouter les officiers d'ordonnance et les aides-de-camp que leur envoyoit le major-général.

Beaucoup de généraux et d'officiers de ma connaissance, n'ayant pu trouver de logement, vinrent se réfugier dans le mien, à l'hôtel du gouvernement civil Russe, qui étoit fort vaste. Le général comte Durosnel, que j'affectionnois beaucoup, fut apporté chez moi dans un état déplorable. Des gendarmes d'élite, qu'il commandoit, l'avoient sauvé avec beaucoup de peine dans

un petit traîneau. Il étoit sans connoissance. Je lui cédai mon lit. Il revint peu-à-peu, et, lors de l'évacuation de Wilna, il dût encore une fois son salut aux mêmes braves qui l'y avoient amené.

Je vis aussi arriver chez moi le fils de la maréchale de Mailly, dans l'hôtel de laquelle je demeurois à Paris; il étoit alors sous-lieutenant dans un régiment de carabiniers; quoiqu'il fût presque mourant, les soins qu'on eût de lui rétablirent sa santé, et le mirent en état de continuer sa route.

Tous les appartements de mon hôtel étoient bien chauffés, et j'y avois fait étendre de la paille, car les lits sont rares dans cette partie de la Pologne. Des bouillons restaurants y étoient continuellement préparés; j'avois une abondante provision de vin, et ceux qui se retirèrent chez moi recouvrèrent, en assez peu de temps, les forces qui leur étoient nécessaires pour supporter les fatigues de la retraite. Mon hôtel ressembloit à un hôpital. J'ose dire que pas un seul compagnon d'armes se plaindra de n'y avoir pas reçu l'hospitalité avec tous les égards dûs au malheur, et mes compatriotes ne furent pas oubliés dans cette occasion. Les ressources de ma table répondirent jusqu'à la fin à mon désir d'être utile à tous; le bien que je fis adoucit sans doute pour moi les derniers moments que je passai à Wilna. Mais je me dois maintenant à moi-même de dire, que la dépense énorme, que je fus par là obligé à soutenir, contribua beaucoup à la ruine de ma fortune.

Le roi de Naples parloit toujours de rallier à Wilna et de réorganiser les troupes, enfin de se battre si on venoit l'attaquer. Mais il savoit peu prendre les

mesures nécessaires à la réussite d'un plan, aussi difficile, il faut en convenir, à exécuter.

Voyant ses vacillations et me doutant bien qu'il finiroit par évacuer la ville, je le priai seulement de vouloir, aussitôt qu'il auroit pris une décision, m'en avertir, afin que j'eusse le temps de sauver le trésor et ce qu'il y avoit encore d'artillerie attelée, de détruire tout ce qu'on ne pouvoit emporter, de brûler l'arsenal et les magazins. Il me le promit encore le 9 Décembre à quatre heures de l'après-midi que je fus chez lui. Ensuite il ajouta: *mais je ne pense pas à évacuer; je me battrai, si on m'attaque. Nous avons beaucoup de monde* etc. En sortant du palais du gouverneur militaire Russe, qu'il habitoit, je rencontrai le général de Wreede dans le plus grand désordre. *Tout est perdu*, crioit-il à tue-tête, *il faut se sauver; les Russes sont devant la ville; je viens de me battre avec eux.* Je lui représentai qu'il ne servoit à rien de répandre ainsi l'alarme, qu'il se pouvoit bien que des Cosaques fussent venus devant la ville, mais que pour les troupes réglées Russes, elles ne pouvoient y être encore. Il ne voulut rien entendre, et affirma qu'il avoit vu distinctement des dragons et de l'infanterie Russe. Il étoit revenu, par la route de Vileyka, avec les derniers débris de son corps Bavarois, réduit à quelques centaines de cavaliers. Le duc de Bellune arriva aussi avec les tristes restes de son corps d'armée et de celui de duc de Reggio, qui ne formoient pas en tout quelques centaines d'hommes. L'alarme, donnée par le général de Wreede, avoit déjà fait de rapides progrès. Je rencontrai dans la rue le duc de Dantzig, qui me demanda ce qu'il falloit faire. Je lui répondis

que ce n'étoit pas à moi à donner des ordres, qu'il falloit s'adresser au roi de Naples ou au prince de Neuf-Châtel. Je rentrai chez moi pour prendre des mesures de précaution, mais je laissai un de mes aides-de-camp au palais pour observer ce qui s'y passoit et venir m'en donner avis. Il reparut bientôt et me dit, qu'après une courte conférence avec le général de Wreede, le roi étoit monté à cheval, accompagné du prince de Neuf-Châtel, et qu'ils étoient sortis de la ville par une petite porte latérale, à quelque distance de celle de Kowno. Mes doutes alors disparurent, et je préparai tout pour effectuer l'évacuation le lendemain matin, avec le plus d'ordre et de tranquillité qu'il me seroit possible. Il fesoit nuit. Ma principale sollicitude étoit pour le trésor qui se trouvoit encore très considérable.

Le maréchal prince d'Eckmühl, étant alors arrivé, me fit prier de passer un moment chez lui. Je ne savois ce qu'il vouloit me dire. Je le trouvai, avec ses aides-de-camp, mangeant à la hâte, sans vaisselle: il avoit aussi tout perdu. Il me demanda si c'étoit moi qui avois donné ordre aux nouvelles troupes Lithuaniennes de se retirer derrière le Niémen, et si j'y avois bien pensé. Il n'avoit rien de commun avec ce corps d'armée, et je n'étois nullement sous ses ordres. Mais cette manière d'agir convenoit à ce caractère toujours inquiet, actif et ombrageux, qui pense que personne, autre que lui, ne fait son devoir et ne sait même le faire. Je lui répondis que depuis plusieurs jours j'avois donné les ordres nécessaires pour sauver le plus possible de ces troupes, et qu'effectivement je les savois, aumoins la plus grande partie, en marche pour passer le Niémen.

Vers minuit je reçus une lettre du prince de Neuf-Châtel, qui m'instruisit du départ du roi avec le grand-quartier-général, et m'intima l'ordre positif de l'évacuation. J'allai d'abord chez le maréchal Ney, qui devoit commander l'arrière-garde et protéger la retraite, pour me concerter avec lui. Le maréchal Oudinot et le général comte Friant étoient déjà partis et en sûreté. Le brave général Polonois Zayontzchek, qui avoit perdu une jambe, m'écrivit pendant la nuit, pour me prier, dans le cas où je ferois une capitulation avec l'ennemi, d'avoir soin de l'y faire comprendre. Je n'eus ni l'occasion ni la possibilité de conclure une capitulation. Mais le général ne pouvoit avoir une meilleure sauve-garde que dans le coeur magnanime de l'empereur Alexandre, dont la noble générosité s'est répandue sur tous les Polonois, sur ceux même qui avoient servi contre lui avec le plus d'activité; le général Zayontzchek en est lui-même un exemple frappant.

CHAPITRE XXIII.

Préparatifs de l'évacuation. Retraite. Les Cosaques. Le maréchal Ney. Les débris de la grande armée. M. Van Hogendorp se rend à Koenigsberg et fait partir son épouse pour Dantzig. Mort de la mère de l'auteur. Querelle et reconciliement avec le maréchal Ney. Le roi de Naples. Le maréchal Macdonald. Transaction infâme des Prussiens. État nerveux du roi de Naples et du prince de Neuf-Châtel. Arrivée à Elbing et départ de cette ville. Les Cosaques partout. Le prince Eugène, vice-roi d'Italie. Arrivée et mort de madame Van Hogendorp à Berlin. Son éloge. Le maréchal Augereau. La princesse-douairière d'Orange. Rentrée à Paris et entrevue avec l'empereur. Le commandement de la forteresse de Spandau. La famille de l'auteur se rend auprès de lui à Paris. Nouvelle attaque de la goutte. Il ne peut pas suivre l'empereur. La bataille de Lutzen. Van Hogendorp se rend à l'armée. La bataille de Bautzen. Victoire. Poursuite de l'ennemi. Mort de Duroc, duc de Frioul. Propositions d'armistice. Aventure désagréable. État d'infirmité de l'auteur.

Durant toute la nuit que je passai à faire les préparatifs de l'évacuation, les Cosaques ne cessèrent de rôder autour de la ville. Ils s'introduisirent même dans les fauxbourgs, et jusques dans un hôpital militaire où ils pillèrent inhumainement les malades. Vers huit heures du matin, que le jour commençoit à paroître, on m'avertit que les Cosaques venoient de pénétrer dans la ville, et qu'on s'attendoit à une attaque générale de leur part. En même temps on entendit leurs hurrahs sur la grande place. Le temps pressoit. Je montai à cheval; j'avois déjà donné au général Éblé

l'ordre de faire sauter l'arsenal, et comme je n'entendois pas le bruit de son explosion, auquel je m'étois attendu de moment en moment, je risquai d'y aller moi-même. Je n'y trouvai qu'un détachement d'artillerie dont l'officier me dit, qu'il étoit resté là toute la nuit, croyant à chaque instant voir arriver le général Éblé, mais que le général n'étoit pas venu. Malheureusement il étoit déjà trop tard pour brûler l'arsenal, A peine s'il restoit des moyens d'échapper. Tout le monde s'étoit dirigé sur la porte de Kowno, qui s'obstruoit de plus en plus; et le passage par là étoit impraticable. Je sortis donc avec mes aides-de-camp par la porte située auprès de la rivière, et je fis le tour de la ville par des chemins qui m'étoient connus. Arrivé sur la grande route de Kowno, je voulus attendre le maréchal Ney avec l'arrière-garde pour faire route ensemble. Mais le capitaine Polonois Kirkor, qui m'étoit resté fidèlement attaché, me fit remarquer un parti de Cosaques répandus au devant de nos pas, qui nous auroient infailliblement pris, s'ils fussent venus jusqu'à nous. On entendoit dans la ville et près de la ville les coups de fusil de l'arrière-garde, occupé à écarter les Cosaques et à protéger tout ce qui pouvoit sortir encore. Les fuyards arrivoient pêle-mêle, dans un affreux désordre. Je pris alors une décision rapide. J'arrêtai tous ceux qui venoient à nous, et, leur montrant les Cosaques, je leur fis voir qu'en avançant ainsi disséminés, nous ne pourrions passer nulle part. Ayant apperçu un chef de bataillon de la garde impériale, que je connoissois, un Hollandois nommé During, je l'engageai à m'aider dans la tâche que j'avois entreprise, et à rallier les officiers et les soldats de tous les corps,

de toutes les nations, armés ou non armés, pour en former un bataillon, et nous faire jour à travers les Cosaques, qui ne résistent jamais à une masse dirigée sur eux. Nous forçâmes ainsi les fuyards à se ranger dans les pelotons, à la tête desquels je mis les officiers, et nous eûmes en moins d'une demi-heure une espèce de bataillon de quatre à cinq cents hommes, avec lequel, fesant bonne contenance, nous marchâmes en avant droit sur les Cosaques. Ils s'éparpillèrent, selon leur coutume, à droite et à gauche du chemin, et nous laissèrent passer tranquillement sans nous faire d'autre mal que de nous tirer plusieurs coups d'une petite pièce de canon, qu'ils avoient montée sur un traîneau et postée sur une hauteur à notre gauche. Le maréchal Ney nous rejoignit bientôt avec l'arrière-garde, composée de ce qui restoit de la division Loison, revenue peu auparavant à Wilna, et de ce qu'on étoit parvenu à rallier de troupes de marche et de soldats isolés. Le général de Wreede marchoit, avec son état-major et les débris de sa cavalerie, sous la protection de ce petit corps d'arrière-garde, foible, il est vrai, mais commandé par le maréchal Ney, qui, par son extrême habilité dans le métier de la guerre, sembloit en augmenter la force, et le fesoit manoeuvrer de manière à occuper les Cosaques, à les arrêter, à les attirer sur lui, pour couvrir ainsi la retraite ou plutôt la déroute générale. J'entendis pourtant Mr. de Wreede fronder, d'un air morose et mécontent, ce que fesoit le maréchal, et dire en allemand aux aides-de-camp qui l'accompagnoient, que le maréchal se donnoit à lui et aux siens une peine ridicule, et ne fesoit que rendre la retraite plus difficile. Il ne pouvoit déguiser sa haine contre les François.

Voyant la route libre en avant de nous, je hâtai ma marche pour rejoindre le roi de Naples et le grand-quartier-général. Mais de nouveaux dangers nous attendoient au fameux défilé, distant de trois à quatre lieues de Wilna. Ce défilé, dont on a tant parlé dans toutes les narrations de cette désastreuse campagne, est proprement la grande route de Kowno à Wilna, taillée au travers d'une montagne très haute et escarpée des deux côtés, sur la rive gauche de la Wilia qui coule au pied de la montagne. J'avois fait partir la veille au soir ma voiture avec deux traîneaux, dont les chevaux m'avoient été donnés par un colonel Polonois, et sur lesquels j'avois fait charger une partie de mon bagage, sous la conduite de domestiques en qui j'avois confiance. Les traîneaux n'étoient pas au défilé, et je ne les ai jamais revus. Mais j'y trouvai ma voiture, qui s'étoit arrêtée après de vains efforts pour le franchir. La glace et la neige avoient rendu le chemin si glissant, que l'artillerie, les voitures, les fourgons s'y étoient encombrés, et avoient entièrement bouché le passage. Le capitaine Kirkor m'indiqua dans ce moment un sentier pour faire descendre ma voiture jusques sur la rivière qui, étant alors gelée, permettoit de tourner autour de la montagne pour remonter sur la grande route. La voiture, traînée par six chevaux vigoureux, reparut bientôt de l'autre côté, comme par miracle.

Je n'arrivai que tard au grand-quartier-général, à Evé, où je trouvai le roi de Naples et le prince de Neuf-Châtel dans une mauvaise cabane, sur un grabat; toutes les maisons avoient été brûlées. Ils furent fort étonnés de me voir, me croyant sûrement pris, et craig-

nant même beaucoup pour le maréchal Ney, d'après le rapport exagéré par lequel le général de Wreede avoit décidé, la veille, le roi de Naples à ce prompt départ, qui ressembloit à une fuite. L'état-major du roi étoit dans une cabane voisine, où l'on ne voyoit rien qu'à la foible et triste lueur d'un brandon allumé. Le comte Daru, alors ministre secrétaire-d'état, chargé de l'intendance-générale de l'armée, se trouvoit aussi dans cette hutte. Il avoit perdu sa voiture au défilé et, n'ayant pas de chevaux, il étoit venu à pied jusques là. Je lui offris dans ma voiture une place, qu'il accepta, et nous partîmes avant le jour, pour éviter la foule; mais dès que le jour parût nous nous trouvâmes dans la colonne des fuyards, où nous ne pouvions aller qu'au pas. Le soir nous arrivâmes à Rumschitzky, petite ville dévastée aussi bien que les autres; et nous ne savions où nous retirer, quand nous apperçûmes une assez grande maison fort éclairée: c'étoit le quartier du gènéral Sébastiani, qui avoit été assez heureux pour conserver une grande partie de ses équipages. Après un souper auquel nous étions loin de nous attendre, nous y couchâmes la nuit sur la paille. Le lendemain, avant midi, nous étions à Kowno. Le sous-préfet Polonois y avoit gardé pour moi sa maison. J'y fis réparer ma voiture. Mais on m'y vola, devant la maison même du sous-préfet, un cheval de l'attelage, perte qui étoit alors irréparable.

Voyant mon gouvernement retombé au pouvoir des Russes, je crus que je pouvois directement aller à Koenigsberg prendre ma femme, et j'en demandai la permission au roi de Naples, quand il arriva. Mais il me dit encore qu'il vouloit tenir à Kowno, où il y avoit

quelques ouvrages fortifiés, et se battre pour défendre le passage du Niémen; qu'il auroit par conséquent besoin de moi. Kowno étoit encore assez bien approvisionnée, avoit de grands magazins et avoit, jusques-là, peu souffert. Je restai, en attendant les événements; mais le soir, je m'apperçus que le roi se préparoit à un nouveau départ. Dans la nuit on vint me dire que le feu étoit à la ville, peu de moments après qu'il étoit dans la rue, et bientôt qu'il étoit à la maison. Je montai donc à cheval et je passai le pont, qui étoit déjà fort encombré de l'autre côté de la rivière. Je cherchai inutilement ma voiture, que j'avois envoyée en avant vers Koenigsberg. Il y avoit deux routes pour s'y rendre, l'une à droite par Tilsitt, l'autre à gauche, où se trouvoit encore un horrible défilé à passer. Je pris ce dernier chemin, et je ne franchis le défilé qu'avec une peine infinie, à travers l'encombrement des voitures, des canons etc. Je voyageois seul alors. Le comte Daru avoit trouvé à Kowno un traîneau couvert, fort commode pour continuer son voyage. Je couchai dans une mauvaise maison de paysan, et j'arrivai le lendemain à Wilkowitzky, où commandoit le général Wedel, qui me donna l'hospitalité, et où je pus me remettre un peu de mes fatigues. J'y attendis le roi de Naples. Il voulut encore me retenir. Mais j'insistai pour aller en avant à Koenigsberg, d'où je voulois faire partir ma femme le plutôt possible, craignant qu'elle ne fut bientôt enveloppée dans le désordre de la retraite: ce qu'il me permit à la fin. Je m'y rendis en traîneau avec le général Wedel; ma femme étoit indisposée, d'une fausse couche qu'elle venoit de faire. Je lui montrai pourtant l'indispensable nécessité d'un

départ immédiat, et le surlendemain elle se mit en route pour Dantzig, d'où le général Rapp, dont le souvenir m'est toujours cher, l'aida à poursuivre son voyage vers Berlin. Ma femme avoit loué à Koenigsberg un logement dans le fauxbourg, pour lequel elle avoit payé six mois d'avance. J'y restai jusqu'à l'arrivée du roi de Naples et je me mis à écrire quelques lettres en Hollande, pour rassurer ma famille et mes amis sur mon sort. Cette occupation me fut douloureuse, en me rappellant sans cesse mon excellente et bien-aimée mère, dont je venois d'apprendre la mort en arrivant à Koenigsberg. J'avois toujours entretenu avec elle une correspondance intime, qui fesoit la consolation et le bonheur de ma vie orageuse, et ses conseils m'avoient été souvent d'une grande utilité. J'étois loin de m'attendre à cette triste nouvelle à Wilna et jusqu'alors l'activité, ou plutôt le tumulte journalier de mon existence, m'avoit arraché à toute autre idée. Dans le calme fatal que me laissa le malheur public, ce malheur particulier me frappa doublement. Un jour que, poursuivi de réflexions tristes, je m'occupois à écrire, on m'avertit qu'un aide-de-camp du maréchal Ney étoit dans la maison, et qu'il venoit voir ce logement pour le prendre. J'allai aussitôt vers l'officier qui me dit qu'en effet le maréchal, mécontent de son quartier, l'avoit envoyé pour occuper celui-là. Je lui répondis que je l'avois payé pour six mois, que de plus j'y avois un billet de logement, que je ne le cèderois à personne, que pourtant, ne l'occupant plus tout entier et n'ayant besoin que d'une chambre, je voulois bien abandonner le reste au maréchal. Peu après le maréchal Ney arriva de mauvaise humeur, et com-

mença par me quereller sur mon refus, prétendant avoir le droit de choisir son logement, et d'en faire sortir tout officier inférieur en grade. Indigné de ce procédé, je lui répondis que je n'admettois nullement un pareil principe, qui ne se trouvoit dans aucun règlement et qui n'étoit qu'un abus, désapprouvé, comme je le savois positivement, par l'empereur; que dans un village, dans une petite ville où un maréchal venoit établir son quartier-général, il étoit juste qu'il eût la meilleure maison, mais que ce système n'étoit pas applicable aux grandes villes, à Koenigsberg par exemple, où il y avoit des centaines de maisons qu'un maréchal pouvoit fort bien habiter. La chaleur de la discussion alla même si loin, que je fus forcé de lui dire que j'étois aussi du bois dont on fesoit les maréchaux, que je portois une épée aussi bien que lui, et que je ne souffrirois pas d'insulte. Il se retira fort irrité et se contenta, malgré lui, de la partie de la maison que je lui avois offerte. Comme il étoit d'un caractère doux et facile, il me dit le lendemain: *nous nous sommes échauffés pour rien hier; nous avions tort tous les deux.* Du moment où il convenoit d'avoir eu tort, je crus qu'il seroit déplacé à moi de continuer à lui marquer de l'éloignement. Nous nous reconciliâmes, et à l'arrivée du roi de Naples je fus loger au château, chez mon ami le ministre d'Auerswald, laissant le quartier au maréchal Ney.

Il entroit continuellement à Koenigsberg des troupes de marche, entr'autres la division Heudelet, qui étoit en fort bon état. Le roi de Naples passoit chaque jour des revues, et s'y montroit dans ses costumes chevaleresques et bizarres qu'il prenoit surtout pour ces

occasions; il parloit sans cesse de rallier l'armée, de résister, de combattre. Effectivement un homme de tête et de caractère auroit pu, je le crois, arrêter l'ennemi, en réunissant les différents corps d'armée, si ce n'étoit derrière le Niémen, aumoins derrière la Pregel, et en leur inspirant de la confiance par une conduite ferme et soutenue; mais Murat, avec ses fanfaronades éternelles qu'une retraite subite venoit à chaque instant démentir, ne pouvoit relever les esprits des chefs ni des soldats; et le découragement étoit général.

Peut-être cependant auroit-il pu tenir à Koenigsberg, et aumoins gagner du temps, ce qui étoit beaucoup dans cette occasion, mais un événement imprévu dérangea tout-à-coup tous les plans et tous les calculs. Le maréchal Macdonald avoit fait le siège de Riga avec son corps d'armée, dont fesoit partie le corps Prussien sous le général de York, et qui avoit fort peu souffert du froid et des fatigues de la guerre. Je ne sais par quelle fatalité on avoit d'abord comme oublié ce maréchal, car ce ne fut qu'après le passage de l'empereur par Wilna, que le duc de Bassano lui envoya l'ordre de lever le siège, et de se replier sur Tilsitt. Le major Prussien, chargé de cet ordre, resta huit jours en route. A son arrivée, le maréchal fit d'abord filer la grosse artillerie de siège; mais elle demeura embourbée dans les mauvais chemins et fut perdue ou prise. Il se mit ensuite en marche avec son corps d'armée, prenant les devants avec les troupes Françoises et Polonoises, laissant les Prussiens à l'arrière-garde, ce qui leur donna l'occasion de se mettre en communication avec les Russes, dont l'avant-garde étoit commandée par un général Allemand, nommé Dibbitz, qui sut persuader

au général de York de conclure une convention avec lui et de passer avec tout son corps d'armée du côté de l'ennemi. Cette transaction infâme, d'un genre peut-être unique dans les annales militaires de tous les temps, révolta également les François et les Prussiens, qui avoient quelque sentiment d'honneur. Quand je racontai au ministre d'Auerswald cette trahison, que je venois d'apprendre du roi de Naples, il refusa d'abord d'y croire et en témoigna ensuite une profonde indignation.

Le général Prussien Massenbach, qui commandoit la cavalerie de ce corps d'armée, avec laquelle il avoit déjà passé le Niémen et se trouvoit au quartier-général du maréchal Macdonald à Tilsitt, eut l'audace de faire monter ses gens à cheval, sous les yeux du maréchal lui-même, de passer le Niémen et de traverser la tête de pont fortifiée pour aller rejoindre son chef, le général de York, du côté de l'ennemi.

Cette nouvelle, dont on exagéra encore l'importance, jetta la consternation dans tous les esprits, qui auparavant commençoient un peu à se relever. On avoit déjà conçu quelques espérances : des avant-postes Russes, qui s'étoient approchés, avoient sommé de se rendre le maréchal duc de Trévise, posté à quelques lieues en avant de Koenigsberg avec une partie de la jeune garde, en avoient reçu une réponse négative, digne de ce maréchal, et n'avoient pourtant osé l'attaquer. On se rallioit sur tous les points, et les renforts montroient une vive ardeur de combattre. La désertion des Prussiens fit évanouir ces espérances. C'étoit le jour du nouvel an 1813. Le roi de Naples devoit recevoir les compliments des autorités Prussiennes, et des officiers-

généraux Prussiens et François. Au lieu de les attendre, il s'évada encore, sans bruit et sans mettre ordre à rien, avec le Prince de Neuf-Châtel et tout ce qui appartenoit au grand-quartier-général. Je passai encore la nuit dans la ville, n'y voyant aucun danger immédiat. Le lendemain matin j'en sortis tranquillement et à deux lieues de là, sur la grande route, je retrouvai le roi de Naples et le prince de Neuf-Châtel, pleins d'agitation et d'inquiétude, qui furent très surpris de me voir, et encore plus de m'entendre dire que dans la ville tout étoit parfaitement paisible, et qu'on y attendoit le maréchal Macdonald, pour couvrir l'évacuation et la retraite. Il me parut clair alors que Murat étoit continuellement influencé, par des gens qui s'entendoient pour alimenter ses craintes; ce qui n'étoit pas difficile dans un caractère foible et vacillant comme le sien. A Wilna ce fut le général de Wreede qui lui inspira sa première terreur panique. A Koenigsberg il reçut sans doute de quelques Prussiens, qui désiroient son départ, des informations mensongères et propres à l'épouvanter. Il me dit qu'il alloit établir son quartier-général à Elbing, en répétant toujours les mêmes forfanteries que je savois alors apprécier mieux que jamais. Je couchai à Braunsberg et j'arrivai le lendemain à Elbing, où je résolus d'attendre le résultat des événements. Le roi de Naples y étoit déjà. Sur le désir que je lui témoignai de retourner à Paris, il m'ordonna positivement de rester; et je ne pouvois plus douter des motifs de son refus. J'écrivis donc à l'empereur pour connoître ses intentions.

Le départ ou la déroute d'Elbing se fit comme les autres. En sortant je m'engageai dans une colonne, qui

passa par le Werder, sur des digues d'où je ne pouvois rétrograder, et je fus obligé de la suivre jusqu'à Dantzig. J'y appris que ma femme, grâce aux soins obligeants du général Rapp, avoit continué sa route vers Berlin, et qu'elle étoit en bonne santé. Sachant que le roi de Naples s'étoit dirigé sur Posen, je voulus l'y aller rejoindre par la route qui longe la rive gauche de la Vistule. Mais à une lieue de la ville des habitants du pays m'avertirent que les Cosaques étoient tout près, et que je ne ferois pas une demi-lieue sans les rencontrer. Je me jettai aussitôt à cheval pour retourner à Dantzig, où je pris des chevaux de poste, voulant me rendre par la Poméranie à Posen. A la seconde station je me trouvai arrêté par un convoi de malades et de blessés, qui n'osoient aller en avant à cause des Cosaques, qu'on disoit déjà à la station prochaine. Convaincu de la fausseté de ce rapport, je pris sur moi de les faire avancer. Nous n'apperçûmes point de Cosaques. Mais la terreur universelle fesoit circuler partout les bruits les plus effrayants, et toute la route offroit un triste spectacle, encombrée comme elle étoit par les voitures des officiers et des employés des administrations, qui cherchoient à se tirer de la bagarre. On remarquoit déjà de l'insolence dans les autorités Prussiennes et, pour passer, il ne falloit pas montrer de hauteur. Les maîtres de poste en agissoient de même; les aubergistes seuls étoient polis, mais ils savoient s'en dédommager amplement.

Quand j'arrivai à Posen, le roi de Naples n'y étoit déjà plus. Il étoit définitivement parti, et avoit abandonné l'armée, ou plutôt ses débris, dont il avoit laissé le commandement au prince Eugène, vice-roi d'Italie.

Ce jeune homme aussi aimable qu'héroïque, vrai chevalier François, fesoit tous ses efforts pour remettre de l'ordre aux affaires; et déjà on s'appercevoit d'une grande amélioration. S'il avoit été mis à la tête de l'armée, au lieu de Murat, quand Napoléon quitta la Russie, je suis intimement convaincu que les événements eussent pris un cours tout différent.

Il me témoigna sa surprise de ce que, après l'évacuation de la Lithuanie, je n'étois pas retourné à Paris, ajoutant que le roi de Naples n'avoit eu aucun droit de me retenir auprès de lui, puisque je ne dépendois que de l'empereur en ma qualité de son aide-de-camp, et il m'autorisa à partir sans retard. J'eus l'honneur de dîner avec lui et le général Flahaut, alors aide-de-camp du prince de Neuf-Châtel; et le soir je me mis en route pour Berlin. Quand j'y arrivai, ne sachant où logeoit ma femme, je descendis à l'hôtel du ministre de France, comte de St. Marsan, qui me dit qu'il avoit dîné avec elle la veille chez la comtesse de Goltz, épouse du ministre des affaires étrangères, et qu'elle habitoit l'hôtel de Russie. Je m'y rendis en hâte; elle étoit au lit indisposée. Elle voulut me rassurer en disant que c'étoit seulement un léger catarrhe. Mais sa voix sensiblement altérée me convainquit du contraire, et me remplit de craintes, qui se réalisèrent bientôt. Elle expira, dans mes bras, le troisième jour après mon arrivée, des suites d'une fièvre scarlatine, qu'elle avoit gagnée en route de Dantzig à Berlin, en soignant notre petite fille, qui, rétablie pour le moment, n'en mourut pas moins, quelques mois après, de la même maladie. Mr. Stosch, médecin fameux de Berlin, avoit en vain prodigué à ma femme tous les secours de l'art. Ce fut

un coup foudroyant pour moi! Je me reprochois son fatal voyage, cause de sa mort. Notre pauvre fille, âgée de six ans, me perçoit le coeur en me demandant à chaque instant sa mère, et en la cherchant inutilement de toutes parts. Je voulus la voir encore avant qu'on la mit dans son cercueil; jamais elle ne m'avoit paru plus belle; je ne pouvois croire qu'elle fut morte; mon coeur se refusoit à l'affreuse évidence, et je reculois le plus possible l'instant qui me devoit séparer d'elle sans retour. Ce lugubre moment arriva malgré moi. Le comte de St. Marsan, le baron de Hertling, ministre de Bavière à Berlin, et le général baron de Dedem de Gelder m'accompagnèrent jusqu'à la tombe, où je vis descendre cette femme, objet de l'estime et du respect universels, à laquelle j'avois toujours porté une ardente affection, la plus vertueuse des épouses, la meilleure des mères. Mr. de Marsan me promit de lui faire élever un monument modeste consacré au souvenir de ses vertus. Mais cette légère consolation m'a même été ravie par les événements! Et un imposteur, un misérable, décoré du titre de général parce qu'il commandoit quelques partisans, a osé, sans honte comme sans motif, attaquer dans de vils pamphlets la mémoire de cette excellente femme, et insulter à ses cendres à peine refroidies!!

Plongé dans une douleur profonde, je ne pensai plus qu'à m'éloigner du lieu où j'avois éprouvé une perte si cruelle. Avant de partir j'allai chez le maréchal Augereau, commandant à Berlin, qui m'apprit qu'il n'avoit pas reçu pour moi d'ordres de l'empereur.

Je m'acquittai aussi d'un devoir cher à mon coeur. Ce fut d'aller présenter mes respects à madame la prin-

cesse-douairière d'Orange. Elle reçut avec bienveillance les assurances que je lui donnai de ma sincère et constante reconnaissance, et du chagrin que j'avois toujours ressenti que l'enchaînement des événements m'ait conduit dans une route politique, opposée à ses intérêts, mais que presque tous les Hollandois se trouvoient dans le même cas. Je lui protestai (comme c'étoit la vérité pure) que je n'avois rien fait ni dit de personnel contre elle et son auguste maison, et que je m'estimerois heureux si je pouvois lui rendre quelques services.

Je partis, enfin, avec ma petite Louise, qui m'étoit devenue plus chère encore depuis mon malheur et que je ne voulus plus quitter, retardant pour elle mon voyage et n'y employant jamais les nuits. Sa santé étoit languissante, et mon seul espoir étoit que les soins, qu'on lui prodigueroit à Paris, parviendroient à la rétablir. Dès le lendemain matin de mon arrivée dans cette ville, je me rendis au lever de l'empereur, qui me témoigna avec beaucoup de sensibilité la part qu'il prenoit à la fatale perte que je venois de faire. J'appris ensuite de mes camarades que l'empereur m'avoit envoyé l'ordre d'aller prendre le commandement de la forteresse de Spandau, où ils croyoient que j'étois resté. Napoléon eut la délicatesse de ne m'en pas parler le premier jour. Il me dit seulement que je devois prendre quelques jours de repos. J'y retournai pourtant le lendemain, et il me demanda si je n'avois pas reçu l'ordre de prendre le commandement de Spandau? *Non*, *Sire*, lui répondis-je: *car maintenant j'y serois, et je suis prêt à partir ce soir pour m'y rendre.* — *Votre présence*, répliqua-t-il, *n'y est plus nécessaire; j'y ai déjà*

envoyé le général Lapoype. Mais reposez-vous; j'aurai bientôt de l'occupation à vous donner.

Je résolus de profiter de ce temps pour songer à mes affaires, qui avoient besoin d'être réglées. Après beaucoup de difficultés j'étois entré en jouissance des revenus de ma dotation; mais j'en abandonnai la recette à Mr. Lebrun, mon notaire, pour le rembourser des avances qu'il m'avoit faites. Quoique j'eusse eu d'assez gros revenus à Wilna, mes dépenses les avoient de beaucoup excédés; et je devois encore m'équiper pour une autre campagne.

J'écrivis pourtant à ma belle-mère en lui proposant de venir passer quelque temps à Paris auprès de ma petite Louise, pour laquelle je désirois beaucoup ses soins affectionnés; d'autant plus que le bon Mr. Sue, premier médecin de l'hôpital de la garde impériale, m'avoit laissé l'espoir de la guérison de cette enfant chérie. Ma belle-mère arriva de Hollande, avec ses deux filles, et s'établit chez moi. Ma belle-fille accourut aussi, avec son enfant et une de ses soeurs, pour soigner mon enfant et me donner les consolations dont mon coeur avoit besoin. J'éprouvai un plaisir bien vif, quoique mêlé de regrets, en voyant se réunir ainsi autour de moi une partie de ma famille. Mon fils, alors aide-de-camp du maréchal Gouvion Saint-Cyr, étoit encore à l'armée en Allemagne.

Le troisième jour après mon arrivée, je fus attaqué d'un violent accès de goutte, qui me fit souffrir cruellement, me retint plus de trois semaines au lit, et affoiblit extrêmement mes jambes. Quand l'empereur partit en Avril pour commencer une nouvelle campagne, j'étois hors d'état de l'accompagner; et ce ne fut qu'en

apprenant la bataille de Lutzen, que, tout foible, tout souffrant que j'étois, je me décidai à mettre de côté toute autre considération et à rejoindre l'armée.

Mon fils étoit revenu pour demeurer quelques jours auprès de sa femme et voir son jeune enfant. Ma petite fille alloit beaucoup mieux et sa guérison paroissoit prochaine.

J'allai à St. Cloud, avant mon départ, me présenter à l'impératrice. Cette princesse, me voyant boiter, voulut me persuader de rester encore quelque temps pour me remettre, mais me trouvant décidé à ne pas attendre davantage, elle me dit de venir le lendemain prendre ses lettres pour l'empereur. Elle me reçut le lendemain en audience particulière, m'exprima obligeamment un sensible regret de la perte de ma femme, qu'elle avoit beaucoup aimée, et me donna des lettres pour l'empereur, en me disant d'aller voir le roi de Rome pour lui en porter de plus fraîches nouvelles.

Je partis au commencement du mois de mai 1813; je voyageai nuit et jour, et j'arrivai à Dresde le 19, autant que je puis me le rappeller. L'empereur étoit déjà en route pour Bautzen, où les Russes et les Prussiens s'étoient retranchés, et on s'attendoit à une bataille; je partis le soir avec un convoi de munitions; car le chemin étoit infesté par les Cosaques, et il étoit défendu d'aller isolément. A la pointe du jour, nous apperçûmes les colonnes Françoises qui se mettoient en mouvement pour former les lignes d'attaque. Napoléon n'étoit déjà plus au grand-quartier-impérial; il étoit occupé à faire ses dispositions. Je mangeai à la hâte, et montai aussitôt à cheval pour aller joindre Napoléon et prendre part à la bataille.

J'arrivai à l'aile droite au moment où le premier coup de canon partit d'une batterie Russe. L'empereur ne s'y trouvant pas, je filai, le long de la ligne, jusques auprès du centre où il étoit, avec sa suite, sur un tertre qui dominoit toute la campagne. Je lui remis la lettre de l'impératrice qu'il ouvrit et qu'il lut sur le champ, avec l'air d'une extrême satisfaction. *Et le roi de Rome*, me dit-il, *l'avez-vous vu? Comment se porte-t-il? — A merveille, Sire. Il m'a chargé de porter ses félicitations à V. M.* L'empereur, voyant que je boitais, me fit d'obligeants reproches de n'être pas resté quelque temps encore à Paris, et me permit de demeurer à cheval quand il en descendoit lui-même; ce que tous ceux qui l'accompagnoient étoient obligés de faire aussi. L'attaque fut générale et vive; les Russes et les Prussiens furent contraints d'abandonner leurs retranchements, d'évacuer la ville de Bautzen, et de passer sur la rive gauche de la Sprée, où ils avoient une seconde ligne de retranchements flanquée de redoutes.

Vers le soir l'empereur me vit, et me dit: *Vous devez bien souffrir; allez dans la ville prendre quelque repos.* Je restai cependant sur le champ de bataille, mais un officier d'ordonnance vint me dire que l'empereur vouloit que je me rendisse aussitôt dans la ville de Bautzen et que j'y attendisse de nouveaux ordres. Je me retirai, et je trouvai dans la ville mon quartier fait, où je pris un repos de quelques heures. A la pointe du jour Napoléon monta à cheval; je le suivis de près; c'étoit le vrai jour de la bataille, car la veille il n'y avoit eu que des attaques préliminaires. L'ennemi opposa partout une résistance vigoureuse, et même eut des succès partiels, qui firent douter de l'issue. Une redoute en

face de nous fut prise et perdue plusieurs fois. On attendoit le maréchal Ney, avec son corps, sur l'aile gauche. Il arriva enfin dans l'après-midi, et culbuta l'aile droite de l'ennemi. Il étoit quatre heures et ce ne fut qu'alors que l'empereur proclama la bataille gagnée, en dépéchant à tous les maréchaux, commandants des corps, des officiers d'ordonnance, chargés de la leur annoncer et de leur donner l'ordre de poursuivre l'ennemi.

Je restai durant toute cette journée auprès de Napoléon, qui ne vouloit pas m'envoyer porter d'ordres à cause de l'état où je me trouvois, quoique je me fusse souvent avancé pour en recevoir. Il regardoit continuellement avec ses lunettes d'approche; plusieurs fois il montra de l'inquiétude. Il s'approcha de la grande batterie Françoise à son aile gauche, où il étoit fort exposé; un canonnier eut les deux jambes emportées tout près de nous. Il n'en bougea pas davantage. Vers l'après-midi, que les choses commencèrent à mieux aller, son visage s'éclaircit; étant alors seul avec moi et le grand-écuyer Caulaincourt, qui ne le quittoit jamais, il nous dit: *Que ne donneroit-on pas à Paris pour voir un pareil spectacle!* En effet nous étions admirablement placés pour voir les deux armées et tous leurs mouvements. *Oui*, *Sire*, lui répondis-je, *pourvu que dans les loges on se trouvât à l'abri des coups de canon.* Peu après, voyant la bataille gagnée, il dit: *En voilà encore une dans ma poche*, en fesant le geste d'y remettre sa tabatière.

L'ennemi se replia sur toute sa ligne; le feu de son artillerie avoit cessé. Mais sa retraite se fit dans le meilleur ordre et sans rien perdre; et on eut dit une

manoeuvre bien exécutée un jour de revue. Ce fut principalement le manque de cavalerie qui fit perdre à l'armée Françoise tout le fruit de sa victoire. Il n'y avoit presque de cavalerie que celle de la garde impériale, qui toute la journée resta en arrière comme réserve. Il est certain qu'avec de la cavalerie on auroit pu, ce jour-là et les suivants, faire beaucoup de prisonniers et s'emparer de beaucoup d'artillerie et de bagage. On se mit pourtant à la poursuite de l'ennemi jusqu'à la chûte du jour, et le quartier-impérial fut établi sur la grande route, dans une vaste auberge qui, dans un voisinage si rapproché de Dresde, étoit abondamment pourvue de tout ce dont nous avions besoin.

L'empereur fit dresser sa tente auprès de l'auberge, et y passa la nuit. Au point du jour nous étions à cheval et la poursuite recommença. Le terrain est là comme ondulé, et serpente, si je puis le dire, aux pieds des grandes montagnes de la Bohème, d'où s'échappent une infinité de rivières et de torrents dans une chaîne presque non interrompu de vallées. Nous perdions de vue l'ennemi en descendant ces gorges, et, quand nous montions la hauteur opposée, nous appercevions de nouveau son arrière-garde qui fesoit bonne contenance, et nous envoyoit souvent quelques coups de canon avant de se retirer.

On avoit tout préparé pour recevoir le grand-quartier-impérial dans une petite ville, appellée, je crois, Reichenbach. Quand nous en approchâmes il se montra devant nous, sur la droite, de la cavalerie Russe, adossée à un bois, qui protégeoit la retraite de l'artillerie. Comme elle ne bougeoit pas, la cavalerie légère

de la garde impériale l'attaqua; et il y eut un engagement fort sérieux, où les lanciers Polonois, les lanciers rouges, et les chasseurs à cheval de la garde furent assez maltraités, pour que l'empereur ordonnât de faire avancer les grenadiers à cheval et les dragons de la garde, ce qui détermina la cavalerie Russe à se retirer par le bois. L'empereur voulut voir le terrain où le combat avoit eu lieu; nous y trouvâmes beaucoup de morts et de blessés; ce spectacle causa des regrêts à Napoléon, qui dit que le général Walther, qui commandoit la grosse cavalerie, avoit fait une faute de ne pas avancer plutôt pour soutenir la cavalerie légère.

Il étoit déjà au-delà de la petite ville; la voyant derrière lui il se décida à pousser encore ce soir-là jusqu'à Goerlitz, dont on n'étoit plus éloigné que de deux à trois lieues, et il ordonna d'y transférer le quartier-impérial. Croyant la journée finie, et me trouvant fort las, je m'étois rendu à la ville, d'où je partis pourtant pour aller joindre l'empereur vers Goerlitz. Au moment où j'arrivai, un coup de canon de l'ennemi, le dernier de la journée, vint tuer roide le général du génie de Planta, et blesser mortellement le duc de Frioul. Le général de Planta étoit marié à une soeur de la duchesse de Montebello.

La consternation fut générale: Duroc étoit aimé et considéré de tout le monde. Il étoit tombé à quelques pas de distance de l'empereur, et le boulet avoit déchiré tout son bas-ventre, dont sortoient les intestins; il souffroit cruellement et poussoit des cris horribles. On l'emporta dans le village, qui se trouvoit au fond de la vallée, on lui prodigua toutes sortes de soins; en

l'enveloppa de couvertures; mais sa blessure étoit trop grave pour laisser aucun espoir.

L'empereur fut vivement affecté de ce malheur; il ordonna aussitôt de faire halte et de dresser ses tentes sur la place même. Il alla voir Duroc dans le village, et eut avec lui un entretien fort touchant. Lorsqu'il remonta les tentes étoient dressées, et il s'enferma dans la sienne, sans voir personne, pas même le prince de Neuf-Châtel. La vieille garde forma un quarré autour de nous et bivouacqua; il régnoit dans tous les coeurs une tristesse morne; les soldats de la garde déploroient sincèrement la perte de Duroc. Je couchai dans l'une des tentes, avec le grand-écuyer et mes collègues, sur de la paille; et je souffris beaucoup toute la nuit de la fatigue du jour précédent, et de la douleur que me causoit la mort du maréchal Duroc, que j'aimois et que j'estimois. A la pointe du jour Napoléon sortit de sa tente, devant laquelle on avoit allumé un grand feu. Le général comte Walther, qui avoit été appellé, vint se présenter à lui. Il lui adressa des reproches pour l'événement de la veille, en lui disant qu'il auroit dû venir plutôt au secours de la cavalerie légère, avec la grosse cavalerie. Le général Walther s'excusa sur les fortes recommandations que lui avoit faites l'empereur lui-même de ménager sa cavalerie et de ne pas la compromettre. *Sans doute*, repliqua l'empereur, *mais dans un cas pareil, aucune considération ne doit retenir.* Le vieux guerrier reprit alors, presque les larmes aux yeux: *je n'aurois jamais cru que V. M. pût douter de ma bravoure. — Ah! quant à cela*, dit l'empereur, *il n'en est pas question;* et, se radoucissant aussitôt, il lui dit des paroles flatteuses.

On arriva bientôt à Goerlitz, où les premières propositions d'armistice furent portées à l'empereur de la part des Russes et des Prussiens. L'armée fit halte pendant un jour. Mais le surlendemain l'empereur recommença à marcher en avant, sans discontinuer néanmoins la négociation. Caulaincourt en étoit chargé: les plénipotentiaires de l'ennemi étoient le général comte Schuwalow pour les Russes, et le général de Kleist pour les Prussiens. Les allées et les venues étoient fréquentes pendant la marche. Le soir nous atteignîmes Buntzlau, où il m'arriva une petite aventure assez désagréable. Pour aller plus vite rejoindre l'empereur j'avois laissé à Dresde ma voiture, qui devoit me suivre le plutôt possible. Un nouvel ordre de l'empereur pour cette campagne prescrivoit, que les voitures des généraux, ses aides-de-camp et de tous ceux qui appartenoient à sa suite, fissent route ensemble dans une file, et fussent parquées au dehors de la ville ou du village, où seroit le grand-quartier-impérial, sous peine d'être brûlées si elles encombroient les rues et les places; le commandant du quartier-impérial, le colonel Terrier, étoit chargé de faire exécuter cet ordre, qui, ayant été donné à l'ouverture de la campagne, avant que je fusse à l'armée, n'étoit connu ni de moi ni de mes gens. Ceux-ci, après avoir atteint, avec beaucoup de peine, pendant la nuit, le quartier-impérial dans Buntzlau, se contentèrent de chercher mon logement, qui étoit sur la grande place, et d'y faire halte en attendant le jour, quand tout-à-coup mon valet-de-chambre, qui couchoit dans la voiture, fut éveillé par une odeur de fumée et vit, à sa grande surprise, des soldats qui portoient de la paille sous la voiture et y mettoient

le feu. Il vint en hâte m'en donner avis. Je sortis et je trouvai en effet un officier, avec une garde, qui me dit, qu'il avoit reçu du commandant du quartier-impérial l'ordre positif de brûler cette voiture, quelqu'en fut le maître. En même temps je vis, à la fenêtre d'une maison voisine, un homme en chemise qui se démenoit comme un furieux, en criant à tue-tête : *brûlez-la sur le champ.* C'étoit le colonel Terrier. Je lui représentai que la position où je me trouvois devoit être une exception à la règle; mais il ne fesoit que crier avec plus de force, *brûlez*, *brûlez.* L'officier étoit plus raisonnable; mais il étoit contraint d'obéir. Je le priai donc d'y apporter quelque lenteur, et je courus chez le prince de Neuf-Châtel, que je fis éveiller, et qui me remit sur le champ un ordre au furieux commandant, de suspendre l'auto-da-fé et de me laisser ma voiture. Il fut obligé d'obéir à son tour, mais il étoit de cette espèce de gens qui cherchent à s'insinuer dans les bonnes grâces de leurs supérieurs par une obéissance aveugle, déguisée sous le masque du zèle. Il fit de cet événement un rapport infidèle à l'empereur, en exagérant mon opposition et en disant que j'avois mis l'épée à la main, ce qui étoit vrai, dans la surprise du premier moment, où, sortant de ma maison et ne sachant ce dont il s'agissoit, je vis devant moi des soldats attroupés. Le lendemain le duc de Plaisance, qui étoit de service, me dit que l'empereur m'ordonnoit de garder les arrêts; ce que je fis; une heure après je vis arriver le duc de Plaisance, qui m'annonça que mes arrêts étoient levés. Peu de temps après, pendant la marche, Napoléon me vit et ne put s'empêcher de rire.

Nous marchâmes sur Liegnitz, toujours en négociant

pour l'armistice, qui parut présenter beaucoup de difficultés. Nous y restâmes un jour; et de là nous nous portâmes sur Neumark. En route l'empereur se détermina à passer la nuit dans une grande ferme. Par hazard l'écuyer de service fit ranger toutes les voitures de l'empereur et de sa suite dans un quarré ou espèce de grande cour, entourée de bâtiments et de granges, et fermée par une barrière ou porte. Le feu prit à ces granges pendant un grand vent, et en moins d'une heure tous les bâtiments et toutes les voitures, qui se trouvoient dans l'enceinte, furent brûlés, sans qu'il pût en échapper aucune, les chevaux étant tous en dehors au bivouac. Quatorze fourgons de l'empereur, presque tous chargés d'objets précieux, les voitures du duc de Plaisance, du comte de Lobau, et la mienne, avec tous nos équipages, furent la proie des flammes. Mon valet-de-chambre n'avoit pu rien sauver de tout ce que je possédois: valeur qui alloit aumoins à mille louis. Cet accident me fut d'autant plus sensible, que dans l'état de maladie et d'infirmité où je languissois, je devois souffrir davantage des privations auxquelles la perte de tous mes habits et de tout mon linge devoit m'exposer pendant une campagne très active, et sans chance probable de pouvoir y suppléer de sitôt. Napoléon rit beaucoup de l'incendie de la nuit, disant qu'il n'avoit plus de pantalon à mettre pour le lendemain. Mais il étoit si bien servi, qu'il en pouvoit rire à son aise.

CHAPITRE XXIV.

M. Van Hogendorp nommé gouverneur de Breslau. L'armistice est conclue et Breslau évacuée. L'auteur se rend à Dresde. Levée des gardes d'honneur en Hollande. Moment critique. Le général comte Bubna. Fouché. L'empereur nomme M. Van Hogendorp gouverneur de Hambourg Il part pour sa nouvelle destination. Arrivée à Hambourg (22 Juin 1813). Le prince d'Eckmühl. Blocus de la ville. Situation de la place et coup d'oeil rétrospectif. Tettenborn.

Le lendemain nous arrivâmes à Neumark, où le prince de Neuf-Châtel me communiqua dans la nuit l'ordre de me rendre sur-le-champ au quartier-général du maréchal Ney, pour aller prendre, aussitôt que nos troupes seroient entrées dans Breslau, le commandement de cette ville en qualité de gouverneur.

Je trouvai le maréchal au château de Leuthen. Il me dit que le général Lauriston étoit déjà entré à Breslau, et un moment après une députation de la ville arriva pour implorer la clémence du vainqueur. Comme j'allois être gouverneur de cette ville, il me chargea de recevoir la députation à laquelle je donnai l'assurance que Breslau seroit bien traitée et ménagée autant que possible. Je m'y rendis quelque temps après. La veille le général Prussien de Schoeler s'étoit fait jour à travers l'avant-garde Françoise pour rejoindre l'armée des alliés; et en passant je vis tout le terrain semé

de morts. Tout étoit tranquille à Breslau; le général Lauriston, avec son corps, y maintenoit une discipline sévère, et il n'y eut pas le moindre pillage, le moindre tumulte. Je fus logé chez un marchand de vin, qui me demanda à combien de couverts je voulois être servi? Je lui répondis qu'il n'auroit à nourrir que moi et mes deux aides-de-camp, et dans l'après-midi les boutiques furent rouvertes, et la comédie eut lieu comme à l'ordinaire. On étoit pourtant dans une extrême anxiété pour savoir si l'armistice se concluroit, et si les François évacueroient Breslau.

Le maréchal Ney vint aussi dans la ville avec son quartier-général. A ma grande surprise j'appris que le général Jomini étoit chef de son état-major, et je ne pus m'empêcher de lui demander comment il pouvoit souffrir avec lui un pareil homme, qui s'étoit déjà si mal conduit à son égard en Espagne. *Que voulez-vous?* me répondit-il. *Mon chef d'état-major venoit d'être tué; je l'ai pris, parce que je n'en trouvois pas d'autre.* Je croyois que le général Jomini, n'étant plus sous mes ordres, me feroit mettre l'épée à la main, comme il en avoit manifesté l'intention à Wilna. Mais il me laissa tranquille.

Je ne restai que dix jours à Breslau. L'armistice étant conclu, Breslau se trouva dans la ligne de neutralité entre les deux armées, et je reçus l'ordre de l'évacuer, ce qui se fit avec beaucoup d'ordre. Je ne voulus rien accepter de la ville; cependant le magistrat m'offrit avec tant d'instances un attelage de quatre chevaux, que je crus ne pouvoir les refuser. Les principaux habitants eurent encore l'obligeante attention de m'offrir une voiture pour remplacer la mienne, qu'ils

savoient avoir été brûlée; mais je les remerciai: je venois d'ailleurs d'en acheter une autre. Il parut à cette époque dans la gazette de Berlin un article de Breslau, où l'on rendoit justice à mon désintéressement et au soin que j'avois pris de maintenir le bon ordre dans la ville. Je ne rappelle ces faits que pour les opposer aux infâmes calomnies dont j'ai été l'objet dans mon gouvernement de Hambourg.

Je retournai à Dresde au grand-quartier-impérial, et en passant par Neumark je fis une visite aux commissaires Russes et Prussiens, le comte Schuwalow et le général de Kleist, dont le premier étoit une de mes anciennes connaissances. Les commissaires François étoient le général Dumoustier, commandant de la jeune garde, et le général Flahaut, devenu peu auparavant aide-de-camp de l'empereur.

Quand je fus de retour à Dresde, l'empereur me dit: *Votre commandement n'a pas été long. Mais je vous en ai destiné un autre.*

J'y trouvai mon fils avec le maréchal Gouvion Saint-Cyr. Il n'étoit toujours que capitaine, et il me pria de demander pour lui le grade de chef d'escadron, que l'empereur lui accorda sur le champ.

Napoléon demeuroit dans le palais Marcolini où il y avoit un grand jardin, dans lequel il se promenoit beaucoup. Une fois que je l'y allai trouver pour lui porter un message, il me demanda si j'avois des nouvelles de Hollande? *Comment*, ajouta-t-il, *va la levée des gardes d'honneur?* Je haussai les épaules, et je lui dis, que les préfets d'Amsterdam et de la Haye, par un zèle outré, dépassoient leurs instructions et la teneur des décrets, et les exécutoient avec une vigueur

qui alloit certainement contre ses intentions et fesoit beaucoup de mal en Hollande. *Mais*, dit-il, *ces deux préfets sont vos compatriotes.* — *Ils sont Belges*, répondis-je, *et nous ne considérons par comme nos compatriotes les Belges, qui de leur côté ne nous considèrent pas non plus comme tels.* Il en fut surpris, et je lui racontai quelques traits de la sévérité outrée que ces préfets mettoient dans l'exécution du décret pour les gardes d'honneur, sans que je susse même encore que le fils de mon frère Charles eut été traité aussi indignement par le baron de Stassart. Autrement je n'aurois pas manqué cette occasion d'en instruire l'empereur.

L'agitation étoit pourtant extrême à Dresde, et les têtes fortement occupées. L'armistice avoit été conclu dans l'intention de parvenir à la paix. Tous protestoient la vouloir; mais ce désir, hautement proclamé, étoit-il dans tout bien réel? Ce moment a certainement été le plus critique de toute l'époque des guerres de la révolution, pour Napoléon en particulier. Je n'ai pas été initié à ces transactions diplomatiques, ainsi je ne me hazarderai pas à en faire le détail, qui ne peut être donné fidèlement que par les principaux personnages, qui s'y sont trouvés jouer un rôle actif; encore, pour savoir la vérité, faudra-t-il les entendre ou les lire contradictoirement, selon le parti qu'ils auront servi. S'il est vrai qu'on ait présenté à l'empereur Napoléon des conditions définitives, alors il s'est trouvé pendant quelques instants l'arbitre de son propre sort, et, comme l'évènement a prouvé contre lui, on pourroit le condamner de n'avoir pas accepté la paix. Mais dans ce cas même, sait-on si les propositions n'étoient pas inadmissibles, et si la détermination qu'il a prise ne lui

présentoit pas plus de chances favorables, et des conséquences moins fatales pour lui? L'histoire seule pourra mettre la postérité en état de juger ces questions.

Le prince de Metternich étoit venu à Dresde conférer avec le duc de Bassano, ministre des relations extérieures. Le général comte Bubna y fit aussi une apparition, je ne sais sous quel prétexte. Mais si on n'a cherché qu'à irriter et à aigrir l'empereur Napoléon, personne n'étoit plus propre à remplir ce but. Sur son front on lisoit: *défaite en Russie*, et dans ses yeux: *vous n'êtes plus ce que vous avez été.* Sa bouche exprimoit des regrets ironiques sur ce qu'on avoit souffert. Il étoit un des ennemis les plus acharnés de Napoléon.

L'empereur avoit mandé auprès de lui le duc d'Otrante, peut-être pour savoir son opinion sur la crise où se trouvoient les affaires. C'est à Dresde que je vis Fouché pour la première fois. Quand je l'apperçus et que je me fus assuré, en demandant son nom, que c'étoit lui, mon sang se glaça d'horreur dans mes veines. Je ne sais quels conseils il donna à l'empereur, avec lequel il eut de longues conversations en se promenant dans le jardin. Mais est-il sûr qu'il ne lui en ait pas donné de perfides? On ne sauroit douter qu'il ne songeât dès-lors à le trahir. Quand un souverain disgrâcie un homme comme Fouché, il ne devroit plus l'admettre en sa présence.

Peu de jours après mon retour de Breslau, étant de service auprès de l'empereur, j'entrai dans son cabinet. *Je m'occupois de vous*, me dit-il. *Je vous envoye à Hambourg pour y être gouverneur. C'est une place importante que je vous confie. Il faut partir demain; je suis à dicter vos instructions.* Je lui répondis que

j'avois du regret d'être obligé de le quitter encore, mais qu'enfin je répondrois à sa confiance. Cette mission me déplaisoit sous plusieurs rapports, et elle m'entraînoit à de nouvelles dépenses, après toutes les pertes que je venois d'éprouver au commencement de cette campagne. Il est vrai que j'aurois pu alors demander à l'empereur une indemnité, et que j'étois sûr de l'obtenir. Mais je fus détourné de le faire par un sentiment de modération, qui ne m'a jamais quitté, et par la répugnance que j'ai toujours eue à solliciter des grâces, quelque justes qu'elles fussent. Depuis, le ministre de la guerre ne m'a rien accordé de ce qui m'étoit dû.

J'avois aussi une extrême inquiétude en pensant que j'allois être en relations avec le prince d'Eckmühl et sous son commandement; j'avois appris à connoître son caractère difficile et ombrageux; et tous les officiers-généraux présents au grand-quartier-impérial, avec lesquels je parlois de ma nomination au gouvernement de Hambourg, m'en fesoient un tableau plus effrayant encore, en me plaignant d'être dans la nécessité de servir sous lui.

Je reçus le même jour mon décret de nomination et mes instructions, et je partis dès le lendemain.

Le duc de Padoue, qui commandoit à Leipzig, me fit demeurer un jour dans cette ville, à cause de quelques partisans Prussiens qui avoient commis des hostilités en dépit de l'armistice. Le lendemain je me remis en route, malgré les craintes qu'ils causoient. Devant passer par Helmstadt, pour me rendre à Hambourg, je profitai de cette occasion pour aller voir ma dotation. Le professeur Guéricke en étoit le fermier et

l'administrateur. Je le connoissois déjà par notre correspondance; c'étoit un homme d'esprit, qui entendoit parfaitement l'agriculture. Il me dit que le bien valoit plus que le capital de la rente pour lequel il m'avoit été donné, et que je pourrois, à la paix, m'en défaire avec un grand avantage, en le vendant par petites portions aux habitants de Helmstadt même. Je n'y restai qu'une demi-journée, ne voulant pas retarder mon voyage.

Le 22 Juin 1813 j'arrivai à Hambourg, et je me rendis aussitôt chez le prince d'Eckmühl qui occupoit, hors la ville, une maison de campagne appartenant à un ancien sénateur. Il me reçut avec une apparente cordialité; mais je m'apperçus bien que ma venue ne lui étoit guère agréable. Il avoit l'air agité, rêveur, inquiet. Il me parut croire que j'avois été envoyé pour l'observer et fut, par conséquent, réservé et même gêné avec moi. Je compris alors pourquoi l'empereur m'avoit fait son aide-de-camp.

Comme la conduite que j'ai tenue en ma qualité de gouverneur de la ville de Hambourg, a donné lieu à des calomnies atroces contre moi, publiées d'abord par les journaux Allemands, et en particulier par un infâme libelle imprimé dans le quartier-général du partisan Tettenborn, sous forme de bulletins, copiées ensuite par les journaux Anglois et augmentées, envénimées de tout ce que la haine politique et l'esprit de parti pouvoient inventer de plus méchant, tandis qu'enfermé dans la ville de Hambourg, alors assiégée ou plutôt bloquée sans aucune communication au dehors, je n'avois aucun moyen, non seulement de répondre aux accusations qu'on lançoit contre moi, et d'en prouver

la fausseté absolue, mais même de les connoître, je serai obligé de m'arrêter un peu sur cette période de ma vie, et d'entrer dans quelques détails, pour anéantir, par la force de la vérité, tous ces odieux mensonges, qui, s'ils n'ont été imaginés par le lâche Tettenborn lui-même, peuvent aumoins lui être imputés à crime, à lui qui les laissoit imprimer et publier sous ses yeux, et qui serviront à le déshonorer dans tous les lieux, dans tous les temps où les hommes sauront apprécier ce qu'ils se doivent les uns aux autres et regarderont la calomnie comme une bassesse anti-sociale.

Il ne sera pas hors de propos de donner ici une idée de la situation où se trouvoit Hambourg, au moment où j'en pris le commandement, et des causes qui l'y avoient conduite. Froissées, comme la Hollande, entre la France et l'Angleterre, les villes anséatiques, c'est-à-dire Hambourg, Lubeck et Bremen, avoient su, par la prudence de leur gouvernement et de leurs sénats, lutter avec succès contre tous les dangers dont elles étoient environnées; l'occupation même du Hanovre en 1803 n'avoit occasionné que les visites de quelques maréchaux François; et les scènes sanglantes, qui eurent lieu à Lubeck en 1806, doivent être attribuées autant pour le moins aux Prussiens, qui entrèrent de force dans cette ville, et aux Suédois, qui se refugièrent sur son territoire, qu'aux François qui les y poursuivirent.

Mais après la paix de Tilsit, quand Napoléon adopta définitivement et voulut établir sur des bases plus larges son système continental, il ne pouvoit plus admettre l'existence de pavillons de petits états, qui

n'avoient pas assez de forces par eux-mêmes pour en soutenir leur neutralité. La conséquence en fut la réunion des villes anséatiques et de tout le littoral de la mer du Nord au colosse de l'empire François. Les Hambourgeois pleurèrent, avec raison, la perte de leur existence nationale, sans avoir aucun moyen de la prévenir. Ils furent contraints de se soumettre; et Napoléon leur envoya le maréchal prince d'Eckmühl, en qualité de gouverneur-général de la 32^{me} division militaire, composée des nouveaux départements du nord, pour y introduire l'organisation de l'empire François, en même temps qu'il étoit chargé d'y former un corps, appellé alors armée d'observation d'Allemagne, qui devint ensuite le 1er corps de la grande armée destinée à la fatale invasion de la Russie.

Le mal existoit dans le fait même de la réunion; l'organisation nouvelle, qui en étoit la conséquence, n'éprouva aucune difficulté. Seulement l'introduction de la régie, des droits réunis et des douanes parut un fardeau pesant aux Hambourgeois, qui n'étoient pas accoutumés à ces impositions, et surtout aux rigueurs et aux gênes de leurs formes. Néanmoins toute idée de résistance, et même de murmures, étoit alors fort éloignée de l'esprit de ce peuple doux et paisible, comme le sont ordinairement les citoyens des petits états alimentés par le commerce.

Tout étoit donc tranquille au printemps de 1812, quand le maréchal Davoust partit avec le corps qu'il avoit formé, pour rejoindre la grande armée, qui s'ébranloit de toutes parts. Le général Carra Saint-Cyr resta, avec un petit nombre de troupes à Hambourg en qualité de commandant de la 32^{me} division militaire.

Tant que la grande armée eut des succès, il ne se manifesta dans la ville aucun symptôme d'agitation. Mais quand on apprit l'incendie de Moskow et la retraite calamiteuse de l'armée françoise, les agitateurs se mirent en mouvement, et, exagérant encore les évènements par leurs récits perfides, engagèrent les habitants à profiter des circonstances pour se soustraire à la domination des François.

Tettenborn, qui avoit été major au service d'Autriche, et aide-de-camp du prince de Schwartzenberg, quand celui-ci fut ambassadeur à Paris, avoit fait connaissance dans cette ville avec le comte Czernischew, qu'on sait avoir été envoyé plusieurs fois par l'empereur Alexandre à l'empereur Napoléon, chargé de missions intimes, et dont on connoit les intrigues avec des employés aux bureaux de la guerre; intrigues qui coûtèrent la vie à plusieurs d'entre-eux. A son retour de France Tettenborn quitta l'Autriche et passa en Russie, où il obtint du service par l'entremise de Czernischew. Lors de la retraite des François, il se montra à la tête de quelques Cosaques. Arrivé jusqu'en Allemagne, beaucoup d'aventuriers de toutes les nations.

C'est ici qu'abruptement finit le manuscrit des Mémoires du comte D. Van Hogendorp. La partie manquante, évidemment, a servi à l'auteur pour la défense de son honneur quand il s'est trouvé compromis par les évènements arrivés à Hambourg lors de sa gestion comme gouverneur de cette ville. Cette partie, que nous réunissons de nouveau aux Mémoires, a été publié par l'auteur même en 1814 sous le titre: Mémoire du

général comte de Hogendorp, pour servir de réfutation des bruits injurieux, et des calomnies, repandues contre lui, dans des Gazettes, des Journaux, et des Pamphlets, pendant qu'il était gouverneur de Hambourg, lors du dernier blocus de cette place. A Amsterdam et à La Haye, chez les frères Van Cleef. A Paris, chez Fournier frères. A Hambourg, chez J. M. Menck. A Bruxelles, chez P. J. de Mat, in-8°.

Dans cette publication, qui en même temps parut en langue Hollandaise, le comte Van Hogendorp précéda le récit historique d'une courte préface à laquelle nous donnons place ici en note; [1]) et, de même que dans l'original, nous faisons suivre les pièces à l'appui, qu'il jugea utile d'être publiées alors, et qui donnent en même temps quelques indices sur les intentions ultérieures de l'auteur.

---

[1]) J'avais espéré, que je n'aurais pas eu besoin de me justifier devant le public par rapport à ma conduite comme gouverneur de Hambourg, pendant le blocus de cette place.

Car quoiqu'informé que des gazettes Allemandes, Anglaises et Hollandaises, avaient donné des articles virulents où ma conduite et mon caractére étoient horriblement calomniés; et que même dans des Pamphlets on s'était permis de me déchirer, par des mensonges, et des accusations destituées de toute verité, j'avais cru pouvoir opposer le silence et le mépris à ces misérables attaques. Mais appercevant, que malheureusement pour moi, ces bruits injurieux ont fait impression sur l'esprit du public, lequel, animé par les calamités qu'a souffert la ville de Hambourg, et mal informé des faits, à accollé mon nom à celui du maréchal prince d'Eckmühl sans faire aucune distinction entre ses actions et les miennes; je me crois enfin obligé, pour mon honneur et celui du nom que je porte, de rompre le silence, pour démontrer aux yeux du public, et à la face de l'Europe, l'injustice et la fausseté de ces accusations.

Quelqu'innocent qu'on se connaisse, avec la conscience la plus pure et l'honneur le plus intact, on est cependant bien malheureux de voir ternir ainsi son nom et sa réputation et cela sans le mériter. Les gazettes, les papiers publics, les pamphlets se copient, se repètent, se traduisent

dans toutes les langues, parviennent, percent partout, et même jusques aux oreilles des souverains. Si un souverain, trompé par là, d'une parole ou d'un geste dénote son improbation contre un particulier, il l'écrase et le ruine peut-être. Détrompé ensuite par la vérité, son coeur magnanime voudrait et peut-être ne pourra plus réparer le mal. Il est facile d'induire l'opinion publique en erreur; mais il est difficile de la ramener. Comment contre-dire, comment refuter des articles de gazettes? Comment entrer en lice avec les auteurs, anonymes ou inconnus, de Pamphlets, et les convaincre de faussetés, et de calomnie? Je veux donc me borner à donner un simple exposé des faits et de l'ensemble de ma conduite, espérant que cela suffira pour convaincre le public honnête et impartial de la pureté de mes intentions, et de la loyauté de ma conduite.

CHAPITRE XXV.

Juin 1813. Nomination de Mr. Van Hogendorp comme gouverneur de Hambourg. Le maréchal prince d'Eckmühl. Son caractère. Rapports officiels entre celui-ci et l'auteur. L'ordre du jour qui menaçait du fouet les femmes de Hambourg. Ses conséquences. Articles de journaux hostiles au gouverneur. Récriminations. Le général Tettenborn. Appèl au témoignage des habitants de Hambourg. Le prince d'Eckmühl quitte la ville (16 Août 1813) et y revient après la bataille de Leipsic (23 Octobre). Les rapports entre les deux officiers supérieurs s'envéniment. M. de Fernig est nommé commandant supérieur de la ville. Le blocus de Hambourg par l'armée Russe (Décembre 1813). Irresponsabilité de l'auteur dans la prise de la banque. Il quitte Hambourg après le ralliement du prince d'Eckmühl au gouvernement des Bourbons et après s'être mis à la tête des officiers Hollandais se trouvant dans la ville. Arrivée à La Haye (le 15 Mai 1814). Pièces à l'appui.

C'était au mois de Juin 1813, me trouvant à Dresde au grand-quartier-général, que je fus nommé au gouvernement de Hambourg; je partis aussitôt pour ma destination, et y arrivai avant la fin du mois.

Je trouvai le maréchal prince d'Eckmühl occupé des mesures pour faire payer la contribution extraordinaire, imposée sur la ville, et à réorganiser les autorités françaises. Soupçonneux et jaloux par caractère, il me croiait peut-être destiné à le surveiller, ou le contrôler, et montra de l'éloignement à communiquer avec moi sur les affaires de finances. Quoiqu'autorisé par mon

instruction à en prendre connaissance, je pris le parti de ne pas m'en mêler, et en rendis compte dans mes rapports à l'empereur. Je ne me suis donc jamais mêlé en aucune façon, de l'administration des finances, et surtout pas de ce qui a regardé la contribution extraordinaire.

Ma position était singulière et difficile; je n'étais gouverneur que de la ville de Hambourg et de ses dépendances, savoir Harbourg et les Isles entre ces deux places. Le maréchal était gouverneur-général de toute la 32e division militaire, et de plus commandant-en-chef du 13e corps, et, comme maréchal, mon supérieur à tous égards dans le commandement de toutes les troupes se trouvant là. Le maréchal prince d'Eckmühl avait la manie de vouloir tout faire lui-même, d'entrer dans les plus petits détails du service, et sans s'embarasser des règlements, de la bienséance, ou de la hiérarchie militaire, il donnait ses ordres en droiture aux différentes branches du service. Quelque désagréable que cela fut pour moi, je crus cependant dans le commencement, pour le bien du service, ne pas devoir me brouiller avec lui; et surtout ne pas faire apercevoir mon mécontentement en public. Tous les ordres du jour, toutes les publications qui ont paru dans le tems à Hambourg, sont émanés de lui; c'est lui qui les dictait, et son chef d'état-major me les envoyait, pour les faire publier et observer. Cela seul devrait suffire pour me disculper; car il faudrait méconnaître tout principe de subordination militaire pour vouloir soutenir, qu'un officier subordonné aurait pu se refuser à exécuter les ordres de son supérieur. Mais encore même l'ordre du jour, par lequel les femmes, en cas d'émeute

étaient menacées d'être fouettées, et contre lequel on s'est le plus recrié, ne mérite aucunément cette indignation, qu'on a voulu exciter à ce sujet.

D'abord il est de fait, que les femmes avaient commencé l'émeute au mois de Février 1813. Ensuite on ne saurait trouver étrange que dans une ville, où il y avoit une population de 80,000 âmes, toute mal disposée contre le gouverneur Français, avec une garnison de deux à trois mille hommes, l'on prit des mesures de précaution, pour conserver l'ordre et la tranquillité publique. Or cet ordre du jour prescrivait, que lorsque l'on battrait la générale ou l'alarme, et que le canon tireroit, les habitants dussent se retirer dans leurs maisons, et ne pas se montrer dans la rue; que si cependant des habitants au nombre de plus que quatre (*dans le cas d'alarme*) s'assembleroient dans la rue, et, à la première sommation de se retirer, n'obéïraient pas, *qu'alors* ils seroient saisis et traduits devant une commission militaire, pour être jugés et passés par les armes. Que si c'étoient des femmes (*aussi seulement dans ce cas d'alarme*) elles seroient fouettées. Or assurément il ne pouvoit s'agir ici que des femmes de la basse classe du peuple, qui avoient commencées l'émeute en Février 1813, comme les Pamphlets en conviennent eux-mêmes; et il est connu, que dans toute l'Allemagne la peine du fouet est infligée aux femmes pour pareils délits; cette peine était aussi certainement moins sévère que celle de la mort fixée pour les hommes; ainsi il est inconcevable comment l'on a pu prendre cet ordre du jour comme un motif d'inculpation contre moi, pour m'accuser de cruauté.

Enfin, en tout cas, cet ordre du jour a été fait par

le maréchal prince d'Eckmühl, qui me l'a envoyé pour le faire publier, et non seulement que pas une seule femme n'aye été soumise à ce châtiment par mon ordre, mais même pas une seule femme n'a été arrêtée ou emprisonnée pendant tout le tems de mon commandement.

Néanmoins j'ai lieu de croire que c'est un article à ce sujet, qui a paru dans une gazette ou bulletin de l'armée (*Zeytung aus dem Feldlager*), qui s'imprimoit dans le quartier-général du général Tettenborn, et par conséquent de son sçu et approbation, qui a été l'origine et a donné lieu à toutes les gazettes et papiers publiés en Allemagne, Angleterre, et la Hollande, de répéter cette accusation contre moi. Cet article du 2 Octobre 1813 est ainsi conçu:

„Un des *valets du boureau de Davoust*, nommé Hogen„dorp, a publié comme gouverneur de Hambourg un „décret revoltant, dans lequel il donne aux habitants de „sages conseils, comment ils auront à se comporter, „dans le cas d'une attaque sur la ville. En voulant „inspirer la terreur aux gens il a montré en même „tems, combien grande est la sienne, et désigné le „moment, ou l'occasion se trouvera de le massacrer „avec toute sa garnison. Ce malheureux pousse son „indigne impudence si loin, que lorsque plus que qua„tre femmes se trouveront ensemble, il veut les faire „saisir, et les faire fouetter. Il est vrai qu'il y étoit „accoutumé, que sa femme étoit fouettée de plusieurs „manières, jusqu'à ce qu'enfin elle est morte des suites „à Berlin, où lui-même, également fouetté par les Cosa„ques pendant sa fuite de Russie, a dû l'abandonner „en terreur. Néanmoins, pendant sa vie il n'auroit pas

„osé se permettre de faire imprimer publiquement pa-„reille infamie contre le beau sexe. Nous pouvons d'ail-„leurs assurer les belles Hambourgeoises, que si elles „voudroient fouetter Mr. Hogendorp, avec des verges „de Noël, auxquelles seroient suspendus des ducats, „il se soumettra volontiers, comme un bon enfant, à „cette correction lucrative."

Je me borne à donner la traduction littérale de cet article, sans aucun commentaire: je n'ai jamais offensé, ni fait aucun mal au général Tettenborn; je ne l'ai connu que de vue à Paris en 1811, lorsqu'il étoit aide-de-camp et attaché à l'ambassade du prince Schwartzenberg. Mais j'en appelle à l'Europe civilisée; j'en appelle respectueusement au souverain magnanime, qu'il sert, s'il est permis d'invectiver de cette manière un officier ennemi, ou de souffrir dumoins que cela se fasse dans un papier officiel, imprimé sous ses yeux dans son quartier-général?

Je ne relèverai rien ici de ce qui me regarde personnellement, mais n'est-il pas cruel de voir maltraiter ainsi, et cela sans aucune raison, ma malheureuse épouse défunte, qui pendant sa vie a joui de la considération générale à St. Pétersbourg, à Vienne, à Paris, et en Hollande, sa patrie, avec qui j'ai vécu dix ans dans l'union la plus tendre, et pour laquelle j'aurois donné ma vie pour sauver la sienne! J'ai recueilli ses derniers soupirs à Berlin le 23 Janvier 1813, où elle est décédée d'une fièvre scarlatine, gagnée en donnant ses soins à notre fille unique, qui avoit pris cette maladie en route, victime de sa tendresse maternelle, et de son attachement pour moi, qui lui avoit fait entreprendre ce voyage, et par conséquent morte ni de terreur,

ni abandonnée par moi, comme le dit faussement l'article susdit.

Cependant, si, comme je crois pouvoir le poser en fait, cet article a été la source et la cause première de toutes les accusations et calomnies repandues ensuite dans les gazettes, journaux et pamphlets contre moi, et ne me trouvant accusé ni chargé, par aucune plainte directe ou indirecte, ni auprès du gouvernement Français, ni auprès de mon Souverain, je pourrais peut-être m'en tenir à l'exposition que je viens de faire comme une justification suffisante.

Cependant comme dans des pamphlets, écrits par des gens expulsés de Hambourg, et imprimés avant notre sortie de la ville, on a entassé, pêle-mêle et vaguement, des inculpations contre moi, et confondu les actions et la conduite du maréchal prince d'Eckmühl avec les miennes, de manière à laisser de fâcheuses impressions dans l'esprit du public, peu ou mal informé de la vérité, je veux, sans entrer dans une réfutation de toutes ces calomnies, par un simple exposé des faits, en prouver l'injustice et la fausseté manifeste.

Je suis arrivé à Hambourg en Juin 1813, le maréchal prince d'Eckmühl y étant, comme je l'ai déjà dit, faisant tout par lui-même; c'est lui seul qui doit être censé avoir eu le commandement, et j'ai dû me borner à exécuter ses ordres; cependant, même en cela, j'ose affirmer à la face de l'univers, que personne ne pourra m'accuser, avec vérité, d'aucune grossièreté, bien moins d'aucune cruauté, et que pour autant qu'il a dépendu de moi, j'ai mis, dans l'exécution des ordres et les affaires du service, toute l'humanité, la douceur, et

les bons procédés, que l'on peut exiger d'un galant-homme et d'un militaire d'honneur.

J'en appelle aux habitants d'Hambourg eux-mêmes, aux fonctionnaires publics, aux propriétaires, au clergé, aux bourgeois, même à la classe du peuple et des pauvres. Je leur demande à tous, si tout ce qui est dit sur mon sujet, dans les pamphlets publiés pendant le blocus, n'est pas faux et contraire à la vérité?

Je demande en particulier au clergé, à messieurs les pasteurs de toutes les communions, si la fable débitée au sujet de leurs églises, et de la manière dont je les aurais traités, est vraie? Au contraire, n'est ce pas moi qui les ai toujours protégés et toujours bien reçus, quand ils sont venus me voir, pour me faire quelque demande ou représentation? Je leur ai conservé leurs églises, tant que je l'ai pu et que cela a dépendu de moi; et lorsqu'au mois de Décembre, quand le maréchal m'avoit ôté le commandement, je ne pouvois plus rien faire, je leur en ai exprimé mes regrets. Leur ai-je jamais parlé Français? bien moins dit en cette langue les sottises, ou les grossièretés dont m'accusent les pamphlets? Je leur ai toujours parlé Allemand, que je parle aussi bien que ma langue maternelle. J'ai toujours reçu leurs députations avec honnêteté et bonté; les pasteurs des églises réformées, où j'assistais au culte, venoient dîner souvent chez moi, ainsi que le curé catholique, qui est mort victime de son zèle à aller voir les malades dans les hôpitaux. Enfin, je le repète, j'en appelle au témoignage des ministres de la religion de toutes les communions; qu'ils parlent, je ne leur demande que la vérité!

Il en est de même d'un objet d'un autre genre, du

spectacle; le contraire de ce dont on m'accuse est vrai, car, bien loin d'avoir fait défendre ou tronquer les meilleures pièces, c'est moi qui ai permis de donner librement toutes les pièces de Schiller et autres auteurs, quoique prohibées par la police générale Française; et bien loin d'avoir maltraité la direction, je l'ai protégée et aidée en toute occasion; j'ai payé le loyer de ma loge au théâtre Français et Allemand, jusqu'à ce que, réunis, ils ont obtenu un subside ou abonnement général pour les militaires, dont les deux sociétés ont pu subsister pendant tout l'hyver.

Voilà des faits! j'en appelle au témoignage de tous les Hambourgeois, qui sont restés dans la ville pendant le blocus. J'en appelle à celui de tout le corps d'armée Français, des généraux, des officiers, enfin à celui des officiers supérieurs Hollandais, et de tous mes compatriotes, qui se sont trouvés en ce tems à Hambourg, et qui sont maintenant dans ce pays, leur patrie.

Mais poursuivons. Le 16 Août 1813 le maréchal prince d'Eckmühl s'est porté en avant avec le 13e Corps, et la plus grande et meilleure partie de la 50e Division, destinée exclusivement à la défense de Hambourg, me laissant seulement une foible garnison de tout au plus trois-mille hommes.

Je pensais qu'en partant, le maréchal me remettroit entièrement le gouvernement, surtout sachant que j'étois destiné à le remplacer dans le gouvernement-général; mais, quoiqu'avancé rapidement jusqu'à Schwerin, il a constamment conservé le commandement et continué à m'envoyer des ordres et des instructions sur toutes les parties du service, et en entrant dans tous les détails les plus minutieux. En même tems, d'après

sa fatale méthode, qu'il nommait *sa manière de servir*, il correspondait directement avec les différents chefs de service, et cela non-seulement avec les autorités civiles, mais principalement avec les chefs de l'artillerie et du génie, malgré qu'ils fussent directement sous mes ordres.

Il arrivait de-là, que des opérations et des mouvemens avoient lieu, dont je n'avois aucune connaissance, ce qui étoit fort nuisible au bien du service; j'en écrivis au maréchal et, n'obtenant point de changement, j'en rendis compte au major-général prince de Neuf-Châtel et au ministre de la guerre; mais vu les évènements qui eurent lieu alors, et lesquels coupèrent la communication, je n'eus pas de réponses.

La défaite du corps d'armée du maréchal duc de Reggio, près de Berlin, engagea le maréchal prince d'Eckmühl à se retirer de Schwerin à Ratzebourg, pour défendre avec son corps d'armée la position du Stecknitz pour couvrir Hambourg et Lubeck. De-là il venoit souvent en ville pour inspecter les ouvrages, et plus que jamais donner des ordres par lui-même sur tous les objets et pour tous les services. Enfin le 22 Octobre il eut connaissance de la perte de la bataille de Leipsig, et déjà le 23 il vint à Hambourg, pour prendre toutes les dispositions nécessaires pour venir s'y enfermer. Il se tint sur le Stecknitz jusqu'à la fin de Novembre, et alors, après avoir pris et abandonné en peu de jours la position de la Bille, il vint définitivement se jetter avec tout son corps d'armée dans Hambourg.

Ce fut à cette époque que je commençais à ressentir dans toute sa force le malheur de me trouver sous ses

ordres. Ombrageux et défiant, il se méfiait de moi comme Hollandois. Impérieux et grossier, il voulait me traiter sans égards et même malhonnêtement. Changeant et versatile, il donnait des ordres à droite et à gauche, tantôt à l'un, tantôt à l'autre sans méthode, sans suite, et sans but, de sorte qu'il étoit impossible de faire le service de cette manière.

Enfin ce fut au sujet des mesures qu'il prit, pour l'expulsion des bouches inutiles, que je me suis brouillé définitivement avec lui. Je ne pouvais ni ne voulais approuver les mesures dures et arbitraires qu'il prescrivait pour l'exécution de ses ordres, ni en être l'instrument. Pour faire voir l'incohérence de ces mesures, je me borne à donner, à la suite de ce mémoire, les publications des différentes autorités faites à ce sujet par ordre du maréchal. On n'a qu'à remarquer les dates pour en juger; voyez No. 1. jusqu'à 8. Et comme il déclarait, qu'il ne voulait pas se départir de sa manière de donner ses ordres en droiture, je lui dis, qu'en ce cas mes services n'étoient plus nécessaires, et que je me retirerais chez moi, pour m'y tenir tranquille, jusqu'à ce que les communications seraient rétablies, et qu'alors je me plaindrais à l'empereur de sa conduite envers moi.

C'est donc depuis ce jour, 19 Décembre 1813, ou même déjà depuis le 13 Décembre, jour où M. le maréchal a nommé M. l'adjudant-commandant de Fernig, commandant-supérieur de la ville, pour recevoir les ordres directement de lui, en conséquence de quoi mon autorité étoit annullée, que je n'ai plus fait aucun service, ni pris part à aucune opération ou mesure qui a eu lieu; et qu'ainsi, assurément, rien de ce qui s'est

passé ne peut m'être imputé, ou porté à charge. Quoique même aussi auparavant déjà de la manière despotique, dont le maréchal conduisait les affaircs, et exerçait son commandement, on ne puisse, tout aussi peu, m'attribuer aucune des mesures ou actes du gouvernement, puisqu'ils émanaient tous de lui seul.

Du moment où le blocus a commencé, et que l'armée Russe nous a investis, c'est-à-dire du commencement du mois de Décembre, nous n'avons plus eu aucune communication au dehors. L'ennemi empêchait les nouvelles et papiers publics de nous parvenir; et le maréchal aussi de son côté prenoit les mesures les plus sévères, comme il le dit lui-même dans son Mémoire [1]), pour empêcher toute communication avec l'extérieur. Par-là nous avons été privés pendant tout l'hyver de la connaissance des évènemens qui se passaient en France et ailleurs pendant ce tems, et je puis assurer n'avoir jamais vu les proclamations du général comte Bennigsen, que le maréchal produit auprès de son Mémoire. D'un autre côté on n'était aussi pas informé, hors de la ville, de ce qui s'y passait; on ignorait, ou dumoins on n'étoit pas informé au juste de mes démêlés avec le maréchal, et, je le repète, il n'eut pas été convenable de faire paraître en public nos dissentions. De-là vient apparemment, que dans les pamphlets et articles de gazettes, écrits dans ce tems, on a confondu les accusations; tandis que ne faisant aucun service, ni excerçant aucune autorité, je n'ai eu aucune part à ce qui s'est fait ou passé pendant tout ce tems.

Comme le seul but de ce mémoire est de me disculper, devant l'Europe et devant ma patrie, des fâcheuses

[1]) Publié à Paris chez Warée en 1814.

impressions, que ces inculpations ont produites sur l'esprit du public contre moi, et non de discuter mes griefs personnels contre le maréchal prince d'Eckmühl, je n'en ai fait mention que pour autant que cela était nécessaire afin de prouver, que par la manière du maréchal d'exercer seul toute l'autorité, je ne puis raisonnablement être rendu responsable d'aucun acte du gouvernement, puisque je n'ai pu agir que par son ordre, et que même après, lorsque j'ai renoncé à tout exercice de mes fonctions, il seroit plus injuste encore de m'attribuer aucun des évènemens qui ont eu lieu dans ce tems.

Car pour ce qui regarde mes différends avec le maréchal, la décision en pouvait appartenir seulement au gouvernement de l'empire Français, s'il avait continué d'exister; et maintenant ce ne peut plus être qu'une affaire particulière entre Mr. le prince d'Eckmühl et moi.

Je ne prétends aussi aucunément, dans ce Mémoire, ni inculper ni disculper le maréchal, des accusations portées contre lui; je ne veux pas m'en mêler; et j'en laisse la décision à qui de droit.

Son mémoire ne m'inculpe en aucune manière, et cela prouve aumoins, qu'il n'y a aucun fait ou action dont il aurait pu rejetter la responsabilité sur moi.

Pour ce qui regarde la prise de la banque, on y voit que je n'y ai été que passif, obligé d'exécuter les ordres qu'il m'a donnés; car la phrase dans la lettre du comte de Chuban, pag. 120. No. 35. de son Mémoire où il dit: *Mr. le comte de Hogendorp et moi nous pensons qu'il n'y a plus d'autre moyen que de s'emparer de la banque*, ne peut être entendue que conditionnellement, c'est-à-dire, que, si le maréchal voulait se soutenir à Hambourg, et n'ayant aucun autre moyen

de se procurer l'argent nécessaire, pour faire subsister l'armée, il ne lui restait plus que ce moyen-là. D'ailleurs on verra par la date, qu'alors la banque était déjà saisie; et je puis affirmer, que, lorsque Mr. le comte de Chuban est venu me porter l'ordre du maréchal de faire mettre le scellé sur la banque, je n'en avais aucune connaissance préalable, et que ni Mr. le maréchal, ni Mr. le comte de Chuban ne m'en avaient jamais parlé, bien moins demandé mon avis.

Je pourrais peut-être encore citer beaucoup de particularités à mon avantage et pour me disculper, comme d'avoir eu soin que les travailleurs aux fortification fussent régulièrement payés; d'avoir effectué que les femmes et adolescens de la classe indigente y fussent admis, contre le gré des officiers du génie, les femmes pour deux tiers, et les enfans pour la moitié des douze schillings alloués aux hommes; d'avoir fait cesser les abus qui avoient lieu, en exigeant, des gens comme il faut et même des femmes et des veuves, de fournir des remplaçans pour ces travaux; d'avoir prouvé mon estime et ma confiance aux habitans de Hambourg en formant six compagnies de Bourgeoisie pour entretenir l'ordre dans l'intérieur et en cas d'incendie; lesquelles le maréchal a licenciées aussitôt de son retour en ville; enfin d'avoir donné un exemple éclatant de justice sévère et d'impartialité en faisant revoir et casser la sentence d'un conseil de guerre contre un cuirassier Français, qui avoit tué un paysan, en faisant la maraude avec plusieurs autres, et n'avoit été condamné qu'à une peine légère, et le faisant traduire devant un nouveau conseil de guerre, qui l'a condamné à mort.

Mais je crois en avoir dit assez pour oser me flatter,

qu'un public éclairé et impartial, tant dans ma patrie que dans les autres pays de l'Europe, quoiqu'égaré peut-être pour un moment par les bruits répandus, reviendra de son erreur à mon égard, et sera convaincu que ma conduite a toujours été conforme aux principes les plus purs de modération, d'humanité et d'honneur. Comme je crois que la justice m'en est rendue à Königsberg, à Wilna, à Breslau, et partout où j'ai eu quelque commandement.

Il ne me reste plus qu'à exposer la manière dont j'ai quitté Hambourg, pour retourner dans ma patrie, afin de réfuter l'infâme calomnie que l'on s'est permise dans la gazette de Francfort du 8 Août 1814 en disant *que je me suis empressé d'aller cacher ma honte en Hollande.*

Le maréchal prince d'Eckmühl s'étant décidé le 29 Avril à reconnaître le nouveau gouvernement en France, en donna connaissance aux généraux de division, assemblés chez lui à cet effet. Je lui représentais que, l'empire Français étant dissous et la Hollande, qui en faisait partie, rétablie comme un état indépendant, les Hollandais ne pouvaient reconnaître le roi de France comme leur souverain. Il se fâcha comme à son ordinaire, prétendit que nous étions tous Français, et qu'il ne connaissait point d'Hollandais; voulait que nous prêtassions tous le serment; enfin me menaça de traiter ma conduite de rébellion, de me faire arrêter et traduire devant un conseil de guerre.

Peu intimidé par ces menaces et voulant préciser ma conduite, je lui envoiai la Déclaration No. 9. [1]) Je rassemblai chez moi tous les officiers Hollandais, se

[1]) Voir p. 400.

trouvant à Hambourg, et après leur avoir donné connaissance des évènemens, nous signâmes ensemble l'acte No. 10. que j'envoiai avec la lettre No. 11. à S. A. R. notre gracieux souverain. J'attendis ensuite jusqu'au 5 Mai que, le général d'artillerie Foucher étant arrivé comme commissaire du roi Louis XVIII pour faire la remise de la ville de Hambourg etc. aux alliés, j'écrivis à Mr. le maréchal prince d'Eckmühl la lettre No. 12. à laquelle il me fit faire par son chef d'état-major la réponse insolente No. 13.

Je partis le lendemain matin pour Altona, d'où je lui écrivis, avant de continuer mon voyage, une lettre qui exprimait les sentimens que sa conduite avait fait naître en moi.

Je suis arrivé le 15 Mai à La Haye. J'y attends de la justice, du bon sens et de la candeur de mes compatriotes, que le simple exposé des faits, que je viens de tracer, les convaincra que ma conduite comme gouverneur de Hambourg ne mérite aucun blâme, et qu'aussitôt que j'ai connu la restauration de ma patrie au rang des nations indépendantes, et de l'élévation de l'illustre Maison d'Orange à la souveraineté, je n'ai pas hésité un instant à renoncer à tous les avantages de rang, de distinctions et de revenus que m'offrait le service de la France, pour venir jurer foi et hommage au Prince Souverain, et lui offrir mes services.

1.

A V I S.

Les articles 2 et 4 de l'arrêté de S. E. le prince d'Eckmühl, en date d'hier, et qui a été affiché ce matin, désignent d'une manière précise les diverses classes d'habitants, qui sont tenus d'évacuer la ville sous 48 heures.

Le maire fait maintenant connaître au public que d'après les intentions formelles de S. E., tous ceux des habitants auxquels les articles précités sont applicables et qui ne s'y conformeraient *pas avant l'expiration du délai fixé*, se mettront dans le cas non seulement d'être expulsés par la force armée, mais encore d'être privés de la faveur que leur accordent les articles 3 et 9 du même arrêté parce qu'alors tous leurs biens meubles et immeubles seraient séquestrés; tandis qu'en se soumettant entièrement à la mesure ordonnée, ils auront la faculté d'emporter leurs effets avec eux ou de les laisser en dépôt à des personnes de confiance, qui d'après la déclaration qu'elles en remettront au commandant de canton obtiendront en suite la permission de les leur faire passer.

Hambourg, *le* 19 *Décembre* 1813.

Rüder.

No. 2.

A V I S.

Son Altesse le prince d'Eckmühl vient d'ordonner au maire de faire publier ce qui suit: qu'il est conforme à ses intentions de mettre en exécution rigoureuse son arrêté du 18 Décembre 1813, affiché le 19 Décembre,

concernant la diminution de la population existante de Hambourg, tel qu'il est statué dans les articles 2 et 4 du même arrêté.

Comme la visite domiciliaire à l'examen des approvisionnemens, et la recherche des étrangers habitans de Hambourg pas obtempérants à la loi de l'émigration prescrite, aura lieu demain soir, et les personnes soumises à l'urgence de l'émigration n'auront plus la faculté basée dans les articles 3 et 9.

Chaque étranger ou habitant pas approvisionné, devant sortir de Hambourg, est invité de s'y soumettre, demain, les portes étant encore ouvertes; s'il y aura après à Hambourg des étrangers sans permis de rester ici, ou de non approvisionnés, la gendarmerie les fera sortir sur le champ sans effets ou bien-meubles, et ils seront déchûs des faveurs accordées à l'émigration volontaire.

Hambourg, *le* 20 *Décembre* 1813.

Le Maire Rüder.

No. 3.

A V I S.

Le Maire prévient les habitans de Hambourg que ceux qui, d'après l'arrêtè de M. le maréchal, prince d'Eckmühl, en date du 18, doivent évacuer la ville et qui ne se seront pas conformés à cet arrêté dans le délai voulu, seront, en conséquence d'un ordre formel de Son Excellence, expulsés par la force armée et que tous leurs effets et meubles seront confisqués.

Le Maire invite donc les habitans auxquels s'applique l'arrêté précité, à s'y soumettre ponctuellement, afin de jouir de la faculté d'emporter leurs effets ou de les laisser en dépôt à des personnes de confiance, qui obtiendront la permission de les leur faire passer.

Hambourg, *le* 20 *Décembre* 1813.

Le Maire Rüder.

No. 4.

Le Préfet du Département des Bouches de l'Elbe, Auditeur au Conseil d'État, Chevalier de l'Ordre Impérial de la Réunion, Baron de l'Empire.

Vu les ordres de S. E. le prince d'Eckmühl, en date de ce jour,

Enjoint à tous les habitans de Hambourgerberg d'évacuer leurs maisons dans le délai de quatre jours au plus tard, à compter de la date du présent; les prévenant qu'en cas de retard ils se mettraient dans le cas de voir détruire leurs maisons, et de se voir privés de leur mobilier, qui serait alors saisi.

La même injonction est faite sous semblable peine à tous les autres habitans du territoire de Hambourg, dont les maisons ne seraient pas situées à six cent toises du Stern-Schanze.

Fait à Hambourg le 20 *Décembre* 1813.

DE BRETEUIL.

No. 5.

AVIS.

Le Maire prévient le public, que sur les répresentations, qui ont été faites à monsieur le maréchal, prince d'Eckmühl, que le délai fixé à tous les habitans au 21 Decembre, pour que les individus non approvisionnés doivent sortir de la ville, n'étoit point suffisant, même avec la meilleure volonté d'exécuter ses ordres;

Son Excellence a prorogé jusqu'au 24 Décembre, terme de rigueur, le délai accordé.

Les personnes non approvisionnées sont prevenues, qui si elles ne profitent pas de ces deux jours de délai, elles seront enlevées de vive force et on ne leur tiendra nul compte des effets et vivres, qu'ils pourront avoir.

Les portes seront ouvertes aux mêmes heures, savoir de 10 heures du matin jusqu'à 2 heures de relevée.

Ce délai accordé ne regarde en aucune manière les personnes comprises dans l'article 4 de l'arrêté précédent, les étrangers, commis, compagnons de métier.

Hambourg, *ce* 22 *Décembre* 1813.

Le Maire RÜDER.

No. 6.

Extrait du Registre des Séances et Délibérations de la Commission de sûreté, créée par S. A. Monseigneur le Maréchal Prince d'Eckmühl, le 14 *Décembre* 1813.

Séance du 22 Décembre 1814.

La Commission Spéciale s'est réunie à neuf heures du matin, au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de monsieur le colonel Charlot.

Mr. le président informe la commission que d'après les renseignements positifs qui lui sont parvenus, cinq-cent-trente-cinq individus ont évacué la ville dans la journée.

Un membre observe qu'un avis du Maire, en date de ce jour et placardé dans toute la ville, annonce aux habitants que S. A. a prorogé jusqu'au 24 de ce mois le délai qu'elle avait fixé au 21 pour l'évacuation des individus non approvisionnés.

Cet avis, ignoré de la commission, a contrarié ses instructions et les opérations de MM. les commandants de canton, et a été la cause immédiate et nécessaire de ce que l'émigration n'a pas été aussi nombreuse que dans les jours précédens.

La commission invite M. le Maire à lui faire parvenir désormais toutes les affiches des avis ou notification qu'il pourrait publier relativement aux opérations de la commission.

La commission lève sa séance à six heures et s'ajourne à demain matin neuf heures.

Fait et clos à Hambourg, le 22 *Décembre* 1813.

Signé au registre: les membres de la commission de sûreté: le colonel Charlot, Président, Schindler, Pinel, Beauvert et Menestrier.

Pour Expédition conforme le Colonel, Président de la Commission.

CHARLOT.

No. 7.

A V I S.

Tout individu, qui n'aura point obtempéré aux ordres réïtérés de S. A. le maréchal, prince d'Eckmühl, tendant à évacuer la ville sans délai, faute de s'être approvisionné pour six mois, sera sur le champ arrêté et recevra immédiatement 25 coups de bâton.

Dans le cas où cette première punition serait sans effet, l'individu sera arrêté et conduit hors des murs, après avoir reçu 50 coups de bâton.

Hambourg, le 22 *Décembre* 1813.

Par ordre de S. A. le Maréchal, prince d'Eckmühl.

Le Colonel de Gendarmerie, Président de la Commission de sûreté,

CHARLOT.

No. 8.

A V I S.

Son Excellence Mr. le maréchal prince d'Eckmühl, voulant donner un dernier acte d'indulgence envers

les habitans non approvisionnés pour six mois, qui, n'ayant point encore évacués la ville, ont encouru la peine d'exportation forcée, leur accorde une prolongation de 24 heures.

En conséquence les habitans non approvisionnés pour six mois et ceux dans le cas de devoir quitter Hambourg comme étrangers, pourront encore sortir librement aujourd'hui 25 et demain 26. A cet effet les portes continueront d'être ouvertes, depuis dix heures du matin jusqu'à deux heures après midi.

Mais si, contre l'attente de Mr. le maréchal, des retardataires se trouvoient encore dans la ville passé le 26, il prévient, que tout délai comme toute pitié auroient cessés, et qu'alors les Buletins de l'ennemi à son entrée dans Lubeck, tendant à exciter les Hambourgeois à la révolte, se justifiant par leur non-obéissance; des visites domiciliaires, rigoureuses et continues seront faites, les contrevenants arrêtés et leurs propriétés confisquées.

Hambourg, *le* 25 *Décembre* 1813.

Le Sous-Chef de l'Etat-Major général du 13e Corps, Commandant supérieur de la Place,

DE FERNIG.

No. 9.

Hambourg, ce 30 Avril 1814.

A Son Excellence, Monsieur le Maréchal Prince d'Eckmühl, Commandant en Chef, etc. etc. etc.

MONSIEUR LE MARÉCHAL!

Ce ne fut que par la réunion de la Hollande avec l'empire Français, que je suis devenu sujet de S. M. l'empereur Napoléon, et que je suis passé à son service avec l'armée Hollandaise. Je l'ai servi avec fidélité,

zèle, et dévouement; il m'a comblé de bienfaits, et m'a honoré de sa confiance et de son estime; je ne l'oublierai jamais! mais les évènements inouis, qui ont eu lieu en France, paraissent avoir eu pour suite une abdication formelle de l'empereur Napoléon. Cette abdication me délie non seulement de mon serment comme militaire; mais la Hollande, ma patrie primitive, se trouvant par-là détaché de l'empire Français, je redeviens aussi, moi, Hollandais, et je désire retourner dans mon pays, pour y faire hommage au Souverain, que mes compatriotes ont choisi d'un commun accord.

Je me suis honoré d'être Français, et je crois aussi avoir fait honneur à ce nom; mais je ne le suis plus. L'empire Français, dont la Hollande faisait partie, a cessé d'exister, il a été détruit, et l'abdication de l'empereur Napoléon rend à chacun ses droits. On a rétabli l'ancien royaume de France, la Hollande s'est relevée comme un état indépendant; et tout comme les Français ont eu le droit incontestable d'élire Louis XVIII pour leur roi, comme ils on fait, les Hollandais ont eu celui d'appeler le prince d'Orange à être leur Souverain. Aussi est-il déjà reconnu comme tel par les grandes puissances de l'Europe.

Je crois d'après cela, monsieur le maréchal, qu'on ne peut pas exiger des Hollandais, qui se trouvent incorporés dans l'armée Française, de prêter le serment de fidélité, en qualité de sujets, à sa Majesté le roi Louis XVIII; car, quoiqu'une paix définitive n'ait pas encore fixé les destinées et les limites des divers états, il ne peut cependant exister aucun doute, sur ce que la Hollande ne soit plus une partie de la France, et qu'en conséquence les Hollandais ne peuvent être considérés comme sujets du roi de France, et contraints de lui jurer fidélité.

Je prie donc votre Excellence de vouloir prendre ces raisons en considération, et d'exempter les Hollandais, qui se trouvent ici dans le corps sous ses ordres, du serment civil, exigé des Français. Cependant, aussi longtemps que l'état d'hostilité existe, et que les arrangemens définitifs pour la dislocation de ce corps, et l'évacuation de cette place, ne soient pas faits, nous

avons trop d'honneur pour ne pas vouloir rester comme militaires attachés au corps Français, dont nous avons l'honneur de faire partie, et désirer de partager ses périls et ses travaux jusqu'au dernier moment, et à cet effet même de prêter un serment de fidélité comme militaires aux drapeaux Français, et de porter la même cocarde comme uniforme, jusqu'à ce que les ordres nécessaires soient arrivés, pour nous faire retourner dans notre patrie.

Voilà, monsieur le maréchal, ce que l'honneur et le devoir me prescrivent de vous déclarer. Je reconnais Sa Majesté Louis XVIII comme roi de France; mais je ne puis lui prêter serment comme son sujet, étant convaincu que la Hollande ne fait plus partie de la France, et que, délié de mes sermens par l'abdication de l'empereur Napoléon, je rentre dans mes droits et mes devoirs comme Hollandais, et ne puis être forcé à servir la France, comme militaire, contre ma volonté.

J'y renonce, et je désire retourner dans ma patrie. Je prie votre Excellence de m'en accorder la faculté, aussitôt que les circonstances le permettront.

J'ai l'honneur d'être etc.

Signé Le Comte DE HOGENDORP.

No. 10.

Nous soussignés, tous Hollandais, considérant que, par la réunion de la Hollande avec l'empire Français en l'année 1810, étant passés au service de S. M. l'empereur Napoléon avec l'armée Hollandaise, nous l'avons servi avec fidélité et honneur, mais, que par les évènemens qui ont eu lieu en France et en Hollande, et par lesquels elle s'est détachée de la France, ses habitans ont appellé S. A. R. le prince d'Orange à être leur Souverain, et l'empereur Napoléon, par son abdication formelle et volontaire, nous a délié du serment, que nous lui avions prêtés. Nous déclarons par la présente:

1.) Que par suite de ces évènements nous ne nous considérons plus être Français, mais redevenus Hollandais.

2.) Que nous reconnaissons la Hollande comme un état libre et indépendant.
3.) Que nous reconnaissons également, d'un commun accord et par affection vive, comme notre Souverain S. A. R. le prince d'Orange, appellé à la souveraineté par nos compatriotes, et reconnu comme tel.
4.) Qu'aussitôt que nous en aurons la faculté, nous demanderons notre démission du service de France pour rentrer dans notre chère patrie, et nous mettre à la disposition de S. A. R. notre gracieux Souverain.

Enfin nous prions le général de division, comte de Hogendorp, comme l'officier le plus ancien et le plus élevé en grade parmi nous, de faire les démarches nécessaires, afin de nous procurer le libre retour dans notre patrie, ainsi que les subsistances pendant la route, et le payement de ce que nous avons à réclamer du gouvernement Français.

Nous déclarons en outre, vouloir nous soumettre au commandement du susdit général et d'obéir à tous ses ordres jusqu'à notre retour en Hollande et que les ordres ultérieurs de notre Souverain seront arrivés.

Fait à Hambourg, le 30 *Avril* 1814.

Suivent les signatures.

No. 11.

A Son Altesse Royale Monseigneur le Prince d'Orange et Nassau, Prince Souverain des Pays-Bas, etc. etc. etc.

MONSEIGNEUR!

Je saisis le premier moment où je suis rendu à ma patrie et à moi-même, pour venir présenter très-respectueusement à Votre Altesse Royale mon adhésion au voeu de mes compatriotes, qui l'ont appelé à la souveraineté de notre pays, ainsi que l'expression de ma fidélité et de mon hommage comme son sujet.

J'ai l'honneur de lui présenter ci-joint une copie de la déclaration, que j'ai faite à cette occasion au maréchal prince d'Eckmühl, ainsi que du procès-verbal, par lequel la plus grande partie des Hollandais qui se trouvent ici, se sont joints à moi, pour reconnaître Votre Altesse Royale comme notre gracieux Souverain.

En conséquence je continuerai à m'occuper du soin de réunir tous les Hollandais, officiers et soldats, qui ont fait partie de ce corps d'armée, pour les ramener à la disposition de Votre Altesse Royale. Je la supplie de vouloir m'honorer de ses ordres ultérieurs à ce sujet, et de compter sur mon zèle, et mon obéissance à les exécuter ponctuellement.

Daignez agréer, Monseigneur! les assurances du plus profond respect et de la fidélité inviolable avec lesquels je serai désormais pour la vie,

de Votre Altesse Royale!

le très-humble, très-obéissant et très-fidèle sujet,

(*Signé*) Le Comte DE HOGENDORP.

Hambourg, *le* 29 *Avril* 1814.

No. 12.

Hambourg, le 6 Mai 1814.

A Son Excellence Monseigneur le Maréchal Prince d'Eckmühl, Commandant en Chef etc. etc. etc.

MONSEIGNEUR!

Comme votre Excellence vient de recevoir maintenant des ordres, pour l'évacuation de cette place, et le retour du corps d'armée qu'elle commande en France, je prends la liberté de lui représenter: que le plus grand nombre des officiers, Hollandais de naissance, qui se trouvent ici, ayant déclaré comme moi: *que se trou-*

vant déliés, par l'abdication de l'empereur Napoléon, du serment qu'ils lui avaient prêtés, ils désirent retourner dans leur patrie. Et que sans doute les sous-officiers et soldats Hollandais pensent de même, et s'expliqueront dans ce sens, dès qu'on leur en donnera la liberté, il me paraît qu'il ne peut exister aucun obstacle pour leur accorder cette juste demande.

Il est bien certain et notoire que la Hollande ne fait, et ne fera plus partie de la France, et est même déjà reconnue, par les puissances de l'Europe, comme un état indépendant.

De-là il résulte évidemment que les Hollandais ne peuvent être forcés à servir une puissance étrangère, et que ceux qui, par suite de la réunion de la Hollande avec la France, ont été incorporés dans l'armée Française ont le droit de demander d'être rendus à leur patrie.

Il me paraît aussi évident, que même le gouvernement Français ne peut vouloir pour aucune raison la garder à son service, et qu'ainsi son intérêt est d'en être débarrassé le plutôt possible.

En conséquence je prie V. E. de vouloir prendre des arrangemens pour faire réunir tous les Hollandais de naissance, officiers, sous-officiers et soldats de toutes armes, en un seul détachement, de leur faire payer leur solde, et de tout ce qui leur est dû, et me les faire remettre, pour que je puisse les conduire en Hollande à notre Souverain.

Nous conserverons tous un sentiment profond de l'honneur que nous avons eu d'avoir fait partie de cette brave armée qui a cueilli tant de lauriers et tant de gloire, mais les grands évènements qui ont eu lieu, ayant rendu notre patrie à une existence indépendante, elle nous rappelle dans son sein, et notre amour pour elle nous prescrit le désir d'y retourner dès que nous le pouvons.

J'ai l'honneur d'être etc.

(*Signé*) Le Général Comte DE HOGENDORP.

No. 13.

Hambourg, le 6 Mai 1814.

MONSIEUR LE COMTE,

Mr. le maréchal prince d'Eckmühl, me charge d'avoir l'honneur, en réponse à votre lettre de ce matin, de vous envoyer le passeport ci-joint, avec l'ordre formel de partir dans les 24 heures.

S. Exc. me charge de vous observer: „que vous „pouvez parler en votre nom, mais qu'elle trouve fort „extraordinaire que vous parliez pour la troupe; qu'elle „n'a pas besoin de vos avis, pour savoir ce qu'elle „doit faire, d'après les ordres qu'elle a reçus de son „gouvernement."

J'ai l'honneur de vous saluer avec respect:

Le Général Chef d'État-Major-Général du 13e Corps,

CÉSAR DE LAVILLE.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES PERSONNES MENTIONNÉES DANS CES MÉMOIRES.

Abbema (Mr.) ministre auprès des villes Anséatiques 117.
Adair (Mr.) 231.
Albiac (le général d') 328.
Alexandre I, Empereur de Russie, 141, 144, 146, 148, 149, 151—153, 155, 157—159, 213, 224, 274, 275, 304, 342, 377.
Alting (Mlle Constance) 36, 37, 54—56.
Alting (Mr.) gouverneur-général des Indes Néerlandaises Orientales 36, 37, 54, 55, 81, 82, 97, 103.
Amangkoubouana 79.
Amendi (le général) 242.
Andréossy (le général) 231, 234—236, 239, 242.
Appelius (Mr.) 245.
Arnstein (le baron d') 234.
Arrighi, duc de Padoue, 373.
Augereau (le maréchal) 356.
Auwerswald (Mr. d') 163, 302, 350, 352.
Bagge (Mr.) 160.
Bagration (la princesse) 233.
Barkey (Mr.) sous-gouverneur à Sourabaja 83, 85, 86.
Barlow (Mr.) 325.
Barrington (le colonel) 65.
Bartlo (Mlle M. E.) 57. Elle devient Mme Van Hogendorp 57, 60, 64, 66, 67, 69, 70, 72—74, 76, 134, 224.
Bartlo (Mr.) vice-président des échevins de Batavia 57, 64, 72.
Bassano (le duc de) 266, 309, 312, 316—318, 321, 325, 327, 331, 335, 351, 372.
Baste (le contre-amiral) 303.
Bax (Mr.), médecin 73.
Bayractar 238
Beauvert 399.
Beckmann (le professeur) 164.
Bellune (le duc de) voir Victor.
Benningsen (le général comte) 390.
Bentivegni 14.
Berckel (Van), pensionnaire d'Amsterdam 21, 67.

Berthier (le prince) 261, 267, 290, 292, 301, 326, 333, 337, 338, 341, 342, 346, 353, 364, 366, 368, 388.
Bertrand (Mr.) 30.
Beveren (Mr. de) 132.
Bezier (Mr.) 132.
Biester 19, 163.
Bignon (Mr.) 310, 316, 317.
Bloys de Treslong (le contre-amiral) 256.
Boers (Mr.) Syndic de la Compagnie des Indes 29.
Bonhomme (le général) 178, 180.
Bonn (le professeur) 127.
Bougainville (Mr. de) 138.
Bournier (le général, comte) 337.
Braam (le Commodore I. P. van) 22, 23, 26, 30, 33—36, 42, 43, 46, 48, 49, 52—54.
Brantzen (Mr.) 171, 179.
Breteuil (le préfet de) 397.
Broglie (Mr. de) évêque de Gand, 275, 276.
Brunswick (le duc de) 67.
Bubna (le général comte) 372.
Budlenbroch (le général de) 4.
Buis (Mr.) 141, 143, 145, 146.
Bulow (le général) 302, 303.
Bylandt Halt (le comte de) 179, 215.

Cadore (le duc de) 242.
Cambier (Mr.) 196.
Campredon (le général) 307.
Capellen (Mr. van der) 245.
Caroline Bonaparte, grande-duchesse de Berg 205.
Carra Saint-Cyr (le général) 376.
Catherine de Wurtemberg, reine de Westphalie 221.
Catherine (la grande-duchesse) 274.
Caulaincour, duc de Vicence 273, 274, 285, 292, 333, 335, 361, 365.
Cessac (le comte de) 284.
Chambarlhac (le général) 310, 311.
Chambers (Sir Robert) 61.
Charbonnier (le général) 279.
Charles de Plaisance (le duc) 278.
Charlot (le colonel) 398—400.
Chatelain (Mr.) 286.
Chuban (le comte de) 391, 392.
Citters (Mme van) 64.
Citters (Mr. van) résident de Patna, au Bengale 59, 62—64, 66.
Clarke, duc de Feltre 261, 266, 267.
Clifford (Mlle) 126.
Cobentzl (le comte Louis de) 232, 236, 237.
Constantini, capitaine et sub-récargue 102, 119, 120.
Conway (comte de) 28.
Cornwallis (Lord) 61, 63.
Coutard (le général baron) 327.
Curtius (Mr.) Syndic de Lubeck 142.
Czartoritzky (le prince Adam) 147, 157, 158.
Czernitscheff (le général, comte de) 326, 377.

Daendels (le gouverneur-général) 123, 168, 180, 185—187, 257, 292.
Dantzig (le maréchal, duc de) voir Lefèbre.
Daru (le comte) 347, 348.
Dauriban (le capitaine) 84, 85.
Davoust, prince d'Eckmühl 278, 280, 281, 283, 294. 302—304, 332, 341, 373, 374, 376, 380, 381—383, 385, 387—407.
Dedem (Mr. van) de Gelder 148, 238, 356.
Demarçay (le colonel) 210, 211.
Dibbitz (le général) 351.
Diderot 282.
Dodan (Mr.) 239, 240.
Donnersmarck (le comte Henckel de) 7, 10.
Dorothée, princesse de Wurtemberg 6.
Dubois (Mr.) l'accoucheur 271.
Dumonceau (le maréchal) 199, 207, 247.
Dumouriez (le général) 90.
Dumoustier (le général) 370.
Duncan (Sir Jonathan) 111.
Dupont Chaumont (le général) 178.
During (chef de bataillon) 344.
Duroc, duc de Frioul 260, 267, 268, 285, 333, 335, 363, 364.
Durosnel (le général comte) 238.
Dusaillant (le comte) 281.
Éblé (le général) 343, 344.
Eckmühl (le prince d') voir Davoust.
Elout (Mr.) 173.
Enghien (le duc d') 152, 153.
Entrecasteaux (l'amiral d') 84.
Esterno (Mad. d') 238.
Esterno (Mr. d') 224.
Eugène de Beauharnais, Vice-roi d'Italie 354.

Feltre (le duc de) 261, 266—268.
Ferdinand de Prusse (le prince) 164.
Férino (le général) 207.
Ferlus (Mr.) instituteur à Sorège [1]) 135, 164.
Fernig (l'adjudant commandant de) 389, 401.
Flahaut (le général) 355, 370.
Fouché, duc d'Otrante 372.
Foucher (le général) 394.
Franceschi (le général) 328.
François, empereur d'Autriche, 223, 225, 226, 238, 239.
Franquemont (le capitaine de) 105, 106.
Frédéric Auguste, roi de Saxe 242, 243.
Frédéric II, le grand, roi de Prusse 3, 6, 8—12, 15, 266.
Frédéric-Guillaume II, prince royal de Prusse 6, 17, 19.
Friant (le général comte) 342.
Frioul (le duc de) voir Duroc.
Fürstenberg (le comte de) 282.
Frykenius (le capitaine) com-

[1]) Par la faute du manuscrit le nom de cette place se trouve écrit Soneze aux pages indiquées.

missaire de la Comp. Néerl. des Indes 81, 88.

Gaete (le duc de) 260, 261.
Galitzin (la princesse), née comtesse de Schmettau 3, 282, 283.
Galitzin (la princesse Mimi) 282, 283.
Galitzin (le prince) 150, 282.
Gaudin, duc de Gaete 260, 261.
Gédroictz (le prince) 319.
Goes (Mr. van der) 167, 174, 178, 214, 222.
Gogel (Mr.) 172, 178, 189, 192, 212, 245, 263.
Goll & Co. (Mess.) 224, 225.
Goloffkin (le comte de) 160, 161.
Goltz (la comtesse de) 355.
Gouvion St. Cyr. 322—324, 358, 370.
Graaf (M. van de) gouverneur de Ceylan 82.
Grabowsky (le général comte) 319.
Grandjean (le général) 302.
Grasveld (Mr.) 173.
Gratien (le général) 328, 334.
Grauwert (le général) 302.
Greve (Mr.) gouverneur à Samarang 72, 74.
Grovestins (Mad. de) 244.
Grueber (le père) général des Jésuites 160.
Grünne (le comte de) 224.
Guéricke (le professeur) 373, 374.
Guillaume V, prince stadhouder des Pays-Bas 3, 59, 90, 91, 130.
Guillaume, prince héréditaire, puis prince souverain 243, 394, 403—405.

Haersolte (Mr. de) 124, 167.
Hamel (le major) 38, 39, 49, 50.
Hansen (le général) 305.
Haren (O. Z. de) 2.
Hasselaar (Mr.) bourguemestre d'Amsterdam 55.
Hastrel (le général) 281.
Hédouville (le général) 144, 153, 157.
Hédouville (Madame) 153.
Heeckeren (le baron Louis de) de Cloese 179, 205.
Heiden (le comte de) Ambassadeur de Hollande 5, 164.
Heim (Mr. van der) 178, 186, 255, 256.
Hélène, grande-duchesse de Russie 141.
Hemsterhuis 282.
Henckel de Donnersmarck (le comte) 7, 10.
Henry de Prusse (le prince) frère du roi 6, 11, 19.
Herklots (Mr.) chef à Cassembazar 64.
Hertling (le baron de) 356.
Hendelet (le général) 350.
Hodshon (Mr.) 229, 230, 244.
Hogendorp (la famille van) 2, 126, 127, 134, 148, 149, 158, 204, 242, 254, 371.

Hogendorp (Guillaume van) père de l'auteur 2, 3, 34, 35, 53, 57, 58, 72, 127.

Hogendorp (Mad. van) née van Haren, mère de l'auteur 2, 10, 31, 121, 122, 127, 246, 292, 300, 349.

Hogendorp (Mad. van) voir Bartlo (Mlle) et Hohenlohe (Auguste) Langenbourg.

Hogendorp (C. S. W. van) fils de l'auteur 66, 67, 71, 73, 118, 135, 164, 165, 176, 177, 218, 219, 222, 228, 246, 247, 267, 288, 358, 359, 370.

Hogendorp (Mad. van) jeune, voir Olivier (Mlle).

Hogendorp (Louise van) fille de l'auteur 321, 357—359.

Hogendorp (Gisbert Charles van) frère de l'auteur 2, 3, 7, 19, 23, 67, 68, 126, 163.

Hogendorp (Frédéric van) frère de l'auteur 117, 124, 127, 140, 163.

Hogendorp (Guillaume van) frère de l'auteur 126, 127, 163.

Hohenlohe (Auguste) Langenbourg, devient Madame van Hogendorp 137, 174, 204, 217, 224, 238, 239, 241, 242, 246, 249, 250—254, 267, 277, 298, 300, 305, 320, 321, 347—349, 354—356, 359, 383, 384.

Hohenlohe (Frédéric Ernest de) Langenbourg 135, 136.

Hohenlohe (Louis) Langenbourg 136, 224.

Hohenlohe (la princesse de) Schellingsfürst 234.

Hohenlohe (Madame de) 358.

Hooff (Mr. van) 178.

Hoop (Mr.) van der 229, 230, 244.

Hope & Co. 194, 225, 226, 228, 229, 254.

Hoppé 241.

Hortense de Beauharnais, reine de Hollande 205, 252—254, 256.

Hudelist (Mr. de) 240, 241.

Hugenpoth (Mr. de) 245.

Huon (le capitaine) 84.

Ibbetson 115.

Janssens (le général) 178, 186, 196, 216, 245, 256, 257.

Jérôme Napoléon, roi de Westphalie 171, 218—221, 223, 224.

Jomini (le général) 308—313, 369.

Jones (Sir William) 61.

Joseph II, Empereur d'Allemagne 11.

Kalitsheff (Mr. de) 149.

Kant (le célèbre) 15.

Kasteelen (Mr. van de) 189, 192.

Keyserling (le comte de) 13, 14, 18, 222, 305.

Keyzer, ancien officier 104—107.

Kinsbergen (l'amiral de) 22, 126.

Kirkor (le capit.) 319, 344, 346.

Kleist (le général de) 365, 370.

Klinchowstroem (le major de) 10.
Konopka (le général) 328.
Konsenstiern (le capitaine) 160.
Korff (le baron de) chancelier de Prusse 10.
Kourakin (le prince) 235.
Kraus (le professeur) 16.
Krayenhoff (le colonel) 210, 245, 265, 267.
Krazinky (le général comte) 328.
Krusemarck (le baron de) 325.
Kueil (le capitaine) 83.

Laar (le procureur-général van) 129.
Labouchère (Mr.) 228.
Lacroix 169.
La Ferté (le marquis de) agent de Louis XVIII 153.
Landy & Constantini banquiers, 102. 118.
Langsdorff (Mr. de) 160.
La Peyrouse et l'expédition à sa recherche 84, 85.
Lapoype (le général) 358.
La Rochefoucault Liancourt (le duc de) 117, 251, 253, 254, 258.
La Rochefoucault (le comte de) 178.
Lauriston (le général) 314, 315, 317, 368, 369.
Laville (César de) 407.
Le Brun (le prince) duc de Plaisance 259, 298, 366, 367.
Lebrun (le notaire) 358.
Lefebvre, duc de Dantzig 336, 340.
Lemoine (le général) 280, 293.
Lichtenstein (Jean, prince de) 236.
Lichtenstein (Maurice, prince de) 241.
Ligne (le prince de) 235, 236.
Lobau (le comte de) voir Mouton.
Loison (le général, comte) 177, 297, 307, 327, 328, 334, 345.
Louis (Mr.) 188, 189, 193—195, 212.
Louis Bonaparte, roi de Hollande 122, 123, 171—188, 193, 195—199, 201—219, 221—223, 225, 228, 243—248, 250—252—258, 261, 266, 289.
Louis XVIII 402.
Lucas (l'amiral) 97.

Maanen (Mr. van) 245.
Macartney (Lord) 160.
Macdonald (le maréchal) 330, 351—353.
Maha Raja (le) de Patna 65, 66.
Mailly (la maréchale) 278.
Mailly, le fils 339.
Maret voir Bassano (le duc de)
Maistre (le comte de) 161.
Marie Louise Béatrice, impératrice d'Autriche 223, 224, 231.
Marie Louise, impératrice des Français 260, 267, 270—272, 276, 284, 287, 292, 296, 321, 359.
Marie Thérèse, impératrice d'Allemagne 11.
Markoff (Mr. de) 149, 152.

Martuchéwitz (le colonel) 210.
Masséna (la maréchal) 273.
Massenbach (le général) 352.
Mecklenbourg-Schwérin (le duc et la duchesse de) 141.
Meerfeld (le comte de) 219, 223, 224.
Meerman (Mr.) 132, 137, 139.
Menestrier 399.
Metternich 232, 372.
Meuron (le colonel de) 28, 29, 95, 96.
Minto (Lord) 156.
Molitor (le comte) 299.
Mollerus (Mr.) 178, 206, 215, 251.
Mollien (le comte) 260.
Montalivet (le comte) 260.
Montebello (la duchesse de) 270, 271, 363.
Montesquiou (la comtesse) 271.
Moris (le général) 219.
Mortemart (le duc de) 279.
Mortier, maréchal duc de Trévise 336, 352.
Mouton, comte de Lobau 269, 285, 292, 293, 335, 367.
Muller (Jean de) l'historien des Suisses 220.
Müller (le baron de) 227.
Muller (les frères) 309.
Murat, roi de Naples 335—342, 346—355.

Napoléon Bonaparte 111, 122, 155, 157, 158, 162, 166, 170—172, 177, 178, 181, 220—223, 234, 236, 239, 240, 242, 252, 255, 256, 257—262, 264—277, 284, 301, 304, 306, 307—322, 325, 327, 329—336, 351, 353, 355, 357—367, 370—373, 375, 376.
Narbonne (le comte de) 304, 305.
Nederburgh (Mr.) commissaire de la Compagnie Néerl. des Indes 81, 88, 92, 95, 97, 98, 103, 104, 116, 132, 133, 137—139.
Neuf-châtel (le prince de) voir Berthier.
Ney (le maréchal) 273, 342, 344, 345, 347, 349, 350, 361, 368, 369.
Niézelewsky (le général) 319.

Odonnel (le comte d') 226, 230.
Olivier (le général) 288, 289, 297.
Olivier (Mlle) devient Mad. van Hogendorp, jeune 288, 297, 358, 359.
Orange (la princesse d') née princesse de Prusse 3, 19, 31, 91, 357.
Orange (le prince stadhouder, Guillaume V d') 3, 59, 90, 91, 130.
Orange (le prince héréditaire d') 243, 394, 403—405.
Otrante (le duc d') voir Fouché.
Oudinot (le maréchal) 255—259,

267, 268, 284, 287, 322, 323, 328, 340, 342. 388.
Overstraten (Mr. P. G. van) 74, 76, 103, 109, 120, 121.
Ozy (Mess.) 224.

Padoue (le duc de) voir Arrighi.
Palfy (le comte Jean de) 241.
Parra (Van der) gouv. général des Indes Hollandaises 3.
Patterson (Mlle) 221.
Paul, grand-duc de Russie 6. Empereur 144—146, 155, 194.
Pauline Bonaparte 279.
Pelgrom, consul-général 102, 119, 140.
Pichegru (le général) 90.
Pierre-le-grand 292.
Pinel 399.
Plaisance (le duc de) voir Lebrun.
Planta (le général de) 363.
Plettenberg (le baron de) gouverneur du Cap de Bonne Espérance, 27.
Poll (Mad. van de) 300.
Poll (Mr. van de) 261.
Ponthon (le colonel de) 307.
Pontoy (Mr.) 132, 138.
Potocki (le comte Jean) 315.
Pozzo di Borgo 155, 156.
Pradt (Mr. de) 310, 329.
Prozov (le comte) 315.
Puthod (le général baron) 279. 299.
Pyman (Mr.) 196.

Queysen (Mr.) 132.

Radja Ali 44—48, 51, 52.
Radja Hadji 39, 44, 51.
Radja Mahmout 51, 52.
Ramler (le poëte) 4.
Rapp (le général comte) 314, 317, 349, 354.
Rayneval (Mr. de) 157.
Reede (le Baron de) de Parkeler 103, 104, 109.
Reggio (le duc de) voir Oudinot.
Rezanoff (le Chambellan de) 159, 160.
Rocca Romana (le duc de la) 327.
Rodde—Schlözer (Madame) 142.
Roëll (Mr.) 178, 189, 192, 222, 228, 229, 239, 243—246, 250, 251, 255.
Roest (le baron de) 223.
Roi (le) de Rome 270—272, 276, 359, 360.
Rombecke (Mad. de) 237.
Rossel (le capitaine de) 84.
Roy (le capitaine de Sandol) 28, 29, 186, 187.
Roy (le général de) 324.
Rüder (le maire) 395—399.

Sandick (le colonel de) 201, 202.
Sandol Roy (le capitaine de) 28, 29, 186, 187.
Santheuvel (Mr. de) 127.
Sapiéha (le prince de) 315—318.
Schill et sa bande 295, 296.
Schimmelpenninck (Mr.) 170—173, 211.

Schindler 399.
Schlegel (Mr.) 234, 237, 238
Schlözer (le professeur) 142.
Schoeler (le général de) 368.
Schroetter (le baron de) 306.
Schutter 34.
Schuwalow (le général comte) 365, 370.
Schwartzenberg (le prince de) 329, 330, 377.
Sébastiani (le général) 347.
Sélim (le sultan) 238.
Sémonville (Mr. de) 169.
Serrurier (Mr.) 254.
Siberg (Mr.) gouverneur de Samarang 54, 55, 82, 83, 95, 97, 103, 120, 121.
Siérakowsky (le comte) 315.
Silliman (Mr.) 243.
Sismondi (Mr.) 234.
Six (Mr.) 132, 137, 172, 175, 213, 214, 222, 223.
Sockolnietsky (le général) 333.
Soudja al Dowlah 61.
Sousouhounan (le) de Soura-Carta 76, 77.
Spaen de Biljoen (le baron de) 256.
Spoenlin (Mr.) aumônier 76, 135, 165.
St. Marsan (le comte de) 355, 356.
Stackelberg (le comte de) 158, 172.
Stadion (le comte de) 155, 156, 223, 224, 226, 229, 232, 233, 236, 239, 240.
Staël (Mad. de) 234—238, 305.
Stassart (le baron de) 371.
Stavorinus (le capitaine) 40.
Steinwehr (le gén. major de) 7, 302.
Stockum (Mr. van) directeur-général des Indes Orient. Néerlandaises 81, 82.
Stolberg (le comte de) 283.
Storey (l'amiral) 118.
Stosch (le docteur) 355.
Stuart (le général) 111.
Sturler (le lieut.-colonel de) 201—203.
Stutterheim (le colonel de) 155, 156.
Styrum (Mr. J. van) 172.
Suchtelen (le général van) 159.
Sultan (le) de Djockjo-Carta 78.

Tarayre (le général) 248, 308.
Tate (Mr) 112.
Terrier (le colonel) 365, 366.
Tettenborn (le général de) 356, 374, 375, 377, 383, 384.
Tiesenhausen (le comte de) 318.
Tippoo Sultan 112.
Titzingh (Mr.) directeur des établissements Hollandais 60, 61.
Tolstoy (le comte de) 148.
Tormassow (le général) 329.
Travers (le général) 256.
Treschkow (le général de) 325.
Trévise (le maréchal duc de) voir Mortier.
Triers (le comte de) 234, 241, 242.

Truchsess de Waldbourg (la comtesse de) née princesse de Hohenzollern 221, 222.
Tsitschakoff (l'amiral) 329, 330.
Twent (Mr.) 189, 192, 205, 251.

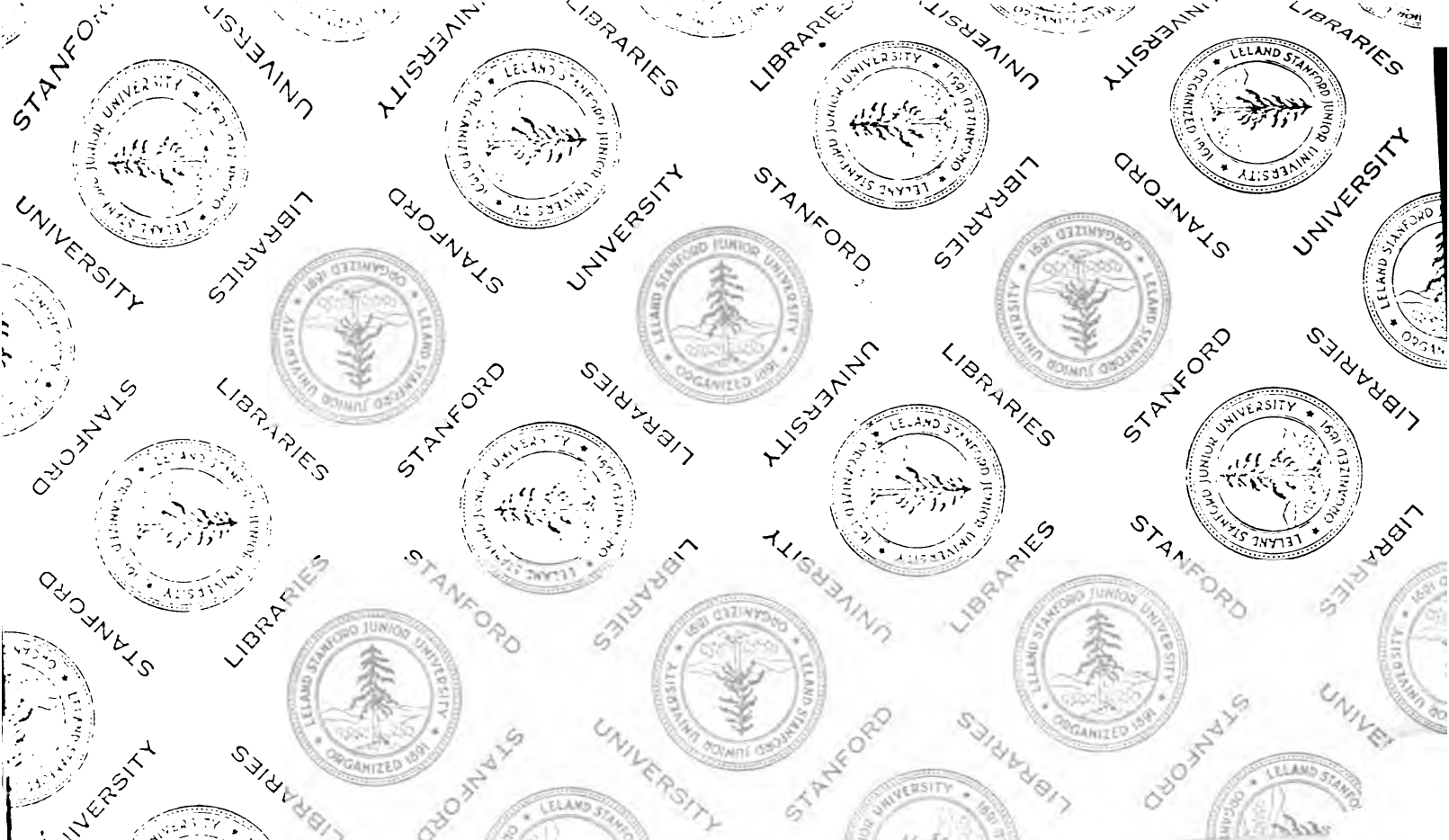
Umbgrove (Mr.) 55, 120, 121, 128, 140, 163, 207.

Vaillant (Mr) 138.
Verelst, Ministre de Hollande 5.
Verhuell (les frères) 132, 137, 167, 172, 178, 213, 214, 222, 223, 260.
Vicence (le duc de) voir Caulaincourt.
Vichery (le colonel) 183.
Victor, duc de Bellune 322, 323, 328, 340.
Villers (Charles de) 142.
Voute (Mr.) 132, 138, 193, 194, 212, 225, 228, 229.

Walther (le général) 363, 364.
Warren (Sir John Burlaw) 144.
Wasilieff (Mr. de) 194.
Wawrewsky (le général) 319.
Wedel (le général) 348.
Westphalen (le comte de) 219.
Wickam (Mr.) 116.
Wiese (le gouverneur-général) 172, 186.
Winter (l'amiral de) 176, 259, 290, 291.
Wintzigerode (le général, comte de) 326.
Wirtemberg (le duc de) 145.
With (le capitaine de) 39, 40, 48.
Wittgensteyn (le comte de) 322, 323.
Woelwarth (le baron de) 20.
Woronzoff (le comte) 143, 144, 147, 149, 151.
Wreede (le général de) 324, 325, 340, 341, 345, 347, 353.

Yelbky (le comte) 315.
York (le capitaine puis général de) 29—31, 302, 303, 307, 330, 351, 352.

Zaremba (de) 295.
Zayontzschek (le général) 342.
Zichy (le comte de) 225, 226, 230.
Zilver (le notaire) 288.


STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
LELAND STANFORD JUNIOR UNIVERSITY
ORGANIZED 1891

DJ 219 .H7 .A3 C.1
Memoires du general Dirk Van H
Stanford University Libraries
3 6105 036 665 680

DJ
219
.H7.A3

Stanford University Libraries
Stanford, California

Return this book on or before date due.

MAR 28 1978